



HAL
open science

Amidou Mariko, Mémoires d'un crocodile
Pierre Boilley

► **To cite this version:**

Pierre Boilley. Amidou Mariko, Mémoires d'un crocodile: Du sujet français au citoyen malien. Donniya, pp.198, 2001. halshs-00188529

HAL Id: halshs-00188529

<https://shs.hal.science/halshs-00188529>

Submitted on 29 Jan 2022

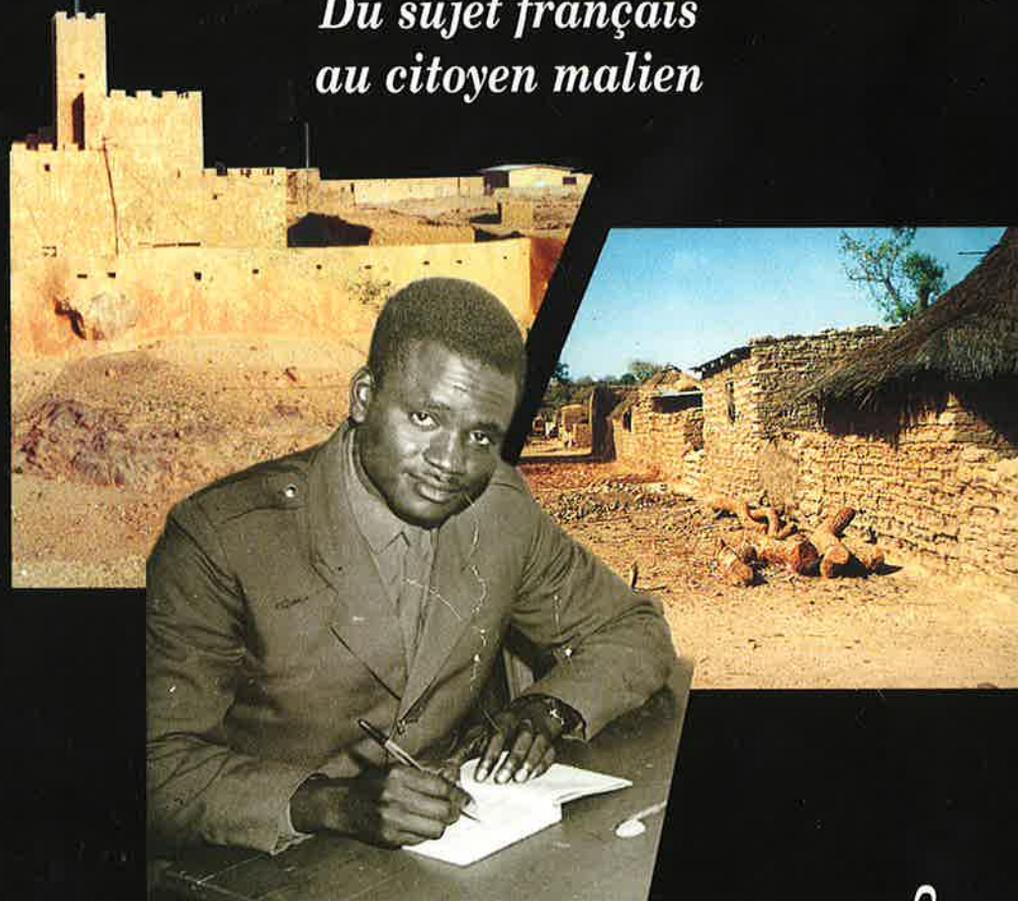
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Amidou Mariko

MÉMOIRES D'UN CROCODILE

*Du sujet français
au citoyen malien*



Propos recueillis
et mis en forme par Pierre Boilley


EDITIONS DONNIYA

Amidou Mariko

Mémoires d'un crocodile

Du sujet français au citoyen malien

PROPOS RECUEILLIS ET MIS EN FORME
PAR PIERRE BOILLEY



EDITIONS DONNIYA

ISBN : 2-911741-33-1

© Editions Donniya, Mali, 2001

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE		3
AVANT-PROPOS		5
NOTE DE L'ÉDITEUR		7
CHRONOLOGIE		8
PREMIERE PARTIE L'INNOCENCE		
Chapitre 1.	Je suis un métis (1936-1953)	9
Chapitre 2.	Mon enfance de mendiant et d'écolier (1936-1951)	15
Chapitre 3.	Premières embauches (1952-1956)	20
Chapitre 4.	Entrée dans l'armée (1956-1960)	26
Chapitre 5.	Vers la décolonisation (1960)	33
Chapitre 6.	Vers l'armée du Mali indépendant (1960-1961)	42
DEUXIEME PARTIE LA CHUTE		
Chapitre 7.	Pour la première fois dans l'Adagh (1962-1963)	48
Chapitre 8.	La révolte touarègue (1963-1964)	55
Chapitre 9.	La culpabilité (1963)	63
Chapitre 10.	L'URSS (1968-1970 et 1979-1980)	68
Chapitre 11.	La fin de Modibo Keita (1968)	76
Chapitre 12.	La guerre des pauvres (1974)	87
Chapitre 13.	De nouveau à Tessalit (1977-1979)	94
Chapitre 14.	Vers une nouvelle guerre... (1979-1985)	104
Chapitre 15.	La guerre de Noël (1985)	112
Chapitre 16.	L'armée et le pouvoir	119
Chapitre 17.	La disgrâce (1986-1989)	128
TROISIEME PARTIE LE RACHAT		
Chapitre 18.	Dans l'Adagh rebelle (1989-1990)	137
Chapitre 19.	Affrontements et répression (1990)	144
Chapitre 20.	En quarantaine (1991)	154
Chapitre 21.	Enraciner la paix (199-1992)	163
Chapitre 22.	Gérer le Pacte national (1992-1996)	177
	EPILOGUE	193
	Note méthodologique	195
	ANNEXES	199

PRÉFACE

Lorsque j'ai rencontré Amidou Mariko pour la première fois, en 1994, le Mali connaissait des moments difficiles depuis plusieurs années. La rébellion touarègue et maure avait éclaté en 1990 et, malgré la chute de Moussa Traoré, l'instauration de la démocratie, la signature du Pacte national en 1992 et la fin théorique des affrontements, la violence et l'insécurité régnaient encore au Nord. Je voyageais en Afrique depuis une quinzaine d'années, et au Mali depuis presque une décennie, et finissais cette année là une thèse d'histoire sur l'Adagh, cette région saharienne des Ifoghas qui avait connu tant de soubresauts depuis un siècle. Au cours de mes voyages et de mes missions j'avais noué partout de nombreuses amitiés, mais bien sûr, par le sujet même de mon travail, c'est en milieu touareg qu'elles étaient les plus nombreuses. J'avais suivi avec tristesse les combats qui avaient ensanglanté la région. Des amis avaient été tués, des exactions avaient été commises... Dans ce contexte les jugements que les communautés portaient les unes sur les autres, empoisonnés par l'incompréhension, la méconnaissance et le ressentiment réciproque, n'étaient évidemment guère nuancés... Pourtant, depuis le début de la confrontation, j'entendais les hommes du Nord, Touaregs et combattants rebelles, parler avec émotion d'un homme du Sud, un militaire nommé Mariko, qui était commandant du cercle de Kidal, et que tout le monde considérait comme un juste. On me disait qu'il avait contribué à calmer des situations difficiles, qu'il avait sauvé des gens de la mort, et ce personnage m'intriguait et m'attirait...

En février 1994, j'ai eu la chance de pouvoir reprendre la route du Nord du Mali en compagnie de Jean Clauzel, ancien administrateur de Kidal, et d'une escorte armée. Au retour, en revenant vers Bamako, nous avons appris en passant à Ségou que le commandant Mariko y était présent et, profitant de l'occasion, nous sommes allés lui rendre visite chez lui. Amidou Mariko était depuis peu à la retraite et quand nous sommes arrivés, il se reposait dans la cour de sa maison, en simple bou-bou. Il nous a accueilli chaleureusement, et nous avons commencé à discuter, dans la lumière dorée de cette fin d'après-midi, évoquant les événements du Nord dont il avait été l'un des acteurs. En l'écoutant, je fus frappé par ses commentaires.

— Ce sont les combattants qu'il faut combattre, pas les civils ! Si vous tuez quelqu'un, vous faites des orphelins qui voudront reprendre les armes plus tard. C'est techniquement contre-productif !

Ces propos, qui cachaient sous une pudeur utilitaire ce que je sentis être une profonde humanité, me plurent immédiatement. Aussi, quand Amidou Mariko, après avoir félicité Jean Clauzel du livre de souvenirs qu'il venait de publier, nous avoua qu'il rêvait de dire et d'écrire ce qu'il avait vécu, lui proposais-je aussitôt de l'aider dans ce travail, mû par une immédiate sympathie. Mais la nuit tombait,

nous devons reprendre la route, et les choses en restèrent là. De retour en France, je fus repris par des occupations multiples, et j'oubliais cette proposition...

Plusieurs mois plus tard, un soir, le téléphone sonna. Très surpris, je reconnus la voix d'Amidou Mariko.

— Pierre Boilley ? Si vous êtes toujours d'accord, je suis prêt à commencer mon témoignage !

Ce fut le début d'une longue histoire... J'ai passé avec Amidou de longues journées à évoquer les épisodes de sa vie bien remplie, au milieu de sa famille à Ségou, ainsi qu'à Paris ou encore à Bamako. Nous avons voyagé ensemble, nous avons partagé nos repas, et une véritable amitié est née, pleine d'une estime que je crois réciproque, renforcée par l'opinion que nous avons en commun sur l'essentiel. Cependant, l'historien que je suis, s'il ne peut faire l'économie de l'empathie nécessaire avec le sujet d'étude ou les témoins qu'il rencontre, ne doit pas s'aveugler en proportion... Il me fallait vérifier, recouper les faits, m'assurer que l'histoire n'était pas trop belle. Je n'ai pas été déçu. Les archives personnelles qu'Amidou possédait et qu'il a mis totalement à ma disposition, et plus encore les archives du cercle ou de l'armée entreposées à Kidal ou Gao et ouvertes largement, ainsi que les témoignages recueillis d'autres acteurs, au Sud ou au Nord du Mali, m'ont rassuré en ce qu'ils ont corroboré les dires du commandant Mariko. Certains épisodes m'ont également fait toucher du doigt combien son action, tranquillement et sans grandes phrases, pouvait être orientée vers la paix. Ainsi, un soir où nous nous reposions avec Amidou, après une journée bien remplie d'entretien, plusieurs jeunes soldats sont venus lui rendre visite. C'était l'époque du début de l'intégration dans l'armée des combattants de la rébellion, et quelques Touaregs en uniforme militaire faisaient partie du groupe. Les soldats se sont assis avec nous, sous l'auvent de cette maison de Ségou, et après les salutations, le silence commençait à retomber quand un soldat d'origine bambara apostropha Mariko.

— Mon commandant, vous vous rappelez ? Je vous ai dit un jour, à Kidal, que si un combattant touareg me tombait entre les mains, il devrait dire adieu à la vie ! Vous m'avez répondu : « *Connais d'abord les gens, et tu ne pourras plus les tuer...* » Je n'avais rien compris à cette phrase, à l'époque... Eh bien, voyez !

Et désignant un Touareg intégré qui était assis à ses côtés, le soldat reprit :

— Celui-là, j'aurais pu le tuer ! Mais maintenant, c'est mon ami... Si quelqu'un lui veut du mal, il me trouvera sur son chemin !

J'ai regardé Amidou, qui ne disait rien, se contentant de sourire. Et l'émotion m'a submergé. Tant que vivront de tels hommes, persuadés que le dialogue et la paix passent avant tout, le monde ne sombrera pas dans la folie...

Pierre Boilley

AVANT-PROPOS

La vie est curieuse. La mienne, je crois, a pris la forme d'un trait d'union ! Bizarre, pour un militaire dont la mission est d'être prêt à faire la guerre, la guerre meurtrière qui sépare les humains et les peuples, de commencer ses mémoires en disant qu'il a servi de trait d'union... Les pages suivantes vont largement me permettre de me faire comprendre. Un trait d'union, qu'est ce que c'est ? En soi, pas grand-chose, et tout seul, rien du tout, un petit trait insignifiant. Mais qui prend tout son sens au milieu des autres, de ceux qui l'entourent, parce qu'il les relie, parce qu'il les unit, parce qu'il les métisse, et parce que de deux parties séparées et différentes, il en fait une troisième, unique, importante et utile. Je m'appelle Amidou Mariko, Bambara du Mali. Mais en fait, je suis un Coulibaly. Et qui plus est, un Coulibaly issu d'une Diakité, une Peule ! Je suis musulman, mais je me suis marié avec une chrétienne, elle-même de père bambara Traoré et de mère peule Diallo. Je suis un Noir du Sud, mais je me suis uni avec une Touarègue blanche du Nord... Ma famille est un condensé de l'amalgame malien.

Les événements, les épreuves que j'ai eu à vivre m'ont fait comprendre que ma vocation était de faire office de passerelle entre les populations, les modes de vie, les religions, et en cela de servir non seulement le Mali, en essayant de contribuer à ce que ses différentes composantes puissent vivre en bonne intelligence, mais aussi les hommes et les femmes que j'ai rencontrés, pour qu'ils se connaissent mieux, et préfèrent s'écouter et se comprendre plutôt que se battre et se tuer. Cela peut paraître un peu prétentieux, mais je n'y suis pour rien. Ce sont mes mariages, mes expériences, les missions que l'on m'a confiées qui me l'ont révélé peu à peu...

Ma première affectation dans l'armée malienne a été le Nord, dans l'Adagh des Ifoghas, et à une période qui n'était pas la meilleure, puisque je suis arrivé là-bas en 1962 et que j'en suis reparti en 1964, exactement au moment de la première rébellion touarègue. J'ai vu, pendant les mois passés dans cette région, des choses révoltantes contre lesquelles je n'ai pas pu faire grand-chose. Je n'étais que sergent, et mes moyens d'action étaient limités, en dehors de l'influence que je pouvais avoir sur mes camarades. Ma dernière affectation avant la retraite m'a de nouveau conduit au Nord, dans cette même région de l'Adagh. J'ai été envoyé à Kidal, en 1989, et nommé commandant de cercle en 1990, juste au moment où s'est déclenchée la seconde rébellion. Mais cette fois-ci, j'étais à la tête du cercle, et je me suis dit que c'était ma chance. J'avais maintenant voix au chapitre, les circonstances m'avaient placé là au bon moment pour que je puisse faire quelque chose. Ce que j'avais été impuissant à empêcher lors de la première rébellion, je pouvais maintenant faire en sorte que cela ne se produise pas une nouvelle fois, et racheter ainsi les erreurs passées.

J'étais certainement destiné à jouer ce rôle, et si je regarde en arrière, je m'aperçois que les signes d'un lien entre les gens du Nord et ma famille sont là bien avant moi. Ma vieille maman est née au début du siècle, à Bougouni. Elle n'était pas encore mariée, elle était même encore très jeune lorsqu'elle a vu arriver dans la ville des Touaregs qui étaient amenés en prison, ou plutôt en résidence surveillée, parce qu'ils avaient une certaine liberté de se promener. Elle est morte à plus de quatre-vingt-dix ans, mais elle s'est toujours souvenue de ces gens très grands, très bien enturbannés. Elle racontait qu'elle avait été frappée à l'époque parce que ces gens ne regardaient jamais derrière eux. Ils marchaient dans la ville, ils montaient à la résidence du cercle, et jamais ils ne regardaient en arrière. C'était impressionnant, parce que cela dénotait une certaine fierté, et aussi une complète absence de peur. Comme toute la famille était « rouge », de ce teint pâle particulier qu'ont chez nous les nomades arabes, touaregs et peuls, et que c'était une famille peule où les vieilles traditions d'éleveurs nomades étaient encore vives, il y avait beaucoup de lait chez elle. Et les Touaregs, pour qui le lait est si important, venaient souvent rendre visite à cette famille pour en boire. Ma grand-mère avait finalement pris l'habitude de prévoir une ration de lait pour ces Touaregs, et chaque matin ils venaient boire à la maison cette part qui leur était réservée. Ils s'étaient liés d'amitié avec le jeune frère de ma maman, qui s'appelait Siné Diakité. Ils ne se comprenaient pas entre eux mais ils étaient toujours ensemble ! Ils s'entendaient bien, et tous les jours, ces Touaregs passaient un moment avec lui, avant de se présenter aux fonctionnaires du cercle comme ils en avaient l'obligation.

Bien plus tard, au cours d'une de mes dernières missions de conciliation, après ma retraite de l'armée, j'ai discuté avec Nok ag Agcha, Touareg du Gourma et notable de la région de Goundam. Il m'a dit : *« Vous êtes de Bougouni ? Au début du siècle, des Touaregs ont été placés là-bas en prison, et l'un d'entre eux y est mort. Celui-là est un parent à moi »*. Sur le coup, je n'ai pas su lui dire s'il s'agissait bien des mêmes gens, mais je lui ai raconté que ma maman m'avait parlé de Touaregs à Bougouni qui venaient chez elle et étaient très liés à sa famille. De retour chez moi, j'ai demandé à ma mère si elle se rappelait qu'un des Touaregs était mort à Bougouni. Elle s'en souvenait parfaitement... À travers les générations, les régions et les décennies, ce lien entre mes parents et les Touaregs s'était noué, et finalement, c'est à moi qu'il a été échu de le renforcer. C'est cette destinée de serviteur de l'État et du peuple malien dans son ensemble que je voudrais conter ici, en espérant seulement que cela puisse être utile.

Amidou Mariko

NOTE DE L'ÉDITEUR

Lorsque Amidou Mariko et Pierre Boilley sont venus soumettre leur manuscrit, la simplicité et la force du propos nous ont immédiatement séduits. Le parcours d'Amidou Mariko est passionnant : ses premiers pas dans l'armée française du Soudan rencontrèrent l'Histoire des indépendances, la naissance de l'armée malienne et l'armée soviétique de la belle époque.

Pourtant, le récit va bien au-delà du contexte militaire et touche le cœur par son humanité et sa valeur culturelle : Amidou Mariko est un homme « bon », dans le sens noble et antique du terme. Il ose aborder les questions soulevées par une authentique quête de la paix et cette démarche courageuse semble trouver singulièrement bien sa place dans une actualité africaine tourmentée où les approches sincères et constructives sont bienvenues.

C'est aussi un précieux témoignage sur l'histoire récente du Mali perçue à travers le regard lucide d'un homme ouvert et sensible, profondément attaché à ses racines et à sa culture maliennes.

Souhaitons également que l'exemple d'un homme de devoir et d'éthique citoyenne participe à la réflexion, quel que soit leur grade, des hommes de ce grand corps d'État qu'est l'armée nationale. Aujourd'hui et pour longtemps encore, l'armée est appelée à jouer un rôle déterminant dans l'avenir et le respect de la bonne gouvernance en Afrique. Gageons que la présence en son sein d'hommes tels qu'Amidou Mariko, ainsi que l'originalité de ce récit transparent, contribueront, en toute humilité, à améliorer son image.

En tant que jeune maison d'édition malienne, nous remercions avec amitié Pierre Boilley et Amidou Mariko de leur confiance à notre égard et de leur optimisme rassurant dans la nature humaine.

CHRONOLOGIE

16 novembre 1936	Naissance à Bougouni
1941	Entrée à l'école coranique
1944	Départ en Mauritanie et école française
1946	École française à Bougouni
1951	Abandon de l'école française et entrée à la Société de prévoyance de Bougouni
Avril 1954	Départ à Bamako et engagement chez Loupiac
4 avril 1956	Recrutement dans l'armée française
29 avril 1956	Départ sur Dakar pour le 1/6° RAC
Octobre 1957	Nomination brigadier
2 novembre 1958	Affectation à Kati au 2° RCIA
Avril 1958	Nomination brigadier-chef
Octobre 1958	Nomination maréchal des logis
1 ^{er} octobre 1959	Affectation à l'EMPA (École militaire préparatoire africaine de Kati). Aller-retour en l'Algérie
3 décembre 1960	Démobilisation de l'armée française, retour au foyer en option
1 ^{er} septembre 1961	Recrutement dans l'armée du Mali
Sept. 1961/janv. 1962	Stage avec les Soviétiques (Kati)
2 février 1962	Départ vers Tessalit (remplacement des troupes françaises parties le 20 janvier 1961). Première rébellion touarègue
2 juin 1964	Départ du nord, affectation à Kati (instruc. d'art. EMIA, chef de batterie)
Septembre 1966	Nomination sergent-chef
21 août 1968	Départ vers l'URSS
10 mars 1970	Retour d'URSS. Affectation à Kati (instructeur EMIA)
Janvier 1974	Nomination adjudant
Déc. 1974/janv. 1975	Conflit avec la Haute-Volta
Février 1976	Officier (sous-lieutenant). Instructeur à l'EMIA
12 juillet 1977	2 ^e affectation à Tessalit, commandant la batterie mixte
Février 1979	Nomination lieutenant
Novembre 1979	Départ de Tessalit, affectation à Kati
Décembre 1979 - avril 1980	2 ^e séjour en URSS
Septembre 1980	Affectation à Ségou, commandant de batterie
Août 1982 - juillet 1983	Stage en France à Draguignan (Ecole d'application d'artillerie)
1 ^{er} septembre 1983	Nomination capitaine, Ségou
1984	Commandant du 23 ^e GAM, Ségou
Décembre 1985	Conflit avec le Burkina Faso
15 octobre 1986	Commandant 15 ^e GAM à Gao
1987	Non-activité par mesure disciplinaire
15 octobre 1989	Affectation à Kidal, adjoint-chef de bataillon 11 ^e BIM
Juillet 1990	Confirmé commandant de cercle de Kidal et chef de bataillon 11 ^e BIM
Juin 1990	Début de la seconde rébellion touarègue
Août 1991	Mise à la retraite, rappelé en activité le même mois
Avril 1992	Nomination chef de bataillon
Décembre 1993	Retraite définitive
1994-1996	Personne ressource auprès du ministre des Forces armées. Missions au Nord
27 mars 1996	Cérémonie de la Flamme de la Paix

PREMIÈRE PARTIE

L'INNOCENCE

CHAPITRE 1

JE SUIS UN MÉTIS

Je suis malien. Mais on peut être malien de bien des façons... On peut être Bambara, Peul, Touareg, Dogon, Arabe... Que ceux que je ne cite pas ne m'en veuillent pas, car nous sommes trop nombreux. Quant à moi, je suis malien de plusieurs façons en même temps. Et mes derniers enfants, de façons plus nombreuses encore, puisqu'ils sont bambaras, peuls et touaregs tout à la fois ! Personnellement, je suis métis peul-bambara, et qui plus est, mon nom n'est pas le mien. C'est une histoire un peu compliquée. Tout a commencé, selon la légende, le long de la rivière Baoulé. Un chasseur du nom de Midia Koroba Diakité, un Peul parti de la région du Ouassoulou à la recherche de gibier, est arrivé au bord du Baoulé. Il a descendu la rivière et, à l'endroit où se trouve actuellement Bougouni, il a trouvé la région très giboyeuse et a décidé de s'y installer. Il a construit une petite case, ce qui se dit en bambara « bougouni ». Puis, il a commencé à chasser, à fumer la viande, et à se constituer un petit stock de nourriture. Il s'est mis alors à faire le va-et-vient entre son petit bougouni de chasse et sa région d'origine du Ouassoulou, au sud, où il ramenait des vivres à ses parents. Quand ceux-ci sont morts, il a décidé de vivre dans son bougouni. Il s'est marié, des gens l'ont rejoint, ont ajouté l'élevage à la chasse, puis se sont mis à faire un peu de culture. Le village a commencé à grossir. Cependant, la région n'était pas inhabitée. Des gens y vivaient et avaient Coulibaly comme nom de famille. C'étaient de grands féticheurs qui passaient beaucoup de temps à leurs activités surnaturelles. Ils ont fini par être intégrés dans le village et, sachant que les Peuls étaient des gens très intelligents, ont commencé à leur laisser la gestion des affaires et des relations avec les voisins, pour pouvoir se consacrer à leurs fétiches. Alors ils sont allés voir les Diakité.

— Nous ne voulons pas du pouvoir qui ne nous intéresse pas. Occupez-vous-en, et nous, nous allons nous occuper de nos fétiches. Vous aurez les affaires matérielles, et nous les affaires spirituelles.

Voilà comment les Coulibaly et les Diakité se sont partagé les pouvoirs. Bougouni est donc devenu pour de bon le village des Peuls Diakité qui ont fini par en être les chefs. C'était avant la conquête française.

C'est ainsi que lorsque les Blancs sont arrivés, ils ont appris que Bougouni était Peul, mais que des Coulibaly (c'est-à-dire des Bambaras) y vivaient, avec une grande réputation de féticheurs. Et moi, Amidou Mariko, je suis un Coulibaly...

Comment est-ce possible ? Ce changement est dû à mon père, qui s'appelait à sa naissance Sibiri Coulibaly. À l'origine, la famille n'était pas de Bougouni mais d'un petit village, Biron, à trente kilomètres de Bamako, dans la région de Safé. Je suis donc issu des Coulibaly de Biron de Safé, qui étaient les chefs de canton. Notre origine vient du royaume bambara de Ségou, d'où les princes ont envoyé mes ancêtres, lorsque le royaume s'est agrandi, occuper la région de Biron. À l'époque de mes grands-parents, il y eut un grave problème dans la famille. Ma grand-mère Kamadjé perdait tous ses enfants mâles les uns après les autres, qui plus est, au moment où ils sortaient de l'enfance, dès qu'ils avaient été circoncis. Dès qu'ils avaient « pris leurs trois habits », c'est-à-dire les attributs de l'homme, le pantalon, le boubou et la coiffure, ils mouraient ! Ma grand-mère et mon grand-père, lequel s'appelait Monzon, ont compris que cette fatalité n'était vraiment pas normale, et qu'un mauvais sort avait dû être jeté sur eux et leurs enfants. Aussi ont-ils demandé à mon père, pour le sauver, de s'en aller de la maison, de quitter le village, et de partir le plus loin possible, là où personne ne saurait qui il était.

Un soir, en grand secret, mon père a donc quitté ses parents qui étaient bien malheureux, mais qui préféraient ne plus voir leur fils, ni même ne plus savoir où il était, plutôt que de le voir mourir. Il est parti à pied, dans la nuit, et a marché, marché des jours durant, pour échapper au mauvais œil. Ne devant pas révéler qu'il s'appelait Sibiri Coulibaly, il répondait à qui lui demandait qu'il se nommait Mory Mariko. Pourquoi ce nom ? Parce que mon père ne voulait pas avoir un jour à se battre contre les siens. Les Coulibaly sont en effet cousins des Mariko, un lien de parenté qui interdit à chacun de faire couler le sang de l'autre. Si un Mariko voit le sang d'un Coulibaly, ou l'inverse, le cas est très grave car des cousins ne doivent en aucune façon se faire le moindre mal mais au contraire s'aider en toutes circonstances. C'est pourquoi il prit le nom de Mariko qui n'était pas le sien mais, dans un sens, en était très proche.

Néanmoins, bien qu'apparenté, ce nouveau nom changeait certaines choses. Les Coulibaly sont de vrais Bambaras et des nobles. Et si, à Bougouni, les Mariko sont là aussi des nobles, plus loin, à Kayes par exemple, ils sont des forgerons, des gens de castes. Or chacun sait qu'en Afrique, le rang social et le plus ou moins grand prestige qui y est attaché ne sont pas des réalités disparues. Peu à peu, ces habitudes tombent en désuétude, et l'on commence à s'intéresser plus particulièrement au comportement de l'individu, à ses compétences, à ses qualités morales ou à son intelligence qu'à sa naissance ou à son extraction. Mais les considérations de rang social ont cependant encore beaucoup d'importance. Un homme de basse caste, même s'il est ministre, ne suscite pas immédiatement autant de respect qu'un noble. Que ce soit en milieu bambara, songhay ou touareg, il a plus de mal à se faire accepter, et met plus de temps à se faire estimer. Cette mentalité commence à changer, quoique lentement. Personnellement, ce nom ne me dérange pas. D'une part, je respecte ce que mes grand-parents et mes parents ont fait, ce qu'ils

ont décidé et, d'autre part, je me moque de ce que les gens penseront de moi à ce sujet. Je ne veux être estimé que pour moi-même, et non pour un nom de famille. Je veux être fier de mon action, pas de mon nom...

Autre chose encore : les Coulibaly et les Mariko n'ont pas le même animal protecteur, le même totem. Les Coulibaly ont pour totem un poisson et les Mariko, un crocodile. Pour cette raison, un Mariko ne doit pas manger de crocodile, il ne doit pas non plus en tuer, ni même assister à l'abattage de l'un d'entre eux. Le nom même de Mariko signifie d'ailleurs « caïman ». La légende dit que les gens de ce nom descendent du caïman, qu'ils viennent de l'eau. Elle dit aussi que lorsqu'un Mariko arrive au bord d'un fleuve, il n'a pas besoin de pirogue pour le traverser. Il appelle le crocodile qui le prend sur son dos pour l'amener à la rive opposée. Cet animal protège et aide les Mariko. On ne mange pas ses aïeux et ses protecteurs ! Ma famille et moi-même n'avons donc jamais mangé de crocodile. Mais en réalité, nous sommes des Coulibaly... Depuis le temps que je porte ce nom de Mariko, psychologiquement, je dois maintenant être réellement devenu un Mariko. Ajoutons que j'ai appris très tard que j'étais un Coulibaly ! Mon oncle paternel, N'Golo Coulibaly, ne m'a raconté toute cette histoire qu'en 1954, quand j'avais déjà dix-huit ans. J'avais eu le temps de m'habituer à ce nom ! Et j'ai continué à penser, après cette révélation, que j'étais bien un Mariko, ce qui m'a donné d'ailleurs des inquiétudes lorsque je suis devenu commandant de cercle à Kidal, à partir de juillet 1990. Il y a là-bas, à côté de la résidence du commandant de cercle, un bassin. Dedans vit un très vieux crocodile qui avait été donné, vers la fin de la période coloniale, à Jean Clauzel, un des derniers chefs de subdivision français de l'Adagh des Ifoghas.

Cette superstition du totem des Mariko m'a donné une hantise. Je me suis mis à craindre que ce crocodile meure pendant que j'occupais la fonction de commandant de cercle et de chef de bataillon. Pour empêcher cela, je le surveillais, je tentais d'améliorer son sort. J'ai voulu agrandir son bassin et y mettre un peu de verdure pour rendre l'endroit agréable. J'avais même fait les plans avec le régisseur du cercle quand on m'a déconseillé de changer son environnement. Un animal si vieux, cela pouvait le tuer ! Alors j'ai renoncé, et je n'avais plus qu'à prier. Je priais Dieu, Allah. Bien sûr, on peut douter qu'Allah, Dieu des musulmans, s'intéresse au totem fétiche d'un Mariko. Intellectuellement, j'en doutais moi-même fortement. Je pense d'ailleurs que Dieu nous a donné assez d'intelligence et assez de force pour travailler et faire en sorte que ce que l'on désire se réalise. Je suis bien certain que lorsqu'on souhaite quelque chose, se limiter à s'asseoir et prier Dieu n'est pas suffisant, et que c'est le meilleur moyen de ne rien avoir ! Mais malgré tout, parce que le cœur de l'homme est craintif pour ce qu'il ne comprend pas, j'ai prié Dieu quand même pour le crocodile de Kidal, pour qu'il ne meure pas pendant que j'exerçais là-bas mes responsabilités. Dieu a dû m'écouter, puisque le caïman est resté vivant. Peut-être peut-on y voir aussi autre chose : je suis parti de Kidal et le crocodile vit

toujours, à plus de soixante ans, en plein désert ! Nous, les Mariko, nous sommes solides...

Mon père aussi était un homme solide, un vrai Mariko, même s'il ne portait ce nom que depuis peu. Lorsqu'il a quitté ses parents, il a voyagé longtemps sous ce nom, il est parti à l'aventure, vivant de petits travaux par-ci par-là, devenant tour à tour manœuvre, boy, etc. Finalement, il s'est engagé dans l'armée coloniale où il est devenu tirailleur, au début du siècle. Voilà comment les Français ont recruté un Mory Mariko ! Mon père a été le premier à s'appeler Mariko dans la famille, et le premier aussi à devenir soldat. Mais il était loin, dans les deux cas, d'être le dernier...

Mon père a été le premier militaire de la famille, au sens de l'armée coloniale, mais il n'a pas été le premier guerrier. Sa famille était issue de Ségou, et les gens de Ségou ne sont pas de ceux qui plient facilement l'échine. Ils se sont battus contre tous les conquérants, que ce soit les Français ou les Africains de Cheikh el Hadj Omar. Lorsque ce dernier a fait campagne contre le royaume bambara, il a fini par prendre Ségou, en 1861. Mais il ne l'a pas conquis facilement ! Mes aïeux se sont bien battus. Du côté de ma mère, les Diakité aussi se sont battus pour défendre Bougouni contre Samory Touré. C'est un de mes vieux oncles qui m'a raconté cet épisode. Il était enfant quand Samory est passé par Bougouni, lorsqu'il est parti attaquer le royaume sénoufo du Kéné Dougou et faire le siège de Sikasso. Cela devait donc se situer en 1885. Mon oncle nous racontait, à nous les petits, trop jeunes pour comprendre mais très impressionnés par ses histoires, comment Samory avait agi lorsqu'il a traversé Bougouni. Il avait exigé de la ville qu'elle ravaille son armée, et comme elle ne s'exécutait pas assez vite, il avait ordonné le pillage. Des gens s'y sont opposés, se sont battus contre les soldats, mais ils n'étaient pas en position de force et beaucoup ont été tués. Samory a été très dur avec Bougouni ! Quand il est reparti, la désolation régnait dans la ville.

Les gens de Bougouni ne portaient donc pas Samory dans leur cœur ! C'était pour eux un tyran, un meurtrier, un pillard, c'était le mal. Aussi, quand les Français sont arrivés et se sont battus contre lui, les gens de Bougouni leur ont été tout de suite favorables. Bougouni n'a pas eu peur de l'arrivée des Français, et ne s'est même pas défendu contre eux, parce que les habitants les voyaient comme des alliés et des libérateurs contre l'envahisseur Samory. Bien sûr, de nos jours, et particulièrement après l'indépendance où l'on a fait de Samory un héros de la lutte contre la colonisation, dire de telles choses peut paraître curieux. La réalité n'est jamais aussi tranchée qu'on veut bien le croire et, lorsqu'on pense en termes de tout bien ou tout mal, on est sûr de se tromper ! Il ne faut pas voir l'Afrique au début du siècle comme un continent uni contre l'envahisseur colonial et résistant à la conquête étrangère. Bien au contraire.

Les Français et les Anglais sont arrivés dans des régions qui étaient loin d'être homogènes, qui vivaient leurs conflits, leurs dissensions. C'était normal, mais ces

inimitiés entre les peuples ont été utilisées par les Européens pour vaincre plus facilement les Africains. Parfois, les réactions africaines étaient totalement différentes à quelques kilomètres de distance. Comme on vient de le voir, Bougouni ne s'est pas défendu contre les Français, mais dans la région voisine, Sikasso s'est vraiment battue contre eux. En 1899, quand les Français ont voulu prendre la ville défendue par Babemba, roi du Kéné Dougou, ils se sont heurtés à un énorme mur d'enceinte de plusieurs mètres d'épaisseur. Babemba n'avait pas de canons. Avec ses guerriers, il a essayé de repousser les assaillants en sortant plusieurs fois de la ville, mais ses troupes se sont fait hacher menu. Quand la défaite est devenue évidente, il s'est réfugié dans son palais et a demandé à son garde Tiékoro de le tuer, parce qu'il avait juré que Sikasso ne serait pas prise par les Français tant qu'il vivrait. Il paraît même que le coup de fusil de Tiékoro n'a pas tué le roi, qui s'est alors achevé lui-même ! Vraiment, Sikasso s'est bien battue contre les Français.

Si Babemba avait aidé Bougouni à se défendre contre Samory, Bougouni l'aurait aidé contre les Français ! Mais à cette époque, les Africains combattaient en ordre dispersé et se mettaient des bâtons dans les roues les uns les autres. Chaque petit chef de canton se défendait de son côté, seul. Si les gens de Sikasso avaient fait cet énorme mur, ce « tata » pour défendre la ville, ce n'était pas pour aider les voisins, mais pour se protéger eux, et eux seuls ! Il n'y avait pas du tout d'unité contre les Français... On peut même dire que la séparation des gens commençait au niveau des familles. À Sikasso, c'était les Traoré, un point c'est tout. C'est pour cette raison que la conquête coloniale a été si facile. Les rivalités entre chefs, entre villes, entre familles étaient les plus fortes, et personne n'arrivait à s'allier avec son voisin. Certains se battaient contre les Français, d'autres les considéraient comme des libérateurs et s'alliaient avec eux...

Personne ne comprenait alors que l'union fait la force. Surtout, les Africains jugeaient que leur voisin était aussi étranger que l'était un Européen. Ce sentiment a duré très longtemps, et je crois qu'il n'est pas encore mort. Ainsi par exemple, quand j'étais en cours élémentaire deuxième année, dans les années 40 à Bougouni, j'avais comme instituteur Monsieur Soungalo, qui était de Sikasso. Quand il nous a fait la leçon sur l'histoire de Samory, il était très fier de la résistance de Sikasso. Il ajoutait à cette fierté son mépris pour Bougouni.

— Samory est rentré à Bougouni, et il a pris les hommes comme on prend les poulets ! Il s'est servi comme dans un poulailler ! Mais à Sikasso, il a vraiment rencontré des hommes !

C'était un enseignant qui nous parlait en ces termes, à nous, enfants de l'école élémentaire, il n'y a pas si longtemps, en 1947-48 ! Il nous parlait des poltrons de Bougouni et des courageux de Sikasso... Pour lui, les gens de Bougouni étaient méprisables, aussi étrangers à ses yeux que les Français.

S'il y avait eu une unité de vue entre Samory, Babemba et les autres, la conquête coloniale aurait été difficile. Mais chaque famille ou chaque chef de

guerre avait organisé sa propre armée, une armée qui vivait de plus sur le dos des populations avoisinantes lesquelles voyaient obligatoirement des tyrans dans ces chefs de guerre qui les pressuraient. Si ces tyrans se sont tant opposés aux colonisateurs, c'était peut-être surtout pour conserver leur pouvoir. En entourant Sikasso de son tata, Babemba n'a défendu que les siens, ceux-là même que nourrissaient les populations des villages extérieurs, que personne ne défendait. Les gens de Sikasso ont été braves, c'est vrai, et se sont battus contre l'envahisseur, sans nul doute. Mais s'ils s'étaient donné la main avec leurs voisins, s'ils s'étaient battus ensemble, la conquête aurait été difficile, voire impossible ! Si Samory et Babemba s'étaient entraidés, et qu'avec le roi de Ségou ils aient constitué une immense armée, la pénétration aurait été vraiment impossible, à moins que les Français utilisent des moyens formidables qu'ils ne possédaient pas.

Ce qui s'est passé lors de la conquête coloniale de l'Afrique est une bonne leçon pour aujourd'hui. Si l'on veut être efficace vis-à-vis de l'extérieur, il ne faut pas se battre entre soi, ni aller combattre en ordre dispersé. Mais plutôt s'unir, se donner la main pour faire barrage contre l'ennemi commun. Et ne pas se mettre à dos ceux qui vous soutiennent. Les chefs de l'époque, qui avaient des armes, vivaient sur le dos des pauvres, qui n'étaient pas armés. Vous pouvez nourrir quelqu'un s'il vous défend. Mais entretenir une armée qui ne pense qu'à s'enrichir et, en cas de difficultés, vous laisse seul face à l'adversaire, c'est difficilement concevable... J'anticipe, et aurai l'occasion de revenir sur tout cela. Reprenons plutôt le fil du récit. Donc, mon père s'était engagé dans l'armée coloniale. À sa retraite de l'armée, intervenue assez tôt, il est entré dans les gardes-cercle. Il est devenu chef des gardes de Bougouni, où je suis né, en 1936, en pleine colonisation française.

MON ENFANCE DE MENDIANT ET D'ÉCOLIER

Je suis donc né le 16 novembre 1936, au Soudan français (l'ancien nom du Mali), dans cette famille Mariko de Bougouni, où mon père, bénéficiant d'un emploi réservé après sa retraite de l'armée française, était devenu le chef des gardes-cercle, c'est-à-dire des forces de maintien de l'ordre mises à disposition du commandant de cercle. Mes toutes premières années ont été sans histoires, juste celles d'un petit enfant dans la grande famille d'un notable africain des années 30, à l'époque de la colonisation française. Mon père, grâce à sa position, avait pu se marier plus d'une fois. Il avait plusieurs femmes et de nombreux enfants et, petits et grands, nous vivions tous en commun dans la grande cour de la concession, notre maison familiale. Il faut reconnaître que mon père avait l'esprit ouvert et se rendait compte de beaucoup de choses. Il avait bien compris l'avantage qu'il y avait pour l'avenir des enfants à passer par l'école française. Alors, il a mis tous ses enfants à l'école des Blancs. Tous, sauf moi... Il avait conçu pour moi un autre avenir. Est-ce pour faire plaisir à son ami Thierno Seydou Diallo le marabout, est-ce dans le souci de se préparer une vie meilleure dans l'au-delà ? Je ne sais, mais il avait décidé que je serais marabout et que, par conséquent, je n'irais pas à l'école des Français mais à l'école coranique.

Ce Thierno Seydou, qui fut le premier imam de Bougouni, était un Peul du Macina au teint très clair, qui était arrivé dans la ville avant ma naissance pour y ouvrir une école coranique. En ce temps, l'administration française ne regardait pas les marabouts d'un bon œil, ayant toujours peur d'une action subversive de leur part et qu'ils prêchent aux Africains, sous couvert de l'islam, la résistance à la colonisation. Peut-être aussi Thierno Seydou avait-il ouvert son école sans autorisation. Quoiqu'il en soit, l'administration française avait jugé bon de le mettre en prison. Mon père, étant le chef des gardes, était directement concerné par cette sanction et s'est trouvé tout de suite en contact avec le marabout puni. Comme il avait un certain pouvoir, une liberté d'action qui lui donnait quand même un peu de latitude dans l'obéissance aux ordres, mon père a contribué à alléger la peine de Thierno Seydou. Chaque soir, il le laissait sortir pour qu'il aille passer la nuit en famille... Ces attentions ne s'oublient pas quand vous êtes dans le malheur. Après sa sortie de prison et la fondation enfin autorisée de son école coranique, Thierno Seydou n'a pas oublié mon père. Il venait très souvent lui rendre visite. Chaque fois qu'il arrivait, il s'arrêtait à la porte comme un mendiant et disait : « *Guidalagarib !* » Ce qui veut dire en peul : « *le mendiant est à la porte !* ». C'est le terme qu'emploient habituellement les pauvres, les aveugles, tous les miséreux qui ne vivent que de charité et quémandent de porte en porte. Lui plaisantait pour faire rire mon père.

Un jour, alors que j'étais bébé et en train de téter sur les genoux de ma maman, le marabout est arrivé. Il a dit : « *Guidalagarib !* ». Or, au lieu de rire, mon père s'est levé, m'a enlevé des genoux de ma mère et m'a posé dans les bras de Thierno Seydou. Le marabout m'a accepté en s'adressant à mon père :

— Tu me l'as donné, tu m'as donné cet enfant... Quand il sera grand, il n'ira pas à l'école française, il fera l'école coranique avec moi.

Voilà comment j'ai été voué à l'école coranique et comment on a décidé que je deviendrais marabout. L'imam a ajouté :

— Le jour où sa main droite pourra prendre son oreille gauche, vous me l'amènerez.

C'est une expression qui peut paraître un peu mystérieuse, mais en fait c'est très simple. Les enfants, quand ils sont nourrissons, ont de grosses têtes par rapport au reste de leur corps et leurs bras trop courts ne peuvent pas en faire le tour. En grandissant, la tête bouge moins vite et les proportions changent. Ce n'est que vers l'âge de six ans qu'un enfant peut faire le tour de sa tête avec le bras et saisir l'oreille opposée. C'est comme cela qu'à six ans à peine, on m'a enlevé de ma famille et envoyé chez le marabout pour désormais y vivre. Ce n'était pas seulement pour aller à l'école ! C'était pour y vivre tout le temps, sans revenir en famille... J'étais bien jeune pour cela, et ma vie est devenue bien rude à partir de ce moment-là.

À l'école coranique, on est utilisé comme domestique. Je faisais tous les travaux ménagers, je pilais le mil, je lavais les ustensiles de cuisine, je balayais la cour, et comme notre marabout était peul et qu'il avait des troupeaux, je faisais aussi le berger. À l'école coranique, on fait tout ! On couche à même le sol, au milieu des animaux. Et on sort la nuit pour faire le mendiant. C'est une obligation, même si le marabout est nanti, ce qui était le cas, le nôtre étant l'imam de Bougouni et possédant beaucoup de bœufs. Il était aisé, mais la tradition voulait que chaque nuit les enfants aillent faire le mendiant de concession en concession. Très souvent, ce qu'on nous donnait n'était que les restes des repas. Même si l'enfant est issu d'une famille riche, il est obligé à l'école coranique de faire le mendiant. Toute la journée je travaillais, le soir je mendiais et le peu de temps qui restait était réservé à la lecture du Coran et à sa mémorisation. J'étais devenu un *talibe*, un apprenti de l'islam. J'y ai passé quatre ans, dans ces conditions difficiles.

Pendant ce temps, les choses évoluaient dans ma famille, à mon insu, parce que je n'en avais plus de nouvelles. Mon père est mort, ma mère qui était encore jeune s'est remariée et a suivi son mari à Bamako. Je n'avais donc plus de parents proches à Bougouni, il ne me restait que les coépouses de ma mère et mes demi-frères et sœurs. Ma situation était quasiment devenue celle d'un orphelin, ce qui ne changeait d'ailleurs pas grand-chose puisque je restais tout le temps chez le marabout, sans l'affection paternelle et maternelle dont on a vraiment besoin à cet âge. Néanmoins mes parents ne pouvaient plus se soucier de moi, l'un étant mort et l'autre parti au loin. J'aurais pu ainsi rester longtemps chez le marabout ! Mais j'ai

été sauvé par la polygamie... On dit beaucoup de choses contre la polygamie, et j'ai moi-même été contre pendant longtemps, mais il faut reconnaître qu'il y a aussi quelques bons côtés dans cette institution dont j'ai personnellement profité. Cela faisait donc quatre ans que j'étais *talibe* lorsque l'une des coépouses de ma mère, Mariame Koné, la plus âgée des femmes de mon père, a commencé à s'inquiéter de mon sort. Un jour où son fils, donc un demi-frère à moi, un « grand frère » qui était à l'époque sergent-chef dans l'armée française, est venu en congé, elle lui a dit :

— Amidou ne peut rester plus longtemps avec ce marabout ! S'il continue à faire le *talibe*, il sera perdu par rapport à ses frères qui sont à l'école !

Son fils, Yacouba Mariko, d'accord avec elle, l'a encouragée à me retirer de l'école coranique. Alors, elle a pris la décision d'aller voir le marabout et de m'arracher à lui. Elle l'a décidé toute seule, uniquement avec l'encouragement de mon demi-grand frère, alors qu'elle n'était même pas ma mère ! Elle est partie chez l'imam, a discuté avec lui et a exigé qu'il me rende la liberté. Le marabout m'a rendu à cette femme qui a été si gentille de s'occuper de moi alors que ma mère remariée était partie à Bamako, me laissant seul à Bougouni. Elle m'a ramené dans la maison de mon père. C'était en 1946, j'avais alors dix ans.

J'étais parti à l'âge de six ans, cela faisait quatre ans que j'étais chez le marabout sans revoir les membres de ma famille, ce qui compte beaucoup quand on est encore un enfant... Je n'étais pas heureux chez le marabout, mais c'était maintenant chez moi et j'avais oublié le reste. Dans la maison de mon père, j'étais devenu un étranger. Je ne connaissais ni mes frères, ni mes demi-frères. Je n'étais pas grand, j'étais très timide comme beaucoup d'enfants. Je suis resté un moment, dans la cour, les gens causaient autour de moi, me posaient des questions. Moi, tête baissée, les yeux vers le sol, je ne répondais pas, je ne disais rien. J'ai passé ainsi une partie de la journée, muet, sans bouger dans un coin. Quand j'ai vu enfin que plus personne ne s'intéressait à moi ou me regardait, j'ai filé, et je suis retourné chez le marabout. C'était devenu le seul monde que je connaissais ! À la maison on m'a cherché et, après réflexion, on s'est dit que j'avais du revenir chez le marabout. Ma belle-mère est retournée chez lui, m'a repris et m'a ramené une deuxième fois à la maison. Mais la nuit, quand tout le monde dormait, je me suis levé sur la pointe des pieds, sans faire de bruit, et je suis de nouveau reparti chez le marabout ! Ma belle-mère commençait à être un peu découragée... Mon grand frère, son fils, avec lequel il avait été décidé que je devais partir, imagina une solution.

— Maman, on va laisser Amidou là-bas, chez le marabout, jusqu'à la fin de mon congé. Le jour de mon départ, j'irai le chercher, je le mettrai dans la voiture et nous partirons ainsi ensemble. De cette façon il ne pourra pas revenir en arrière !

Il préparait mon enlèvement... Il n'y avait là aucune méchanceté. Lui et ma belle-mère voulaient vraiment m'arracher à cette mauvaise vie, me soustraire à l'influence du marabout pour me donner toutes les chances dans l'existence, en tout cas autant de chances que mes frères, placés dès leur plus jeune âge à l'école fran-

gaise. Ils ont fait ce qui avait été décidé. Le jour où son congé pris fin, mon grand frère est venu me prendre de bon matin chez le marabout, et m'a ramené en voiture à la maison paternelle. En attendant le départ, sa femme, ma belle-sœur, a voulu me coiffer parce que je n'étais pas très propre. Elle a commencé à me raser. Mais au moment où elle venait de finir un côté, la voiture était prête à partir et j'ai embarqué avec un seul côté de la tête rasé. Je suis resté tout le voyage avec cette tête-là, à moitié rasée, à moitié hirsute. C'est dans cet état que je suis arrivé à Bamako pour la première fois de ma vie, et que j'ai contemplé le large fleuve Niger, tout brillant au soleil !

À l'époque, Bamako n'était pas une aussi grande ville que maintenant. Il n'y avait même pas encore de pont sur le fleuve, et il fallait traverser avec un bac. C'était très long. Le bac lui-même n'allait pas vite, et il lui fallait deux heures pour aller et revenir. De plus, tant de monde voulait traverser, et le bac était si petit, qu'on pouvait parfois attendre deux ou trois jours avant de pouvoir passer. Mais on avait le temps, on parlait, on mangeait, c'était tout un petit campement sur le bord du fleuve. C'est là que l'on m'a rasé le deuxième côté de la tête. Je faisais ensuite meilleure figure, et puis je commençais à m'habituer à ne plus être chez le marabout et à apprécier mon grand frère et sa femme qui n'étaient pas méchants. Et surtout, je commençais à voir le monde, ce qui me plaisait bien. Voyager m'a d'ailleurs plu toute ma vie : voir de nouveaux paysages, rencontrer de nouvelles personnes, connaître leurs coutumes. C'est toujours enrichissant et permet de relativiser ce que l'on vit.

Finalement, nous avons traversé le fleuve puis nous avons continué sur Kati où était affecté mon frère. Il n'avait pas d'enfant et me prenait donc un peu pour son fils, même s'il ne savait pas très bien comment s'y prendre avec moi parce qu'il n'avait pas l'habitude. A l'armée, on ne fait pas toujours ce que l'on veut. Nous étions à peine arrivés à Kati que mon grand frère était affecté en Mauritanie. Avant de partir, il a décidé de me mettre en apprentissage pour que je m'initie à un métier. Il a choisi un maître-tailleur à Sanafara, qui était le quartier chaud de Kati à l'époque coloniale, et m'a placé comme apprenti-tailleur. Puis il est parti rejoindre son affectation à Néma, en Mauritanie, me laissant à Kati avec sa femme qui devait elle-même aller le retrouver peu après.

Le matin suivant, je me suis rendu chez le maître-tailleur et le cauchemar a commencé. Ce maître n'avait aucune envie de m'apprendre quoi que ce soit. Pour lui, j'étais une aubaine car il pouvait m'employer comme domestique. Jusque-là, ce n'était pas grave, j'en avais pris l'habitude chez le marabout. Ce qui me gênait le plus, en dehors de tous les travaux domestiques que je devais faire dans l'atelier, c'était la méchanceté de mon maître. Au moindre prétexte, il me frappait, hurlait, me punissait. J'étais venu pour apprendre à être tailleur, et je devenais un domestique souffre-douleur qui n'avait même pas le droit de toucher à la machine à coudre sous peine de bâton.

Cependant, à cette époque, l'éducation était rude, et si j'étais très malheureux, je ne pensais pas à me plaindre. Seulement je maigrissais, je dépérissais. Le jour où ma belle-sœur est venue me rendre visite pour me dire au revoir avant de partir rejoindre mon frère, elle m'a trouvé, horrifiée, dans un état lamentable. Elle en a été tellement choquée qu'elle s'est mise immédiatement à pleurer ; elle s'est écriée qu'il était hors de question qu'elle me laisse tout seul ici chez ce tailleur et qu'elle allait m'emmener à Néma avec elle. Elle a pris sa décision tout de suite, simplement en me voyant dans cet état, et elle m'a immédiatement retiré de l'atelier de ce maître. Voilà comment je m'en suis allé vers la Mauritanie, avec elle. J'avais dix ans... Un matin, on est parti en voiture sur la piste. Il n'y avait pas de goudron alors ! Le voyage durait longtemps, mais j'aimais cela, et j'étais content d'avoir échappé au tailleur. Je commençais aussi à prendre goût à la vie de famille. Arrivés à Néma, nous avons retrouvé mon grand frère qui m'a immédiatement inscrit à l'école, à l'école française. J'étais déjà âgé, j'avais dix ans passés, mais tant pis. Il y avait avec moi un autre élève dont le père était adjudant des transmissions, et qui était entré à l'école exactement en même temps que moi. Il s'appelait Sambou Soumaré, destiné plus tard à devenir colonel, et moi chef de bataillon... Mais alors, on ne s'en doutait pas. Nous étions deux enfants africains, fiers d'être en première année à l'école des Blancs, à Néma, en Mauritanie française !

Je ne parlais pas encore le français, parce que je n'avais été qu'à l'école coranique. Je ne parlais que le bambara, et je connaissais par cœur des phrases d'arabe apprises dans le Coran, sans trop savoir ce qu'elles signifiaient. Malgré tout, cet enseignement coranique m'avait ouvert l'esprit et je n'ai eu aucune difficulté dans cette nouvelle école où je débutais. Cette première année, la seule que j'ai faite en Mauritanie, était le CP1, le cours préparatoire première année. On apprenait le français et chaque mercredi et jeudi, il y avait cours d'arabe. Le maître était un arabe mauritanien qui ne parlait pas du tout le bambara, ce qui m'a beaucoup aidé à parler vite français, parce que je n'avais pas le choix si je voulais me faire comprendre ! Tout allait bien, mais cela ne devait pas durer. Mon autre grand frère, Amara Mariko, celui qui était resté à Bougouni et faisait office de chef de famille, envoya une lettre au grand frère avec qui j'étais en Mauritanie demandant de me faire revenir parce que ma place était à Bougouni. Je n'ai jamais très bien compris pourquoi il a écrit cette lettre, et j'étais trop jeune pour en imaginer la raison. Toujours est-il que j'ai dû partir de Néma où je n'étais resté finalement qu'une année. À Bougouni, on me remit cependant à l'école française, et je pus ainsi continuer ma scolarité sans problèmes. D'ailleurs, je n'ai jamais eu de difficultés à l'école.

J'aimais apprendre, je m'amusais à découvrir de nouvelles choses et j'étais toujours parmi les cinq premiers. J'ai continué ainsi pendant plusieurs années, suivant le cours préparatoire deuxième année, puis les deux ans de cours élémentaire et enfin, deux autres années de cours moyen, au total six ans d'école. J'avais maintenant seize ans, j'étais considéré comme un adulte, et je ne pouvais plus ne pas

regarder la situation en face. Mon père était mort depuis plusieurs années, mon grand frère qui avait pris sa suite et était devenu le soutien de la famille venait de mourir, mon grand frère de Néma était loin et ne pouvait plus s'occuper de nous, et les autres grands frères étaient partis à l'aventure je ne savais où. Moi, j'étais resté à la maison et, pendant longtemps, j'avais été seulement un petit frère. Mais j'étais devenu le plus grand des plus petits ! Et nous étions nombreux dans la maison... Alors je me suis dit qu'il fallait que je travaille pour subvenir aux besoins de ma famille, et j'ai décidé d'abandonner l'école et de chercher un emploi. Je suis allé voir le directeur pour lui faire part de ma décision. Il en a été très peiné. Il a essayé de me retenir, me faisant valoir que j'étais parmi les meilleurs élèves, qu'il avait mis beaucoup d'espoir en moi, et qu'il était dommage que je m'arrête en si bon chemin. J'avais facilement passé le certificat d'études et il m'a répété qu'avec mes résultats je pouvais, si je le voulais, obtenir des bourses pour continuer au lycée. Je le savais bien, et être obligé d'abandonner me rendait triste aussi. Mais je voyais que c'étaient mes vieilles marâtres, les femmes de mon père restées à la maison qui avaient la charge épuisante de la faire tourner. Elles travaillaient dur chaque jour pour réussir à nous faire tous manger, et nous étions nombreux. Il y avait là leurs propres enfants, mes petits demi-frères auxquels il fallait ajouter ma sœur Kadiatou et moi, qui étions de la même mère, celle qui était partie se marier à Bamako (ma maman a eu cinq enfants, mais nous n'étions que deux survivants). J'ai observé le travail quotidien de ces femmes qui n'étaient plus très jeunes. Je me suis senti responsable, obligé à mon âge de faire quelque chose, de contribuer à la vie de la famille. Alors, malgré les paroles de mon directeur d'école, j'ai tenu bon dans ma décision. J'ai abandonné l'école et cherché du travail. Nous étions en 1952, j'avais seize ans, et ma drôle d'enfance était bien finie.

PREMIÈRES EMBAUCHES (1952-1956)

En 1952, au Soudan français, chercher du travail n'était pas très compliqué. Il n'y avait pas de chômage, beaucoup de besoins, et peu de gens qualifiés. Si vous aviez une petite compétence, vous pouviez assez rapidement la faire valoir. Je n'ai pas cherché longtemps avant qu'on m'embauche à la Société de Prévoyance de Bougouni, comme apprenti-chauffeur. La Société de Prévoyance était un organisme dépendant de l'administration coloniale, une sorte de caisse de crédit destinée à préparer de futurs investissements. J'y ai été engagé à 1500 Fcfa par mois. C'était des francs CFA bien entendu, ce qui voulait encore dire à l'époque « francs des Comptoirs français d'Afrique ». Ils valaient deux fois moins que les francs français, mais en 1952, 1500 Fcfa, c'était beaucoup pour le Soudan, surtout pour moi dont c'était le premier salaire. Avec cet argent, j'arrivais à payer du mil pour la maison, à assurer les petites dépenses journalières, et j'avais même commencé à faire fabriquer des briques pour consolider la maison. J'étais assez fier de moi, de si bien contribuer à faire vivre les miens. Je me voyais déjà chef de la famille, et ce n'était pas rien, à seize ans.

Rapidement, ma situation s'est encore améliorée. Comme je venais de quitter l'école, j'étais considéré comme lettré, ce qui n'était pas si fréquent. Mon chef direct, par exemple, était complètement illettré. Aussi, quand le Français qui dirigeait la Société de Prévoyance a su que j'étais un ancien élève, que je parlais français, que je savais lire et écrire et même un peu compter, il n'a pas voulu me laisser apprenti-chauffeur. Il m'a retiré de ce poste, m'a placé dans un bureau comme commis et, sans que j'ai rien demandé, a augmenté ma solde. Une très bonne augmentation, puisqu'il a carrément doublé mon salaire ! De 1500 Fcfa, je suis passé à 3000 Fcfa, ce qui commençait à devenir vraiment important pour un Soudanais de l'époque. Je pouvais maintenant faire vivre toute la famille. Mais je n'ai pas eu le plaisir de jouer longtemps les chefs de famille.

Pendant que je grimpais rapidement les échelons de la Société de Prévoyance, mon grand frère finissait sa carrière et, prenant sa retraite de l'armée avec le grade d'adjudant-chef, s'était installé à Bamako. Peu après, il est venu à Bougouni où il avait le projet de vendre la maison paternelle et de ramener toute la famille dans sa propre maison bamakoise. Cette idée n'était pas tout à fait à mon goût, mais que faire ? Il avait été bien loin pendant les dernières années, il ne s'était pas beaucoup occupé de nous mais, que je le veuille ou non, c'était le grand frère, je lui devais obéissance. Lorsqu'il a informé l'administration française de sa volonté de vendre la maison paternelle, on lui a répondu qu'il fallait obtenir une autorisation. L'administrateur en chef de Bougouni, le commandant de cercle, était alors M. Touze. Sachant que nous étions une famille polygamique et que nous étions de

nombreux descendants, il nous a fait savoir que l'administration ne donnerait son autorisation que lorsqu'elle aurait consulté les autres enfants, au moins les plus grands. Mais nous n'étions en fait pas si nombreux à être présents à Bougouni. À part mon grand frère, il n'y avait que moi à avoir plus de seize ans, les autres étaient encore beaucoup trop petits pour être consultés valablement.

M. Touze nous a alors appelés tous les deux dans son bureau du cercle. Il m'a décrit la situation, la volonté de mon grand frère de vendre la maison, et m'a demandé ce que j'en pensais. À ce moment-là, toute notre éducation nous interdisait de nous opposer à celui qui représentait le chef de famille. C'est encore souvent le cas aujourd'hui, mais il y a néanmoins des transgressions à ce principe, alors qu'à l'époque, il était vraiment inconcevable de s'opposer au détenteur de l'autorité familiale. Ce jour-là, c'était mon frère qui était investi de cette autorité. Il m'était donc interdit de m'opposer à sa volonté, quel que fut mon avis sur la question.

— En tout cas, moi, je n'ai pas de position personnelle. Ma position sur cette affaire est la même que la position de mon grand frère. Je suis d'accord avec tout ce qu'il décide !

L'administration française n'avait pas bien assimilé notre éducation : elle n'avait pas compris que faire cette démarche de prise d'avis familial ou rien, c'était la même chose... M. Touze, je crois, s'en est rendu compte seulement à ma réponse. Il a tenté quand même une ultime démarche parce qu'il trouvait cette vente peu avantageuse pour nous. Il a dit à mon grand frère de ne pas vendre cette maison, qu'il ne pourrait pas en tirer grand-chose, qu'il allait le regretter un jour, que toute la famille lui en voudrait, et des tas d'autres choses pour le convaincre. Mais mon grand frère a été intraitable. Il s'est entêté, et il a vendu la concession paternelle. Il l'a vendue pour rien, pour 40 000 F ! C'était une très grande et très belle maison, et il l'a vendue pour trois fois rien... Je ne sais pas s'il a jamais regretté cette vente, mais personnellement, je ne l'ai pas encore digérée et, quand je viens à l'occasion à Bougouni, j'évite de passer devant cette maison, où beaucoup des nôtres ont vécu et sont morts. Mais il n'y avait rien à faire, et je ne pouvais pas m'opposer à mon grand frère. Après l'avoir vendue, il a rassemblé toute la famille et l'a emmenée vivre à Bamako, sauf moi, parce que je travaillais au cercle. Je me suis ainsi retrouvé tout seul à Bougouni, obligé de plus de prendre une location ! Cela m'a fait mal au cœur de me retrouver ainsi isolé comme un étranger dans ma ville natale, mais je n'avais pas le choix.

J'ai vécu ainsi à Bougouni, entre ma location et mon travail à la Société de Prévoyance, jusqu'à ce qu'en mars 1954, mon frère me demande de le rejoindre à Bamako. Encore une décision que je ne comprenais pas ni n'approuvais. Mais mon éducation n'avait pas changé ! J'étais bien obligé d'obéir aux ordres, et je me suis préparé à partir. J'ai abandonné mon travail et, en avril, j'ai quitté Bougouni pour Bamako où mon frère m'a placé dans une entreprise qui s'appelait « Loupiac et Cie ». On y fabriquait des portes persiennes, des armoires métalliques, des objets

en acier. L'atelier existe toujours aujourd'hui, au bord du fleuve, dans le quartier de Bamako-Koura, vers la cité ministérielle. Maintenant, sur le mur de l'usine, on a peint le nouveau nom de l'entreprise, « Métal Soudan », mais les lieux n'ont pas beaucoup changé. On m'a donc embauché dans cette entreprise et, un mois plus tard, j'ai participé au concours organisé parmi les anciens élèves pour devenir contrôleur. J'ai alors mieux compris mon frère quand j'ai su que ma rémunération allait faire un bond par rapport à la Société de Prévoyance de Bougouni : j'ai été nommé contrôleur, avec une solde de 11 000 Fcfa par mois ! C'était beaucoup plus ! Mais personnellement, je n'y gagnais vraiment rien : je devais remettre chaque mois la totalité de ma solde à mon grand frère. En revanche, j'y perdais en indépendance et y gagnais en fatigue, parce qu'il fallait que j'aïlle tous les jours à pied de la maison, qui était située à Hamdallaye, jusqu'à mon travail, dans le quartier du fleuve. C'était vraiment une longue marche, environ dix kilomètres aller-retour. Devant rentrer à midi pour manger, je marchais donc vingt kilomètres par jour. Mais cela ne s'arrêtait pas à la seule fatigue... J'étais contrôleur, j'avais un statut à défendre, et venir de si loin à pied, pour un contrôleur, c'était un peu ridicule. Néanmoins, je continuais pendant quelques temps à marcher et à remettre au grand frère mon salaire et même les sommes que me valaient les heures supplémentaires. Mais je bouillais ! Un jour, n'y tenant plus, je suis allé le voir et lui ai expliqué la situation, la contradiction entre le fait d'être contrôleur et de venir au travail à pied. Même les manœuvres de l'entreprise avaient au moins une vieille bicyclette ! Ce n'était plus possible. Mon frère m'a répondu :

— Bon, je t'ai compris. Voilà ce qu'on va faire : à ma pension prochaine, je touche l'argent, je m'achète une mobylette, et je te donne mon vieux vélo.

On s'est mis d'accord de cette façon, enfin, mis d'accord... Je n'avais pas voix au chapitre, mais c'était toujours cela de gagné. Peu après, avant qu'il ait reçu sa pension, il m'a demandé d'apprendre à faire du vélo à sa femme pour qu'elle puisse aller faire des courses avec. Ce que j'ai fait pour aider ma belle-sœur, sans me rendre compte que j'étais décidément bien naïf. Parce que lorsque mon frère a touché sa pension, il s'est effectivement acheté une mobylette. Mais le vélo, il l'a donné à sa femme ! Là, j'ai d'abord été stupéfait, et puis j'ai fini par me mettre en colère. Cette histoire a été l'occasion de mon premier cas d'indiscipline dans la famille.. J'ai réfléchi, j'ai ressassé cette trahison, cette situation où malgré mon poste et un bon salaire, j'étais mal habillé, j'allais au travail à pied, j'étais obligé de mendier auprès de mes camarades les cigarettes que je fumais, tout cela parce que je donnais toute ma solde à mon frère, même mes heures supplémentaires, et qu'il gardait tout sans rien me donner en échange. Je ne me suis pas énervé, mais j'ai réfléchi.

Ce mois-là, j'avais fait beaucoup d'heures supplémentaires et quand je les ai touchées avec mon salaire, je ne suis pas rentré à la maison tout remettre comme d'habitude à mon frère. Je suis allé au marché, je me suis habillé de pied en cap, et j'ai acheté un vélo, une bicyclette toute neuve ! Mon frère était à la retraite. Mais

avec la retraite de l'armée, on peut trouver quand même un emploi et il avait été embauché à la quincaillerie Périssac. À midi, quand il est revenu de son travail, je me suis présenté à lui, tout beau dans mes habits neufs, le vélo resplendissant à la main. Je lui ai simplement dit :

— Mon travail est loin, j'ai payé un vélo, j'étais mal habillé, j'ai payé des habits...

Puis je suis parti à mon travail. Mon frère a été tellement vexé ! Non seulement j'avais utilisé l'argent de la famille sans lui demander la moindre autorisation, mettant ainsi en cause son autorité, mais en plus je l'avais indirectement accusé d'avarice, pointant le fait qu'il ne me rendait aucun argent pour mes frais personnels. Plus encore, je l'avais accusé de mensonge, sans le dire, parce que je mettais en lumière qu'il n'avait pas tenu parole à propos du vélo qu'il avait pourtant promis de me donner. Mon attitude était vraiment blessante et humiliante, et il a reçu cela comme une gifle ! Mais c'était bien de sa faute et il en a eu le souffle coupé pendant quelques instants, sans trop savoir comment me répondre, ni comment rétablir son autorité bafouée. Il a quand même fini par trouver : sa vengeance s'est portée sur la nourriture. Dans la plupart des familles africaines, ce sont les femmes qui font la cuisine pour tout le monde. Si quelqu'un doit être nourri par la famille, on peut aller lui porter une portion du repas dans des bassines émaillées emballées dans un pagne, l'une contenant le riz, la semoule ou le mil et l'autre la sauce, le « conditionnement ». Pour ceux de la maison, il n'y a qu'un seul repas pour tous et chacun vient se servir dans le plat commun. Si quelqu'un n'est pas encore arrivé, on doit aussi lui laisser une part du repas dans les bassines. Mon frère, pour se venger de mon attitude, a demandé alors à mes frères de ne plus m'attendre si j'arrivais en retard, ce qui était fréquent parce que je travaillais loin, et de terminer les plats sans se soucier de moi.

Ce soir-là, quand je suis arrivé, il n'y avait plus rien à manger pour moi. C'était un vrai manquement à son devoir de grand frère, donc de chef de famille, et c'était aussi une méchanceté. J'étais assez désarmé et ne savais plus quoi faire lorsqu'un de mes demi-frères, le benjamin, Souleymane Mariko, m'a attiré dans un coin de la cour où il avait caché un peu de nourriture pour moi et m'a parlé de la décision de mon frère. Quand j'ai entendu cela, mon sang n'a fait qu'un tour. Cette situation devenait intenable ! Je suis allé voir le grand frère.

— Vous ne voulez pas que je mange votre repas ? À partir d'aujourd'hui je ne mangerai plus ici ! Mais vous avez vendu la maison de Bougouni, et maintenant cette maison nous appartient à tous. J'ai moi aussi mes vieilles mamans ici, et vous ne pouvez pas me chasser. Par conséquent, je ne mangerai plus votre repas, mais je resterai à la maison, que vous le vouliez ou non, parce que je suis ici autant chez moi que vous.

Autant dire que, même si je rentrais dormir à la maison, ce discours équivalait à rompre mes relations avec ce grand frère et à claquer la porte ! Je suis parti m'ar-

ranger avec une famille qui habitait le quartier de Bolibana, plus proche du centre ville et de mon travail. Il fut convenu que pour 1 500 Fcfa par mois je prendrais mes repas avec cette famille. Ce fut la première révolte de ma vie, une véritable rébellion, quelque chose de tout à fait contraire à mon éducation. Mon grand frère avait dépassé les bornes : je lui avais donné mon salaire, comme il se doit, mais je n'en avais rien tiré en retour, et ce n'était pas normal. Mon action eut d'ailleurs des retombées dérangeantes sur la discipline de la maison. Mes petits frères, qui ne suivaient pas le grand frère dans ses erreurs, et qui en avaient eux aussi un peu assez de ses défauts et de son autoritarisme, ont commencé à se révolter. Il fallait une médiation. Une grande sœur, mariée en Guinée, qui était de la même mère que notre grand frère, vint nous rendre visite pour son congé. Elle prit les choses en main, et organisa une réunion de famille pour aplanir les choses entre nous, parce qu'on ne peut pas non plus rester fâchés entre les membres d'une même famille.

Cependant, la réconciliation s'annonçait longue et ardue, quand un événement extérieur m'a complètement sorti de cette affaire et a orienté ma vie dans un sens très différent de celui qu'elle avait commencé à prendre. En effet, je reçus une convocation officielle de l'armée française qui me demandait de me présenter au bureau de recrutement pour le service militaire, comme appelé. À l'époque, tous les garçons devaient se présenter devant le conseil de recrutement à l'âge de dix-neuf ou vingt ans. Les actes de naissance existaient déjà, l'âge était également mentionné sur les feuilles d'impôt issues des recensements, et le bureau militaire appelait les gens par classe d'âge. On passait une visite médicale qui déclarait apte, inapte ou ajourné, ce qui voulait dire que votre état de santé ne permettait pas de vous recruter pour le moment, mais que l'on vous ferait repasser la visite plus tard. Il y avait aussi les sursitaires, des gens aptes qui ne partaient pas tout de suite, parce qu'ils étaient universitaires ou lycéens, et qui devaient d'abord finir leurs études avant d'être recrutés. On était appelé pour trois ans, c'était beaucoup... Au lieu de perdre leur temps pendant trois ans comme appelés, beaucoup transformaient leur ordre d'appel en un engagement de quatre ans. Ils ne faisaient qu'une année de plus, mais ils étaient mieux payés. J'ai été quant à moi déclaré apte et je suis entré dans l'armée le 4 avril 1956. Sans que je m'en doute encore, je n'allais plus la quitter... Une nouvelle vie s'ouvrait à moi !

ENTRÉE DANS L'ARMÉE (1956-1960)

Le 4 avril 1956, j'ai donc rejoint Kati, à quelques kilomètres de Bamako, où j'ai tout de suite été intégré dans l'armée avec beaucoup d'autres. Ce jour-là, il y avait un monde extraordinaire parce que chaque appelé était venu avec au moins un parent qui devait récupérer ses vêtements civils. Nous passions par le magasin d'habillement où on nous donnait une culotte kaki, une chemise kaki, un calot et des sandales. Vous deviez tout de suite vous changer et confier vos anciens habits au parent qui vous accompagnait avant de lui dire au revoir. Et c'était des pleurs ! Tout le monde pleurait parce que votre départ était un deuil, pour vous et votre famille. Vous disparaissiez pour longtemps et tout le monde sanglotait. C'était très émouvant ! Une fois arrachés aux nôtres, on nous a fait entrer dans le camp de Kati où l'on nous a donné tout un tas de matériel, des gamelles, des cuillères, des quarts, des bidons, des sacs, et on nous a placés dans des cases. Nous étions abrités dans des paillotes, avec des nattes et des couvertures pour couchettes. On pouvait être de cinq à dix dans une de ces cases et ce n'était pas le grand confort. On est resté dans ce camp à Kati jusqu'à la fin du mois d'avril, à apprendre à marcher au pas et à contribuer à la réfection des paillotes. Le 29 avril, on nous a alignés détachement par détachement, et nous sommes sortis du camp au pas cadencé, derrière la fanfare. Nous nous sommes ainsi rendus à la gare pour prendre le train qui devait nous emmener de Kati à Dakar. Un long voyage de deux jours pendant lequel j'ai fait connaissance avec les différents paysages s'étendant à l'ouest du Soudan français et au Sénégal, les rochers de la région de Kayes, le fleuve Sénégal, les baobabs énormes et les termitières géantes. À chaque arrêt, toute une population, des petits garçons, des jeunes filles venaient nous proposer pour quelques pièces un verre de thé, des fruits, des œufs durs ou des beignets cuisinés un peu plus loin par les femmes dans de grandes marmites noircies au feu...

Le 1^{er} mai, un peu abrutis, nous descendions du train à Dakar. On nous répartit entre les différentes unités, et je me retrouvai affecté à la BHR du 6^e RAC, la Batterie hors rang du 6^e régiment d'artillerie coloniale, où j'appris que je serais artilleur. J'étais dans le premier groupe de ce régiment, et je dus m'initier rapidement à décliner mon identité : 2^e CST (canonier servant tireur) Mariko, 1/6^e RAC ! Ce régiment était installé sur les hauteurs de Dakar, au camp dit « camp Mamelle », parce qu'il est placé sur les pentes des deux fameuses collines jumelles de Dakar dont la forme suggestive a suscité le nom. Ce camp sert d'ailleurs toujours actuellement à l'armée française dont les unités stationnées au Sénégal sont installées à cet endroit. La première chose que nous avions à entreprendre était notre instruction militaire. Le premier degré à passer était le CAT1, le certificat d'aptitude technique premier niveau. Nous étions onze dans ce peloton, dont cinq

Français, appelés ou engagés eux aussi et commençant leur instruction.

Le premier matin, on nous a rassemblés par peloton, et on a commencé par nous séparer selon notre connaissance de la langue. Ceux qui avaient fait l'école parlaient d'un côté, les gens qui ne parlaient pas le français de l'autre. J'étais déjà prévenu de cette distinction. Venant d'une famille qui comptait de nombreux militaires, j'avais eu le temps de discuter avec mes frères de ce qui se passait au début du service.

— Toi Mariko, tu es un intellectuel, tu as fait l'école, tu sais lire et écrire. Bon ! Mais on te prévient, à l'armée il ne faut pas avoir l'air trop intelligent. Tu vas exciter la jalousie des petits gradés si tu ramènes trop tes connaissances, et ça se retournera contre toi !

J'avais bien assimilé cette leçon, certainement même un peu trop bien, car lorsqu'on a commencé à nous trier, je n'ai pas voulu me déclarer parmi ceux qui avaient fait l'école, j'ai donc été classé avec les illettrés et les non-francophones... Aux anciens écoliers, on donnait des cours de règlement, d'armement, etc. Quant à nous, on nous apprenait les lettres de l'alphabet et le vocabulaire français de base. On nous montrait une chemise, un pantalon, différentes pièces de l'habillement dont nous devions répéter plusieurs fois le nom tous ensemble. Puis, on passait aux instruments de cuisine et ainsi de suite. Je me rendais compte que j'avais peut-être un peu exagéré parce que cet apprentissage était quand même un peu ennuyeux pour moi, mais on m'avait dit de me méfier, je me méfiais donc, et j'ai tenu ainsi pendant trois mois ! Le soir je me cachais pour lire. Je n'avais d'ailleurs qu'un seul livre que mon cousin Lamine Diakité, qui était alors caporal, m'avait donné. Il s'agissait d'un livre de règlements militaires, appelé je ne sais pas pourquoi du nom poétique de TTA 116. On y trouvait tout ce qui constituait les règles de la discipline, de la conduite en garnison ou en campagne, du comportement avec les officiers, bref, tout ce que doit savoir un soldat accompli. Je n'avais que cet ouvrage et comme j'aimais bien lire, je l'ai lu et relu. Au bout des trois mois je le connaissais sur le bout des doigts ! Je savais vraiment par cœur la base de la discipline !

Un jour, notre instructeur, le caporal-chef Dubreuil, nous a rassemblés dans une salle de classe pour nous faire une leçon sur la base de la discipline. Comme la plupart des gens de notre groupe ne savaient pas parler français, un interprète traduisait en bambara ce que l'instructeur nous disait. Ce jour-là, c'était à nous de dire ce qu'on avait compris de la base de la discipline. Nous devions nous exprimer en bambara et l'interprète devait traduire nos explications en français pour l'instructeur. Or, il se trouve que c'est moi que le caporal-chef Dubreuil décida d'interroger. À son appel, je me suis levé. Je l'ai entendu dire en français à l'interprète qu'il fallait que je raconte ce que j'avais retenu ou compris de la base de la discipline. Mais avant même que l'interprète m'ait traduit sa demande, j'ai commencé à réciter. J'ai récité la base de la discipline en français, je la connaissais par cœur, n'ayant eu que cette lecture pendant trois mois...

J'ai alors vu le caporal-chef Dubreuil se lever, les yeux exorbités. J'ai vraiment cru qu'il allait tomber d'étonnement ! Parce que pendant trois mois j'étais considéré comme un illettré et que, d'un seul coup, je connaissais par cœur une leçon entière en français !

— Mais ce n'est pas possible, ce n'est pas Mariko ! a-t-il crié, stupéfait.

— Mais si, c'est bien moi ! lui ai-je répondu toujours en français.

— Non, ce n'est pas possible !...

Il a envoyé chercher le sergent qui était l'adjoint du chef de section. Lorsque celui-ci est arrivé, il lui a raconté toute l'histoire en roulant de grands yeux.

— Ce n'est pas possible, Mariko récite la base de la discipline en français !

Sur le champ, le sergent a envoyé chercher ses chefs. Il y avait là pour finir le caporal-chef, le sergent, l'adjudant, le commandant de compagnie, tout ce monde souhaitant entendre cette chose extraordinaire : Mariko parlant le français ! Chacun me faisait répéter à tour de rôle la base de la discipline, hochait la tête, s'exclamait ! Enfin, le commandant de compagnie, le capitaine Plessy, a pris la parole, ce qui a ramené un peu le calme.

— Alors comme ça, Mariko, tu sais lire ?

— Oui, mon capitaine.

— Tu sais écrire aussi ?

— Un peu, mon capitaine !

— Passe au tableau noir !

Il m'a fait prendre une craie, et m'a demandé d'écrire le verbe « boire ». J'ai écrit « boire ». Le capitaine s'est alors écrié :

— Mais il s'est foutu de nous ! Pendant tout ce temps !

Il était vraiment stupéfait et n'en croyait pas ses yeux ! Je crois qu'il ne savait trop quelle attitude prendre, hésitant entre le contentement et la réprimande. Personnellement, j'avais peur qu'on m'en veuille d'avoir joué la comédie ainsi pendant des mois, et de les faire passer pour des idiots. Mais en fin de compte, cela m'a bien servi. J'avais étonné tout le monde sans avoir toutefois adopté une attitude méprisante, une attitude de lettré envers les petits gradés africains qui, eux, ne l'étaient pas, et qui avaient du mal à supporter de devoir commander et s'imposer à des gens plus instruits qui les regardaient de haut. Je crois que tout le monde m'en a su gré. Les gens ont commencé à me prendre en estime, les sous-officiers parce que, bien que lettré, je ne m'étais pas montré arrogant, les officiers parce que j'étais resté obéissant et les camarades parce que je m'étais quand même un peu moqué de l'armée. Tout le monde a bien ri. Cependant, il était devenu clair pour tous que je devais changer de peloton ! On m'a donc tout de suite placé parmi les élèves sous-officiers pour que je puisse devenir caporal-brigadier : j'en suis sorti le premier ! À partir de là, tout a été assez vite...

J'ai donc fait le CAT1 en 1956, le CAT2 en 1957 et en octobre 1958, j'étais déjà sergent. Comme il était apparu à mes chefs que j'avais une certaine aptitude pour

l'enseignement, on m'a alors affecté comme instructeur à l'école d'enfants de troupe de Kati. J'ai enseigné les matières concernant la pratique de l'artillerie, les différents matériels, la topographie, l'IGTD (Instruction générale sur le tir direct), et d'autres de 1958 à 1960. À cette date, on a commencé à nous préparer pour aller en Algérie. Nous avons pris le train de Bamako à Dakar puis on nous a embarqués sur un bateau. C'était un bateau civil, un paquebot, et c'était la première fois que je voyais un tel navire, comme c'était aussi la première fois que j'allais naviguer. Nous étions dix sous-officiers, cinq qui nous connaissions depuis Kati, et cinq que nous avions trouvés à Dakar.

J'avais une grande appréhension de la mer, et particulièrement de ce qu'on m'avait raconté sur le mal de mer. Certains disaient que, pour s'en protéger, il fallait manger du piment, d'autres qu'il ne fallait pas déjeuner le matin... Il y avait tout un tas de théories, et je ne savais plus très bien quoi faire pour éviter de tomber malade. Mais j'ai eu de la chance. Tous mes camarades ont été indisposés, mais personnellement, je n'ai vraiment rien senti ! Par conséquent, le voyage m'a beaucoup plu. Après plusieurs jours de mer, on a fini par nous débarquer à Alger. C'était très intéressant. C'était seulement la deuxième grande ville que je voyais après Dakar !

On nous a placés dans un camp bien organisé et très confortable. Trop d'ailleurs, parce que ce confort nous a rendus très casaniers. Nous pensions partir incessamment au front et, dans cette attente, je ne sortais pas, je ne bougeais même pas de ma chambre. Je passais mon temps à dévorer des livres d'aventure ou des romans policiers. Nous sommes restés là quelques jours sans rien faire et, finalement, quand on est venu nous chercher, ce n'était pas du tout pour aller au front : l'indépendance de la Fédération du Mali était survenue entre-temps, le 20 juin 1960. Les militaires ressortissants soudanais et sénégalais devaient rentrer chez eux où on allait les transférer dans l'armée de la Fédération. Comme cette armée restait dans la Communauté française, notre statut restait celui de soldats de l'armée française, mais il fallait quand même rentrer. On a repris le bateau direction Dakar, puis le train, direction Kati. Voilà pourquoi je n'ai jamais réellement visité Alger et encore moins l'Algérie, et que je n'ai fait qu'un aller-retour entre ce pays et l'école où j'enseignais. Je suis certainement un des anciens combattants de la guerre d'Algérie qui a fait la guerre la plus rapide et la plus casanière !

De retour à Kati, j'ai à peine eu le temps de me réinstaller que la Fédération du Mali, composée du Sénégal et du Soudan français, éclatait, le 20 août 1960. Les dirigeants soudanais étaient tous arrêtés à Dakar et remis dans le train pour Bamako. Le même jour, le Sénégal proclamait unilatéralement son indépendance. Le beau rêve de l'unité, sinon africaine, du moins de l'Afrique francophone, déjà bien écorné, partait en lambeaux. Nous, nous trouvions cela dommage, et nous en voulions aux Sénégalais d'avoir rompu avec nous, mais que faire ?

Le 22 septembre 1960, le Soudan déclarait à son tour son indépendance, sous

le nom de Mali. Je devenais un national malien, un Malien ! Cette nouvelle indépendance était aussi une rupture avec la France, réelle cette fois, à la différence de l'indépendance de la Fédération. Les Français s'en allaient, le nouveau Mali créait son armée, et il fallut régler le sort des militaires. On nous a donné le choix, ce qu'on a fini par appeler « l'option ». Nous devions opter soit pour rester dans l'armée française, soit pour retourner dans nos foyers. Ceux qui choisissait l'armée française devaient être dirigés sur Abidjan. Par la suite, certains partirent en France et sont devenus plus tard français à part entière. Ceux qui n'optaient pas pour l'armée française ne rejoignaient pas pour autant l'armée malienne, parce qu'elle était encore en pleine organisation, et qu'on ne savait pas qui pourrait être engagé ou non. De ce fait, ne pas rester dans l'armée française c'était quitter l'armée tout court, sans certitude pour l'avenir. Le choix n'était pas facile, d'autant que s'y mêlaient à la fois des considérations personnelles, financières, politiques, et des pressions divergentes venues de toute part.

Les militaires de l'armée française avaient alors deux statuts : le statut général, essentiellement pour les Français, et le statut transitoire destiné surtout aux Africains. Les conditions n'étaient pas les mêmes. Déjà, en 1959, lorsqu'on m'avait proposé de passer au statut général, j'avais refusé. Les Français proposaient à tous ceux qui étaient un peu formés, notamment ceux qui avaient le CAT1, de faire une demande pour passer du statut transitoire au statut général. Ce qui m'a retenu de le faire, malgré les avantages qu'on pouvait en retirer, c'était qu'il y avait quand même un gros inconvénient : vous deviez obligatoirement accomplir un séjour de cinq ans en France... Pour moi qui étais très attaché à la famille et qui ne connaissais pas la France, une absence aussi longue me paraissait difficile et me faisait un peu peur. Et puis, lorsque vous étiez du statut général, tout allait bien quand vous étiez en Afrique. Vous étiez chez vous, mais comme vous étiez considéré comme Français, vous touchiez la prime d'expatriation. Prime qu'évidemment vous ne touchiez plus lorsque vous étiez en France, alors que vous en auriez eu besoin, étant loin de chez vous ! C'était quand même un peu absurde.

De plus, j'avais fini par prendre conscience de la réalité de la colonisation après avoir rencontré des cas d'injustice vraiment flagrants. J'avais commencé à lire certains journaux indépendantistes, des livres à caractère socialiste ou communiste qui analysaient le fait colonial et j'avais fini par comprendre ce qui se passait autour de moi. Il m'a fallu du temps, comme je l'expliquerai plus loin, mais j'avais pris suffisamment conscience des évolutions politiques pour réussir à me déterminer. Aussi quand le capitaine Bouillard, le directeur de l'école d'enfants de troupe de Kati, a décidé de recevoir un à un chaque instructeur Soudanais, je savais déjà quoi lui répondre. Quand mon tour est venu, je suis entré dans le bureau du capitaine, un vaste bureau très clair où il m'a fait asseoir.

— Mariko, vous connaissez la situation. Vous allez devoir opter. Vous êtes jeune, vous êtes brillant, vous avez beaucoup d'avenir dans l'armée. Ne faites pas

de bêtises, ne perdez pas votre temps au Mali. Si vous partez avec l'armée française, vous aurez la possibilité d'être officier un jour. N'hésitez pas ! Quand vous serez officier, vous aurez toujours la possibilité de revenir ici où vous serez engagé alors comme tel. Mais si vous restez au Mali, vous le regretterez un jour, croyez-moi !

J'étais un peu outragé par son discours.

— Mon capitaine, ce n'est pas l'intérêt qui me pousse. Même si j'en suis réduit à cultiver des cacahuètes, je reste chez moi !

— Mais vous allez le regretter ! a-t-il répété.

— Mon capitaine, si on vous demandait de choisir entre un pays étranger et la France, je suis sûr et certain que vous choisiriez la France ! C'est pareil pour moi, je choisis mon pays. Même si je dois cultiver des cacahuètes, c'est chez moi que je le ferai !

Il a insisté, mais je suis resté inébranlable. Avec beaucoup de mes camarades, quasiment tous les sous-officiers de mon âge, nous avons décidé d'un commun accord d'opter pour le Mali, malgré l'avenir incertain de ce choix. Il y avait le sergent-chef Tiécoro Bagayogo qui a fini directeur de la Sécurité d'État et membre du Comité militaire sous Moussa Traoré. Il y avait le sergent-chef Alou Touré qui a été chef d'état-major-adjoint de l'armée de l'air et qui a fait aussi plus tard de la prison dans le terrible bagne de Taoudenni, à l'extrême nord saharien du pays. Il y avait le sergent-chef Mamadou Diallo qui a fini lieutenant et le sergent Koureichi Tall qui est devenu lieutenant-colonel, et beaucoup d'autres, tous alors sous-officiers, comme moi. J'étais alors déjà marié, j'avais deux enfants. Malgré cette responsabilité, j'étais prêt à prendre le risque parce que mon engagement politique était devenu clair à cette époque. Un seul d'entre nous s'était résolu à opter pour la France, un adjudant-chef du nom de Seydou Diallo. Il avait son brevet d'armes du second degré, son BA2, et a préféré continuer avec la France pensant qu'il serait ainsi plus rapidement officier. En fait, il était encore adjudant-chef quand il a pris sa retraite de l'armée française pour revenir s'installer à Sikasso !

La décision était malgré tout difficile. On cherchait à nous influencer, tous nos supérieurs nous conseillaient d'opter pour la France. Le capitaine Bouillard n'était pas le seul à chercher à nous convaincre. Il y avait aussi le sous-lieutenant Fischer qui était chargé du sport à l'école d'enfants de troupe, qui avait beaucoup d'estime pour moi et m'aidait à me former intellectuellement en me conseillant dans mes lectures. Il y avait encore le lieutenant Blanchard, un artilleur comme moi, qui m'avait pris en amitié pour cette raison. Un jour, ces deux officiers m'ont pris à part.

— Mariko, si tu t'en vas, tu pars vers l'aventure ! Tu ne sais pas si le Mali va te prendre dans sa nouvelle armée et toi, tu ne sais faire que le militaire ! Tu as déjà une famille, tu dois penser à elle. Il ne faut pas partir. Si tu restes dans l'armée française, avec tes bonnes dispositions, tu pourras devenir officier, et revenir au Mali plus tard !

Tout cela ne servait à rien. À ce moment-là, j'avais déjà beaucoup lu, j'avais réfléchi, je m'étais fait une opinion. J'avais compris qu'il fallait être avec son pays, et que mon pays, c'était le Mali.

Nous devons signer une déclaration correspondant à notre choix. Ceux qui optaient pour retourner dans leurs foyers signaient une déclaration sur papier rouge. Ceux qui voulaient continuer avec l'armée française signaient sur papier blanc. Je n'ai d'ailleurs jamais su le pourquoi de ces deux couleurs. Était-ce un hasard ou une volonté grossière de symbolisme, puisque les dirigeants indépendantistes étaient souvent considérés comme des communistes ? Quoi qu'il en soit, et même si ma réflexion ne m'avait que progressivement porté à cette conclusion, je n'ai pas hésité au moment du choix. Ma déclaration signée était sur papier rouge, et elle disait : « *National malien ayant demandé sa libération en exécution de l'article 2, annexe 1 des accords franco-maliens. Ne peut prétendre ni à permission, ni à délais de route. Renvoyé dans ses foyers, aligné en solde et accessoires jusqu'au 3/12/60 inclus. Contrat résilié le 3/11/60 et rayé des comptes le 4/12/60.* »

VERS LA DÉCOLONISATION

J'avais opté pour le Mali, j'étais devenu un patriote, et un indépendantiste... Mais ce changement ne s'était pas fait d'un seul coup ! Mon évolution personnelle avait même été assez lente. Pendant longtemps, dans ma jeunesse, je n'ai pas senti la réalité coloniale, je ne me suis pas senti colonisé. Tout me paraissait très normal. Il faut dire, évidemment, que j'étais né dans cette situation et que je ne connaissais pas autre chose. Par ailleurs, les Blancs étaient si lointains qu'on ne les connaissait pas et qu'ils étaient de toutes façons considérés comme des patrons, des gens inaccessibles...

Je n'ai eu aucun contact avec des Français, des *toubabs*, avant d'avoir commencé à travailler. À l'école, les maîtres étaient des autochtones, et seul l'inspecteur était français. Mais on ne le voyait que lorsqu'il venait inspecter l'école. On regardait alors notre maître cacher ses fouets, car il était théoriquement interdit de frapper les élèves, et si nos maîtres ne s'en privaient pas, il ne fallait pas qu'ils soient surpris à le faire par l'inspecteur ! On voyait aussi des Français, lors de la fermeture des classes, le 14 juillet. Ce jour-là, une grande cérémonie était organisée où étaient présents le commandant de cercle, l'administrateur et ses adjoints, et là, oui, il y avait des Français. Mais ils étaient sur une estrade, bien loin de nous. Le reste du temps, ils vivaient ailleurs, dans d'autres quartiers que les nôtres. À Bougouni, tous les Français vivaient sur la colline. Le cercle, les logements, les quartiers résidentiels, tout était en hauteur, et on n'avait pas de contact avec ces quartiers, ni avec les Blancs qui y habitaient. De toute façon, ils n'étaient pas très nombreux. Il y avait là le commandant de cercle, son adjoint, le patron de la Société de prévoyance, l'ingénieur des travaux publics, leur famille et je crois bien que c'est tout. Dans le cercle de Bougouni, il ne devait pas y avoir plus de six ou sept familles de Français. Il était donc rare de les rencontrer.

Il y avait bien sûr d'autres Blancs, les Libanais qui étaient assez nombreux et dont beaucoup avaient des boutiques. Mais ce n'était pas pareil. Les Français ne les considéraient pas vraiment comme des Blancs, je crois, et nous non plus. Tout le monde les prenait pour des gens intermédiaires, ni vraiment noirs ni vraiment blancs. Les Français, on les voyait rarement. Mais on pouvait les observer, par exemple, le samedi soir. Il y avait des clubs à Bougouni, et certains étaient fréquentés par les Français. Le samedi, on voyait arriver l'administrateur avec son épouse, ainsi que certains cadres privilégiés accompagnés de leur femme. Mais nous, nous étions africains et, de plus, des enfants. On ne pouvait pas entrer. On les regardait seulement de loin, quand ils arrivaient...

La première fois que j'ai serré la main d'un Français, c'était du temps de l'administrateur, M. Meker, qui était là avant M. Touze. Je jouais dans la troupe théâ-

trale de l'école. Un jour, nous avons fait une représentation, et tout le monde était très content parce que nous avons bien joué. M. Meker est alors venu nous féliciter, et il nous a serré la main. Pour moi, c'était la première fois que je touchais la main d'un Français. J'étais vraiment émerveillé ! Cela m'a même apporté une certaine célébrité auprès de mes camarades.

— Tu as touché sa peau ? Vraiment ? Comment est cette peau par rapport à la nôtre ?

Toutes ces questions parce qu'on ne connaissait pas les Français. On avait une image d'eux, de leur sang, de leur peau, très particulière ! Beaucoup avaient peur d'eux. Dans le village de mon cousin, un jour, un Français est venu pour faire le recensement. Il était assis sur une chaise, derrière une petite table, avec son casque colonial, tout habillé de blanc. Les gens devaient passer devant lui pour dire leur nom et leur prénom. Il faut savoir qu'en milieu bambara, la femme de doit pas prononcer le prénom de son mari. Mes femmes m'appellent Mariko, jamais Amidou, parce que cela ne se fait pas. C'est une interdiction importante. Malgré tout, le jour du recensement, le vieux du village avait tellement peur de ce Français, de ce Blanc, qu'il n'a rien pu dire lui-même et qu'il a fallu que ce soit sa femme qui annonce son prénom !

Cette peur du Blanc allait vraiment très loin. Pour ce vieux, comme pour une majorité de gens, un Blanc était un être surhumain, surnaturel, qui pouvait savoir, sans que vous prononciez un mot, ce que vous alliez dire. Il y avait un côté magique dans cette perception. Évidemment, le Blanc avait une formation beaucoup plus importante que les Africains auxquels il s'adressait. Aussi, il ne devait pas lui être très difficile de voir s'ils mentaient, parce que ces gens simples avaient peur et se troublaient facilement. Je m'en rends facilement compte, maintenant que, à mon tour, je devine le mensonge chez les autres. Mais à ce moment-là, les gens pensaient que le Blanc savait lire dans les pensées ! Des féticheurs avaient bien essayé de lancer des sorts contre les Blancs, mais leur magie n'avait pas du tout marché, ce qui renforçait l'idée d'un être surnaturel. Beaucoup de ces sorts agissent en effet sur la psychologie des gens parce qu'ils y croient dur comme fer. Le Blanc, lui, n'y croyait pas et la magie ne pouvait donc pas marcher sur lui ! Certains ont même essayé le poison ; mais ce n'était pas facile, parce que le Blanc ne mangeait pas n'importe où, ni avec n'importe qui. On pouvait toujours utiliser son boy pour mettre du poison dans ses aliments. Mais voilà, s'il était malade, le Blanc était rapatrié en France... Certains Français ont dû ainsi revenir mourir en France, à cause des poisons des féticheurs. Mais pour nous autres Africains, on n'avait pas vu mourir le Blanc empoisonné. L'impression générale était donc qu'on ne pouvait rien faire contre eux, qu'ils étaient invulnérables. Bien sûr, on avait déjà vu des Blancs morts. Ils étaient mortels, tout le monde le savait. Mais on pensait malgré tout qu'ils étaient d'un autre niveau. Car si le Blanc était supérieur au Noir, il devait bien exister aussi des entités supérieures au Blanc. Et si le Noir ne pouvait

peut-être pas avoir accès à ces niveaux supérieurs, ceux-ci pouvaient peut-être agir sur le Blanc. Quoi qu'il en soit, tout le monde plaçait les Blancs bien haut par rapport à nous...

Dans ces conditions, toucher la main d'un Français, d'un Blanc, représentait quelque chose de sublime, d'extraordinaire ! Personnellement, je n'avais pas eu peur, mais plutôt l'impression d'une faveur particulière qui m'avait été faite, d'un cadeau qui, par chance, m'avait été donné à moi, et pas aux autres. Alors, il fallut que j'explique à tous ce que j'avais ressenti. Parce qu'on se demandait souvent à cette époque si la peau d'un Blanc était froide, si son odeur était différente et si, quand on touchait à cette peau, on n'était pas soi-même imprégné de cette odeur... Avant de serrer la main de l'administrateur, je pensais que tout ce qu'on disait était vrai. Après l'avoir fait j'ai compris que, finalement, il n'y avait pas de différence entre nous. Ce premier contact m'a fait un peu réfléchir mais j'étais encore loin du compte. Il y avait toute une aura autour des Blancs. Cette image qu'ils donnaient d'eux leur permettait de dominer si facilement le pays, avec si peu de monde ! Le commandant de Bougouni n'avait pas plus d'une dizaine de gardes, et il aurait été bien incapable avec cette maigre troupe de s'opposer à un mouvement de révolte des milliers de gens de Bougouni. Pourtant, il lui suffisait de sortir de sa résidence pour que tout le monde tremble !

— Le commandant sort !

La rumeur courait dans les rues et tout le monde tremblait... Quant à la France, le pays des Blancs, nous en avons une image idéale, celle qu'en donnaient les films qu'on regardait ou celle des actualités cinématographiques. Les villes françaises, les habitudes françaises, la technique française, tout nous paraissait grandiose. Les anciens combattants qui avaient été en France n'arrêtaient pas de tout exagérer pour se grandir eux-mêmes, et n'arrangeaient pas les choses. Ils évoquaient, les yeux brillants, un pays magnifique où il ne faisait pas chaud comme en Afrique, où il ne faisait pas froid non plus, où tout était facile. Pourtant, que de malheurs ils avaient connus là-bas, et combien y étaient morts, même de froid ! Mais c'était leur jeunesse, ils étaient les héros, ils voulaient renforcer l'admiration qu'on avait pour eux...

Je connaissais bien les anciens combattants parce que j'étais d'une famille de militaires, et que beaucoup d'entre eux étaient partis se battre aux côtés des Français. Un de mes grands frères, Mamadou Mariko, avait fait la guerre de 1914-1918, un autre, Yacouba Mariko, était parti dès la déclaration de guerre en 1939 et n'était rentré qu'en 1945, et mon père avait fait la campagne du Tchad. Mon grand frère Chaka était parti se battre en Indochine. Il est parti plus tard pour l'Algérie, avec Bourama Mariko. Je connaissais bien les récits de bravoure des anciens combattants ! Ils en tiraient une gloire importante parce qu'ils avaient visité le pays des Blancs et qu'ils avaient combattu à leurs côtés. Évidemment, ils ont quand même certainement participé à notre prise de conscience parce qu'ils racontaient

que les Blancs étaient des gens comme nous. Ils ont travaillé à notre éveil en disant que les Blancs n'étaient pas surnaturels, en racontant des anecdotes, des faits de guerre, des histoires où il était question d'un Noir sauvant la vie d'un Blanc, ou l'inverse... Mais ils avaient quand même tendance à enjoliver le tout et n'avaient pas du tout la haine du colonisateur, bien au contraire ! Ils étaient d'ailleurs presque tous gaullistes ; ils criaient : « *De Gaulle ou rien !* ». Ils n'avaient pas du tout l'impression d'avoir été utilisés dans des guerres qui n'étaient pas les leurs, ou au profit du colonisateur, dans les guerres coloniales, contre leurs frères colonisés. Non, ils étaient très patriotes, pour la plupart, mais patriotes de la France. Certains étaient conscientisés, parce qu'ils avaient un peu plus réfléchi que les autres, mais ils étaient rares. Ce qu'ils aimaient surtout, c'était raconter leurs hauts faits de guerre, les combats auxquels ils avaient participé contre les Allemands, contre les Vietcongs. Ils ne faisaient pas le lien politique et comme ils représentaient une force importante dans la société, comme ils étaient âgés et qu'ils étaient devenus notables, même les gens du RDA (Rassemblement démocratique africain), le parti indépendantiste, n'osaient pas les contredire, pour ne pas les braquer...

Bref, la France était pour nous un paradis terrestre où tout le monde habitait sur les Champs-Élysées, et la réalité de tous les jours ressemblait à ce que l'on voyait dans les films. Il faut dire que nous étions à Bougouni... Pour les jeunes de Bougouni, même Bamako faisait rêver ! Lorsque quelqu'un revenait de la capitale du Soudan français, on se précipitait pour qu'il nous raconte ce qu'il avait vu, tout le monde l'admirait, on rêvait d'être à sa place. Alors, Paris, la France...

Mais pour l'instant, j'étais encore à Bougouni, et c'était un bourg bien provincial. La politique y était présente, cependant. Les deux partis rivaux, le PSP (Parti soudanais progressiste) et le RDA menaient comme ailleurs au Soudan français leur concurrence habituelle. La majorité des anciens combattants étaient PSP, parti soutenu par l'administration française. Le PSP était favorable à la colonisation, le RDA était contre. Les militaires, les fonctionnaires, tous les notables étaient en principe du côté du PSP, enfin tous ceux qui profitaient de la situation. Chez moi, ma famille paternelle était PSP, mais du côté maternel, on était RDA ! Cela n'arrangeait pas les discussions... Pour commencer, j'ai milité dans la jeunesse PSP. Enfin, milité... La jeunesse des partis était en quelque sorte des organismes de jeunesse où l'on donnait des bals, où l'on nous emmenait en sortie et où, en fait, on pouvait rencontrer des amis ! Il y avait aussi, bien entendu, des causeries-débat où la propagande était bien présente et où les responsables cherchaient à nous convaincre. Le PSP nous montrait les bienfaits de la colonisation et nous avertissait de nous méfier du RDA qui voulait la séparation avec la France, l'indépendance. On nous expliquait que si la France partait, nous n'étions plus rien et que c'était la porte ouverte à la misère. Il y avait des affrontements sanglants entre nous et les jeunes du RDA lors desquels il y eut des blessés et même des morts ! C'était violent, vraiment très violent !

Plus tard, j'ai quitté le PSP pour entrer au RDA. Ce revirement n'était pas du tout basé sur des convictions politiques, pour la bonne raison que je n'en avais encore aucune. J'étais trop jeune, c'était obscur pour moi, je ne comprenais pas très bien tous ces problèmes. Non, je suis parti du PSP par amitié, tout simplement parce que j'avais beaucoup de camarades qui étaient au RDA, lesquels n'avaient même pas cherché à me convaincre. À l'époque, le seul qui tentait de me faire adhérer aux idées du RDA était mon oncle, N'Tomini Diakité. Il a d'ailleurs été plus tard l'un des médaillés de l'indépendance. C'était le grand frère de ma mère, un sacré militant du RDA ! Il cherchait toujours à discuter avec moi pour me convaincre.

— Tes grands-pères se sont battus contre les Français, ils se sont opposés aux colonisateurs par les armes. Tu dois t'en rappeler ! Aujourd'hui, notre arme, c'est le RDA, c'est ce parti politique et pas un autre. Tu dois être du côté des gens qui luttent contre l'envahisseur et non aux côtés de l'envahisseur !

Pour ma part, je trouvais mon compte auprès de mes amis et, quand j'ai basculé, ce n'était pas parce que mon oncle m'avait convaincu, mais parce que j'avais des bons amis au RDA. Ma conversion lui a fait néanmoins très plaisir, il m'a couvert de cadeaux et n'a pas renoncé à me convaincre. Si j'étais resté à Bougouni auprès de cet oncle, je serais certainement devenu un véritable militant indépendantiste, un supporter engagé du RDA. Mais ce fut le moment que mon grand frère choisit pour me faire venir à Bamako et, du coup, ma prise de conscience a été mise en veilleuse. Là-bas, je n'entrais dans aucun parti, parce que c'était mon travail qui me préoccupait particulièrement. Ma réflexion politique n'était toujours pas très avancée...

Arrivé à Bamako, la grande ville attirante, j'ai donc été engagé chez Loupiac, et j'ai commencé à travailler aux côtés de jeunes Français. L'un d'entre eux, notamment, est devenu mon ami. Nous parlions ensemble. Quand j'ai reçu mon ordre d'appel pour l'armée, il m'a même conseillé de ne pas partir. Nous discutons de cet engagement, du travail, de l'armée, et je ne sentais pas de différence entre nous deux. Trois autres Français travaillaient avec moi dans l'atelier, et je ne sentais pas non plus de distinction entre eux et moi. Pourtant, la différence de solde était grande ! Ils étaient bien mieux payés que moi, pour le même travail. Malgré tout, cette différence ne me révoltait pas, elle me paraissait même normale. Je n'étais toujours pas sensible à ces injustices, ma conscience politique était encore inexistante, et je pensais (mais je n'étais pas le seul, loin de là !) qu'il était normal que les Français touchent plus pour un travail similaire. C'était l'esprit de notre époque. Nous pensions que les Français avaient une meilleure technicité, un rendement plus important, des connaissances plus étendues. Il était donc normal qu'ils soient payés plus que nous qui n'avions pas ces qualités. De plus, le propriétaire de l'entreprise était français, et qu'il paye mieux ses compatriotes nous paraissait finalement assez légitime. Nous avons bien intégré notre infériorité coloniale ! Ce n'est que vers la fin de mon passage chez Loupiac, au début de 1955, que les choses ont un peu chan-

gé. Des syndicats se sont créés dans les entreprises, avec leurs comités, leurs sections, et tout l'appareil qui les entourait. Les syndicalistes ont commencé à nous travailler au corps, à nous expliquer les tenants et les aboutissants de la situation, à nous montrer que quelque chose clochait quand même. J'ai assisté à des réunions où les plus conscients parlaient d'injustice et d'exploitation. Tous ces discours avaient du mal à me pénétrer, à faire bouger ma mentalité. J'ai fini par prendre ma carte syndicale, mais je n'étais pas encore engagé politiquement, je n'en ai pas eu le temps parce que la fin de cet épisode a coïncidé avec mon départ à l'armée.

C'est à l'armée que les situations que j'ai vécues m'ont fait réfléchir. J'ai d'abord compris qu'il pouvait y avoir des Français moins instruits que nous. Lorsque j'ai eu mon premier diplôme, le CAT1 (certificat d'aptitude technique premier degré), j'ai rencontré des Français simples soldats, sans aucun diplôme. Un jour, l'un d'entre eux, avec qui j'étais devenu ami, m'a demandé de lui écrire une lettre qu'il voulait envoyer chez lui. Je lui ai répondu qu'il se moquait de moi, qu'il n'avait qu'à se l'écrire lui-même.

— Tu sais, je te demande de m'aider, parce que je ne sais pas écrire.

J'étais stupéfait !

— Ce n'est pas possible !

Mais effectivement, il ne savait pas écrire et je lui ai rédigé sa lettre. C'était un soldat de base d'un contingent qui venait d'arriver. Je ne sais pas d'où venait ce soldat, peut-être bien de Corse, ou du Midi, avec l'accent qu'il avait. En tout cas, même s'ils étaient paysans au fin fond de la campagne, je ne pouvais pas imaginer que des Français puissent ne savoir ni lire et écrire ! J'étais tellement étonné que j'ai demandé ce qu'il en était à un autre ami français, un militaire du nom de Franchesci qui m'a confirmé que ce soldat était analphabète et qu'il n'était pas le seul en France. J'ai commencé à relativiser les choses...

Je me rendais compte également que le traitement réservé aux Français et aux Africains n'était pas du tout le même. Entre les Français et nous, par exemple, les soldes n'étaient pas égales. Nous avions fait les mêmes études et avions le même niveau, et pourtant, à cause de nos statuts différents, nous n'étions pas traités de la même façon. C'était déjà curieux, mais j'avais déjà connu cette situation chez Loupiac. Cependant, il y avait bien d'autres différences. Nous n'avions pas la même cuisine, par exemple, entre gens de statuts différents. J'en ai déjà parlé plus haut, mais je rappelle que la plupart des Africains étaient en effet de statut transitoire, même si certains bénéficiaient du statut général, comme les Français. Pour cela, il fallait être né dans les quatre communes sénégalaises qui étaient de droit français, ce qui faisait de leurs résidents des citoyens français. Ou bien être l'enfant d'un officier. On pouvait aussi faire la demande pour être de statut général : il fallait seulement être titulaire d'un CAT1. Nous étions soumis à deux statuts et chaque statut avait donc sa propre cuisine. On pouvait toujours se dire que puisque les gens du statut transitoire étaient tous africains alors que ceux du statut général étaient

majoritairement français, il était logique que les cuisines s'adaptent à des habitudes alimentaires différentes. Mais quand on se rendait compte que ces différences de plats s'accompagnaient surtout de différences de qualité, on arrivait vite à trouver cela moins normal.

Du coup, l'absurdité des conditions était mise en lumière. Pourquoi un Africain mangeait-il mieux, tout simplement parce qu'il était né à Dakar, à Saint-Louis ou à Rufisque ? Et pourquoi celui qui était né à Bougouni ou à Bamako n'avait-il pas les mêmes avantages et les mêmes droits ? C'est progressivement, par ces petites choses (mais la nourriture est une chose importante...), que le sentiment d'injustice naissait et donnait à réfléchir. Il y avait encore le problème des ordonnances et des hommes de corvée. Les officiers français de droit, et les sous-officiers français, s'ils étaient mariés, bénéficiaient d'ordonnances, c'est-à-dire de soldats qui leur étaient affectés comme boys. Un avantage auquel les sous-officiers mariés africains n'avaient même pas droit. Cette injustice nous frappait tous ! C'est d'elle que m'est venue ma première révolte ouverte contre les différences existant entre nous et les Français.

Quand j'ai eu le CAT1, je fus nommé fonctionnaire brigadier. On obtenait ce titre dès l'obtention du diplôme, avant d'être régularisé brigadier pour de bon si l'on avait exercé correctement ses fonctions. Dans l'artillerie, on ne dit pas *caporal*, mais *brigadier*. Le niveau est cependant identique et, après ma qualification, je faisais donc office de brigadier. Un jour, mon adjudant de compagnie, l'adjudant Latreille, m'a appelé dans son bureau. Il a commencé à me féliciter pour ma discipline, la qualité de mon travail. Je me rengorgeais déjà quand il a poursuivi :

— L'ordonnance de l'adjudant-chef Averty est parti et vous irez provisoirement le remplacer, le temps que nous trouvions un soldat pour le nommer à cette fonction.

Cela m'a profondément vexé ! J'ai vivement réagi.

— Mon adjudant, je suis fonctionnaire gradé ! Vous ne pouvez pas me nommer ordonnance ! Je ne suis pas d'accord.

— Des récriminations ? Mariko, c'est un ordre ! a-t-il crié.

— Mon adjudant, je ne le ferai pas ! Non, je ne le ferai pas. Je suis fonctionnaire gradé. Il y a ici des fonctionnaires gradés français, pourquoi ne les prenez-vous pas comme ordonnance ?

— Mariko, vous n'allez quand même pas vous comparer à un Français !

J'étais atterré par cette réponse. Cette phrase, je ne l'ai pas digérée. À partir de là, rien n'a plus jamais été pareil. Je ne me suis pas démonté et j'ai demandé le rapport du capitaine Jacomi, qui avait remplacé à notre tête le capitaine Plessy. Ce Jacomi était une brave personne, il a bien compris la situation et l'humiliation que je ressentais et il a vertement réprimandé l'adjudant, et qui plus est en ma présence ! Les gradés le font rarement, pour ne pas casser la discipline. Ce jour-là, il m'a complètement soutenu et m'a donné raison. J'étais soulagé, bien sûr. Pourtant,

ces paroles de mépris restaient comme une boule dans ma poitrine et je ne pouvais plus les oublier... J'avais définitivement compris que les Français, dans l'ensemble, n'avaient guère de considération pour nous autres Africains. L'injustice était flagrante et, à partir de cet instant, mes réflexions encore vagues sur les inégalités coloniales ont vraiment pris un tour nouveau !

Si mes convictions indépendantistes s'affirmaient, je n'étais cependant pas devenu jusqu'au-boutiste. J'avais compris que l'injustice était présente, mais j'avais aussi rencontré des Français honnêtes, de ceux qui cherchaient même régulièrement à régler les cas les plus flagrants d'inégalité. Je n'ai donc pas pris parti de manière agressive. Je ne rejetais pas en bloc les Français, mais je me disais qu'il fallait améliorer les choses. Je pensais qu'il fallait réformer la colonisation petit à petit, nous préparer à reprendre les choses en main, nous Africains, en vue de l'indépendance. Je ne pensais pas qu'elle viendrait si vite. Je voyais bien que les Africains instruits, les enseignants, les instituteurs n'étaient pas formés à devenir immédiatement commandants de cercle ou chefs d'arrondissement. Je voyais aussi que la majorité des officiers africains n'avaient toujours été chargés que des affaires africaines, n'avaient jamais commandé effectivement et n'avaient pas l'expérience pour diriger une troupe. C'était un peu faible pour commander la future armée du Mali ! Je n'étais donc pas favorable à une séparation rapide, mais plutôt à une amélioration continue qui nous permettrait d'accéder à l'indépendance en une dizaine d'années. Assez vite cependant, j'ai compris que le processus serait plus rapide que prévu car les oppositions s'exacerbaient. En 1958, j'en ai eu la preuve à Dakar où je passais le CAT2 d'artillerie.

Nous avons reçu la visite d'un commandant français qui était chef de l'instruction au point d'appui de Dakar, accompagné par un lieutenant soudanais qui était chargé des Affaires africaines. Nous avons été rassemblés dans une salle pour écouter ce qu'il avait à nous dire. Il y avait des gens de toutes les origines dans cette salle, des Français, des Ivoiriens, des Soudanais, des Sénégalais, des gens de toute l'Afrique. Tout le monde s'entendait bien. On plaisantait avec les brigadiers-chefs français qui aimaient bien rire. Nous étions bien ensemble, Français et Africains. Un véritable sentiment d'amitié existait entre nous tous, dans ce groupe du CAT2. Les blagues fusaient quand le commandant français et le lieutenant soudanais sont entrés dans la salle. Nous nous sommes mis au garde-à-vous, on nous a fait asseoir et la conférence présentée par le commandant a commencé. Il s'agissait de la préparation du référendum, et particulièrement de la visite du général de Gaulle à Dakar venu pour l'occasion demander l'approbation du Sénégal. Avant la visite du général, une mission de sensibilisation tournait pour préciser quel était le bon choix, c'est-à-dire le « oui » ! Le lieutenant soudanais s'est lancé dans un grand discours, nous expliquant que nous n'étions pas prêts pour l'indépendance et qu'il fallait donc voter pour rester dans la Communauté française. Il a utilisé des arguments qui ne nous ont pas plu du tout.

— Avant l'arrivée des Français, nous ne savions rien faire. Dans certaines régions, nous ne connaissions même pas l'existence des habits, tout le monde allait nu. Nous ne pouvions pas fabriquer des vêtements parce que nous ne connaissions même pas l'existence de l'aiguille !

Ce qui était grossièrement faux, le métier de tisserand existant en Afrique depuis des siècles. Il a continué sur ce ton à nous dénigrer, à dire qu'avant la colonisation, nous n'étions que des sauvages... et autres propos de cet ordre. Il a été beaucoup trop loin dans ce sens et nous en avons tous été profondément vexés ! Les gens étaient très en colère contre ce discours, particulièrement contre le passage sur la nudité. Quand nous sommes sortis pour retourner dans notre chambrée, on pouvait entendre un sourd murmure de mécontentement. Un de nos amis, un Français qui s'appelait Roperche, un grand sec, a voulu plaisanter. Mais il a manqué de psychologie, il n'avait pas mesuré l'importance de notre rage... Ce Roperche s'est tourné vers nous autres, Africains, en souriant.

— Vous avez vu, hein, c'est nous qui vous avons habillés !

Plaisanterie de mauvais goût, parole malheureuse ! Il avait à peine fini de parler qu'une bataille rangée éclatait dans la chambrée ! Les poings ont volé entre Français et Africains, malgré notre amitié. Oui, les esprits étaient mûrs pour l'indépendance et nous ne supportions plus les humiliations. Au Sénégal, la campagne était virulente, les partisans du « non » étaient nombreux. Pendant la visite de de Gaulle, on pouvait lire sur les murs ou sur le goudron des rues des inscriptions vengeresses : « *Indépendance, Monsarew (indépendance en wolof)* », ou « *Caporal de Gaulle, assassin de Thiaroye* ». Les indépendantistes rappelaient ainsi le massacre du camp de Thiaroye où avaient été tués en 1944 trente-cinq anciens combattants africains qui réclamaient leur solde, de retour des camps de prisonniers en Allemagne. L'ambiance était rude !

Le jour de la visite du général de Gaulle, je faisais partie des troupes de maintien de l'ordre. Je crois bien que c'est la journée où, avec mes camarades, j'ai été le plus insulté de ma vie, traité de « valet des Français », « chien de garde du colonialisme », « traître » ! Finalement, malgré ce fort sentiment, le « Oui » l'a emporté. Nous nous acheminions à grands pas vers la décolonisation. Désormais, après l'épisode de la Fédération avec le Sénégal, il fallait former l'armée du Mali !

VERS L'ARMÉE DU MALI INDÉPENDANT (1960-1961)

J'ai déjà expliqué comment on nous avait proposé d'opter soit pour la France, soit pour le Mali, et comment j'avais choisi le Mali. J'ai donc été démobilisé de l'armée française en décembre 1960 et renvoyé dans mes foyers. Je n'étais pas le seul, nous étions même nombreux dans ce cas. Nous tous qui, par patriotisme et fidélité envers le Mali, avons opté pour notre pays et non pour la France, nous nous retrouvons hors de l'armée française, mais pas encore recrutés dans l'armée malienne. Tous les officiers, sous-officiers et soldats qui avaient demandé à rejoindre le Mali n'avaient aucune certitude de retrouver un emploi. Néanmoins, ils n'ont pas hésité à sacrifier leur carrière par patriotisme. Ils avaient la possibilité de continuer leur chemin dans l'armée française, et de partir pour Bobo-Dioulasso, la Côte-d'Ivoire ou la France. Certains ont fait ce choix. Mais la plupart ont choisi le Mali. Que devinrent ces derniers ? Pour commencer, des chômeurs ! Nous avons été libérés de l'armée française en décembre 1960, et les premiers recrutements dans l'armée malienne ne se sont faits qu'en août 1961. Ainsi, ceux qui avaient été les plus patriotes ont commencé par être récompensés de huit mois minimum de chômage... Beaucoup d'entre nous en ont été assez amers ! Nous n'avions gagné qu'un avenir incertain.

Malgré mes responsabilités familiales, j'avais donc pris le risque de l'option malienne. Je ne le regrettais pas, mais je me retrouvais quand même à la rue. Alors, avec huit autres de mes camarades, nous avons tenté une démarche pour faire accélérer les choses. Nous avons pris contact avec l'état-major malien et demandé une entrevue, dans l'espoir d'accéder plus facilement à un hypothétique recrutement. À cette époque, l'armée était peu développée, et nous avons fini par rencontrer directement le chef d'état-major lui-même qui s'appelait Sékou Traoré, le général Soumaré ne l'ayant remplacé que plus tard. Nous lui avons expliqué notre situation. Il a bien compris, mais ne pouvait rien pour nous.

— De toute façon, il n'y a rien pour vous pour le moment. Mais faites des demandes de réintégration. Il n'est pas encore possible de vous recruter, mais votre dossier sera là...

Nous étions un peu dépités en redescendant l'escalier quand nous avons rencontré un de nos amis, un sous-lieutenant. Il était sous-officier dans l'armée française quand nous l'avions connu, il n'avait pas opté pour le Mali, mais comme il était adjudant titulaire de son brevet d'arme, il avait eu la chance d'être appelé par l'armée malienne et recruté directement sous-lieutenant. Devant notre mine déconfite, il nous a demandé ce que nous faisons là et nous lui avons tout expliqué. Sa réaction nous a encore plus assombris.

— Mais vous êtes fous, pourquoi avez-vous quitté l'armée française ? Vous avez

brisé votre carrière pour rester au Mali, mais ici, il ne vous reste plus qu'à vendre des cacahuètes ! s'écria-t-il.

Je me suis soudain souvenu de ce que m'avait dit le capitaine Bouillard et ce que je lui avais répondu... Cet ancien dialogue avait donc été prémonitoire ? Ah, j'avais préféré vendre des cacahuètes plutôt que de rester dans l'armée française ? J'allais donc être servi... J'étais accablé ! La réflexion de cet officier m'avait fait un choc et je n'arrêtais plus d'y penser. J'étais outré de l'avoir entendue de la bouche d'un officier malien, un privilégié qui n'avait pas fait grand-chose pour le Mali et avait tout gagné sans risques. Si au moins c'était un Français qui l'avait dit... Mais non, c'était un compatriote qui nous mettait de nouveau en face de l'injustice ! Ces cas d'injustice étaient nombreux, nous en observions souvent. En fin de compte, ceux qui avaient opté pour rester dans l'armée française étaient recrutés les premiers au Mali ! Tout simplement parce que ces gens avaient des parents influents, des pistons, des connaissances qui avaient le bras long. Il leur suffisait de se présenter, parfois lors d'un congé de l'armée française, et on les recrutait. Alors que nous, qui avions opté par patriotisme pour rejoindre le pays, nous devions attendre, sans ressources... De surcroît, on avait appliqué aux militaires, qui étaient des fonctionnaires au même titre que les civils, le texte colonial qui fixait la limite d'âge à trente-sept ans pour les hommes du rang et les sous-officiers. Ce texte ne s'appliquait pas à l'administration civile française, par conséquent ceux qui avaient opté pour le Mali ont souvent dû quitter directement l'armée sans pension et sans espoir de recrutement, alors que leurs homologues civils reversés dans l'administration n'étaient pas touchés par la limite d'âge. Comme l'administration française finissait par les reverser dans l'administration ou l'armée malienne, ils pouvaient continuer jusqu'à l'obtention de leur retraite. Tout ceci était très décevant et le mécontentement grandissait de jour en jour.

Cette histoire a failli mal tourner parce que tous ces mécontents ont fini par se regrouper et s'organiser. Un groupe important s'est formé avec des sous-officiers, des soldats et même certains officiers. J'en faisais partie, et je peux témoigner que pendant ces mois, le Mali a frôlé le coup d'État militaire ! Les militaires français n'avaient pas tous encore quitté le Mali, un grand nombre d'entre eux était encore présents à Kati. Nous avons contacté ces Français pour les sonder et savoir s'ils nous soutiendraient au cas où nous tenterions de renverser le régime, ou au moins de lancer une action pour faire entendre nos revendications. Nous avons beaucoup de contacts avec certains de ces officiers français qui n'appréciaient pas trop le régime socialiste de Modibo Keita et étaient prêts à nous soutenir, notamment en nous aidant à trouver des armes et des munitions. Nous les rencontrions discrètement au Lido, un bar situé entre Bamako et Kati, et nous étions prêts à agir en raison de toutes ces injustices... Puis est arrivé le général Soumaré qui, nommé chef d'état-major, a vraiment sauvé la situation en agissant très vite. Comprenant l'importance du problème, il a tout de suite pris en compte notre situation et le sourd

mécontentement qu'il avait discerné. Il a très rapidement organisé de nombreux recrutements pour la majorité d'entre nous. Il a eu l'intelligence, puisque l'armée n'était pas encore organisée pour nous intégrer, de nous recruter en attendant au niveau du service civique. Cette intégration, même civile, a vraiment cassé le mouvement de grogne qui s'orientait vers la préparation d'un coup d'Etat. Ce fut un bon dénouement pour le Mali...

Le mouvement a été cassé, mais l'injustice a continué... En septembre 1961, quand nous avons finalement été recrutés pour de bon dans l'armée du Mali, le général Soumaré a fait une proclamation déclarant que le Mali n'oublierait pas ses patriotes. Il a annoncé que les premiers avancements dans l'armée seraient réservés à ceux qui avaient opté pour le Mali, et il a parlé symboliquement des « papiers rouges » et des « papiers blancs », qui avaient été, à l'époque, les deux types de formulaire au choix. Cette déclaration nous avait satisfaits et nous avions l'impression que les injustices allaient enfin être réparées. Pourtant, en 1963, c'est bien le contraire qui s'est produit ! Une nouvelle fois, ceux qui, à l'indépendance n'avaient pas opté pour le Mali, ont eu un avancement beaucoup plus rapide que les autres... Recrutés avant nous, ils ont fait le gros de la première promotion de l'EMIA (École militaire interarmes) et sont devenus officiers avant nous. Toujours à cause du favoritisme familial... Ainsi, par exemple, les ressortissants de San furent très avantagés, parce que le premier chef d'état-major était originaire de San.

Alors, la mort dans l'âme, nous avons compris que l'injustice n'était pas seulement le fait du colonisateur, qu'elle pouvait aussi être engendrée par des Africains, et devenait par là plus aiguë et criante. Beaucoup parmi nous furent très découragés, ce fut le cas du général Soumaré lui-même qui avait voulu que l'avancement se fasse suivant le mérite. Il voyait bien que les promotions étaient basées sur les relations familiales, les liens d'amitié, le copinage et qu'en conséquence, les officiers qui se retrouvaient à la tête de l'armée n'étaient pas majoritairement les meilleurs ni les plus compétents. Personnellement, il m'a fallu attendre 1966 pour être nommé sergent-chef, alors que j'avais été nommé sergent en 1958. Huit ans pour monter d'un grade ! J'ai toujours été bien noté, j'avais été nommé instructeur d'artillerie à l'école d'officiers depuis ma deuxième promotion, mais tandis que je formais les autres à devenir officier, je dus attendre moi-même huit ans pour être sergent-chef, et huit années encore pour devenir adjudant, en 1974 ! C'était quand même bien long...

Toujours est-il que j'avais été recruté au service civique en mai 1961 et affecté à Sévaré. Le service civique était une organisation paramilitaire destinée à accomplir des tâches de production civile. On y faisait de l'agriculture, de l'artisanat, de la menuiserie, de la mécanique auto, etc. Les jeunes effectuant ce service étaient censés aider la population à produire et recevaient une formation militaire en même temps. Ils étaient encadrés par des agents techniques pour leur formation professionnelle et par d'anciens sous-officiers comme moi pour tout ce qui était

apprentissage militaire. Je leur apprenais à marcher au pas, à défiler, tout ce qu'on appelle « l'ordre serré », et je leur donnais également des cours sur l'armement, le règlement militaire et la conduite en combat. Évidemment, enseigner ces matières à de futurs agriculteurs ou menuisiers pouvait paraître étrange. Mais il fallait que toute la jeunesse soit prête à défendre le pays en cas d'agression, ce qui était par ailleurs un moyen de concrétiser la mobilisation qu'on attendait de tous pour construire le Mali socialiste ! Il y avait beaucoup d'idéologie à cette époque...

Je suis resté au service civique jusqu'en août 1961, puis j'ai enfin été recruté dans l'armée. J'ai été appelé un jour d'août à me rendre à Bamako, et le général Soumaré en personne est venu au centre de recrutement pour nous affecter chacun dans une arme. Il a consulté un par un les dossiers des recrutés, les livrets individuels et, en fonction de ce qu'il lisait, il annonçait à celui qui était devant lui : « *Toi, tu iras dans l'infanterie* », « *Toi, tu es affecté là !* », et ainsi de suite. Voilà comment, sur la foi de mon dossier, je me suis retrouvé dans l'artillerie, parce que j'étais effectivement un artilleur « de souche ». Tous ceux qui, anciens militaires de l'armée française, n'avaient pas été recrutés dans la première vague de la décolonisation finirent par l'être en août 1961, hormis bien sûr ceux qui devaient partir en retraite, ou qui ne désiraient pas redevenir militaires. L'armée malienne a vraiment pris corps à partir de ce moment-là.

Le même mois, les premiers instructeurs soviétiques sont arrivés à Kati. L'armée française avait laissé peu de matériel au Mali, et ce qu'elle avait voulu nous abandonner, les militaires l'avaient majoritairement refusé, essentiellement par fierté. Ce refus n'était pas très fondé, mais c'était l'esprit de l'indépendance... Certains trouvaient cette attitude stupide, le général Soumaré a même appelé ce qui en a résulté la « diarrhée de l'indépendance », parce que ce matériel a coulé hors du pays et que nous en avons été bien affaiblis. Mais le renversement d'alliance et l'option socialiste qui nous rapprochaient de l'URSS nous laissaient espérer le remplacement rapide de l'équipement. C'est effectivement ce qui s'est passé. Les Soviétiques étaient contents de compter un État de plus dans leur zone d'influence, et ils étaient prêts à payer, à armer et à fournir du matériel dans ce but.

En août 1961, les premiers Soviétiques ont donc débarqué avec leurs équipements au Mali, après le départ des derniers militaires français, au moment de la deuxième vague de recrutement dont j'ai moi-même fait partie. Les Soviétiques sont arrivés avec des spécialistes de toutes les armes : artillerie, blindés, transmissions, service automobile, et bien d'autres encore. Avec tous ces spécialistes, ils ont organisé ce qu'on a appelé un CI, un centre d'instruction, où avaient été nommés comme chefs d'équipe des élèves-officiers maliens venus de Fréjus : Moussa Traoré, Moussa Keïta, Ousmane Coulibaly, Fanyiri Konaté, Youssouf Traoré, Sékou Ly, Koké Dembélé, devenu plus tard Grand Chancelier, ainsi que Jean Bolon Samaké et Mami Wattara, lesquels sont morts à Taoudenni, au baignoire. Ils étaient tous déjà là avec nous, et j'aurai l'occasion de reparler souvent d'eux...

Les véhicules, l'artillerie, les blindés et tout le matériel que les Soviétiques apportaient avec eux arrivaient par mer à Conakry et transitaient par la Guinée, voisine du Mali. Des centaines de Russes accompagnaient ces convois. Leur chef s'appelait Sourinov. Artilleur, j'étais sous les ordres de l'instructeur d'artillerie, le commandant Victor, à côté duquel se tenait toujours un interprète qui s'appelait Sacha et qui, d'ailleurs, parlait un français épouvantable. Les Soviétiques connaissaient mal l'Afrique et ils arrivaient avec un grand sentiment de supériorité. Pour eux, nous ne savions vraiment rien et il fallait repartir à zéro. De notre côté, il y eut un grand éclat de rire quand le général Sourinov se mit dans la tête d'apprendre au général Soumaré à marcher au pas ! Après cette histoire ridicule, les Russes ont constaté que nous n'étions pas tout à fait ignares. Sous-officiers et officiers, nous sortions quand même de l'armée française, et les aspirants de l'époque, tel Moussa Traoré, le futur chef d'État malien, avaient passé un an d'école militaire à Fréjus. Cette formation française n'était pas négligeable et notre niveau était même assez bon. Ils s'en sont rendus compte et notre formation a alors surtout consisté à prendre en main le matériel et les méthodes soviétiques. C'était très intéressant parce qu'ils avaient des méthodes étonnantes, très simples et compréhensibles, en tout cas au niveau de l'artillerie. Ils axaient tout sur la pratique et cette pédagogie faisait passer très facilement la théorie, d'autant que leurs systèmes étaient d'un maniement très aisé.

L'instruction a duré six mois, jusqu'en janvier 1962. À l'issue de ce long stage, nous passions des épreuves qui nous classaient par niveau de compétence. Il avait été convenu que les cinq premiers de chaque arme, de chaque spécialité, devaient à la fin des tests être envoyés en Union soviétique pour y recevoir une formation complète. Ils étaient destinés à former par la suite la nouvelle vague d'officiers maliens. Étant dans les cinq premiers de l'artillerie, je devais partir à l'École des officiers de Moscou. Je m'en réjouissais, ayant toujours bien aimé voyager. D'un naturel curieux, j'avais tout le temps envie de connaître de nouvelles choses et l'occasion était belle. Pourtant, je n'ai pas eu de chance pour ce départ. Déjà, quand j'étais au service civique, j'avais failli partir en Israël. Il avait été décidé en effet de choisir quelques-uns des sous-officiers qui jouaient le rôle d'instructeurs militaires pour les envoyer se former en Israël dans le but de devenir officiers du service civique. Ils devaient apprendre les techniques que les Israéliens avaient mises au point pour le reboisement et la fertilisation du désert, afin d'utiliser ces méthodes dans les parties sahariennes du Mali. À leur retour, ils devaient être affectés à des tâches de développement. J'avais été parmi ceux qui avaient été désignés pour partir, avec entre autres Boubakar Camara, l'un de mes camarades, décédé depuis dans un accident. À ma grande déception, les choses pour moi ne se sont pas déroulées comme prévu. À notre arrivée à Bamako, j'ai été convoqué dans son bureau par Boubakar Sada Diallo, qui était alors responsable national de la partie militaire du Service civique.

— Toi, Mariko, tu ne vas pas en Israël. Tu retournes à Sévaré, parce que tu es un bon instructeur et on a besoin de toi pour la formation.

Bien sûr, j'étais flatté de ce compliment qui me paraissait d'ailleurs assez justifié, vu l'expérience de formateur que j'avais accumulée. En 1959, j'avais déjà été affecté à l'EMPA, l'École militaire préparatoire africaine à Kati où j'avais enseigné pendant plusieurs mois. J'avais eu le temps d'apprendre la pédagogie, de comprendre la meilleure façon de faire passer les connaissances. J'étais évidemment content qu'on reconnaisse mes compétences dans ce domaine, mais j'étais frustré de ne pas partir en Israël. J'avais donc espéré pouvoir partir à Moscou. Mais à la dernière minute, des conseillers du général Soumaré l'ont convaincu qu'il valait mieux pour le moment garder les meilleurs dont on avait besoin immédiatement pour aller renforcer les frontières. Étant parmi les cinq premiers de l'artillerie, j'ai donc dû renoncer à partir en Union soviétique et j'ai été affecté comme chef de section des pièces d'artillerie de 85 mm à l'extrême nord du Mali, au nord même de l'Adagh des Ifoghas, à Tessalit.

Par un petit matin frais, le 2 février 1962, nous avons quitté Kati pour le nord du pays. Notre important convoi comprenait soixante-dix véhicules, dont trente-cinq étaient destinés à Gao et autant à Tessalit. Ce convoi était impressionnant. Il y avait là des Jeeps, des canons, des transports de troupe. La route goudronnée n'existait pas encore, c'était une piste pendant presque tout le trajet de Bamako à Gao, et bien sûr de Gao à Tessalit. Le voyage a été rude et long : nous avons mis un mois pour arriver !

Je partais vers le nord pour la première fois, et j'avais très peu d'idée sur ce que j'allais y trouver. Je ne le savais pas encore, mais une nouvelle période de ma vie s'ouvrait, une période parfois bien sombre, en vérité....

DEUXIÈME PARTIE

LA CHUTE

CHAPITRE 7

POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS L'ADAGH (1962-1963)

Je suis donc parti en février 1962 pour Tessalit, comme chef de section des 85 mm. Le voyage a été long, d'autant qu'on nous avait recommandé de bien nous montrer sur la route pour faire comprendre à la population que l'armée du Mali existait et qu'elle commençait à remplir sa mission. Nous nous arrêtions dans chaque chef-lieu de cercle et d'arrondissement, et c'était à chaque fois une véritable revue militaire ! Nous défilions devant les gens de la ville, avec la fanfare nationale qui nous accompagnait, sous les ordres du chef de détachement, le commandant Mohammed Ould Issa. Nous faisons ensuite des tirs de démonstration qui impressionnaient beaucoup la population. Nous avons continué pendant un peu plus d'un mois, tout en progressant peu à peu vers le nord, et nous sommes finalement arrivés à Tessalit le 7 mars 1962. Les Français n'étaient pas partis depuis bien longtemps puisque les derniers soldats avaient quitté le Mali en septembre 1961. Nous les avons pratiquement remplacés. Avant nous, il n'y avait eu qu'un détachement précurseur arrivé dans le village, et nous faisons partie des premières troupes qui succédaient à l'armée coloniale.

Comme pour la très grande majorité d'entre nous, c'était mon premier contact avec la région. Avant cela, je ne connaissais même pas le nom de Tessalit. Je n'avais jamais entendu parler auparavant de ce village ! C'était aussi ma première rencontre avec la population qui y vivait. La première impression que j'ai eue, c'est que je n'étais plus au Mali. L'environnement était différent, les gens étaient différents, je me sentais vraiment à l'étranger, loin de chez moi, loin du Mali, dans une région qui apparaissait finalement assez riche, loin de ce que j'imaginai du désert saharien. Il y avait beaucoup d'animaux, le lait coulait à profusion, il n'y avait pas eu de sécheresse depuis longtemps. Depuis le camp, je ne voyais même pas la colline la plus proche tant il y avait d'arbres. Plus tard, la sécheresse a tout anéanti, sans compter le déboisement dû à ce qu'on appelait « le camp des mariés ». Les militaires y résidaient avec leur famille, et beaucoup d'arbres ont été en effet abattus pour alimenter les feux de cuisine. Mais quand je suis arrivé, le bois ne manquait pas et le sentiment d'aisance prédominait.

La première personne avec qui je rentrais en contact là-bas était un forgeron, qui s'appelait Tibri. Il était venu au camp, parlait un peu le français et on a commencé à discuter en compagnie d'un camarade à moi qui s'appelait Henri Koné, et qui était sergent. C'était un ex-enfant de troupes qui aimait beaucoup plaisanter.

Il a posé au vieux forgeron la question que pose tout militaire en arrivant quelque part loin de chez lui. Il lui a demandé où l'on pouvait trouver des femmes. Mais le forgeron a eu une réaction très brusque !

— Tu es malade ! Il n'y a pas de femmes pour vous ici !

Je me suis dit qu'il fallait vraiment faire attention ! Cette première impression s'est pourtant vite atténuée. Petit à petit, j'ai commencé à connaître des gens, j'ai compris qu'ils étaient très simples et très accueillants. Mais je sentais bien que quelque chose n'allait pas. Notre arrivée avait succédé rapidement au départ des Français, et le temps avait manqué pour faire prendre conscience à la population des nouvelles réalités. Aucun travail politique n'avait été fait dans la région, et personne ne comprenait bien ce qui se passait. Les Français étaient partis, les Touaregs ne saisissaient pas très bien pourquoi, et voilà que des soldats du Sud, des soldats noirs arrivaient et les remplaçaient. Il n'y avait pas eu de bataille, les colons n'avaient pas été vaincus ! C'était difficilement compréhensible. À cela s'ajoutait que les seuls Noirs que cotoyaient les gens du Nord étaient des captifs : des condamnés du pénitencier de Kidal et surtout des descendants d'esclaves depuis toujours au service des familles. Cet esclavage qui existait au Nord était plus tranquille que dans les autres régions et les captifs des tentes étaient mieux traités qu'ailleurs. Il n'en restait pas moins que, si pour les gens du Nord tous les captifs étaient noirs, les Noirs étaient donc forcément des captifs. Alors, cette arrivée de captifs inconnus qui voulaient les commander était difficilement acceptable pour eux. Personne n'avait pris la peine de leur expliquer que la majorité de la population malienne était noire et que la plus grande partie d'entre eux n'étaient pas des captifs ! Il y avait là quelque chose qui ne passait pas... Toutefois, les femmes et les enfants nous ont accepté tout de suite. On a commencé à discuter avec eux très facilement, à prendre du thé ensemble, à apprendre quelques mots de tamachaq. Petit à petit, des connaissances se sont faites, des amitiés et même des amours sont nés. Des militaires ont commencé à se marier avec des femmes du pays. Des soirées étaient organisées, des *takemba* où l'on dansait au son des tambours. Le courant commençait vraiment à passer, des liens existaient, on commençait à s'intégrer à cette population. Et puis, la rébellion a éclaté...

Il faut préciser que tout le monde ne s'intégrait pas aussi bien. Il existait une incompréhension latente, culturellement par exemple. Les comportements habituels dans la société bambara ne sont pas les mêmes dans la culture touarègue. L'exemple des salutations est significatif. En milieu bambara, c'est toujours le plus jeune qui doit d'abord saluer le plus âgé. S'il manque à cette politesse, c'est qu'il est vraiment mal éduqué. Mais en milieu touareg, c'est l'inverse ! Cela ne se fait pas du tout qu'un jeune Touareg salue quelqu'un de plus âgé que lui. Au contraire, pour être poli, il doit baisser les yeux au sol, remonter son voile, et même s'il est salué par le plus vieux, il ne doit pas répondre. Alors, quand les Bambaras arrivèrent en milieu touareg, ils furent tout de suite frappés par ce qu'ils interprétaient comme

de l'impolitesse. Pour eux, ces gens-là étaient impolis, mal éduqués et ils ne comprenaient pas qu'une personne ne réponde pas à leurs salutations et ne les regarde même pas. Ils croyaient être méprisés, alors qu'ils étaient simplement honorés ! Le contraire aussi était vrai. Ces jeunes militaires qui, pour être gentils, venaient ouvertement saluer les vieux, en les regardant en face, apparaissaient aux yeux des Touaregs comme très impolis ! Ces petits comportements vexaient les gens de part et d'autre et renforçaient l'incompréhension réciproque. Comme à cette époque, il n'y avait que des gens du Sud qui venaient au Nord, et pas le contraire, les gens ne se connaissaient pas. Les Touaregs étaient toujours les plus vexés parce qu'ils ignoraient que tout le monde agissait de même au Sud.

Les salutations avec les femmes posèrent également des problèmes. Lorsque nous approchions, par pudeur, les femmes ramenaient leur voile sur leur visage et se cachaient à moitié dessous. Beaucoup d'entre nous se vexaient car ils croyaient qu'on les dédaignait. Ils n'avaient pas compris qu'à cette époque, chez les Touaregs, une femme ne devait pas se dévoiler devant quelqu'un qu'elle ne connaissait pas et qui n'était ni son mari, ni son parrain. C'était là aussi une forme de politesse. Beaucoup de militaires étaient choqués, et certains avaient en retour des réactions brutales : ils retiraient le voile du visage de la femme, ou lançaient des mots désagréables. Finalement, les femmes se sentaient persécutées et cela devenait une agression du Sud sur le Nord, par simple incompréhension. Les gens du Nord ne venant jamais au Sud, l'agression semblait toujours aller dans le même sens.

Une autre affaire déplaisait aux nomades, il s'agissait de la nouvelle législation sur le mariage. Elle obligeait les gens à se marier civilement d'abord, avant d'aller voir le marabout. Si l'inverse se passait, le marabout était traduit devant la justice. Le mariage religieux était censé venir après. Les gens ont considéré cela comme une atteinte à la coutume, à leurs habitudes. En outre, l'État socialiste avait décidé d'interdire les dépenses excessives lors des mariages. En soi, c'était une bonne chose. Certains dépensaient des sommes énormes lorsqu'ils se mariaient, pour les habits, les repas de réception, les cortèges, etc. Ils s'endettaient souvent pour de nombreuses années ! Mais l'idée de collectiviser tous les comportements n'était pas appréciée et le baptême, comme le mariage, sont des cérémonies très personnelles. Les gens du Nord n'étaient d'ailleurs pas les seuls à ne pas apprécier ces nouvelles mesures. Mais encore une fois, ils ignoraient qu'il en était de même au Sud, et cet énervement s'ajoutait à toutes les autres petites vexations.

Néanmoins, tout cela aurait certainement pu être digéré si la rébellion n'avait pas éclaté. Si toute la population n'était pas prête à se rebeller, il y avait toutefois des mécontentements, des exactions dispersées de goumiers ou de militaires, des incompréhensions de la part des nomades sur ces nouvelles conditions créées par le jeune État malien. La jeunesse, surtout parmi les Ifoghas, était particulièrement sensible à tout cela, et le feu couvait surtout chez les groupes qui avaient toujours été dissidents, même par rapport à leur propre chefferie. Pourtant, des liens com-

mençaient à se créer entre les militaires et la population et la catastrophe aurait pu être évitée. Le problème venait en fait des brebis galeuses de l'administration et chez les militaires dont les actions étaient considérées comme un comportement de l'État. Il est vrai qu'un goumier ou un militaire sont des représentants de l'État ! Leur comportement était donc perçu comme le comportement de l'État et considéré comme une politique volontaire.

Il est vrai aussi que, d'un autre côté, les militaires avaient en tête des idées qui n'arrangeaient pas les choses. La plupart venait de quitter l'armée française, et beaucoup avaient été affectés en Algérie. Ils se souvenaient de ce qu'ils avaient vécu là-bas, des embuscades, des fellaghas, des coups de main dangereux et sanglants. La population touarègue et celle d'Afrique du Nord se ressemblent, et une grande partie des soldats et des officiers n'arrivaient pas à se départir d'une méfiance instinctive. Le début de la rébellion les a confortés dans cette idée, et les Touaregs sont restés pour eux des « fellaghas », des rebelles. Les souvenirs sont remontés, les manières d'agir qu'on leur avait inculquées en Algérie aussi, ce qui a provoqué des dérapages. En revanche, quand on a dit plus tard que ces soldats noirs voulaient se venger des esclavagistes blancs du Nord, on s'est complètement trompé ! La plupart des militaires étaient des Bambaras et ne connaissaient même pas les Touaregs ! Beaucoup d'entre eux venaient de familles qui avaient eu, ou avaient encore, leurs propres captifs. Les Bambaras n'étaient pas les captifs des Touaregs ! Il n'y avait donc là aucun esprit de revanche.

De leur côté, si les Touaregs avaient toujours pensé que les Noirs étaient des captifs, cela ne les a pas empêchés de bien nous accepter. Ils nous invitaient facilement dans les campements pour boire le thé, pour discuter, et les femmes se sont rapidement mariées avec nous. Pourtant, à cette époque, le Nord n'était pas pauvre comme maintenant et on ne pouvait parler de mariage d'intérêt ! Les femmes ne cherchaient pas à se placer matériellement, mais se rapprochaient de qui leur plaisait, de celui qu'elles se mettaient à aimer. Il est vraiment difficile de parler de racisme dans ces conditions ! Ni même de captifs, car quand on est une femme nomade libre, on ne se marie pas avec un captif.

Il y a eut des maladresses de comportement de la part des représentants de l'État sur le terrain. Prenons par exemple la question de la chefferie. C'était un sujet sensible, comme l'illustre cette histoire : le vieux chef Attaher, l'amenokal des Kel Adagh, était mort au début de l'année 1963 et le problème de sa succession se posait. Une rivalité opposait ses deux fils, Zeyd, le plus âgé, et Intalla, le plus jeune. Or, l'État avait aboli la chefferie au Sud. Les administrateurs n'ont pas été très fins : ils ont exigé l'abolition immédiate des pouvoirs traditionnels, dans une région où cette coutume revêtait encore beaucoup d'importance. Il valait mieux commencer par sensibiliser les gens doucement et, en attendant, respecter leurs façons de faire. Au lieu d'agir avec prudence, on a voulu aller trop vite, trop brutalement, et les gens furent choqués. Revenons à notre histoire : quand on a vu que

la situation devenait difficile, on a privilégié le plus jeune des frères qui était plus proche de l'administration, au détriment de Zeyd, le plus âgé, qui fut révolté et a fini par devenir un des piliers de la rébellion. Une erreur de plus qui aurait pu être évitée.

Quand nous sommes arrivés, l'Adagh était calme. Depuis 1954, les Français avaient dispersé le groupe d'Alla ag El Bechir, le père d'Elladi qui, durant toute sa vie, avait refusé toute autorité et vivait en marge des lois coloniales. Un autre grand bandit, qui s'appelait Elbessati, vivait quant à lui toujours dans la montagne. Il volait des chameaux et partait les revendre en Algérie, en défiant tous les pouvoirs, y compris ceux de la chefferie touarègue. Il était très rusé, et les gens s'étaient mis finalement à l'admirer. Il déjouait toutes les tentatives des armées française et malienne pour le capturer. Un jour qu'il se trouvait en face d'une patrouille malienne, il a sorti un bâton noirci, a sauté de son chameau sans même le faire baraquier et a menacé les soldats. Tout le monde a eu peur, s'est couché et il en a profité pour remonter sur son chameau à la volée et s'enfuir. Il n'était pas armé et avait dupé tout le monde avec un simple bâton noirci ! Il était très beau et, pour échapper aux poursuites, il se déguisait parfois en femme, se mêlait aux campements. Les nomades le craignaient, mais l'admiraient en même temps et ne le dénonçaient pas. Un jour, il a reçu une balle dans la jambe, mais cela ne l'a pas arrêté. Plus tard, au moment de la rébellion, pour narguer l'armée, il se faisait appeler « capitaine Elbessati ». En définitive, il a été tué alors qu'il n'avait jamais fait partie des rebelles. Il ne s'attaquait ni aux Bambaras, ni aux Songhays, ni aux Peuls, mais aux Touaregs eux-mêmes ! C'était tout simplement un bandit très malin dont l'habileté forçait l'admiration. Ces gens-là occasionnaient certains désordres, mais n'auraient pas fomenté une insurrection. Ils étaient trop indépendants ! Nous les avons pourtant pris eux aussi pour des opposants à l'État, alors que bien souvent ils nne possédaient même pas d'armes.

Ce qui a vraiment manqué, c'est un travail de sensibilisation, de part et d'autre. Il fallait expliquer aux gens du Sud qui étaient les gens du Nord, ne pas laisser partir dans la région un administrateur, un militaire, un douanier sans lui faire comprendre ce qu'il devait faire où il était affecté. Il fallait lui inculquer que les gens du Nord étaient aussi des Maliens à part entière, et pas des fellaghas en puissance comme ceux qu'il avait connus en Algérie. Il fallait lui faire admettre que nous n'étions pas une armée coloniale, ce qui était bien le minimum dans un pays nouvellement indépendant et que nous ne devions pas nous comporter comme tel. On aurait pu éviter les abus de pouvoir et les exactions qui choquaient les gens. Certains militaires maliens avaient ainsi des comportements vexatoires envers la population. Nous faisons peu de patrouilles, mais celles qui arrivaient dans les campements se faisaient donner de force des animaux. Et dans les localités, à Kidal, Tessalit, Aguelhok, l'administration réquisitionnait d'autorité des jeunes filles et même des femmes mariées, pour eux, ou pour les délégations officielles de

passage. C'était tout à fait inacceptable.

On aurait également pu se montrer plus patient, plus prudent quand on voulait changer les choses. Il fallait expliquer aux gens du Nord ce qui s'était passé, qui nous étions et quelle était notre mission. Toute cette révolte aurait certainement pu être évitée, parce que les contacts étaient établis et ne se passaient finalement pas trop mal. Au lieu de cela, dès qu'Elladi et ses amis ont commencé à remuer, on est tout de suite tombé à bras raccourcis sur l'ensemble de la population, et un fossé terrible s'est creusé.

La rébellion a commencé en effet par un tout petit incident. En mai 1963 j'étais sergent, et comme tel, on n'était bien sûr pas immédiatement informé de ce qui se passait. Mais j'étais sur le terrain, j'écoutais, je commençais à parler tamacheq grâce aux enfants avec qui je passais du temps à causer et m'amuser. J'ai donc pu assez vite faire le rapport entre ce qui se passait et ce qu'en pensaient les gens. Un jour, on nous a rassemblés pour nous lire un rapport du lieutenant Abderhamane Maïga, qui à cette époque commandait le GNT, le Groupe nomade du Timetrin, cette patrouille à chameau qui nomadisait dans le nord-ouest de l'Adagh. Ce rapport signalait Elladi ag Alla comme une personne à rechercher activement après des actions qu'il avait menées contre des représentants de l'État. La vérité était toutefois plus nuancée... En fait, des goumiers de Kidal, partis en tournée recueillir les impôts, avaient rencontré Elladi. Ces gens, représentant l'État, avaient une dent contre la famille d'Elladi à cause de son père Alla qui, peu de temps auparavant, à l'époque des Français, avait échappé pendant des années à leurs poursuites. Alors ils provoquaient sans cesse Elladi à ce sujet et, ce soir-là, ils lui ont parlé de la tête de son père, qui avait été décapité en 1954, après qu'il ait été tué par une patrouille française. Ces provocations duraient depuis longtemps mais, ce jour-là, Elladi a réussi à désarmer les deux goumiers rencontrés, et à s'enfuir avec leurs chameaux et leurs armes. Aussi, lorsque les deux goumiers sont rentrés à Kidal, penauds, le commandant de cercle, qui s'appelait Najim et qui était un Kel Antsar, un Touareg de la région de Tombouctou, a lancé une patrouille à sa recherche. La rumeur dit qu'Elladi aurait même renvoyé les chameaux et les armes avec une note disant qu'il en avait assez des provocations, et demandait simplement qu'on le laisse tranquille. Mais Najim n'a pas agi en ce sens, et a continué à poursuivre Elladi. Il a organisé une patrouille dont je faisais partie et qui devait agir de concert avec le GNT pour intercepter Elladi. Le GNT à chameaux devait le pister et nous, avec des véhicules, devions nous positionner pour lui barrer la route. Nous avons donc quitté Tessalit par la piste vers Boughessa où nous devions nous baser, en passant par Tadjoudjemet. Dans les campements rencontrés le long de la route, nous entendions les louanges d'Elladi, qui faisait l'objet de poèmes dans les soirées traditionnelles appelées *tindé*. Cela énervait les goumiers, conduits par Zoulbeyba qui était adjudant-chef et commandait le poste de Tarkint où étaient basés les gendarmes. Ils patrouillaient partout tandis que nous restions à Boughessa pour intercepter

Elladi s'il se présentait. Mais on n'a rien intercepté du tout ! La frontière avec l'Algérie était ouverte, Elladi et ses camarades connaissaient parfaitement le terrain que nous, nous ignorions complètement, et nous sommes restés complètement bredouilles !

Voilà comment tout a commencé. Zeyd ag Attaher, le fils de l'amenokal qui n'avait pas été nommé chef de tribu et en avait conçu du ressentiment, a alors contacté Elladi pour le rallier. Grâce à son prestige personnel dans la population, Elladi a entraîné avec lui un grand nombre de jeunes lorsqu'il est entré lui-même en dissidence. Évidemment, ce n'était qu'une petite étincelle qui ne peut suffire à tout expliquer. Néanmoins, cette affaire a joué le rôle de déclencheur et a cristallisé tous les mécontentements épars. Et comme nous sommes intervenus en force, tout a explosé ! La rébellion touarègue de l'Adagh venait de commencer...

LA RÉVOLTE TOUARÈGUE (1963-1964)

En 1963, au début de ces événements, l'administration de l'Adagh était encore civile. Le cercle de Kidal était commandé par un Touareg Kel Antsar, Mohammed Najim, et l'arrondissement de Tessalit avait pour chef un Maure nommé Mohammed Makhmoud. Outre les goumiers de Kidal, les troupes présentes étaient composées du GNT, commandé par le lieutenant Abderhamane Maïga, de la 10^e CCA, (Dixième compagnie de commandos autonomes), formée de petits commandos de cinquante-cinq personnes qui étaient censés vivre sur le terrain de façon autonome. Il y avait aussi l'artillerie : je commandais une section de canons de 85 et l'aspirant Moussa Keita avait sous ses ordres une section de mortiers de 120. Sur le plan géographique, le GNT était basé à Telabit, ma section était à Tessalit. Des petits postes avaient été créés, comme celui de Tadjoudjemet, ravitaillé par Tessalit. Tout ceci ne représentait pas une force énorme, et pour faire face aux troubles, des renforts sont montés rapidement dans l'Adagh, venus de Ségou, de Kati et de Gao. Ces détachements de renfort avaient été envoyés pour trois mois, et sont restés finalement plus d'un an ! À la fin de la révolte touarègue, en septembre 1964, il devait bien y avoir entre mille cinq cents et deux mille militaires dans la région, sur une armée qui comptait près de quatre mille personnes. Les militaires avaient même remplacé les administrateurs civils.

Dès septembre 1963, le capitaine Diby Sillas Diarra est devenu commandant du cercle de Kidal et Amala Keita a été nommé chef d'arrondissement de Tessalit. Le lieutenant Konimba, qui a été tué dans une embuscade, était chef de poste et chef d'arrondissement de Tin Zawaten. Le lieutenant Mamadou Sissoko, qui devait des années plus tard faire partie du Comité militaire de Libération nationale après le coup d'État de Moussa Traoré, et qui est mort dans un accident de la route entre Ségou et Bamako, était chef de poste et chef d'arrondissement de Boughessa. Il y avait aussi un sous-officier à Tin Essako, mais pas encore de poste à Abeybera. Bref, toute la zone était militarisée, que ce soit pour les unités opérationnelles ou pour l'administration.

Notre armement était essentiellement soviétique. Nos transports de troupes, les BTR blindés, étaient d'origine soviétique, nos pistolets-mitrailleurs PPCHA aussi, ainsi que le peu d'aviation dont nous disposions. Quelques Soviétiques étaient arrivés au Mali avec tout ce matériel, mais ils n'avaient pas bougé de Kati et étaient uniquement instructeurs. Ils étaient arrivés en 1961 à plusieurs dizaines, et instruisaient les militaires pour l'artillerie, les services automobiles, les blindés, les transmissions, et bien sûr l'aviation. Celle-ci ne s'est d'ailleurs vraiment constituée que vers 1964-65. À l'époque de la révolte, le Mali ne disposait que de DC3 américains, des avions de transport, et d'AN2 soviétiques, de petits avions

qui faisaient un peu d'observation, surtout utilisés pour apporter le courrier et effectuer de petits trajets. Plus tard, après la révolte, sont arrivés les premiers avions de chasse, les MIG 17 soviétiques, pilotés par des gens qui avaient suivi des stages en Union soviétique. En 1961-64, seule l'aviation civile, Air Mali, était un peu mieux équipée avec des Illiouchine 14 et 18, pilotés d'ailleurs par des Soviétiques. En 1963, l'aviation de chasse n'existait pas, nous ne pouvions compter que sur quelques avions de transport, et tout s'est passé au sol.

Nous ne profitons pas seulement de l'aide soviétique, les liens avec l'Algérie aussi étaient importants. Il faut dire qu'après le départ des Français de l'Adagh, le Mali avait mis la région à la disposition du FLN (le Front de libération nationale algérien) et de l'ALN (l'Armée de libération nationale), qui l'ont utilisée pendant la dernière année de leur lutte de libération. Tout le territoire algérien était divisé en wilayas, c'est-à-dire en circonscriptions administratives (à l'époque clandestines), et le Nord-Mali était devenu la base arrière de la wilaya saharienne, la wilaya 7, qui opérait au sud de l'Algérie. Une unité de combattants algériens était installée à Tessalit où elle s'entraînait, et une autre avait monté son camp à In Tedeyni, près de Kidal. Beaucoup de gens de la région de Kidal avaient rejoint ces unités pour combattre aux côtés des Algériens : des Touaregs et des Arabes. Ainsi, le frère de ma femme, Makhmoud ag Azezan avait rejoint l'armée de libération algérienne. Le PC de cette armée de la wilaya était basé à Gao, dans la maison de Zougueibi, un commerçant algérien installé au Mali. Tout cela représentait plusieurs centaines de personnes, sans qu'il soit facile d'en préciser le nombre exact car le secret était bien gardé en raison des Français d'Algérie si proches. Ainsi, lorsque les officiers algériens venaient sensibiliser leurs résidents installés à Kidal et dans la région, les réunions organisées se passaient la nuit, entre minuit et deux heures du matin pour ne pas trop attirer l'attention, et se déroulaient dans la résidence du commandant de cercle. Les membres du FLN entraient en Algérie et en sortaient cachés parmi des troupeaux de moutons.

Bien que le Mali soutienne le FLN, tout était clandestin, toujours en raison de la présence possible d'agents français dans la région. D'ailleurs, à part pour nos officiers, les contacts avec les Algériens ne nous étaient pas permis. Nous sortions récemment de l'armée française et le FLN se méfiait de nous comme d'agents potentiels de l'armée française. Nous n'étions donc pas non plus mis au courant des actions menés par l'ALN. En tout cas, le Mali indépendant a beaucoup aidé la lutte algérienne. Le jour de l'indépendance de l'Algérie, les militaires de l'ALN ont défilé à Tessalit, en forme de remerciement. Ces événements étaient très récents, les liens étaient forts, ce qui explique qu'en 1963-64 les Algériens nous aient aidés à leur tour à combattre les rebelles. Une délégation militaire algérienne est venue à Kidal en octobre 1963 pour s'organiser avec nous. Ensuite, la frontière avec l'Algérie a été fermée pour empêcher les rebelles de s'y réfugier. On a même détaché un officier de liaison malien auprès de la wilaya algérienne, le capitaine

Tidiane Traoré (qui plus tard a trempé dans le coup d'État de Diby Sillas et a été radié de l'armée).

À partir de là, la situation est devenue beaucoup plus difficile pour les rebelles, d'autant plus que les Algériens avaient arrêté Zeyd ag Attaher, venu de façon irréflichte leur demander de l'aide. J'ai assisté à sa reconduite au Mali par les Algériens, début novembre 1963. Cela a d'ailleurs failli mal tourner. Bamako ne nous avait pas averti que les Algériens arrivaient en colonne avec les prisonniers Zeyd, Illias ag Ayoubi et Alhassane. Nous étions en position à Tessalit et nous avons vu arriver droit sur le camp un convoi de véhicules militaires tout-terrain. Nous étions en pleine rébellion, et comme nous ignorions qui arrivait, l'alerte a été donnée. Chacun a couru à son poste, a préparé ses armes pour stopper ce convoi qui pouvait être menaçant. Mais au dernier moment, notre sous-lieutenant, Mamadou Mariko, adjoint du lieutenant Amala Keita, a eu un doute et a crié de ne pas tirer. Il est allé à la rencontre du convoi, les Algériens ont sorti des drapeaux blancs, et l'affrontement a pu être ainsi évité. Nous avons alors vu entrer à Tessalit ces véhicules qui amenaient Zeyd et ses compagnons, tous les trois enchaînés. Le même jour, un avion est arrivé de Bamako et les a embarqués pour les conduire en prison. Même si la vie devenait plus compliquée pour les rebelles, la révolte était cependant loin d'être terminée ! Elle a duré encore presque un an après cet événement.

Personnellement, j'ai passé ces mois dans la compagnie d'intervention commandée par Amala Keita, nommé rapidement capitaine. Nous étions constamment sur le terrain, à patrouiller, dans une espèce de nomadisation qui s'effectuait non pas à chameau, comme pour le GNT, mais en camion. Nous nous nourrissions des animaux achetés aux nomades, ce qui n'était d'ailleurs pas facile car ces derniers avaient peur et déguerpissaient dès que nous arrivions. Nous cherchions le contact avec les rebelles, ce qui n'était pas facile non plus : ils connaissaient bien mieux la région que nous, étaient très mobiles et finalement, la plupart du temps, décidaient eux-mêmes quand la confrontation devait se produire, en organisant des embuscades. J'ai été pris dans l'une de celles-ci, au pont de Taghilit, en novembre 1963. Nous avons quitté Aguelhok, où notre nomadisation nous avait amenés, pour nous rendre à Tessalit où nous devons aller chercher du ravitaillement. Nous étions censés faire l'aller-retour dans la journée, mais le départ avait été plus lent que prévu, et nous n'avions finalement quitté Tessalit que le 29 au soir. Notre convoi comptait quatre véhicules. En tête, le capitaine Amala Keita commandait l'allure dans un camion Dodge, suivi par deux véhicules soviétiques, un Gaz et un Zil, et je fermais la marche dans le Dodge où j'étais chef de voiture.

Après avoir roulé un certain temps, nous sommes arrivés à Taghilit, à 60 km de Tessalit, vers 19 heures. Il nous restait 35 km pour arriver à Aguelhok. La nuit commençait à tomber et on avait allumé les phares des véhicules. En cette saison, dans le désert, il fait froid dès le crépuscule, et je commençais à frissonner. C'est d'ailleurs ce qui m'a finalement sauvé ! Les premiers véhicules avaient roulé beau-

coup plus vite que nous, on ne distinguait même plus leurs phares, et on n'a rien entendu de ce qui leur arrivait. Dans mon Dodge, l'ambiance était à la somnolence. J'étais assis à la place du chef de voiture, à côté du chauffeur Noumoundio Diarra et, à l'arrière du camion, les soldats étaient assis face à face et sommeillaient en silence, leurs têtes ballottantes. Juste derrière moi, il y avait le soldat Massama Doumbia. Nous arrivions près du pont de Taghlit, et j'ai dit au chauffeur Noumoundio que j'avais froid, je me suis penché pour me chauffer les mains aux petites ouvertures près du moteur qui dégageaient de la chaleur. C'est alors que j'ai vu sur le pont qui s'ouvrait devant nous deux grosses pierres sur la chaussée.

— Noumoundio, attention ! m'écriais-je.

Au même moment, j'ai entendu des détonations. J'ai d'abord cru que des pneus avaient éclaté car le camion commençait à tanguer sur la route.

— Noumoundio, freine, freine !

Mais Noumoundio Diarra était déjà mort : il avait pris une balle en plein cœur. J'ai à peine eu le temps de le constater que le camion, qui balançait exagérément, s'est renversé de mon côté, sur la droite. J'ai été à moitié éjecté, ma tête a heurté les barres de fer du garde-fou du pont, et pendant quelques secondes je suis resté assis là, complètement sonné. J'ai repris peu à peu mes esprits... Ce n'est qu'à ce moment-là, en entendant le feu nourri qui nous environnait, que j'ai réalisé que nous étions pris dans une embuscade. Bien qu'encore étourdi, j'ai réussi à sortir en rampant du Dodge dont les roues tournaient encore et dont les phares, toujours allumés, éclairaient absurdement le ciel noir. Je suis sorti du pont en titubant, à moitié inconscient. Après quelques instants, je me suis rendu compte que j'étais seul et sans armes. J'ai alors couru de nouveau vers le camion, j'ai dégagé mon PPSHA, mon pistolet-mitrailleur russe, et j'ai commencé à chercher mes hommes. Massama Doumbia était mort, lui aussi. Il avait deux balles dans la tête. J'ai compris en un éclair que si je ne m'étais pas baissé pour me chauffer les mains au moment même où ces balles avaient été tirées, c'était moi qui les prenais en pleine tête ! J'ai regardé dans le fond du camion, et j'ai réussi à dégager mes soldats tout étourdis, Bala Kanté, Nianamatié Mariko et Dagaba Samaké. Trois soldats. Le quatrième, Namori Camara, avait disparu.

On tirait toujours sur nous, heureusement de loin, et les rebelles ne s'approchaient pas. En rampant, on a réussi à sortir du pont vers lequel un tireur embusqué faisait feu sur nous. Nous avons organisé un nid de résistance sous un arbre qui poussait là, à l'entrée du pont. La situation commençait à s'éclaircir. Nous étions sortis du véhicule, nous commençons à occuper le terrain et à répondre au feu adverse. Les événements n'étaient plus aussi confus, quand j'ai soudain entendu un cri dans le camion. J'avais complètement oublié que nous transportions avec nous une femme touarègue qui avait profité de notre voyage pour se rendre à Aguelhok. La pauvre femme avait pris une balle dans le genou et n'arrivait pas à se dégager du camion. Sous le couvert du feu de mes hommes, j'y suis donc retour-

né une nouvelle fois et je l'ai traînée jusqu'à notre point d'appui. Je n'avais toujours pas vu Namori Camara. À cet instant, dans le clair de lune, je le vois sortir en courant de dessous le pont !

— Couvrez-moi ! Je vais le chercher !

Je me suis immédiatement précipité pour le ramener vers nous. Mais dès que je l'ai touché, il a commencé à se débattre en criant, à lutter avec moi pour se dégager ! J'ai réussi à le maîtriser et à le ramener vers l'arbre. Ce n'est que là, en sueur, que j'ai compris ce qui lui était arrivé. Lorsque que le véhicule s'était renversé, Namori avait été éjecté, était passé par dessus le garde-fou du pont, mais son pied s'était coincé et il était resté bloqué là, la tête en bas. Il avait essayé de se dégager et y avait réussi, mais il était tombé en plein milieu du groupe de rebelles qui tirait sur nous sous le pont. Il avait vu l'un d'eux se lever pour le tuer, mais un autre, qui voulait le prendre le prendre vivant, avait dévié le coup. Ils s'étaient mis à se disputer pour savoir s'il fallait le tuer ou le faire prisonnier. Ne demandant pas son reste, Namara avait pris la fuite, s'était rué hors du pont, juste au moment où je l'avais vu. Aussi, lorsque j'avais réussi à le rattraper et lui étais tombé dessus, avait-il cru que j'étais un rebelle ! Nous l'avions échappé belle tous les deux, mais lui était complètement sonné et ne savait plus très bien où il en était.

Nous avons continué à répondre au feu des rebelles pendant quelque temps, mais la situation se dégradait vite. Nous étions encerclés, le fusil Hakim de Dagaba s'était enrayé, Bala Kanté n'avait plus de cartouches, Nianamatié et moi-même qui possédions un pistolet-mitrailleur n'en n'avions guère plus ; il fallait continuer à maîtriser au sol Camara qui avait perdu son arme, était totalement traumatisé et voulait courir droit devant lui, et la femme criait toujours de manière déchirante ! Il fallait agir rapidement, on ne pouvait plus attendre ainsi.

— Tentons une sortie ! ai-je dit à mes hommes. Bala était effrayé.

— Mais, Sergent, si on se lève, ils vont essayer de nous tuer !

Il fallait choisir, et je crois que nous préférions tous être tués plutôt qu'être faits prisonniers, parce qu'on ne savait vraiment pas ce qui nous arriverait dans ce cas... Et puis, peut-être aurions-nous la chance de voir revenir les véhicules qui nous avaient précédés. Alors, j'ai donné mes consignes.

— Bon, on va essayer de sortir en utilisant la formation en tiroir. Nianamatié et moi avons chacun un pistolet-mitrailleur. Partez tous en groupe, moi, je reste avec Namori et je vous couvre. Dégagez le plus loin possible, et dès que j'arrête de tirer, vous vous couchez et vous me couvrez à votre tour. Quand j'arrive sur vous, vous dégagez de nouveau et c'est à moi de vous couvrir. Et ainsi de suite jusqu'à ce que nous nous en soyons sortis. D'accord ?

Nous avons commencé à courir, en laissant sur place nos deux morts, ainsi que la femme blessée. Je ne pouvais pas l'emmener avec nous, mais elle était touarègue et je savais qu'elle ne risquait rien. Nous avons couru, tiré, nous nous sommes couchés, avons recommencé, et nous nous en sommes sortis. J'ai reçu une balle dans

l'épaule, mais la blessure, quoique douloureuse, était superficielle. Nianamatié et Dagaba étaient eux aussi légèrement blessés, et Namori toujours complètement sonné. Malgré tout, nous avons réussi à sortir de l'encerclement. Heureusement, les rebelles qui auraient pu facilement nous rattraper, vu notre état, ne nous ont pas poursuivis.

Nous avons commencé à marcher. Au bout de deux kilomètres, nous avons aperçu les autres véhicules. Une fois sur place, la tension aidant, nous nous sommes un peu énervés. Pendant tout ce temps, le capitaine n'avait rien entrepris ! Il n'avait pas organisé de détachement pour venir à notre secours, et n'avait même pas pris de dispositions pour assurer la défense de ses véhicules. Il avait tout simplement stoppé, et il attendait, caché derrière un rocher ! À notre arrivée, je n'ai vu d'abord que l'infirmier à qui j'ai confié mes hommes blessés, et j'ai cherché le capitaine. Il est sorti de sa cachette comme s'il ne s'était rien passé.

— Ah, c'est vous, Mariko !

À ses côtés, un caporal s'était déjà affronté avec lui parce qu'il voulait tenter de nous aider et que le capitaine avait refusé. Quand il a entendu son ton détaché, j'ai bien cru qu'il allait le tuer sur place. Ses mains étaient crispées sur son arme et son regard était terrible. En fin de compte, je l'ai calmé en prenant le capitaine à part... ce qui ne m'a pas empêché de dire à ce dernier ce que je pensais. Le capitaine s'est excusé en disant qu'il était resté pour envoyer des messages et informer les autorités. Il avait réussi à joindre Kidal et Tin Zawaten, mais pas Aguelhok qui n'était pourtant qu'à 35 km de nous, ni Tessalit qui était à 60 km. Alors que Kidal était à 200 km, et Tin Zawaten encore plus loin ! Quoi qu'il en soit, devant les hésitations du capitaine, j'ai pris sur moi d'organiser la défense des véhicules, car j'avais toujours peur que les rebelles ne finissent par nous poursuivre et nous attaquer. Ils avaient déjà incendié notre Dodge car on voyait au loin le feu qui scintillait sur le pont de Taghlit. Aussi ai-je envoyé le Zil à Aguelhok, avec le caporal et son équipe.

— Foncez et ne vous arrêtez sous aucun prétexte !

Curieusement, ce sont les gens de Kidal qui nous ont rejoints les premiers, avec le capitaine Diby Sillas. Renforcés par cette arrivée, nous avons chargé vers le lieu de l'embuscade où nous avons récupéré la femme avec sa balle dans le genou, avant de rentrer à Aguelhok. Le lendemain, un AN2, un de ces petits avions soviétiques d'observation piloté alors par des Russes, est venu nous chercher et nous a emmenés à Kidal où se trouvait l'antenne chirurgicale.

Plus tard, quand nous avons fouillé le terrain, nous avons compris que les rebelles avaient creusé des trous de tireur tout autour du pont. L'un d'eux était juste dans l'axe du chauffeur, l'autre dans celui du chef de voiture, et nous étions visés en premier dans le but d'arrêter le camion. C'est vraiment la chance qui m'a fait me baisser juste au moment du tir. Malheureusement, c'est ce pauvre Massama Doumbia qui en est mort, en même temps que le chauffeur. Les patrouilles ont fouillé le terrain et ont trouvé des traces de sang, mais aucun cadavre rebelle. Par

la suite, les renseignements ont précisé que l'embuscade, préparée par une trentaine de rebelles, était dirigée par Elladi ag Alla et que lors du combat un des attaquants, nommé Azzezan, avait été blessé au bras et l'avait perdu.

Ce fut la seule embuscade dans laquelle je me sois trouvé impliqué en toute première ligne, mais il y en eut beaucoup d'autres pendant cette révolte. Notamment le 29 janvier 1964, celle du convoi militaire commandé par le lieutenant Konimba, pendant laquelle il a été tué, en même temps qu'un soldat et un infirmier nommé Gourou Baragourou. Elle s'est déroulée au lieu dit Tin Tidjnutin, près de Tin Zawaten, et a eu lieu exactement un mois après celle du pont de Taghlit.

Quelque temps après, j'ai été engagé dans une embuscade à Douriet. Le GNT avait été accroché en premier, tandis que notre compagnie d'intervention était à Abeybera. Nous nous sommes tout de suite portés à son secours, mais je n'ai pas participé au combat, ayant été utilisé au transport des blessés qu'il fallait ramener à Kidal. J'ai vécu aussi de façon indirecte l'attaque de Tessalit, en janvier 1964. Ce jour-là, le chef d'arrondissement de Tessalit, toujours Amala Keita, était parti en brousse et c'était son adjoint Mamadou Mariko qui assurait l'intérim du commandement. J'étais revenu à Tessalit pour l'entretien de mes canons, puis j'avais préparé leur mise en batterie autour du village. Je devais protéger ses accès, la route vers Aguelhok, l'oued qui entre par le nord, et l'oued Amboubar à la sortie. Après mon installation, je pouvais battre tous ces lieux directement à partir du camp sans difficultés, parce que le point le plus éloigné n'était pas à plus de 5 km, et que la portée de mes canons dépassait les 15 km.

Tout était prêt pour une éventuelle attaque, j'avais la conscience tranquille, alors j'avais décidé d'assister à la projection du cinéma ambulant qui passait ce jour-là par notre camp. J'étais en train de regarder un film soviétique, qui devait être *Guerre et paix*, quand tout à coup l'alerte a retenti. On s'est immédiatement rendu au lieu de rassemblement, près du mât du drapeau, et nous avons appris que des éléments rebelles avaient attaqué Tessalit. Les fantassins et les commandos sont tout de suite partis. Quant à moi, je n'avais aucun ordre. Je me suis avancé vers le lieutenant.

— Est-ce que je dois exécuter les tirs de défense préparés ?

À ma grande ma surprise, il s'est mis à crier.

— Ne m'emmerde pas ! Fous le camp !

Il était vraiment dépassé par les événements ! Il faut dire qu'en ville il restait peu de soldats, tout au plus une patrouille d'une dizaine d'hommes. Il était difficile de faire quelque chose. De plus, peu de temps auparavant, un Touareg devenu l'homme de confiance du lieutenant avait déserté. Peu après, lors de la réunion des cadres qui s'était tenue avec le capitaine Diakassa Moussa Diakité, arrivé avec son unité pour renforcer Tessalit, nous avons évoqué cette désertion. Le capitaine avait expliqué au lieutenant :

— L'homme qui a déserté est au courant de tout votre système de sécurité. Il

connaît parfaitement les lieux, et on peut évidemment compter qu'il est parti rejoindre les rebelles. Il faut donc changer l'ensemble de votre défense et renforcer le dispositif.

Le lieutenant n'a rien écouté, et surtout n'a rien fait ! En conséquence, les rebelles sont venus tranquillement au magasin d'armes de l'arrondissement où ils ont pris toutes les armes et toutes les munitions qu'ils ont pu trouver. Après avoir fait baraquier les chameaux à côté, sans être dérangés, ils ont pu faire plusieurs aller-retours pour charger leurs montures ! Quand les militaires sont enfin arrivés, ils n'ont vu que des dizaines de traces de pas. Le capitaine Diby Sillas était hors de lui. Il a passé un sévère savon à tout le monde avec son vocabulaire de soldat.

— Vous allez me récupérer ces armes, vous m'entendez ? Vos couilles, elles ne servent qu'à être vidées dans les putains !

Mais on n'a pu récupérer que quelques armes par hasard, dans une embuscade, plus tard, où nous avons été victorieux...

L'année 1964 s'est passée ainsi. Nous avons créé une zone interdite, et nous y faisons des patrouilles. Les embuscades et les accrochages se succédaient. Puis, en mars, Elladi ag Alla a été arrêté et, en juillet, Sidalamine ag Echer a été accroché et tué dans le Timetrin. Tous les chefs importants étaient alors morts ou sous les verrous. Le 17 août 1964, le gouvernement malien a publié un communiqué de victoire qui annonçait officiellement la fin de la rébellion. Les événements étaient terminés, c'est vrai, mais ils laissaient dans les chairs et les cœurs des traces sanglantes, des traumatismes difficiles à oublier. J'en avais moi aussi ma part.

LA CULPABILITÉ (1963)

Oui, il s'est passé des choses terribles pendant cette révolte... Je suis tombé dans une embuscade, j'ai participé à des accrochages, j'ai vu tomber des gens à mes côtés. J'ai appris à cette époque ce qu'était la guerre, et combien elle n'est pas belle. La guerre n'est jamais une bonne chose, mais celle-ci était en plus d'un genre particulier, le pire. Car il ne s'agissait pas d'un affrontement entre deux armées, en plein jour, mais d'une guérilla, d'un tourbillon de coups de mains, d'attaques obscures, de répression souvent aveugle. Dans ce type d'opération, on ne sait même pas où est l'ennemi, on finit par se méfier de tout le monde car n'importe qui peut aider et soutenir la rébellion sans qu'on le sache, désertir du jour au lendemain alors qu'on a donné sa confiance, et l'ami d'hier peut devenir sans crier gare l'ennemi du lendemain. Inversement, comme tous ceux que l'on rencontre peuvent constituer une menace, on se retourne souvent contre des gens dont on a peur alors qu'ils sont parfaitement innocents. On cherche à comprendre par tous les moyens ce qui se passe, à obtenir des renseignements, et ces moyens se retournent contre vous parce qu'ils vous font perdre votre honneur. Alors, même battu, l'ennemi devient victorieux, parce que vous avez perdu votre âme.

Donc, nous avons créé une zone interdite afin d'isoler les rebelles et les couper de la population. Cette zone n'était pas précisément cartographiée, mais elle englobait tout le nord de l'Adagh. À l'intérieur, plus personne n'avait le droit de circuler, et tous ceux que nous y trouvions étaient appréhendés comme rebelles potentiels. Comme il fallait gêner au maximum les mouvements des révoltés, et que nous étions dans le désert, les puits étaient particulièrement importants. Notre système était d'en contrôler le plus possible car les rebelles, qui se déplaçaient tous à dos de chameaux, devaient obligatoirement y passer pour boire et abreuver leurs animaux. Les puits que nous ne pouvions avoir en main devaient être soit bouchés, soit piégés. Les seuls puits libres étaient ceux que l'armée pouvait défendre.

Dans ce pays où l'eau nécessaire pour la vie est si rare, nous avons fait ce travail de destruction. Nous avons bouché des dizaines de points d'eau, et nous en avons piégé tout autant. On dégoupillait une grenade, on la plaçait sous un récipient au bord du puits, ou sous une grosse pierre qu'il fallait pousser pour puiser de l'eau. Il suffisait que quelqu'un déplace le récipient ou la pierre pour que la grenade explose. Beaucoup sont morts à cause de ce procédé qui limitait les déplacements des rebelles, mais choquait aussi considérablement l'ensemble des nomades, car il leur interdisait l'accès à l'eau qui est sacrée. Parfois, cela s'est retourné contre nous, car les rebelles à leur tour utilisaient ce procédé pour nous gêner. Nous nous déplaçons avec de gros fûts stockés dans nos véhicules qui nous servaient à garder l'eau pour boire et faire la cuisine. Un jour, pendant une patrouille dans la région

de Boughessa, nous manquions d'eau depuis vingt-quatre heures lorsque nous sommes arrivés au puits d'Arly, sur lequel nous avons foncé parce que nous le savions libre de pièges et non bouché. Mais lorsque nous sommes arrivés, un chameau mort avait été jeté dedans par les rebelles. Il avait pourri et l'eau était complètement contaminée. Finalement, ce ne fut pas si grave, parce que nous avons pu puiser cette eau, la faire bouillir et nous en servir quand même. Mais il y avait eu à notre arrivée l'image horrible de cette charogne dans le puits, et un sentiment de découragement, de lassitude devant ce spectacle.

Dans la zone interdite, aucun être vivant n'avait le droit de circuler. Le commandement considérait ainsi que même les animaux n'y avaient pas leur place. Les troupeaux des nomades étaient censés avoir suivi tous ces gens qu'on avait déplacés vers les zones autorisées, autour des villages par exemple, ou dans le sud de l'Adagh. Les animaux restants étaient donc considérés comme appartenant aux rebelles ou à des familles ayant désobéi aux injonctions de l'armée. Nous avions ordre de les abattre sur place si nous en rencontrions. Ces mois de révolte furent ceux de grands massacres d'animaux, et sur ordre. Nous en avons abattus des centaines, un véritable carnage. Les bœufs, les chameaux, les chèvres, tout le bétail rencontré dans la zone interdite était massacré. Cela faisait mal au cœur, car c'était la richesse propre de ce pays que nous avions l'ordre de supprimer. Beaucoup d'animaux cependant revenaient d'instinct à leurs zones de pâturage habituel, sans que leurs propriétaires aient décidé de désobéir. Mais qu'importe, il fallait les tuer. C'était l'avenir même de toute cette population qui disparaissait...

Ce ne fut donc pas une action propice à nous attirer l'amitié des Touaregs. Pour les nomades, les animaux sont tellement importants qu'ils les aiment souvent autant que des êtres humains. Inévitablement, tous ces massacres nous ont fait passer pour des monstres. Quant aux gens qui se faisaient prendre dans la zone interdite, certains furent tués, mais ce ne fut pas le cas pour tous. Beaucoup de soldats affectés au Nord venaient de l'armée française où les officiers leur avaient inculqués des principes, des règles de la guerre qu'ils n'avaient pas oubliés. Les personnes appréhendées étaient donc la plupart du temps arrêtées et ramenées dans les zones autorisées comme prisonniers. Mais comme ils étaient susceptibles de savoir certaines choses, d'avoir eu un contact avec les rebelles ou d'en faire même partie, leur sort n'était pas plus enviable, car ils étaient souvent torturés pour obtenir des renseignements. Beaucoup de gens ont été ainsi suppliciés gravement. C'est cette dernière réalité qui m'a rendu le plus malade, ces interrogatoires qu'on faisait subir à ces pauvres gens.

Hélas, je fus aux premières loges de ces sévices. Parce que je parlais un peu le tamacheq, le lieutenant chargé d'interroger les suspects arrêtés m'avait réquisitionné comme interprète. Je devais rester dehors, près de la porte de la salle où l'on interrogeait les gens, et si un problème de compréhension se posait, j'étais appelé pour remplacer l'interprète touareg en qui les officiers n'avaient pas entière



© Droits réservés

1956, au 1/6^e RAC de Dakar.
Amidou Mariko
et Mamadou Kéita
au poste de garde.



© Droits réservés

1956, au 1/6^e RAC de Dakar.



© Droits réservés

1969, Elèves-officiers maliens et guinéens en excursion à Léningrad.

A Kati :
Amidou Mariko,
le capitaine
soviétique Michel
et le sergent-chef
Mamadou Koné.



© Droits réservés



© Droits réservés

1970, au barrage de Markala,
Amidou Mariko,
son épouse Pauline
et leur fils Mamadou
Lamine Laurent.



© Droits réservés

1969, URSS. De gauche à droite : le sergent Emmanuel Diarra, le sergent-chef Souleymane Kéita, le sergent Youssouf Sissoko et le sergent-chef Amidou Mariko.



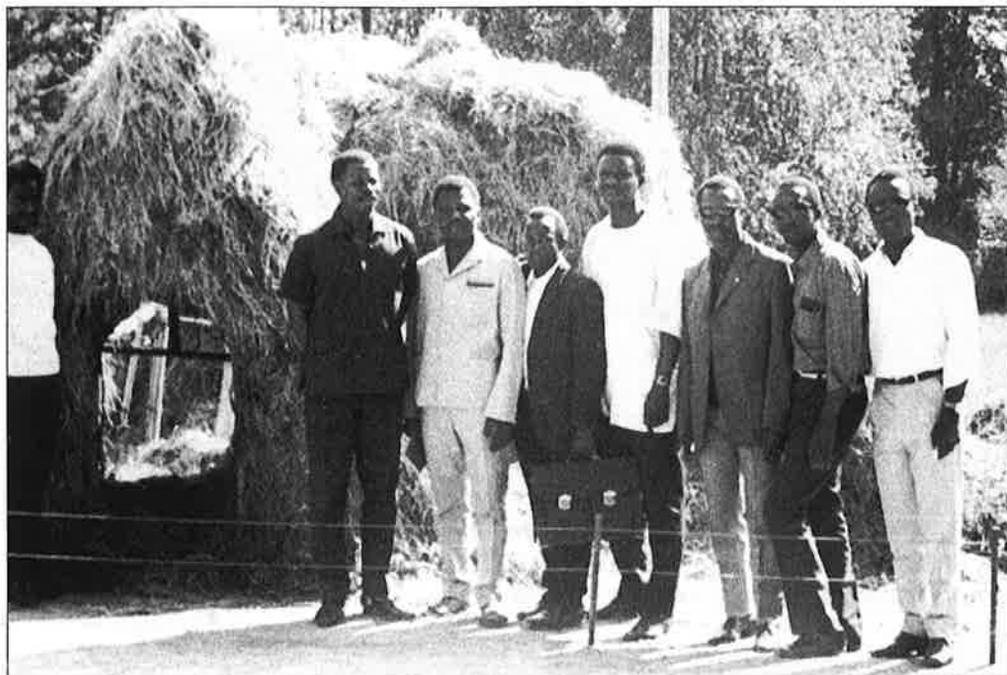
© Droits réservés

1969,
en campagne
à Odessa.



1969, Amidou Mariko
à Odessa (URSS).

© Droits réservés



© Droits réservés

1969, excursion à Léningrad, le Rasliv où Lénine se serait caché pendant la Révolution bolchévique.



© Droits réservés

1978, Amidou Mariko et ses deux épouses : Pauline et Mouma.

© Droits réservés



1980,
à Louga près
de Léningrad.
Exercice
de campagne
pendant l'hiver
à l'école
des officiers
supérieurs
de l'artillerie :
le lieutenant
Amidou Mariko,
le lieutenant Yaya
Keinta
et le lieutenant
George
Tominiogo.

© Droits réservés



1980, Léningrad.

© Droits réservés



1980, Léningrad.



© Droits réservés

1981, les enfants, le cousin et le chauffeur d'Amidou Mariko.



© Droits réservés

La mère d'Amidou Mariko vers 1924.



Les parents d'Amidou Mariko vers 1940.

© Droits réservés



1983,
école d'application
de l'artillerie
de Draguignan
(France).

© Droits réservés



© Droits réservés

1983, Draguignan. Amidou Mariko avec des officiers français pendant un exercice.



© Droits réservés

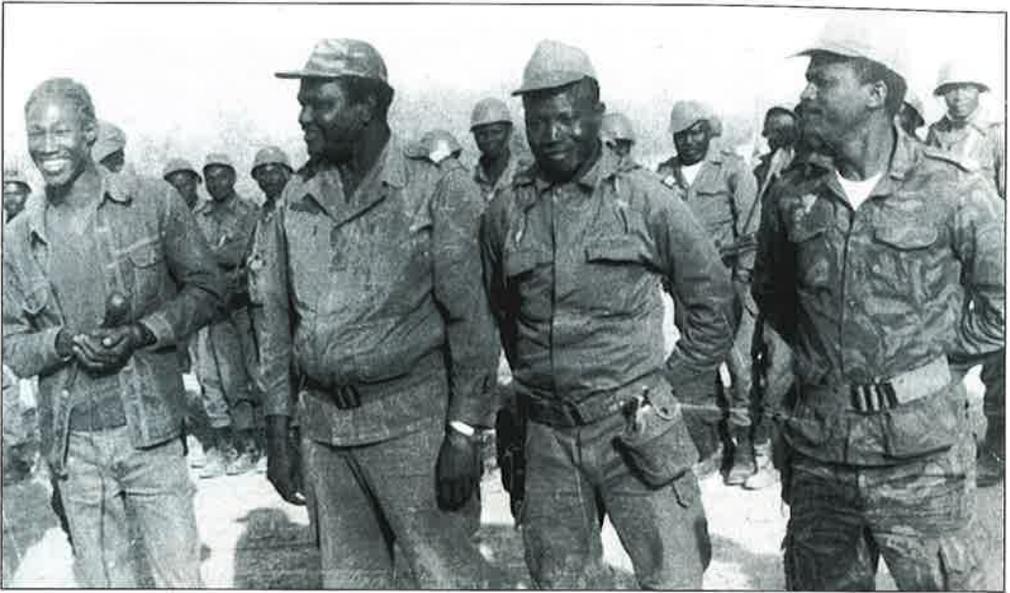
1983. Remise de diplôme à Draguignan par le général D. Billot, directeur de l'école.



© Droits réservés

1983, en campagne vers Draguignan avec des officiers français.

© Droits réservés



1985, sur la frontière Mali-Burkina, le capitaine Amidou Mariko et le lieutenant Younoussa Cissé interviewés par M. Tiona Mathieu Koné.

22 septembre 1986.
Fête nationale,
cérémonie
au drapeau
avant le défilé
à la compagnie
du génie.

© Droits réservés



© Pierre Botteley

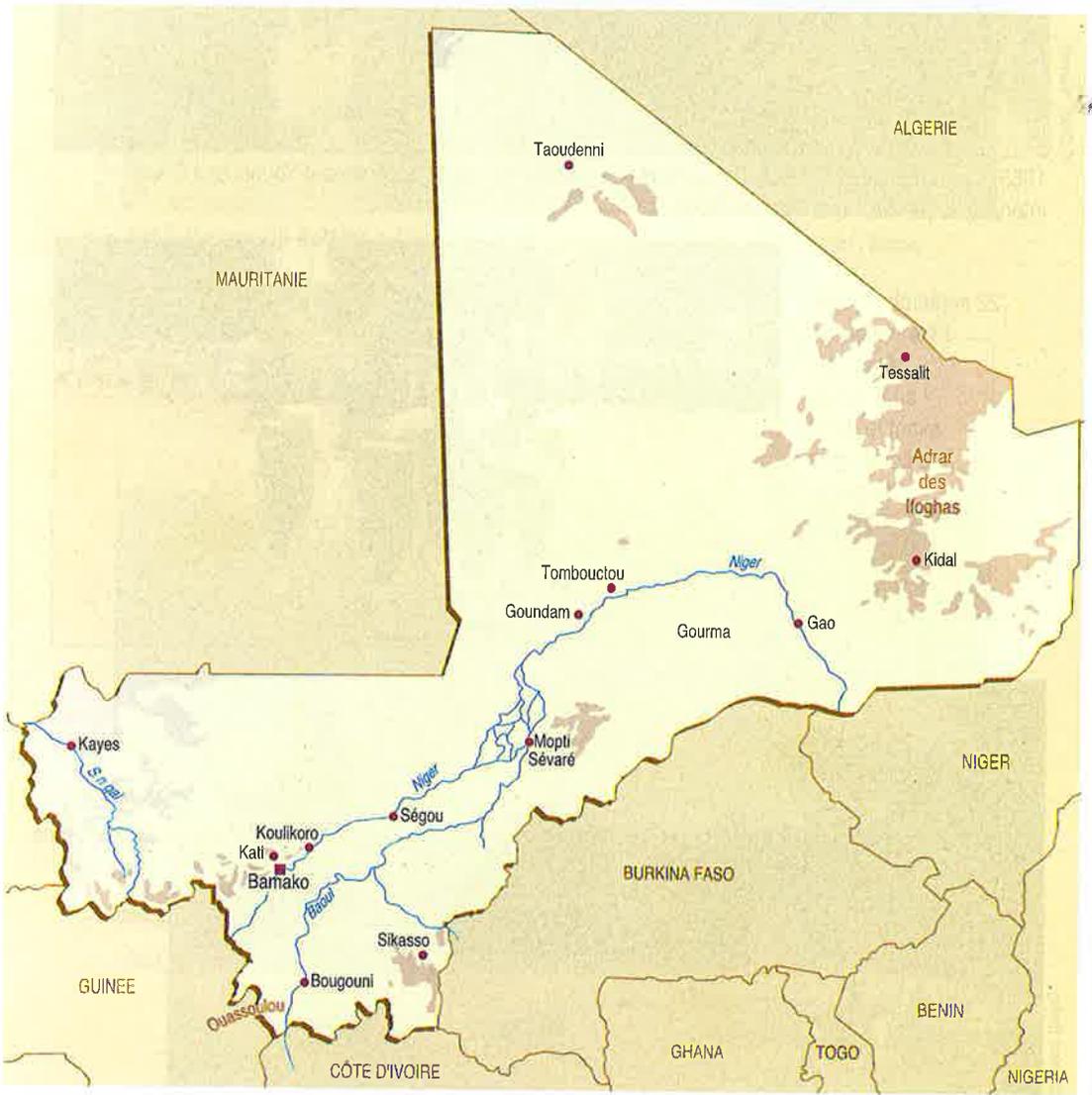


Le fort et
la résidence
de Kidal.



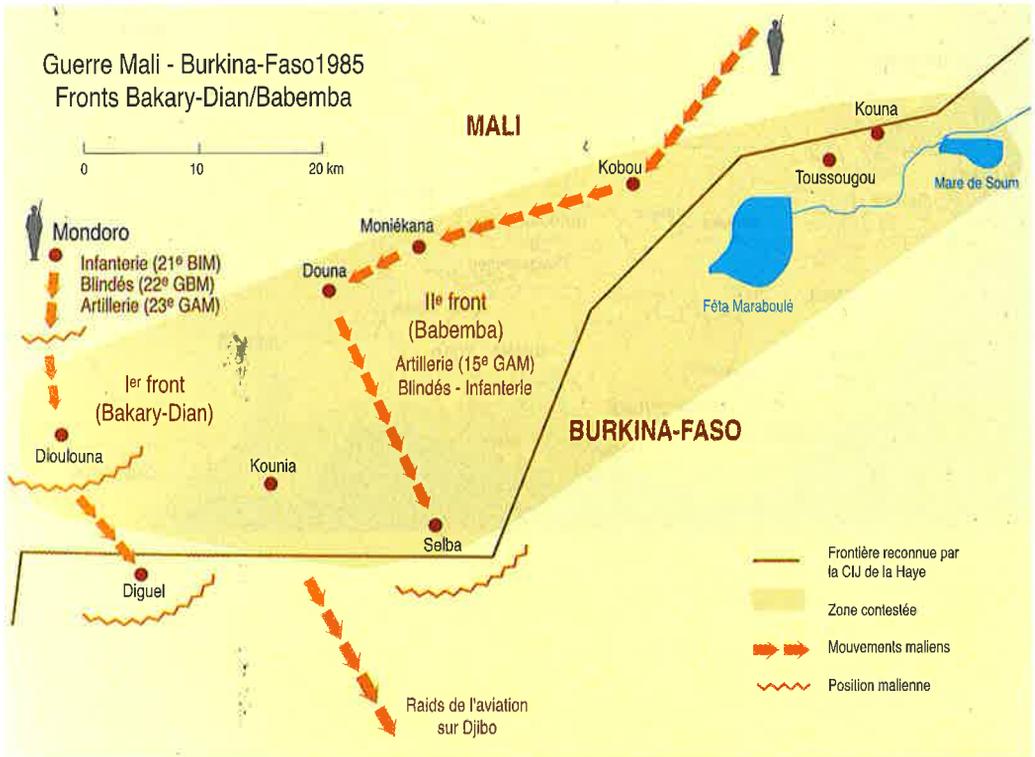
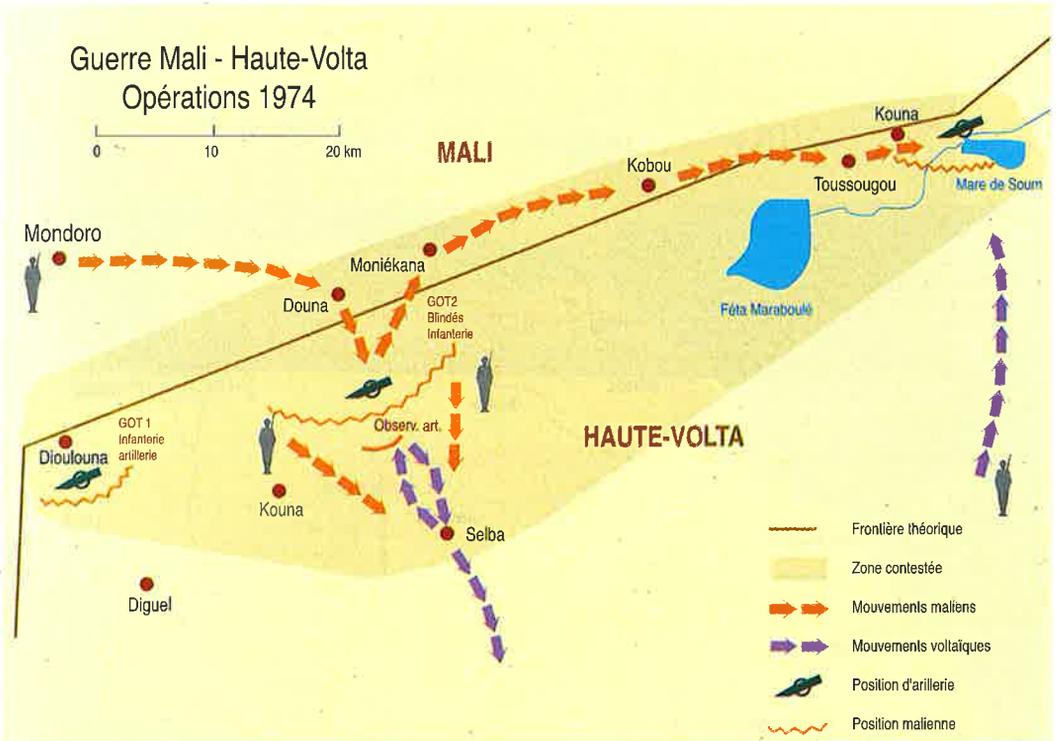
© Pierre Boilley

Région d'Aguel-Hok



Afrique de l'Ouest





confiance. Je ne supportais pas ces interrogatoires, ce qui a fini par me poser de gros problèmes. À cette époque, je n'étais que sergent et je n'avais pas une position suffisante pour empêcher tout cela. Je ne savais que faire et cela m'accablait. Le lieutenant lui-même n'était pas quelqu'un qui cherchait à faire souffrir les prisonniers, cela se sentait. Mais il était entouré par des gens qui n'étaient pas comme lui, et qui n'aimaient pas les « fellaghas ». Ceux-là voulaient, lorsqu'ils avaient un suspect entre les mains, lui faire endurer tout ce qu'ils pouvaient imaginer. Alors, un jour, cela s'est mal passé.

Nous avions arrêté un jeune qui était considéré comme suspect. On l'avait sorti de la prison pour l'amener dans la salle d'interrogatoire. On m'a appelé, et je suis entré dans cette salle où se trouvait déjà le sergent Adama Katabani. Il hurlait sur le jeune suspect, attaché sur une chaise, et soudain, je l'ai vu sortir un couteau et annoncer qu'il allait lui couper le sexe. Je ne l'ai pas supporté. Je me suis jeté sur lui et ai commencé à lutter pour l'empêcher de commettre cet acte. Nous avons roulé par terre et il a fallu que le lieutenant, attiré par le bruit, intervienne pour nous séparer. Lorsqu'il a appris ce qui s'était passé, le lieutenant a quand même copieusement engueulé le sergent ! Mais je n'étais pas là tout le temps ni partout, et ce que j'ai pu empêcher ainsi n'était pas grand-chose. J'étais profondément contre ce genre d'agissements. Peut-être arrivait-on ainsi à soutirer certains renseignements, mais ce qui était sûr, c'est que l'on se mettait toute la population à dos. J'avais des principes, et ma nature même était contre ce genre de lâcheté et de violence. Frapper quelqu'un de désarmé, le mutiler, simplement parce qu'il avait été dénoncé comme suspect, sur une simple déclaration dont on n'était même pas sûr de la véracité, je ne pouvais vraiment pas l'admettre.

À partir de cette affaire, je n'ai plus été utilisé comme interprète, et pour m'éloigner, on m'a affecté à la garde des prisonniers. Je n'entendais plus ces cris insupportables, je n'assistais plus aux interrogatoires. Mais je savais qu'ils continuaient sans moi, et cela me déprimait, comme d'ailleurs beaucoup de mes camarades qui n'approuvaient pas du tout ces méthodes. Hélas, nous ne pouvions pas intervenir, et ce fut la seule fois où j'ai pu m'interposer. Il fallait subir aussi les exécutions. Les suspects interpellés dans la zone interdite, ceux qu'on avait arrêtés dans les campements, ceux aussi qui avaient été dénoncés, notamment sous la torture, étaient la plupart du temps exécutés. On ne massacrait pas des campements entiers, mais il arrivait souvent que lorsque l'armée arrivait près des tentes d'une famille, les militaires interrogeassent brutalement les gens. Certains ne comprenaient même pas le français et se troublaient, d'autres avaient tout simplement peur et cela revenait au même. Ils étaient tout de suite considérés comme suspects et abattus sur place ou encore ramenés à Kidal ou à Tessalit pour interrogatoire. Ce qui ne faisait d'ailleurs la plupart du temps que reculer leur exécution. J'ai ainsi assisté à un certain nombre de ces tueries, notamment à Tessalit. Le commandant de la zone opérationnelle avait déclaré qu'il fallait faire des exemples. Chaque fois qu'on exé-

cutait quelqu'un, nous devons rassembler toute la population pour qu'elle assiste au spectacle. Les gens avaient ordre d'applaudir, alors qu'on tuait devant eux des parents, des amis, des enfants, des proches. Il leur était aussi interdit de pleurer. Tout cela me révoltait, me rendait vraiment physiquement malade.

On a fusillé des gens tout à fait innocents. L'un d'eux s'appelait Sidamar, et c'était mon ami. C'était un homme assez âgé, qui avait été guide dans l'armée française, et l'était resté dans l'armée malienne. Il conduisait notre détachement, et je m'étais très vite lié avec lui. Il avait vu que je m'intéressais à la langue touarègue, alors il m'apprenait beaucoup de choses, et l'on discutait longuement tous les deux. Nous étions devenus tellement proches que ce vieil Ifoghas m'avait même promis de me donner une de ses filles en mariage lorsque la rébellion serait terminée. Cet homme m'a beaucoup marqué et m'a fait comprendre tant de choses ! C'est grâce à lui que j'ai réalisé que cette révolte aurait pu être évitée, parce que les rebelles étaient peu nombreux au début, mais notre action avait radicalisé de nombreuses personnes. Sidamar passait son temps à essayer de faire comprendre aux militaires qu'on pouvait arriver au but par d'autres moyens, qu'il y avait d'autres méthodes possibles, plus propres et surtout beaucoup plus efficaces. J'étais en accord avec lui, et nous en discussions longuement. Nous en arrivions aux mêmes conclusions : la brutalité et la force peuvent avoir une efficacité à court terme, mais il est certain qu'elles sont inutiles à long terme et ne font qu'aviver les haines. D'autres façons d'agir pouvaient être plus morales et auraient obtenu de meilleurs résultats ! Cet homme était très humain. Mais hélas, il a été dénoncé par quelqu'un, peut-être Elladi, sous la torture. J'avais passé six mois avec lui, nous vivions ensemble, nous mangions ensemble. Au bout de six mois, il a été arrêté, emprisonné et, très vite, il a été fusillé à Tessalit, avec son fils qui était devenu suspect à cause de son père. J'ai pleuré longtemps ce jour-là, parce que j'étais très lié avec cet homme, que je le savais incapable de nous causer du tort et que nous avions commis là une véritable injustice.

Hélas, je n'ai pas non plus réussi à éviter cela. La seule chose qu'il m'était possible de faire était user de mon influence auprès de mes camarades, leur donner des conseils afin qu'ils se comportent différemment. Nous discussions avec franchise entre nous sur tous ces événements, et j'essayais de les convaincre. J'ai été écouté, malgré tout, et je crois avoir pu éviter certains abus, certaines erreurs. Mais j'en ai gardé un grand sentiment de culpabilité, je n'ai pas pu oublier tout ce que j'avais vu, tout ce à quoi j'avais assisté. Je me suis juré qu'aucune autorité ne me ferait plus jamais faire ce qui me paraissait aller contre l'humanité. Certes, j'avais été impuissant, mais au moins, je n'avais pas trempé dans des actions que je réprouvais totalement. Cependant, cela ne suffisait pas. Je voulais racheter ce qui s'était passé pendant cette rébellion. Je ne savais pas comment, mais je sentais que ma vie était maintenant orientée vers cette idée et qu'un jour, peut-être, ayant obtenu voix au chapitre grâce à mon avancement, je pourrais agir dans le bon sens avec

l'efficacité voulue. Je ne savais pas encore que les circonstances m'amèneraient, beaucoup plus tard, à mettre cette résolution en application. Mais ce sentiment était maintenant profondément ancré en moi. Pour l'instant, c'était la mort dans l'âme et le cœur serré que je quittais l'Adagh, le 2 juin 1964, pour rejoindre Kati où j'étais de nouveau affecté comme instructeur d'artillerie à l'École militaire inter-armes (EMIA).

L'URSS (1968-1970 ET 1979-1980)

De retour dans le Sud, l'esprit toujours plein de ce que j'avais vécu dans l'Adagh, j'ai repris le rôle d'instructeur que j'ai eu si souvent l'occasion de jouer dans ma vie. J'aimais enseigner, ce qui m'a permis d'estomper peu à peu les souvenirs trop brûlants de la révolte. Je n'oubliais rien, j'avais toujours en moi cette culpabilité latente, mais la vie reprenait ses droits. La famille, l'enseignement que je donnais, les amitiés, la vie de Kati et de Bamako me faisaient reprendre pied dans la réalité.

En septembre 1966, je fus nommé sergent-chef, et les choses ont continué ainsi, sans relief particulier, mais finalement assez agréablement. Cependant, mon goût des voyages et ma curiosité, frustrés plusieurs fois, eurent de nouveau l'occasion de s'exprimer. En 1968, on m'annonça en effet que j'allais pouvoir effectuer un stage de longue durée en Union soviétique. Une grande excitation m'envahit à l'idée d'aller découvrir un pays et un peuple si lointains, si différents, et mes préparatifs se firent dans la fièvre. Le 21 août 1968, je m'envolais pour la première fois vers l'URSS où je devais rester plus d'un an, jusqu'en mars 1970, avant d'y revenir plus tard, cette fois seulement pour cinq mois, de décembre 1979 à avril 1980.

Nous sommes partis à plusieurs et nous avons débarqué un beau matin d'août à Moscou. L'arrivée a été un peu rude. Nous étions fatigués du voyage qui avait été assez long et nous nous sommes retrouvés complètement perdus. Nous ne parlions ni ne lisions le russe et nous ne savions vraiment pas comment nous débrouiller, ni ce qu'il fallait faire. Heureusement, nous avons été rapidement pris en charge par un militaire soviétique. L'inconvénient, c'est qu'il ne parlait pas du tout le français ! Il connaissait bien un peu d'anglais mais nous, pas du tout ! Nous ne parlions que nos langues natales, bambara, songhay, etc., et le français. Mais cette dernière langue, apparemment, personne ici n'en avait jamais entendu le moindre mot ! Le militaire qui nous guidait s'est alors mis à dire : « *Mali, Mali, Mali...* » et, par gestes, nous a fait signe de le suivre. Il nous a emmenés effectuer les formalités d'entrée qui se sont réglées toujours sans parler, puis nous a dirigés vers un autocar. Nous y sommes montés, toujours perdus et un peu inquiets car nous ne savions vraiment pas où on allait nous amener. Le car a roulé à travers la forêt puis nous sommes arrivés dans la ville même de Moscou, où nous avons stoppé devant un grand édifice qui était l'Académie militaire. Nous avons compris que nous devions y être logés quand on nous a montré nos chambres. Notre guide est parti nous faisant le signe de rester là sans bouger, en nous laissant dans l'expectative, sans aucun moyen de nous renseigner.

Nous étions morts de faim, avec le voyage et le décalage horaire que nous vivions pour la première fois. Nos montres, à l'heure russe, indiquaient midi quand

nous nous sommes retrouvés seuls dans nos chambres. À 15 heures, nous étions toujours en train d'attendre on ne savait quoi ! Enfin, le même guide est revenu. Il nous a fait signe de le suivre, nous a fait monter dans un autre car, et nous a fait descendre dans un établissement qui devait être un hôtel lequel, à notre grand soulagement, faisait aussi restaurant ! Il nous a donné à chacun cinq roubles, nous a fait signe d'entrer et s'est aussitôt éclipsé. Nous étions bien avancés, ne parlant toujours pas le moindre mot de russe. Enfin, nous sommes entrés dans le restaurant, où nous avons fait grande impression !

Nous étions cinq, tous grands et costauds, plus noirs les uns que les autres et manifestement, les Russes n'étaient pas habitués à ce genre de rencontre. Les conversations se sont arrêtées et tous les regards nous ont suivis dans le silence pendant que nous nous dirigeions à travers la salle vers une table libre. La serveuse est arrivée avec le menu que, bien entendu, nous ne pouvions comprendre et s'est mise à nous parler en russe, pour nous demander, je suppose, ce que nous voulions. La situation ne progressait pas, alors j'ai dit à mes camarades que j'allais prendre les choses en main. Je me suis levé, j'ai indiqué à la serveuse qu'il fallait qu'elle me suive, j'ai circulé de table en table, regardé ce que les gens mangeaient, et lui indiquai avec mes cinq doigts bien ouverts si le plat me plaisait que j'en voulais pour cinq roubles. Voilà comment nous avons pris notre première commande ! Après le repas, le car nous a ramenés à l'académie où nous n'avions toujours rien à faire. En début de soirée, notre guide nous a donné de nouveau cinq roubles, nous a conduit au restaurant, et le même manège a recommencé. Ramenés à l'académie, nous commençons à nous à nous endormir quand, vers 23 heures, on nous a réveillés, fait le geste de prendre nos bagages et amenés en car dans une gare. Nos guides nous ont fourrés dans le train avec chacun dix roubles et sont partis, toujours sans rien nous expliquer, et le train s'est ébranlé !

Le matin, au réveil, le train roulait toujours et nous nous retrouvions avec le même problème. Comment obtenir de la nourriture ? Il y avait bien des serveuses qui passaient avec des plateaux roulants, mais elles ne s'arrêtaient jamais devant notre compartiment pour nous servir. Patiemment, nous avons attendu que notre tour vienne en supportant la faim, mais aussi le froid. Nous étions en août, il devait faire chaud pour les Russes, mais pour nous qui n'avions jamais quitté l'Afrique, il faisait plutôt frisquet ! Au bout d'un long moment, rien ne venant, nous commençons à désespérer. Alors un de nos camarades, Souleymane Keita, nous a dit d'un air résolu qu'il allait arranger le problème. Il est sorti, s'est posté dans le couloir où il a monté une véritable embuscade ! Lorsque la serveuse est passée, il l'a tout simplement arrêtée de force, a fait main basse sur tous les aliments que contenait son chariot, puis est précipitamment rentré dans notre compartiment ! La femme s'est mise à hurler et à frapper contre la porte que nous avions soigneusement fermée.

Évidemment, les choses ont tourné au vinaigre. Nous entendions crier dans le couloir, de plus en plus de gens venaient frapper à la porte tant et si bien qu'après

quelque temps avons nous été obligés d'ouvrir. Tout le monde s'est mis à hurler, eux en russe, nous en français... C'était une belle pagaille ! Nous avons compris qu'ils nous demandaient de payer, ce que nous avons fait de bonne grâce, et cela a calmé tout le monde. Ensuite, nous n'avons plus eu de problèmes. La serveuse nous amenait scrupuleusement à manger à chaque repas. Je suppose qu'elle n'était pas rassurée et avait peur que nous recommencions. Nous sommes ainsi restés dans le train vingt-quatre heures, et nous sommes arrivés à Odessa. C'est en tout cas ce que je ai compris par la suite car une fois le train arrêté, nous ne soupçonnions pas du tout où nous étions. Ne sachant que faire, nous avons adopté la solution la plus sage, qui était de ne rien faire...

Ce n'est qu'après un laps de temps assez long que nous avons vu arriver dans le train désert un officier soviétique qui nous cherchait partout. Il était accompagné d'un civil qui, à notre grand soulagement, s'est avéré être un interprète. Celui-ci nous a demandé si nous étions les Maliens annoncés, et devant notre réponse affirmative, nous a demandé de sortir. Cet homme parlait français, certes, mais nous n'étions pas beaucoup plus avancés parce qu'il n'était pas bavard, c'est le moins que l'on puisse dire. À nos questions multiples, il ne répondait pas un mot ! Dans le car qui nous emmenait, nous voyions défiler une ville inconnue, avec évidemment toutes les inscriptions en cyrillique, ce qui n'était pas pour nous renseigner. Nous sommes entrés dans ce qu'on a supposé être un camp militaire, à cause des soldats en faction devant la porte, puis on nous a amenés dans des chambres où nous avons vu nos noms sur les lits. L'interprète, presque triomphalement, nous a déclaré :

— Messieurs, bienvenue à l'École d'officiers d'Odessa, sur les rives de la Mer noire !

Drôle de début de stage ! Le lendemain matin, nous sommes passés par le magasin d'habillement où l'on nous a donné deux costumes, des habits contre le froid, des sous-vêtements, des survêtements, des coiffes fourrées, toute une garde-robe. Nous avons été certainement mal habitués dans l'armée française et dans l'armée malienne qui en avait hérité les usages parce que nous trouvions manifestement tous que ces habits n'étaient guère esthétiques ni élégants. Mais il fallait bien l'accepter.

On nous a ensuite conduits au réfectoire où nous nous sommes rendus compte que cette école était une vraie tour de Babel. Il y avait dans cette grande salle des gens de plus de treize nationalités ! De nombreux Africains de tous les pays étaient là, des Guinéens, des Somaliens, des Algériens, des Maliens... Nous avons commencé la formation ensemble, seulement séparés entre anglophones et francophones, chaque groupe ayant un interprète en anglais ou en français. La difficulté était que ces interprètes possédaient mal la langue, particulièrement au niveau des termes techniques. Mais qu'importe, nous avons commencé à travailler, en apprenant d'abord uniquement le russe. Au bout de six mois, nous en savions assez pour

nous débrouiller tout seuls. Les cours ont alors été directement donnés en russe que nous pouvions enfin parler et écrire.

Ces cours étaient en partie centrés sur la formation technique, mais en partie seulement, car toutes les séances débutaient par quinze minutes au minimum d'information politique. Notre arrivée en Union soviétique ayant coïncidé avec l'occupation de la Tchécoslovaquie, nous avions des conférences sur ce sujet où on nous expliquait toute l'importance de cette action. Je me souviens de l'image particulière qu'avait employée notre professeur de sociologie, un colonel, pour nous faire comprendre qu'il s'agissait de se protéger contre l'Allemagne. Il a dessiné rapidement la carte de l'Allemagne, et a figuré une sorte de queue qui représentait grossièrement une partie de l'Europe centrale, avec l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

— Les Allemands ont besoin de cette queue pour se sentir forts. Pour être tranquille, il faut donc la couper. Mais attention ! Si nous ne la surveillons pas, cette queue repousse. On avait coupé cette queue en 14-18, mais pas suffisamment, et il a fallu la recouper en 39-45. Aussi prenons-nous les devants. Si nous n'avions pas pris le contrôle de la Tchécoslovaquie, elle était destinée à reformer la queue !

Il nous a expliqué comment cette occupation avait été préparée grâce aux voyages touristiques des commandants d'unité qui partaient en réalité reconnaître le terrain. En dehors des formations techniques et politiques, on nous enseignait l'histoire, la sociologie et l'économie. Nous avions aussi des cours d'athéisme, ce qui nous a un peu surpris au début. Il s'agissait de nous faire admettre l'inexistence de Dieu !

Après les cours, nous pouvions sortir et nous promener dans la ville. Évidemment nous suscitons toujours beaucoup d'intérêt, et parfois de l'animosité, parce que les Soviétiques n'étaient pas du tout habitués à rencontrer des Noirs. Certains d'entre eux n'en avaient même jamais vus, et il m'est arrivé fréquemment, pendant mes promenades, de croiser une femme qui, complètement saisie, se mettait à hurler de peur. Les enfants criaient toujours, lorsqu'ils nous voyaient passer.

— *Tiorni, tiorni, tiorni !* (Les Noirs, les Noirs, les Noirs !).

Cela vexait certains de mes camarades, particulièrement les Somaliens qui ne le supportaient pas du tout. Personnellement, cela ne me gênait guère et je comprenais bien la surprise de ces enfants. Un jour, je me suis assis dans un tramway en face d'une mère et de sa petite fille. Celle-ci, en me voyant, commençait à dire « *Tiorni* » lorsque sa maman l'a fait taire tout de suite. Elle avait peur de me vexer et craignait peut-être aussi une réaction violente. Mais je me suis adressé à elle en russe.

— Pourquoi l'empêchez-vous de dire ça ? Vous savez, chez moi, quand les enfants de son âge voient passer un Blanc, ils crient aussi « *toubabou* » ! Alors, cela ne me gêne pas d'être appelé *Noir* à mon tour.

Puis, j'ai dit à la petite fille :

— Sais-tu pourquoi tu es blanche et pourquoi je suis noir ? C'est à cause du

soleil. Quand ma maman m'a mis au monde, je n'étais pas noir comme cela, mais chez moi il fait très chaud, il y a beaucoup de soleil, et peu à peu j'ai pris cette couleur.

Cela a beaucoup plu à tout le monde, les gens ont ri et l'atmosphère s'est détendue. Il faut peu de choses pour être bien avec les gens, et il valait mieux cela que d'être vexé ou se mettre en colère !

Cependant, les Russes étaient parfois très agressifs. Une autre fois, toujours dans un tramway où j'étais assis à côté d'une vieille dame, un jeune Soviétique est monté lors d'un arrêt et s'est assis à ma droite. Il m'a adressé la parole en anglais, je lui ai répondu que je ne connaissais pas cette langue, mais qu'il pouvait me parler en russe. Brusquement, sans que je comprenne pourquoi, il s'est soudain mis à m'insulter.

— Ah ! Tu parles russe, tu veux faire le malin ! Mais regarde comme tu es gros grâce à notre pomme de terre ! Qu'est-ce que vous venez faire chez nous, on n'a pas besoin de vous ici ! Restez chez vous !

Dans des situations semblables, il arrivait souvent qu'un de mes camarades se batte avec son agresseur, puis rentrait la plupart du temps bien abîmé parce qu'il était seul contre tous. Je trouvais cette attitude stupide et je n'avais pas envie d'en venir aux mains. Mais devant mon silence et mon calme, le jeune a redoublé ses insultes, malgré la vieille dame qui lui disait de me laisser, qu'il fallait respecter les étrangers. J'ai repris la parole en russe.

— Vraiment, c'est regrettable qu'un citoyen de ce pays puisse se comporter comme cela après cinquante ans de révolution socialiste ! Moi qui croyais tirer des leçons de mon séjour, je commence à mettre en doute l'efficacité de cette révolution !

Beaucoup de gens autour de nous ont été touchés par ces paroles et ils ont commencé à prendre fait et cause pour moi. Ils entreprirent même de sermonner le jeune homme. Mais je leur ai demandé de me laisser traiter avec lui.

— Je vais vous poser une question. Savez-vous pourquoi l'étoile rouge comporte cinq branches ? lui demandais-je.

Le jeune a marmonné qu'il savait, mais qu'il ne voulait pas répondre.

— Peut-être en fait que vous ne le savez pas... Je pense que si votre étoile a cinq branches, c'est parce que Lénine a voulu symboliser l'union des cinq continents. C'est un appel pour que les cinq continents s'unissent, et l'un de ces continents est l'Afrique d'où je viens. Vous me traitez d'homme noir, de nègre, de singe. Mais votre drapeau rouge n'est-il pas le symbole du sang versé ? Que l'on soit noir ou blanc, le sang est toujours de la même couleur. Je crois que votre Lénine a voulu montrer cela : il est regrettable que dans son pays même on trouve des gens comme vous !

Là, j'avais fait mouche. À la station suivante, les Soviétiques du tramway eux-mêmes ont pris ce jeune et l'ont flanqué dehors ! Un peu de dialectique arrange bien les situations, m'avait-on appris ! Les rapports avec les Soviétiques étaient décidément bien curieux. Là, on vous insultait et cent mètres plus loin, quelqu'un

se jetait sur vous pour vous embrasser sur la bouche et crier : « *Vive l'amitié entre les peuples !* ».

Nous avions par contre un certain succès auprès des femmes. Notre éducation jouait en notre faveur, car les jeunes Soviétiques brutalisaient souvent les femmes, ce que nous n'aurions jamais pu faire. En fin de compte, c'est nous qui passions pour les plus civilisés ! Cela suscitait bien sûr de la jalousie. Un jour, alors que nous promenions en compagnie de jeunes filles russes, quelques jeunes soviétiques nous ont abordés et ont dit aux filles, l'air mauvais :

— Mais qu'est ce que vous faites avec ces Noirs, qu'est-ce que vous leur trouvez ? Qu'ont-ils de plus que nous ?

Une des filles prit la parole.

— C'est bien dommage à dire, mais ils sont plus propres que vous ! Vous n'avez qu'à comparer vos slips ! En plus, il y a certaines choses qu'ils savent mieux faire que vous...

Ce jour-là, notre promenade a bien failli mal tourner ! D'autres difficultés provenaient des conditions matérielles que nous devions accepter. En premier lieu, le grand froid était très dur à supporter pour nous autres originaires des tropiques. La température pouvait facilement atteindre les moins 30°C, et malgré les efforts faits par les Soviétiques pour nous habiller chaudement, c'était terrible pour nous. Pourtant, nous étions sur les rives de la Mer noire où le climat est plus clément. Lors de notre deuxième séjour, nous étions logés à Léninegrad, et nous avons dû quitter notre base pour nous rendre à Louga. C'est à cet endroit que j'ai vraiment senti ce qu'était le froid ! Le thermomètre descendait en-dessous de moins 40°C : c'était réellement effroyable. Ce qui nous plaisait, c'était la neige que nous n'avions bien sûr jamais connue. Lorsqu'elle tombait, il faisait un peu moins froid ce qui était déjà appréciable, et le spectacle de ces vastes plaines toutes blanches et gelées était extraordinaire.

Par contre, le verglas nous causait beaucoup de soucis car on ne savait vraiment pas comment rester debout là-dessus. Certains de mes camarades ont eu de graves accidents, des bras, des jambes brisées : nous n'arrêtions pas de nous étaler de tout notre long ! Je connus également un problème lié à la nourriture. Non pas que je ne mangeais pas à ma faim, les repas étaient substantiels, mais bien parce qu'il a fallu que je mange comme un ogre.

Les Soviétiques avaient une peur bleue de nous voir tomber malade. Alors, dès que nous toussions même légèrement, ou que nous perdions du poids, ils nous hospitalisaient et nous mettaient en quarantaine. Évidemment, avec cette façon de faire, nous manquions facilement deux à trois mois de cours, ce qui ne faisait pas notre affaire. Nous devions par ailleurs passer une visite médicale tous les trois mois. Lors de la première, les médecins constatèrent que j'avais perdu deux kilos et me convoquèrent immédiatement devant un conseil de santé. Il fallait impérativement que je trouve rapidement quelque chose pour éviter la réforme temporaire.

Devant cinq médecins l'interrogatoire a commencé :

- Recevez-vous des nouvelles de chez vous ?
- Oui, je reçois régulièrement des lettres, ai-je répondu.
- Les nouvelles sont bonnes ?

J'ai répondu par l'affirmative, pensant par devers moi qu'ils le savaient déjà, puisque toutes nos lettres étaient systématiquement ouvertes...

— Mais vous avez perdu des kilos, est-ce que vous vous sentez bien ? Qu'est-ce qui ne va pas ?

À cet instant de la conversation, j'ai eu une idée de génie en répondant :

— Je me sens bien, mais je dois vous dire que je ne mange pas à ma faim.

Ils ont quand même été étonnés, parce que la nourriture n'était pas extraordinaire, mais la quantité qui nous était octroyée était plus qu'importante. Ils ont tous pris un air pensif et soucieux, et ils ont levé la séance. Quelque temps plus tard, j'ai été appelé dans le bureau du général, directeur de l'école. Il m'a reçu, l'air également soucieux.

— Camarade *Koursanté* (élève officier), répétez devant moi ce que vous avez dit au conseil de santé.

— Oui, camarade général, je ne mange pas à ma faim, lui ai-je répondu.

Il s'est alors tourné vers le chef du réfectoire en ordonnant :

— À cet élève officier malien : double ration, matin, midi et soir !

À partir de ce jour, j'avais tellement à manger qu'il me fallut en faire profiter mes camarades. On me bourrait de pommes de terre, de nouilles, de macédoine de légumes, de soupe à tous les repas, avec de la crème fraîche, de la graisse, du lard. Et le soir, on me donnait en supplément une « valise » : un gros pain en forme de valise, bourré de fromage, de viande ou de poisson. J'étais censé tout ingurgiter en plus de ma double ration lors des repas ! En fait, il avait été normal que je perde un peu de poids, dans ce climat différent, avec le sport qu'on nous faisait faire. Mais j'ai mangé ! Au bout de trois mois, évidemment, j'avais repris mes deux kilos et j'étais même en train d'en prendre un troisième. D'autant que le week-end, nous profitions des colis en provenance du Mali pour nous préparer du riz, du tô, de la sauce gombo. Je n'ai vraiment pas pâti lors de ce premier séjour en URSS !

Les conditions matérielles de mon deuxième séjour, fin 1979-début 1980, à l'École supérieure d'artillerie de Leningrad, ont été sensiblement les mêmes, en compagnie cependant d'un public différent. J'y côtoyais moins d'Africains, malgré la présence de Congolais, d'Ethiopiens, de Somaliens et de Libyens, mais je rencontrais des Mongols ainsi que des Cubains. J'apprenais le commandement tactique d'un groupement d'artillerie, c'est-à-dire trois batteries groupées, ce qui correspond en France à un régiment d'appui pour un bataillon. À cette époque, l'URSS mettait en œuvre une débauche d'artillerie : chaque compagnie était appuyée par une batterie entière. Les spécialistes apprécieront l'énormité des moyens mis ainsi à la disposition de l'infanterie. De fait, nous ne pouvions guère appliquer ce systè-

me au Mali ! J'appréciais mieux les difficultés à le faire parce que j'avais eu entre-temps l'expérience de la guerre. Il s'était en effet passé beaucoup de choses entre ces deux séjours : j'avais été engagé en 1974 dans la première guerre avec la Haute-Volta, et j'avais effectué ensuite un deuxième séjour dans l'Adagh, une nouvelle fois à Tessalit. Le Mali avait changé, Modibo Keita avait été renversé par des officiers de l'armée malienne et celle-ci était parcourue de sentiments fort contradictoires...

LA FIN DE MODIBO KEITA (1968)

Le 10 mars 1970, je rentrais de mon premier séjour dans un Mali sous régime militaire. Heureusement, étant en URSS pendant le coup d'État, je n'avais pu y être mêlé d'une façon ou d'une autre. J'avais d'abord été surpris par cette action, mais après réflexion, elle ne m'étonnait pas tant que ça. En effet, le régime socialiste de Modibo Keita avait lassé tout le monde, et l'armée en particulier, pour de multiples raisons. À cette époque, les pouvoirs politiques ne connaissaient pas l'armée et s'en méfiaient. Tous ces cadres qui avaient pris en main la destinée du Mali, Modibo Keita et ses compagnons, étaient avant tout des politiques et non des militaires, et ignoraient complètement qui étaient réellement ces derniers. Pour eux, l'armée était d'abord la chose du colonisateur parce que les Français s'étaient servi d'elle pour les combattre quand ils militaient pour l'indépendance. Ils se prenaient pour des révolutionnaires et voyaient d'un mauvais œil ce qu'ils appelaient la mentalité coloniale de ces militaires formés par les officiers français.

En outre, ces cadres politiques étaient des intellectuels, des gens qui étaient passés par l'école, le collège, qui avaient souvent suivi des formations supérieures, alors que les militaires possédaient au mieux le CEP (certificat d'études primaires). De fait, politiques et militaires ne se connaissaient pas entre eux. Cette défiance et cette méconnaissance ont même conduit les cadres politiques à des attitudes extrêmes. Certains étaient opposés à l'existence même de l'armée qu'ils considéraient comme une organisation budgétivore sans grande utilité.

Un jour de 1963, je me souviens du capitaine Sissoko, alors lieutenant, en grande conversation à l'hôtel Atlantide de Gao avec un cadre civil qui affirmait ne pas comprendre la nécessité pour le Mali d'avoir une armée. Le lieutenant lui demanda :

— Je vais vous poser une question et dans la réponse à celle-ci, vous trouverez réplique à ce que vous m'affirmez : dites-moi pourquoi votre mère porte un pagne ?

Le cadre avait haussé les épaules : comme beaucoup de dirigeants de l'époque, il n'aimait pas l'armée. Cette inimitié pouvait aller jusqu'au dédain. On négligeait l'armée, y compris matériellement. Cela se ressentait jusqu'au niveau de l'habillement, disparate et de mauvaise qualité. Les salaires, de même, étaient bien maigres. Étant jeune sous-officier dans l'armée française, je gagnais 45 000 Fcfa par mois, ce qui représentait un salaire très correct. Mais quand je me suis retrouvé sergent dans l'armée du Mali, avec pourtant plus d'ancienneté, je n'étais payé que 25 000 ou 30 000 Fcfa par mois. Nous étions mal payés, mal habillés, dédaignés. Le pouvoir pensait qu'il suffisait pour contrôler l'armée d'avoir avec soi quelques officiers supérieurs. Ces sentiments, alliés à la volonté socialiste de mettre en œuvre une plus grande participation du peuple, ont abouti à la création de la milice populaire malienne qui, dans l'esprit des révolutionnaires, devait rem-

placer peu à peu l'armée. Curieusement, l'armée avait pourtant été chargée de la formation de cette milice !

Nous en étions jaloux de cette milice, avec sa considération, ses tenues neuves. Elle avait été organisée par certains militaires dont Moussa Traoré qui en était un des formateurs et chefs. Au départ, elle était composée de jeunes militants, puis de plus en plus de tous les désœuvrés qui avaient cherché à y entrer parce qu'ils y étaient habillés, nourris et surtout craints par la population. Ces jeunes ont commencé à mal se conduire en s'en prenant à l'ensemble de la population et même aux militaires dont ils se considéraient supérieurs. La milice était doublée d'une brigade de vigilance qui conduisait, elle aussi, les pires exactions. Si vous étiez arrêté la nuit lorsque vous vous promeniez avec une femme, on vous demandait de présenter votre acte de mariage. Si vous n'en aviez pas, ou tout simplement ne l'aviez pas sur vous, ce qui était évidemment fréquent, vous étiez flagellé, frappé, humilié, vous et la femme ! On ne pouvait plus se promener librement et tranquillement avec ces jeunes miliciens qui patrouillaient partout.

L'arbitraire allait parfois même plus loin. Un de mes camarades, Isaac Traoré, sergent, résidait à Kati. Il était logé en ville avec sa femme dans une location. Une nuit qu'il était couché avec elle, on frappe à la porte. Il ouvre et reconnaît le chef de la milice de Kati, un dénommé Jacques, qui lui ordonne de sortir. Isaac demande pourquoi, mais l'équipe de miliciens le fait sortir de force en le frappant et l'emmène au commissariat de police. Quant à Jacques, qui désirait la femme du sergent, il est entré tranquillement dans la maison ! Au marché, les miliciens, ainsi d'ailleurs que leurs femmes, se promenaient à travers les étals et quand ils repéraient quelque chose qui leur plaisait, ils se servaient tout simplement sans payer. Il était très dangereux de récriminer. La milice et les brigades de surveillance avaient remplacé l'armée, la police et la gendarmerie, et leur pouvoir était absolu. Cet état de fait n'était pas le seul motif de mécontentement, mais le comportement brutal et illégal de ces gens a certainement beaucoup joué dans la désaffection populaire à l'égard du régime qui a conduit au départ de Modibo Keita. Il faut ajouter la crise économique que connaissait le Mali, à cause notamment de l'introduction du franc malien, des salaires bloqués pendant plusieurs années et des impôts trop lourds. La colère était générale et tout le monde en avait assez. Les militaires étaient particulièrement mécontents. Le coup d'État a été fait par des officiers, mais à cette époque, même un caporal aurait été suivi dans une pareille tentative !

Les premiers officiers qui ont pensé à renverser le pouvoir étaient certainement le capitaine Yoro Diakité et le lieutenant Youssouf Traoré. On m'a raconté qu'ils avaient formé depuis 1967 un petit groupe avec d'autres lieutenants et capitaines, dont Kissima Doukara, Tiécoro Bagayoko, Moussa Koné, Karim Dembélé. Moussa Traoré en aurait aussi fait partie mais son rôle était au départ moins important, peut-être parce qu'il était rentré plus tard dans le groupe, ou à cause de sa position dans la milice. Il est pourtant devenu par la suite, après le coup d'État qui s'est

déroulé le 19 novembre 1968, le président du CMLN, le Comité militaire de Libération nationale. Les conjurés l'auraient élu à ce poste en raison justement de son arrivée tardive qui lui avait évité de trop se compromettre avec tel ou tel clan.

Lorsque le coup d'État a eu lieu, j'étais depuis quatre mois à Odessa en URSS. Nous étions là-bas cinq Maliens : notre chef d'équipe, le lieutenant Moussa Keita, le sergent-chef Souleymane Keita (qui a participé au coup d'État de 1976, puis a été arrêté et déporté pendant dix ans au bagne de Taoudenni, avant de revenir à Ségou...), le maréchal des logis Youssouf Sissoko, le sergent Emmanuel Diarra et moi. J'étais couché dans ma chambre quand un autre stagiaire, un Guinéen, est venu me réveiller.

— Mariko, réveillez-vous ! Il y a un coup d'État au Mali !

Avec mes autres camarades, nous nous sommes regardés, stupéfaits, et avons couru vers la chambre de notre lieutenant, qui habitait de l'autre côté du foyer, pour le réveiller et le prévenir. Sur sa radio, nous avons cherché nerveusement une station qui parlait de cet événement. *France-Inter* et *la Voix de l'Amérique* étaient brouillées par les Soviétiques mais on a pu quand même discerner qu'effectivement, le régime dictatorial de Modibo Keita avait été renversé et le président destitué par un comité militaire conduit par un certain Moussa Traoré. Nous n'avons pas dormi de la nuit, cherchant désespérément des stations non brouillées qui auraient pu nous donner des nouvelles plus approfondies, mais nous n'en savions pas plus au matin. Le général Tchitchérine qui dirigeait l'école d'Odessa et que j'avais connu lorsque, colonel, il était venu au Mali avec les premiers Soviétiques, nous a alors convoqués dans son bureau.

— Vous le savez certainement déjà, mais une équipe d'officiers conduite par le lieutenant Moussa Traoré a fait un coup d'État au Mali. Le président Modibo Keita se trouverait à quinze kilomètres de Bamako en résidence surveillée (nous avons aussitôt compris qu'il s'agissait de Kati). La France est certainement derrière cette action parce que le lieutenant Traoré est venu se faire soigner en France il n'y a pas très longtemps. Je vous demande de rester tranquilles et d'attendre.

Il n'avait pas de réponses aux questions du lieutenant sur la composition de l'équipe, ni sur le déroulement des faits. Nous sommes sortis songeurs, et nous nous sommes réunis dans une chambre. Le lieutenant Moussa Keita, qui avait été promotionnaire de Moussa Traoré, n'y comprenait rien.

— Ce n'est pas possible, je connais Moussa, ce n'est pas lui qui ferait un coup d'État ! a-t-il dit, tout en nous annonçant qu'il allait rentrer au Mali pour voir ce qui se passait. Nous lui avons répondu qu'il était plus sage d'attendre, mais il était déterminé et est allé faire part de sa décision à la direction de l'école. À la suite de cette démarche, le général Tchitchérine nous a convoqués une nouvelle fois. Il nous a de nouveau conseillé de rester là en nous citant l'exemple de l'Indonésie.

— Quand il y a eu le coup d'État dans ce pays, les étudiants indonésiens qui étaient ici ont aussi voulu rentrer chez eux. Mais ils étaient à peine descendus de

l'avion qu'ils ont été arrêtés et fusillés à l'aéroport même. Le coup d'État qui vient de se dérouler au Mali, vous n'en connaissez pas encore la couleur. Si le nouveau gouvernement a besoin de vous, il vous appellera. Mais si vous rentrez de votre propre chef, vous prenez de gros risques, et je ne vous le conseille pas !

Devant l'insistance de notre lieutenant qui affirmait vouloir rentrer, même s'il devait être tué, il a ajouté :

— De toutes les façons, l'école n'est pas habilitée à vous autoriser à retourner au Mali. Allez donc à Moscou et demandez à votre ambassade.

Nous, nous avons décidé de rester là mais le lieutenant est parti à notre ambassade à Moscou. Il a rencontré l'ambassadeur qui a envoyé deux téléx à Bamako, sans réponse. Il est alors parti faire un scandale au ministère de la Défense soviétique qui a fini, de guerre lasse, par lui accorder un billet de retour. Tout ceci ne lui a pas servi à grand-chose car il a été mal accueilli au Mali et on n'a pas tardé à le remettre dans l'avion pour l'URSS où on l'a changé d'école en l'affectant à l'académie Frounzé de Moscou ! Néanmoins, il avait peut-être eu le temps d'observer ce qui se passait à Bamako, alors que nous étions restés tout ce temps sans aucune nouvelle. Aussi sommes-nous venus le rejoindre à Moscou pendant les vacances d'hiver de 1969, en février. Il est resté très évasif, nous a simplement montré son mécontentement et nous a confié en nous disant au revoir :

— Tout ce que je peux vous dire, c'est qu'au Mali, c'est le bordel !

Voilà qui ne nous renseignait pas vraiment ! Nous avions quand même eu un contact avec les étudiants du Mali en URSS. Ils n'étaient pas plus au courant que nous mais ils avaient pris une initiative et avaient voulu nous en parler. Le secrétaire général des étudiants du Mali à Moscou était à l'époque Cyr Mathieu Samaké, un de mes amis qui est devenu plus tard fonctionnaire international à l'ONU. Après la nouvelle du coup d'État, il a sillonné toutes les Républiques soviétiques pour prendre contact avec les Maliens qui s'y trouvaient, stagiaires militaires et civils ou étudiants : il voulait former un front contre le coup d'État de Moussa Traoré. Il avait un certain courage parce qu'il est venu nous voir à Odessa pour nous enrôler dans ce front, nous, militaires qui faisons pourtant partie de cette armée qui avait pris le pouvoir ! Il nous a conviés à une réunion à Odessa où il avait invité tous les Maliens de la région pour expliquer ses projets. Il a fait un grand discours en expliquant que Moussa Traoré avait fomenté un coup d'État réactionnaire, donc contre la révolution socialiste au Mali et que nous devons former un front uni dans l'intérêt du peuple. Ce front devait être dirigé par le jeune frère de Modibo Keita en personne, qui s'appelait Tati Moussa Keita, ministre de la Jeunesse et des Sports qui était en France au moment du coup d'État. Il nous demandait de cotiser et de verser chacun trois roubles par mois. Cet argent devait constituer la base financière de l'organisation du front et, avec l'achat d'armes de guerre, était destiné à servir à la constitution d'un maquis anti-CMLN au Mali. En URSS depuis plusieurs mois et ayant connu le Mali socialiste, la phraséologie révo-

lutionnaire qu'il employait ne nous étonnait pas, mais cette idée de maquis nous apparaissait par contre beaucoup trop avancée. Nous étions militaires, j'avais vu dans l'Adagh ce qu'était une rébellion, je savais qu'une telle entreprise ne pouvait pas être improvisée par des étudiants qui ne se rendaient pas compte des difficultés. Les rebelles touaregs avaient profité des avantages de leurs montagnes qu'ils connaissaient parfaitement et avaient quand même été battus. Aussi, un maquis dans le centre du Mali, en plaine, nous semblait tout à fait irréaliste. Et puis, nous étions des soldats et il nous paraissait risqué de nous lancer dans cette aventure contre notre propre hiérarchie. Nous n'avons donc pas adhéré à ce front et, d'ailleurs, nous n'en avons plus jamais entendu parler.

Nous n'avions donc toujours que peu de renseignements sur le coup d'État lui-même, et il nous a fallu attendre encore plusieurs mois pour que, pendant les vacances d'été, nous finissions pas en apprendre un peu plus grâce au capitaine Charles Samba Sissoko, ministre de la Défense du CMLN, venu en visite en URSS. Il avait décidé de profiter de son séjour pour rendre visite aux stagiaires maliens à Odessa, mais nous étions alors partis en vacances à Leningrad. Cependant, la direction de l'école lui avait fait notre éloge et il a tenu à venir nous féliciter à Leningrad. C'est à cette occasion qu'il nous a expliqué ce qui s'était passé, et il a été la première autorité à daigner le faire, alors que le coup d'État s'était passé plus de six mois auparavant et que nous savions qu'il y avait eu tout récemment, en août de cette année 1969, un nouveau coup, contre le CMLN cette fois-ci, qui avait échoué ! Charles Samba Sissoko a tout relaté, nous a donné la liste des quatorze membres du comité militaire, nous a expliqué comment certains officiers avaient été à l'origine du coup et comment d'autres avaient été cooptés par les membres du groupe initial. Il a expliqué pourquoi le coup d'État avait été lancé précipitamment : un sous-officier qui n'était pas au courant des préparatifs, l'adjudant-chef Sissoko, avait en effet raconté à l'un des conjurés, Henri Koné, qu'il avait rêvé d'un coup d'État et de l'arrestation de Modibo. Ayant peur que la nouvelle se répande, Moussa et ses amis avaient alors décidé de faire très vite.

Nous avons ainsi appris que l'alerte avait été donnée dans la nuit du 18 au 19 novembre 1968 et que les conjurés avaient lancé le mouvement en mobilisant tous les officiers qui acceptaient de se joindre à eux. Les autres avaient été arrêtés, pendant qu'on cherchait à se saisir du président qui revenait d'un voyage à Mopti. Modibo Keita avait été finalement intercepté dans sa voiture par le lieutenant Tiécoro Bagayoko, non loin de Koulikouro, ramené à Bamako et enfin interné au camp militaire de Kati, pendant que le comité passait un communiqué à la radio annonçant la chute du régime et la mise en place du CMLN. Quant au coup d'État tenté dans la nuit du 12 au 13 août 1969, Charles Samba Sissoko nous apprit qu'il avait été organisé par Diby Sillas Diarra lui-même. Cela ne m'étonnait d'ailleurs pas. Je connaissais Diby Sillas Diarra depuis la rébellion dans l'Adagh, je l'avais vu en pleine action à l'embuscade du pont de Taghilit, je savais quel était son tempé-

rament. Je m'étais douté qu'il n'était pas homme à accepter de rester sous les ordres des officiers du comité qu'il considérait comme des inférieurs et des subordonnés. Car le groupe des conjurés était composé d'officiers de la promotion de Moussa qui avaient été formés par ceux de la promotion de Diby. Moussa et ses amis avaient été à l'école d'officiers de Fréjus, c'est vrai, mais ils n'avaient même pas effectué une année complète à cause de leur rappel lors de l'éclatement de la Fédération du Mali, alors que la formation était théoriquement de deux ans. Lorsqu'ils sont rentrés, ils n'étaient qu'élèves-officiers.

Or, tous ces gens, Moussa Traoré, Jean Bolon Samaké, Sékou Ly, Mami Wattara, Youssouf Traoré, Ousmane Coulibaly, Koké Dembélé, Moussa Keita, Fanyiri Konaté, ces neufs élèves-officiers ont été nommés aspirants dès leur retour et sont passés sous-lieutenants très rapidement après. Quant à l'adjoint de Moussa au CMLN, Baba Diarra, il était encore plus jeune en grade, parce qu'il avait fait partie de la première promotion de l'EMIA. Pour Diby qui était plus ancien, et de plus un des rares bacheliers de l'armée malienne, il était inacceptable d'être commandé par ces hommes qu'il méprisait. Il n'était pas le seul à le penser. Les officiers avec qui il a fait sa tentative, Alassane Diarra, Sogodogo et Bakari Camara ne s'entendaient guère entre eux, mais se sont unis parce qu'ils avaient un point commun : ne pas supporter d'être subordonnés aux amis de Moussa. Il faut ajouter qu'en dehors de ces raisons personnelles, Diby était un vrai révolutionnaire, un communiste convaincu, et ne pouvait supporter ce qu'il pensait être une contre-révolution. Ce complexe de supériorité et ses positions politiques l'ont lancé dans cette aventure. Il en est mort, aux mines de sel de Taoudenni, dans les pires souffrances.

Étant en URSS lors de ces deux événements, nous n'avions été impliqués ni dans l'un ni dans l'autre. Néanmoins, notre séjour même en URSS nous rendait apparemment suspects, parce que nous avons senti à notre retour que nous n'étions pas les bienvenus. L'armée commençait à se diviser en clans et celui composé des gens au pouvoir se méfiait des autres. Même parmi les militaires qui avaient participé au coup d'État, des groupes se formaient. En effet, en sus des quatorze officiers du CMLN lui-même, dix sous-officiers avaient trempé dans l'affaire, et l'ensemble de ces personnes formaient ce qu'on a appelé le « comité des 24 ». Les sous-officiers n'ont pas été associés au pouvoir mais on a voulu quand même les récompenser. Certains ont choisi de devenir chefs d'arrondissement, comme Tiéfing Mariko, Sirafa Mariko, Sékou Sidibé, Bemba Camara, Mamadou Henri Koné, pendant que d'autres ont préféré rester dans leurs unités avec une promotion. Ces derniers tenaient le haut du pavé, et regardaient leurs collègues de haut, avec morgue, y compris les officiers. Ils s'entouraient d'un certain nombre de militaires en qui ils avaient confiance et ces petits groupes voulaient tout régenter. Ces groupes formaient tous des clans à part qui se détestaient entre eux et étaient détestés par tous les autres, ce qui n'a pas arrangé les relations à l'intérieur de l'armée. Je

n'étais personnellement dans aucun de ces clans, mais rentrant d'URSS qui avait qualifié le renversement de Modibo Keita de « coup d'État réactionnaire », je savais que j'étais fiché et surveillé particulièrement puisque j'étais devenu à Odessa le chef de mon équipe de Maliens après le départ de Moussa Keita. J'étais donc sur mes gardes, et avec raison, car on cherchait à me compromettre et à m'éliminer. Je m'en suis aperçu à deux occasions où j'ai eu affaire avec la Sécurité d'État.

La première de ces affaires s'est passée en 1970. J'étais rentré en mars d'URSS et en septembre de la même année, on m'a envoyé en tant que spécialiste d'artillerie vérifier le matériel de Tombouctou, Gao, Kidal et Tessalit. Je suis parti en bateau sur le fleuve Niger et j'ai commencé par contrôler les armes de Tombouctou en faisant procéder à des tirs d'artillerie. J'ai ensuite continué sur Gao, puis sur Tessalit où j'ai effectué les mêmes inspections. Je suis enfin arrivé à Kidal, dernière étape de cette tournée. J'étais en train de vérifier l'armement, les pièces de DCA entreposées dans ce qu'on appelait « le garage » et qui est devenu plus tard le camp des gardes, derrière le fort de Kidal, lorsqu'un incendie s'est déclaré dans sa tour. Cessant tout de suite mon travail, j'ai foncé avec mon équipe et le lieutenant Sissoko qui était là-bas le commandant d'armes. Nous sommes entrés dans le fort et avons éteint le feu. Tout étant rentré dans l'ordre, j'ai fini d'examiner les pièces d'artillerie et j'ai pris la route du retour vers Bamako le lendemain. Quelques jours après mon retour dans la capitale, j'ai été appelé par mon commandant d'unité, le lieutenant Mathieu Diakité.

— Mariko, vous êtes convoqué demain à la Sécurité d'État. Qu'avez vous donc fait ?

— Vraiment, je n'en sais rien !

Le matin, une Jeep est venue me chercher pour m'amener à la Sécurité. Il se trouve que je connaissais très bien son directeur, Tiécoro Bagayoko, qui était déjà un de mes amis dans l'armée française. Nous avons été ensemble instructeurs à l'école des enfants de troupe et ma femme lui avait souvent fait la cuisine alors qu'il était encore célibataire. J'attendais donc dans le couloir avant d'être introduit pour interrogatoire, en me demandant bien pourquoi j'avais été convoqué, quand il est descendu de l'étage où il avait son bureau et, en passant, m'a remarqué.

— Tiens, Mariko, qu'est-ce que tu fais là ?

— Eh bien, je suis convoqué par vos services !

— Ah bon ? Mais pourquoi ?

— Il me semble que c'est plutôt à moi de vous poser la question ! répondis-je, un peu étonné !

— Bon, c'est peut-être le commandant Niaré qui t'a convoqué. Personnellement, je ne suis pas au courant.

Effectivement, ce fut le commandant Niaré qui m'a fait entrer quelques instants après cette conversation dans son bureau. Il y avait avec lui dans la pièce trois personnes en civil. Lui-même était en tenue de commandant de gendarmerie,

un magnétophone trônait sur son bureau. Il prit la parole.

— Chef (j'étais sergent-chef à l'époque), nous vous avons convoqué parce que, selon nos renseignements, vous avez profité de votre mission à Kidal, au cours de l'incendie du fort, pour prendre contact avec l'ancien président déchu, Modibo Keita ! Vous l'avez rencontré et il vous a chargé d'une mission.

Modibo était alors effectivement en prison à Kidal mais il n'était pas interné dans le fort. Tous les autres dignitaires qui avaient été emprisonnés au moment du coup d'État y étaient enfermés, mais lui avait été placé dans le camp militaire de Kidal sous la surveillance de l'armée. Je me suis mis à sourire, tant cette accusation était absurde.

— Mais, chef, il ne faut pas rire ! Cette affaire est grave, nous sommes très sérieux !

— Commandant, permettez-moi de rire, parce que s'il est vrai que je me suis introduit chez l'ex-président Modibo Keita pour prendre contact avec lui, je n'étais certainement pas seul !

— Ah oui ?

— Oui, parce que vous savez mieux que moi comment il est gardé, quelles sont les formalités à remplir pour avoir accès à lui, et qu'il n'est pas possible de rester seul en sa compagnie...

— Quoi qu'il en soit, dites-nous ce qui s'est passé au cours de cet incendie, demanda-t-il.

— Vous connaissez la distance qu'il y a entre le fort et le camp ? Au moment de l'incendie, j'étais dans le fort avec le commandant d'unité, le lieutenant Amadou Sissoko. Nous sommes arrivés tous les deux et nous avons combattu ensemble le feu jusqu'à son extinction. Il est témoin, vous n'avez qu'à l'interroger. C'est le premier point. Deuxièmement, si j'avais réussi quand même à courir jusqu'au camp, qu'aurais-je pu y faire ? Le commandant de cercle lui-même n'a pas le droit de s'introduire seul chez Modibo sans autorisation, vous le savez mieux que moi. Pour entrer là-bas, il faut être accompagné du commandant de cercle, du commandant d'arme, du commandant de la brigade de gendarmerie et du chef de poste ! Croyez-vous que j'aurais pu déjouer toute cette procédure pour aller voir Modibo et qu'il me donne une mission à remplir ?

— Pourtant, on nous a dit que vous avez rencontré Modibo. N'est-ce pas exact ? a-t-il insisté.

— Si, effectivement, je l'ai vu...

— N'avez-vous pas parlé avec lui ?

— J'ai parlé avec lui, c'est vrai, mais ce n'était pas le jour de l'incendie.

— Alors, expliquez-nous comment vous avez pu parler avec Modibo et ce que vous vous êtes dit.

— L'adjudant de compagnie, Mountaga Diallo, est un de mes amis. C'est lui qui s'occupe de Modibo, lui rend visite le matin, lui donne l'autorisation de sortir pour

la promenade d'une heure à laquelle il a droit chaque jour ou pour faire ses besoins. Nous traversions un matin le camp avec Mountaga, et nous sommes passés devant le lieu où était incarcéré Modibo alors qu'il était en promenade. Modibo a vu Mountaga, l'a appelé et a commencé à le taquiner parce qu'il y a une parenté de plaisanterie entre les Malinkés et les Peuls. Il l'a appelé *flatiéni*, « petit Peul » et lui a demandé de ses nouvelles tout en plaisantant. Se tournant vers moi, il m'a demandé si j'étais nouveau et je lui ai dit que je n'étais là que de passage. Puis, il a réclamé à Mountaga les livres qu'il avait commandés, *La vie de Jésus* et *Vie et mort de Gandhi*, qu'il n'avait toujours pas reçus. Mountaga a noté sa demande et lui a promis de se renseigner. Voilà ce qui s'est passé entre Modibo et moi, ce jour-là. C'est tout, Mountaga et la sentinelle qui gardait Modibo peuvent en témoigner.

Le commandant Niaré a écouté mon récit sans bouger avant de me demander de sortir. J'ai attendu dehors quelques minutes puis, de nouveau, on m'a fait entrer dans le bureau où le commandant m'a congédié en ces termes :

— Chef, les renseignements que nous avons reçus étaient certainement très exagérés. Nous vous demandons d'oublier cela, de n'en parler à personne et de continuer votre travail comme si rien ne s'était passé.

J'étais innocenté, mais cette affaire était une preuve de la méfiance à mon égard. L'alerte fut plus chaude encore l'année d'après, parce qu'il s'agissait de nouveau d'une tentative de coup d'État. Cette seconde affaire s'est passée en mars 1971. Il était environ 21 heures et j'étais chez moi, à Kati, assis sous ma véranda en train de causer avec ma femme et une de ses amies lorsqu'un soldat, Kali Sidibé, est arrivé en disant qu'il voulait me signaler quelque chose. Il était un peu confus.

— Chef, on nous a dit de signaler tout ce que nous voyons d'anormal, et comme j'ai vu ce soir quelque chose de bizarre et que vous êtes mon chef de batterie, je suis venu vous prévenir.

J'ai été tout de suite alerté, sachant que ce soldat était un agent des membres du comité de Joseph Mara qui avait partie liée avec le Comité des 24, et j'ai senti le piège. Gardant mon calme, je lui ai demandé de me raconter ce qu'il avait vu.

— Eh bien, j'ai d'abord été appelé au mess des officiers par le chef Siméon. Quand j'y suis arrivé, j'y ai rencontré le capitaine Malik Diallo et l'adjudant Bamba Keita qui causaient ensemble. Siméon m'a demandé si tout allait bien au GAM (Groupe d'artillerie mixte) avec les soldats et j'ai répondu que oui. Pendant ce temps, le capitaine Malik Diallo et l'adjudant Bamba Keita étaient partis en voiture. Siméon m'a encore parlé un moment, puis il m'a donné une note à remettre à Malik. Quand je suis arrivé chez lui, ils étaient plusieurs à discuter, lui, Bamba et d'autres. J'ai remis la note à Malik qui l'a lue, m'a remercié et m'a dit que je pouvais partir. Moi, je ne sais pas lire, je ne sais pas ce qu'il y avait dans la note, mais tout cela est douteux, et je me demande s'il n'y a pas un coup en préparation !

Depuis mon retour d'URSS, ne fréquentant pas tous ces militaires des comités, je savais que j'étais considéré comme indésirable et surveillé, aussi ai-je pensé alors

à un coup fourré contre moi et ai-je décidé de prendre mes précautions.

— Soldat Kali, viens avec moi pour aller rendre compte ensemble à un officier de notre unité.

— Ce n'est pas la peine, je viens de vous faire mon rapport !

De plus en plus alerté, j'ai insisté pour qu'il me suive. Nous sommes donc partis ensemble et nous avons trouvé nos officiers jouant à la belote. Je me suis présenté au sous-lieutenant Mamadou Fofana, lui ai raconté toute l'histoire et le canonnier Kali a répété son témoignage. Le sous-lieutenant a noté, et nous en sommes restés là ce soir-là. Il était déjà 23 heures et je suis parti me coucher. Le matin, j'ai été convoqué avec le sous-lieutenant par mon commandant d'unité, le lieutenant Mathieu Diakité et le même scénario s'est reproduit. J'ai fait appeler Kali Sidibé et nous avons rendu compte. Le lieutenant est sorti puis nous a dit que nous étions convoqués chez le commandant d'armes, le capitaine Malik Diallo. Nous devons donc rendre compte à l'officier même qui était mis en cause dans notre témoignage ! Cela commençait à prendre une tournure assez curieuse... Malik nous a de nouveau tout fait raconter. Quand nous avons fini, il a pris un ton rassurant et paternel.

— Effectivement, les sous-officiers que vous avez vus sont mécontents. Ils avaient dans l'idée de faire un coup d'État. Évidemment, ils n'avaient pas tout à fait tort parce que les promesses faites aux militaires n'ont pas été tenues. Devant leur projet de frapper à 6 heures du matin, je les ai fermement dissuadés d'agir et, finalement, ce n'est qu'une fausse alerte. Mariko, je vous félicite parce que vous avez bien agi et si tout le monde faisait comme vous, la hiérarchie pourrait dormir sur ses deux oreilles.

Je n'étais guère satisfait de ce discours, d'autant que je soupçonnais qu'il devait lui-même faire partie du groupe de comploteurs, mais je ne pouvais plus rien faire. Je suis donc rentré à la maison pour faire la sieste, vers 13 heures. Je dormais profondément quand soudain, les enfants sont venus me réveiller en m'annonçant que quelqu'un venait me voir. Je trouvai dans mon salon le directeur de la Sécurité d'État lui-même, Tiécoro Bagayoko, avec un sous-officier, Issa Doumbia. Il m'adressa la parole comme d'habitude, comme un ami, mais il me dit de m'habiller et de venir avec lui. Ma femme commençant à s'inquiéter, il l'a rassurée et nous sommes montés dans sa voiture. Bien sûr, partir dans une voiture de la Sécurité n'a pas fait bon effet sur les voisins qui nous regardaient ! On a embarqué le soldat Kali Sidibé à la poudrière et nous voilà partis vers Bamako. En cours de route, après un silence assez long, il m'a demandé de lui raconter ce qui s'était passé dans le bureau de Malik. Je lui relatai nos compte-rendus avec Kali, la réponse de Malik qui nous avait parlé de fausse alerte. Il prit alors un air ennuyé.

— Non, Mariko, tu oublies certainement quelque chose. Dis-moi exactement ce qui s'est passé.

— En effet, j'oubliais, il m'a félicité, répondis-je.

— Ce n'est pas ce que je voulais dire, dis-moi tout, insista-t-il.

Je ne savais plus quoi dire. J'ai repris toute l'histoire, l'envie des sous-officiers de faire un coup, la réprimande de Malik, tout en me disant que j'étais avec toute cette histoire dans le pétrin jusqu'au cou. Je commençais déjà à trembler intérieurement quand Tiécoro a souri, a sorti un magnétophone et l'a mis en marche. Stupéfait, j'écoutais toute la conversation de la veille avec le capitaine !

— Bon, Mariko, tu n'as pas menti. Mais si tu ne m'avais pas dit la vérité, je t'assure, je t'embarquais ! Maintenant, l'affaire est claire et nous allons pouvoir commencer les arrestations.

Je suis encore resté à Bamako à attendre jusqu'à minuit dans une salle. On me disait que le président Moussa voulait me voir, mais il y avait une grande agitation, les gens entraient et sortaient et je n'étais pas encore certain d'être tiré d'affaire. Finalement, Kissima Doucara est venu me chercher.

— Mariko, c'est fini pour toi. Je te ramène à Kati. Tu as bien fait de rendre compte à tes supérieurs.

Ce n'est que le matin que j'ai su que beaucoup d'officiers et de sous-officiers avaient été arrêtés, et que j'avais été soupçonné d'avoir fait partie de la tentative de coup d'État de Yoro Diakité, l'ancien putschiste de 1968 et membre du CMLN, contre Moussa Traoré. Ce n'était finalement pas un piège pour me compromettre, mais j'avais bien failli tomber à cause de la méfiance qui pesait sur moi et parce que j'étais un des artilleurs compétents qui pouvaient être utiles dans une action militaire ! Quant à Kali, qui était effectivement bien un agent du CMLN, il aurait facilement pu témoigner, si je ne n'avais pas rendu compte à mes supérieurs, qu'il m'avait averti et que je n'avais rien fait ni dit. J'avais eu très chaud !

Cependant, j'ai ensuite retrouvé une certaine tranquillité. J'avais été disculpé, je me tenais tranquille. En janvier 1974, j'ai même été nommé adjudant. Tout allait bien de nouveau quand, le 14 décembre de la même année, la guerre a éclaté avec la Haute-Volta !

LA GUERRE DES PAUVRES (1974)

Dès l'indépendance, nous avons connu un problème de frontière avec la Haute-Volta. L'affaire était un peu compliquée et ne concernait qu'une bande de terrain que les Touaregs appellent Agacher, au sud-est du Mali : un bout de frontière de 150 km seulement de long sur un tracé qui en fait plus de mille. Cette région est parcourue par la rivière Béli et est parsemée de mares permanentes, comme celle de Welde, de Tin Akof, de Maraboulé et surtout de Soum, très importantes pour les nomades qui venaient y abreuver leurs troupeaux. On disait aussi qu'elle était riche en minerais, qu'on pouvait y trouver dans le sous-sol des gisements de manganèse, de titane et même de pétrole et de gaz naturel.

Pour les deux pays pauvres qu'étaient le Mali et la Haute-Volta, elle représentait évidemment des espoirs de ressources supplémentaires et elle attisait les convoitises. Chacun la réclamait en se basant sur des documents coloniaux. Mais la Haute-Volta avait été créée, puis supprimée, puis recréée par les Français, ce qui compliquait les choses car les arrêtés et les cartes ne correspondaient pas toujours. Certains villages frontaliers comme Ngouna, Dioulouna ou Kobou étaient considérés comme maliens puisque certains textes (des arrêtés généraux de 1927 et 1935) les avaient placés sous l'administration du Soudan français, donc du Mali après l'indépendance. En revanche, certaines cartes les situaient en territoire voltaïque et les autorités de Haute-Volta avaient pour argument que leur pays avait été reconstitué en 1947 dans ses frontières de 1932, et donc qu'un arrêté de 1935 ne pouvait dans ce cas être valable. Tout ceci ne représentait que des arguties juridiques difficiles à comprendre pour tout un chacun, mais en tout cas, le différend existait.

Sur le terrain, les populations se moquaient assez bien de l'endroit exact de la délimitation frontalière. La plupart était des nomades qui venaient simplement faire boire leurs animaux là où ils trouvaient de l'eau. Cependant, le Mali affirmait dans *l'Essor*, le journal d'État, que les Touaregs étaient des « *ethnies maliennes par excellence* » et qu'il devait donc les protéger. En fait, beaucoup de Touaregs vivaient depuis des siècles sur ce qui constituait le territoire de la Haute-Volta et, quand ils avaient des papiers, ils possédaient souvent deux cartes d'identité, une malienne et une voltaïque. Le problème était exacerbé par des arguments peu fondés, mais enfin, le fait est qu'il existait des intérêts en jeu, réels ou supposés. Le litige datait de la décolonisation, mais les deux pays avaient tout d'abord décidé de le régler à l'amiable. Des experts s'étaient rencontrés, une commission paritaire avait été créée en 1968 pour tenter de résoudre le différend, mais l'état de la question restait le même depuis toutes ces années et les positions ne bougeaient pas. Nous sentions bien que les crispations augmentaient. Les journaux relataient des incursions

de patrouilles voltaïques au Mali, parlaient de provocations, de viols de frontières, et il en était de même en Haute-Volta.

La tension est montée à la fin de l'année 1974, et nous nous demandions avec un peu d'inquiétude sur quoi elle allait déboucher. Une patrouille malienne commandée par le lieutenant Mandié Traoré s'était affrontée le 25 novembre à une patrouille voltaïque près de la mare de Soum et la Haute-Volta considéra l'affrontement comme une agression. J'étais alors adjudant, instructeur permanent à l'école d'officiers, à l'EMIA. Tous ces bruits nous parvenaient, nous en discutons entre nous et un jour, le directeur de l'EMIA, le capitaine Moussa Keita, m'a convoqué dans son bureau. Nous nous connaissions bien car nous avons été ensemble dans le Nord pendant la rébellion touarègue en 1963-64 alors qu'il n'était qu'aspirant sous-lieutenant. Il m'a montré un numéro de *Jeune Afrique* qui parlait de la possibilité d'une guerre imminente entre le Mali et la Haute-Volta. Après m'avoir lu l'article, il m'a dit qu'il fallait commencer à se préparer matériellement et psychologiquement au conflit parce que, à son avis, on n'allait pas y échapper.

Effectivement, début décembre, nous avons été mis en alerte par le commandement, avec ordre de commencer à nous positionner sur le terrain. Le jour de l'alarme a d'ailleurs été pour moi l'occasion d'une moquerie à mes dépens. J'enseignais à la promotion Babemba Traoré (le roi du KénéDougou-Sikasso), au Peloton spécial (PS) qu'on appelait aussi Peloton préparatoire. Les élèves issus du rang, c'est-à-dire les sous-officiers, font ce qu'on appelle l'année préparatoire pendant laquelle ils acquièrent les connaissances générales qui leur manquent, pendant que ceux qui viennent du lycée font le PS pour acquérir les connaissances militaires qu'ils n'ont pas en entrant. Je rendais à mes élèves du PS les résultats peu glorieux d'une interrogation écrite faite peu de temps auparavant. À cause de ces mauvais résultats, je les avais punis de « tenue de campagne », c'est-à-dire qu'ils devaient s'habiller en treillis. Je leur avais à peine annoncé la punition que l'alerte a été déclenchée et je fus tout de suite envoyé pour préparer mon unité car, même si j'étais instructeur, j'étais également cadre d'artillerie en cas de besoin. J'ai donc dû me mettre rapidement en tenue de campagne, moi aussi, et quand je suis sorti dans la cour, mes élèves se sont moqués de moi parce que j'étais dans la même tenue qu'eux qui étaient punis ! Hélas, ce n'était pas pour moi une simple punition, mais bien la réalité de la guerre qui prenait corps.

Lorsque mon unité fut prête, je suis allé chercher mon ordre de mission chez le capitaine Sékou Konaté qui commandait l'artillerie. Je connaissais mal cet officier qui venait de prendre son commandement. Il avait entendu parler de moi par son prédécesseur, le capitaine Tiécoura Doumbia qui, je crois, m'appréciait et m'avait recommandé au capitaine Konaté qui n'était pas artilleur de formation, disant que je pouvais lui être utile, étant un des sous-officiers les mieux préparés. Mais, ne me connaissant pas, il n'a pas eu confiance d'emblée en mes connaissances et m'a seulement confié le parc des véhicules !

— Mariko, votre mission sera de vous charger de la sécurité et du camouflage des véhicules.

J'étais un peu déçu mais en bon militaire, en adjudant discipliné, j'ai simplement acquiescé. Je savais cependant que je n'aurais pas grand-chose à faire et, comme je lisais beaucoup, j'ai bourré ma cantine de romans avant de partir ! Nous avons donc quitté Kati en grand convoi, avec les BM21 dont j'étais chargé. Ces engins d'origine russe avaient succédé aux BM13, mais le principe était le même. Il s'agissait de lance-roquettes multiples sur rails, dont la portée est de plusieurs kilomètres et qu'on connaît mieux sous le nom d'*orgues de Staline*, car les premiers exemplaires de ce type de pièces d'artillerie ont été employés avec beaucoup d'efficacité contre les Allemands durant la campagne de Russie, pendant la Seconde guerre mondiale. Nous avons rejoint Ségou, puis Sévaré, Douentza, Boni et enfin Mondoro, non loin de la frontière voltaïque où nous avions l'ordre de nous regrouper. Arrivés sur place, nous avons dressé le camp dans l'attente d'être éventuellement engagés dans cette zone. J'ai positionné mes véhicules, je les ai camouflés puis, la conscience tranquille, j'ai installé mon petit lit Picot dépliant, mon lit de campagne et me suis mis à attendre les événements en lisant les romans que j'avais apportés...

Cependant, devant l'aggravation de la situation, le président Moussa Traoré, qui n'était à l'époque que colonel, rencontrait le 4 décembre à Faramana le général Aboubacar Sangoulé Lamizanan, le chef de l'État voltaïque. Le sommet se terminait par un communiqué optimiste, parlant de dissipation de tout malentendu et relançant l'activité de la commission paritaire. Nous pensions pouvoir souffler ; je me souviens que *l'Essor* annonçait que s'éloignait « *le spectre d'un possible affrontement armé* ». C'était aussi bien. Nous disposions de beaucoup de matériel, mais la formation des hommes laissait sérieusement à désirer. Il est vrai que certains officiers étaient bien formés car ils avaient suivi des stages en Union soviétique, mais ils n'étaient pas la majorité. Quant à la base, elle ne suivait pas et était très peu entraînée. C'était finalement le corps des sous-officiers qui avait le plus d'expérience. Un grand nombre d'entre eux avait été en stage alors que les officiers qui les commandaient n'avaient souvent pas voulu partir pour ne pas perdre pendant ce temps le bénéfice des postes qu'ils occupaient.

L'armée malienne était donc dans la situation absurde d'être commandée par des officiers ayant peu d'expérience, et de ne pouvoir compter que sur des officiers subalternes de bon niveau mais qui n'avaient pas le pouvoir de décision. Ces derniers devaient d'ailleurs de plus répercuter des ordres souvent douteux sur une base qui, de toute façon, ne les comprenait pas la plupart du temps ! En revanche, on avait assez de matériel pour faire la guerre à toute l'Afrique de l'Ouest. Nous avions de l'artillerie, des blindés, une aviation, cinq ou six MIG 17, des MIG 21 et même deux hélicoptères. Tout ce matériel d'origine soviétique était assez récent et en bon état de fonctionnement. Par contre, et c'était désastreux, nous manquions

du petit matériel annexe qui s'avère vite indispensable. Ainsi, dans l'artillerie, nous avions des canons et des BM formidables, mais aucune carte précise ! Nous ne pouvions disposer seulement que de cartes au 1/200 000^e, anciennes et non réactualisées. Et quand le bout du crayon que l'on pose sur la carte représente déjà 200 mètres sur le terrain, il est assez difficile d'effectuer des tirs efficaces ! Nous ne manquions pas seulement de cartes, mais aussi de moyens radio. Pour préparer un tir, il faut reconnaître le terrain sur la carte, puis envoyer en avant un détachement de liaison et d'observation, un DELO, qui repère la cible et en communique les coordonnées. Évidemment, si le DELO en question n'a aucun moyen d'entrer en contact avec vous, puisqu'il ne dispose d'aucun matériel radio, l'affaire se corse ! Il faut faire de l'acrobatie, utiliser les coordonnées de la position de tir, celles de la zone des objectifs et tenter de déterminer analytiquement les éléments de tir, et tout cela avec une carte insuffisante. Le gros matériel était là, mais pas le petit qui permet de le faire fonctionner, les hommes étaient bien nourris et nombreux, mais pas entraînés et les officiers manquaient d'expérience du commandement. Dans ces conditions, bien que prêts à nous battre, nous étions nombreux à être inquiets des résultats !

Malgré tout, l'affrontement a eu lieu. Le 14 décembre, une patrouille malienne est entrée en contact avec un convoi de ravitaillement voltaïque. Celui-ci, surpris, a vaguement riposté puis une partie des soldats voltaïques s'est enfuie et les autres se sont rapidement rendus. Nous avons fait plusieurs prisonniers, récupéré quatre ou cinq véhicules et un certain volume de matériel. La véritable guerre commençait et la décision a été prise d'engager les troupes maliennes. L'artillerie a d'abord été envoyée sur Douna, puis en avant avec Selba pour objectif. Nous avons établi une position à quatre kilomètres de Selba. Personnellement, je ne m'occupais toujours que des véhicules et je n'avais qu'à observer l'officier à qui on avait donné l'ordre de préparer les éléments de tir sur Selba. Mais il y avait un problème... Cet officier n'avait aucune formation d'artillerie ! Il pouvait se reposer sur ses sous-officiers, les deux adjudants-chefs Mahmadou Sissoko et Mamadou Koné, mais ces derniers n'avaient pas reçu de vraies formations comme celles dont j'avais bénéficié d'abord dans l'armée française, puis en URSS, et avaient appris ce qu'ils savaient de l'artillerie sur le tas, au Mali. L'officier les a quand même chargés de préparer les tirs, lui-même en étant bien incapable. Ces sous-officiers étaient de bonne volonté et ont fait ce qu'ils ont pu, mais ils étaient persuadés que les observateurs de l'avant devaient voir la position des batteries pour commencer à faire le travail topographique. Ne sachant comment faire pour que leurs observateurs puissent les situer, ils ont été jusqu'à brûler de vieux pneus et tirer des fusées de signalisation ! C'était ridicule et, de plus, grandement dangereux car ils signalaient ainsi leur position à l'ennemi ! Leur manège a duré une semaine entière.

Peiné, je regardais mais je ne pouvais rien faire, étant toujours affecté au parc de véhicules. Au bout d'une semaine, la situation a pourtant évolué. Des soldats et

des sous-officiers, excédés, sont venus me trouver en demandant de venir les aider.

— J'ai des ordres et je ne peux tout seul décider de changer d'affectation, ai-je répondu.

Finalement, le lieutenant Mamadou Diallo, ne sachant plus quoi faire, a expliqué le problème au capitaine Konaté qui a pris la décision de faire appel à moi. Il m'a convoqué et m'a exposé la situation que je connaissais bien : une semaine d'efforts inutiles.

— Pouvez-vous faire quelque chose ?

— Je vais essayer, mon capitaine.

En réalité, je savais déjà que je pouvais faire beaucoup mieux car le travail était assez simple. Même avec une mauvaise carte, à partir du moment où je connaissais la position de la batterie, celle de l'observatoire et celle de l'objectif, je n'avais plus qu'à calculer les éléments de tir. La qualité des cartes rendait obligatoirement le tir imprécis, mais enfin, on pouvait toujours essayer ! J'ai donc fait mes calculs, et nous avons pu pointer les pièces dans la direction voulue. Du coup, la confiance du capitaine s'est avérée démesurée : il m'a confié tout le travail pour déterminer la position de tir !

Cette promotion aurait pu être difficile à honorer, mais l'artillerie n'a pas eu beaucoup de travail pendant cette guerre qui, militairement, n'en était pas vraiment une. Nos officiers ne possédaient pas la technique pour monter de grandes opérations et certains n'avaient vu de la guerre que ce qu'on peut en voir au cinéma ! Quelques épisodes, qui auraient pu être dramatiques, ont même été assez cocasses. À Selba, la troupe en première ligne commandée par le capitaine Mama Traoré, ainsi que notre observatoire d'artillerie, s'étaient bien camouflés dans le paysage. Heureusement, car un jour, une patrouille voltaïque a fait mouvement en avant, a dépassé Selba et a fini par arriver au cœur de la première ligne. Ne voyant aucun ennemi, les soldats sont tranquillement descendus de leur véhicule et certains sont même venus faire leurs besoins quasiment sur des servants de fusils-mitrailleurs, bien camouflés, qui n'ont pas bougé d'un pouce. Puis, ils ont regagné leurs véhicules pour repartir vers Selba. En chuchotant, un des servants a demandé au capitaine s'il devait tirer. Celui-ci, qui ne manquait d'humour, a répondu :

— Non, ne tirez pas, pissez-leur dessus !

Une nuit, toujours dans la zone de Selba, l'alerte fut donnée car on avait cru entendre arriver une patrouille voltaïque. Ce fut un vrai branle-bas de combat, tout le monde courant vers son arme, prêt à tirer. Heureusement, une sentinelle avancée nous a prévenus à temps.

— Ne tirez pas, ce sont des vaches !

Beaucoup de troupeaux erraient, les propriétaires ayant évacué la zone des combats potentiels. Nous avons failli nous battre contre des vaches, mais nous avons dû pour de bon combattre un ennemi beaucoup plus redoutable, les serpents. Il y avait dans ces zones une multitude de ces reptiles. Beaucoup de militaires ont

été mordus car les serpents se cachaient sous les bidons ou dans les chaussures. Heureusement, nous disposions d'un antidote africain contre les morsures, fabriqué par un de nos sergents-chefs, Dougoufana Koné, devenu plus tard un praticien traditionnel de renommée internationale. Il avait préparé une poudre noire qu'on appelait des initiales de son nom DK, très efficace contre les morsures de serpents et qui a finalement été distribuée dans toute l'armée. En cas de morsure, il fallait simplement l'avaler. Bien que les serpents, vipères et autres fussent très venimeux, grâce à cette poudre, personne n'en est mort. En fin de compte, nous avons beaucoup plus peur des serpents et des vaches que de l'armée voltaïque qu'on ne voyait d'ailleurs toujours pas. La situation devenait un peu ridicule.

Après l'épisode de Selba, nous avons reçu l'ordre de nous diriger vers Kouna, à quatre-vingt kilomètres de là, et de prendre position près de la mare de Soum. Nous n'avions toujours pas de communication radio et donc pas de liaison entre nos batteries d'artillerie et le PC opérationnel. Qu'à cela ne tienne ! Nous avons foncé vers la mare de Soum, sans précaution, nous avons passé la frontière et nous nous sommes enfoncés, sans nous en rendre compte, de plus de dix kilomètres en territoire voltaïque. Toute notre colonne, six véhicules BM21 avec tout le matériel d'accompagnement, une batterie malienne complète perdue en territoire ennemi ! Quelle aubaine ce jour-là pour l'armée voltaïque si elle s'en était rendue compte ! Heureusement pour nous, nous n'avons rencontré personne et nous avons fini par croiser une bonne route qui ne devait pas se trouver là. Ce qui permit au capitaine Sekou Konaté qui nous dirigeait de soupçonner que nous n'étions pas au bon endroit. On avait dépassé, sans nous en apercevoir, l'infanterie à pied et l'escadron blindé commandé par le capitaine Dissa que nous devons soutenir sur leurs arrières : nous les avons semés sur dix kilomètres ! Le capitaine Konaté, se rendant compte de son erreur, nous a immédiatement donné l'ordre de faire demi-tour. Effectivement, dix kilomètres plus loin, nous avons retrouvé, attendant tranquillement, les troupes que nous étions censés appuyer...!

Nous sommes restés huit mois sur le terrain, mais l'accrochage avec le convoi de ravitaillement voltaïque a été la seule rencontre sérieuse, avec les quelques coups de canons envoyés sur Selba qui ont occasionné rapidement le décrochage des unités ennemies. On a quand même attendu longtemps avant d'être désengagés, la plupart du temps dans l'inaction la plus complète. Dès le début du mois de janvier, quatre pays voisins, la Guinée, le Togo, le Niger et le Sénégal ont formé une commission de médiation et les négociations ont débuté. Les opérations ont été gelées, si elles avaient jamais vraiment commencé, et il n'y a pas eu de pertes ni d'un côté ni de l'autre. Les prisonniers et le matériel que nous avons saisis ont été finalement rendus à la Haute-Volta à la suite des rencontres diplomatiques et le conflit s'est arrêté là.

Après le sommet de Lomé en janvier 1975, la crise s'achevait avec le sommet tripartite de Conakry, en juillet. Il était dit que la mare de Soum devait être exploi-

tée en commun par les deux pays, en attendant qu'un tracé définitif soit mis en place. Théoriquement, il n'y avait ni vainqueur ni vaincu, mais les opinions ont tranché en faveur du Mali. Parce qu'on avait capturé cinq véhicules et quelques prisonniers, les Maliens ont décrété que nous avions gagné la guerre. Les Voltaïques, qui se sont sentis vaincus, en ont conçu de la rancœur. Ce sentiment a fait naître chez eux un esprit de vengeance devant le sentiment de supériorité malien qui a certainement joué un rôle important dans la reprise du conflit dix ans plus tard, en 1985. Le futur président de la Haute-Volta, qui allait bientôt s'appeler le Burkina-Faso, avait été engagé dans ce premier conflit de 1974. Cette défaite présumée et cette humiliation ressentie avaient certainement dû lui rester sur le cœur...

Nous n'en étions pas encore là. Après ces mois de campagne, nous sommes rentrés chez nous et j'ai repris mon travail d'instructeur à l'EMIA. Cet épisode guerrier n'avait pas été très glorieux et il m'avait même beaucoup peiné. J'étais militaire, je devais exécuter les ordres et mon devoir était de défendre mon pays. Il y avait dans la population et chez les militaires ce sentiment patriotique et les discours sur la patrie en danger. Peu de gens voyaient plus loin, et j'avais aussi eu ce sentiment quand j'étais parti, dans l'excitation du moment. En fin de compte, je trouvais tout cela vraiment regrettable. Beaucoup de Maliens pensaient comme moi et nous en voulions à nos dirigeants de leur immaturité et de leur étroitesse d'esprit. Notre constitution affirmait que nous, Maliens, étions prêts à renoncer à notre souveraineté en faveur de l'unité africaine et au premier prétexte, nous engageons un conflit armé avec notre voisin !

Pendant les affrontements en Algérie, même si je ne m'étais pas battu, j'avais eu le temps de parler avec des camarades qui avaient connu des accrochages, j'avais été engagé dans les opérations contre la rébellion touarègue : je savais quelles traces indélébiles la guerre peut laisser chez les hommes qui y participent. Je savais aussi combien coûte une guerre et je connaissais le niveau de l'évolution économique de nos deux pays. Nous nous battions avec un matériel qui ne nous appartenait pas, que nous étions incapables de produire et que nous allions devoir rembourser d'une manière ou d'une autre et les Voltaïques étaient dans le même cas que nous. Il me paraissait tellement ridicule que deux des pays les plus pauvres du monde dépensent ainsi tant d'argent et s'affrontent pour une mare et quelques kilomètres de frontière ! En 1974, j'ai ainsi participé à ce que nous avons tous pris l'habitude de dénommer la « guerre des pauvres » !

DE NOUVEAU À TESSALIT (1977-1979)

En février 1976, je devenais enfin officier grâce à ma nomination de sous-lieutenant. J'enseignais à l'EMIA, la vie passait tranquillement, les enfants grandissaient à Kati sous la surveillance de ma femme Pauline. Mais lorsqu'on est militaire, il est difficile de s'encroûter quelque part ! En juillet 1977, j'étais affecté dans l'Adagh, une nouvelle fois à Tessalit, pour commander la batterie d'artillerie, adjoint du commandant d'armes qui dirigeait l'unité d'infanterie. Je prenais la route au milieu du mois et je m'installai pour la deuxième fois au camp d'Amachach, au nord de la ville, près de la frontière algérienne, dans ce qui était l'ancienne base française de l'armée de l'air. Je revenais dans l'Adagh lourd des souvenirs de la rébellion de 1963-64, mais la tête pleine des visions de la région riche en troupeaux, en pâturages et en lait que j'avais connue. Je savais bien, hélas, que beaucoup d'animaux avaient été massacrés par l'armée pendant la révolte mais, par contre, je n'avais pas mesuré les effets de la sécheresse qui s'était abattue sur le pays à partir de 1973 et avait culminé en 1974.

Cette catastrophe avait été terrible. Des centaines de milliers de chameaux, de vaches et de chèvres en étaient morts, et des milliers de nomades avaient été obligés de fuir la région pour se réfugier dans les camps d'accueil autour de Kidal, de Tessalit, mais surtout en Algérie, à Tamanrasset ou à Bordj Mokhtar, sur la frontière ou, enfin, autour des villes du Sud, au camp du Lazaret à Niamey, dans des bidonvilles de Gao ou de Bamako. Je savais tout cela, mais je vivais à Kati et les nouvelles passaient mal entre le Nord et le Sud du pays. Même quand elles passaient il était difficile, n'étant pas sur place, de se rendre compte de l'étendue du désastre. Mais une fois installé dans l'Adagh, j'étais atterré. Ce n'était plus le pays que j'avais connu. La verdure avait disparu, les bois entourant Tessalit n'existaient plus, les animaux se comptaient au compte-gouttes.

Les gens étaient pauvres, mal habillés, démunis de tout, et cette misère avait commencé à changer cette mentalité nomade que j'avais tant appréciée lors de mon premier séjour. À cette époque, les gens avaient de quoi vivre décemment et n'étaient pas intéressés matériellement. Ils ne menaient pas une existence luxueuse, mais ils vivaient décemment de leurs animaux, comme ils l'avaient toujours fait et ils étaient heureux. Depuis, la pauvreté était passée par là. Sans ressources, les gens couraient derrière le gain, cherchaient la moindre occasion de gagner un peu d'argent, jusqu'à accepter certaines situations qu'ils auraient refusées auparavant. La mendicité s'était répandue, les services rendus se monnaient et les femmes, pour beaucoup d'entre elles, étaient devenues vénales. Au début des années 60, j'avais vu des femmes refuser des officiers pour s'établir avec des soldats parce qu'elles les aimaient, bien que ces officiers eussent pu leur proposer de meilleures

conditions de vie grâce aux moyens supérieurs dont ils disposaient. Mais ce n'était plus le cas. Les femmes cherchaient désormais celui qui avait le plus d'argent, qui pouvait le mieux les entretenir et les aider à faire vivre leur famille.

Heureusement, toutes n'avaient pas le même comportement et certaines conservaient leur dignité. Le 16 août 1977 j'ai rencontré l'une d'entre elles, Mouma, qui allait changer ma vie ! Le Mali vivait à cette époque sous l'égide de l'armée, mais aussi sous un régime de parti unique, l'UDPM, l'Union démocratique du peuple malien qui n'avait d'ailleurs de démocratique que le nom. Ce parti-État avait des ramifications dans toutes les couches de la société et, bien entendu, dans l'ensemble des régions du pays. Les femmes, notamment, étaient organisées au sein de l'UNFM, l'Union nationale des femmes du Mali dont les administrateurs étaient des militaires.

Ce jour-là, un officier devait partir à Teris, un puits près de Tessalit, pour y installer le bureau de cette organisation. Le lieutenant Sibiri Diarra, le commandant d'unité dont j'étais l'adjoint, était déjà occupé ailleurs et m'a chargé de cette mission. J'ai donc commencé à organiser le départ du convoi qui devait comprendre la présidente de l'UNFM de l'arrondissement, Sanana, et les femmes qui l'aidaient, Tacherift, Maslak et enfin Aïcha Bello qui était à l'école et, investie du secrétariat, devait prendre des notes pour faire le compte-rendu de la réunion. Les transports sont rares dans l'Adagh, aussi, dès que l'on sait qu'un véhicule quelconque se rend quelque part, cette « occasion » est prise d'assaut par ceux qui veulent voyager. Je voulais l'éviter pour garder un caractère officiel à notre visite et j'avais précisé à la présidente Sanana que nous ne prendrions personne en plus. Mais cette habitude est tellement ancrée dans cette région ! En venant de Tessalit pour aller à Teris, il faut passer par le camp militaire d'Amachach où j'étais resté attendre la Land Rover que j'avais envoyée au village chercher les quatre femmes.

Bien entendu, une cinquième femme avait quand même, malgré mes ordres, réussi à monter dans la voiture. Je m'apprêtais à la faire descendre, mais quand je l'ai vue... Elle m'a tout de suite beaucoup plu, immédiatement. Elle m'a tellement plu que je l'ai acceptée dans le véhicule ! J'ai embarqué aussi nos deux guides, Bahoua et Inawlen, deux Irredjanaten qui étaient des cousins de cette femme, et nous sommes partis vers Teris.

Là-bas, une grande tente avait été dressée et nous avons été très bien accueillis. Nous avons tenu la réunion avec toutes les femmes, travaillant pendant quelques heures puis, comme nous devons passer la nuit sur place, nous avons commencé à préparer notre installation. Mon vieux guide goumier, Mody, m'avait demandé en début d'après-midi l'autorisation d'aller chasser une ou deux biches pour améliorer l'ordinaire et devait revenir avant le dîner, mais nous l'avons attendu en vain. Il n'est pas rentré de la nuit et il n'était toujours pas là le matin. Je commençais à m'inquiéter car nous étions en août, c'était « l'hivernage », la saison des pluies, et il avait commencé à beaucoup pleuvoir. L'oued de Teris avait com-

mencé à couler et il était maintenant bien rempli. Je pensais bien qu'un vieux renard des sables comme Mody n'avait pas pu tomber dans le premier piège venu mais enfin, on ne sait jamais. Une inattention, un soir, et le camp que vous avez dressé est emporté par un oued brusquement en crue et vous mourez noyé, en plein Sahara !

Alors, j'ai gravi la petite montagne qui domine Teris, pour scruter le plus loin possible l'arrivée de la voiture, mais il n'y avait rien à l'horizon. C'est à ce moment-là que j'ai assisté pour la première fois à une chose extraordinaire. Bahoua, qui était monté avec moi sur la colline, m'a annoncé qu'il allait faire « idjachan » pour savoir ce qui était arrivé à Mody. J'avais déjà entendu parler de ce procédé divinatoire que pratiquent les Touaregs, mais je n'y avais jamais assisté. Je n'étais pas très convaincu, j'étais même très sceptique, mais cela ne pouvait pas faire de mal, c'était amusant et toujours un moyen de détourner l'inquiétude. Bahoua, avec ses doigts, a dessiné des encoches dans le sable, a compté, effacé, recommencé, c'était très mystérieux et je n'y comprenais rien. Puis, il s'est relevé.

— Bon, Mariko, le véhicule de Mody a été bloqué par les oueds en crue et n'a pas pu passer. Il est rentré au camp et c'est un autre véhicule qui va venir nous chercher à Teris.

Bien, ai-je pensé, mais prenons nos dispositions quand même ! En fait, je ne croyais pas un mot de ce qu'il m'avait dit. Je suis descendu de la colline et j'ai demandé à Inawlen de préparer un chameau, d'aller à Tessalit prévenir que nous étions coincés à Teris et qu'il fallait envoyer un véhicule pour nous chercher. Nous étions en train de chercher ce chameau dans le village lorsque nous avons entendu un bruit de moteur. Nous avons couru pour voir qui arrivait et effectivement, ce n'était pas Mody avec notre Land, mais un Zil, un camion russe qu'il avait envoyé pour nous chercher depuis Tessalit où il avait dû se réfugier. J'étais stupéfait ! C'était exactement ce que Bahoua m'avait dit et qu'il avait vu, je ne sais pas comment, dans le sable ! C'était extraordinaire ! Mody avait tourné longtemps à la recherche de gazelles puis, lorsqu'il avait été bloqué, s'était trouvé plus près du camp que de Teris. Il y avait envoyé un chamelier pour chercher des secours. Quand ceux-ci étaient arrivés ils avaient tiré le véhicule, étaient rentrés au camp, et avaient attendu le lendemain pour venir nous récupérer. Je n'en croyais pas mes yeux et mes oreilles. Si Bahoua n'était pas resté tout ce temps à mes côtés, j'aurais juré qu'il avait fait partie du voyage ! C'est à partir de ce jour que j'ai commencé à croire à *idjachan*.

Chez moi, à Bougouni, il existe aussi des arts divinatoires. Mais les réponses qu'ils donnent sont souvent incompréhensibles, utilisant des images, des symboles de béliers blancs, de taureaux rouges. Chez les Touaregs, le procédé est très simple à mettre en œuvre et donne immédiatement des réponses très claires à ceux qui l'utilisent. En tout cas, chaque fois que j'ai assisté à *idjachan*, les prédictions se sont révélées exactes. Ainsi, par exemple, lors des semaines locales et régionales en

août 1977, une compétition théâtrale avait été organisée à Kidal, chef-lieu du cercle, entre les différents arrondissements de la région. Nous avons durement entraîné nos gens et cette année, ils avaient remporté la coupe. J'étais resté à Tessalit, mais après leur victoire, mon commandant d'unité, chef d'arrondissement de Kidal, m'a envoyé un message pour me demander de mettre en place l'accueil de la ville afin de fêter dignement leur retour. Le jour où l'équipe devait revenir à Tessalit, j'avais rassemblé la population dans l'oued Amboubar, à l'entrée de la ville, et nous attendions le convoi pour l'applaudir et l'acclamer, lorsqu'on est venu m'apporter un message m'informant que ce convoi avait pris du retard et qu'il n'arriverait que le lendemain. J'allais m'adresser à la population rassemblée sous le soleil, mais une femme qui était à côté de moi m'a tiré par la manche.

— Attends, lieutenant, je vais regarder avec *idjachan* si le convoi arrive bientôt.

— Il n'y a rien à regarder, lui ai-je répondu, j'ai en main un message disant qu'il arrive demain !

Elle ne m'a pas écouté et a commencé à compter dans le sable.

— Il ne faut pas s'en aller car il va arriver très bientôt.

J'avais beau lui montrer le message que j'avais reçu, elle insistait.

— Si vous partez tout de suite, vous allez rater leur entrée.

J'ai haussé les épaules, ne pouvant un instant croire à ce qu'elle me disait ! J'ai averti les spectateurs qu'ils pouvaient rentrer chez eux et je suis moi-même retourné au camp. J'étais à peine en train de me déchausser, assis sur mon lit, qu'un soldat est venu en courant.

— Nos champions sont arrivés dans l'oued Amboubar !

C'était vraiment incompréhensible... Devant ces faits, j'ai acquis la conviction de la véracité des prédictions ainsi obtenues et j'ai fini par penser que les rebelles, qui avaient contrecarré certaines de nos actions de façon étonnante, avaient dû utiliser ce procédé ! Il se trouve aussi qu'à mon arrivée dans l'Adagh, on m'avait prédit que j'allais me marier lors de mon séjour. J'avais déjà une femme, je n'y ai pas cru du tout. Et pourtant...

Pourtant, ce voyage à Teris m'avait permis de rencontrer cette jeune Touarègue, Mouma, qui m'avait tout de suite tellement attiré ! Je m'étais abstenu de le montrer, par pudeur, mais une fois rentré à Tessalit, je n'ai pas pu m'empêcher de me renseigner sur elle. D'abord, j'ai cherché à savoir si elle était déjà fiancée ou mariée et j'appris que non seulement elle ne l'était pas, mais qu'elle n'était même pas considérée en ville comme une femme possible à marier, parce qu'elle n'acceptait jamais les hommes. Loin de me décourager, ce commentaire a attisé mon intérêt pour elle. Plus tard, devant mes questions, la présidente de l'organisation des femmes, Sanana, a été encore plus précise.

— Cette femme est une vraie nomade, très fière, elle n'a jamais voulu que personne la touche, y compris les nomades et, par conséquent, les militaires ne s'y sont même jamais risqué.

Tout ce qu'on me disait d'elle la grandissait à mes yeux et elle me plaisait de plus en plus ! J'ai alors invité Sanana à venir prendre le thé avec elle chez moi afin de mieux faire connaissance. Elle a accepté et nous nous sommes retrouvés le dimanche tous les trois pour discuter. Mouma ne parlait pas le français ni le bambara et ne s'exprimait qu'en tamachaq, la langue touarègue. Mais je me débrouillais un peu dans cette langue et ce jour-là nous avons pu bavarder tout en prenant le thé. C'est ainsi que j'ai commencé à lui faire la cour et à entreprendre sa conquête, qui a été longue ! Nous nous sommes rencontrés en août 1977 et nous ne nous sommes mariés qu'en 1978, un an plus tard. Nous avons peu à peu fait connaissance, comme cela se passe souvent en milieu nomade.

Les Touaregs peuvent parfois fréquenter une femme pendant un an ou deux, sans qu'il y ait entre eux le moindre rapport physique. Ils appellent cette cour *timalagassen*. *Timalagassen* représente les relations de deux amoureux qui causent, qui s'embrassent, qui se racontent des histoires. C'est un flirt de longue durée, des causeries amoureuses, une cour prolongée que les nomades préfèrent souvent aux relations sexuelles trop rapides. C'est ce que nous avons fait et nous avons ensemble pris le temps nécessaire pour nous rapprocher l'un de l'autre. C'est d'ailleurs certainement ce qui l'a séduite chez moi. Elle était étonnée de ma patience. Les militaires étaient en effet réputés, dans la région, pour ne pas s'embarrasser de sentiments. Ils remarquaient une fille qui leur plaisait, ils venaient la voir et entamaient tout de suite une relation sexuelle, ce qui les intéressait avant tout ! Aussi s'était-elle jurée qu'elle n'accepterait jamais un militaire et avait fait ce serment devant ses camarades. Je n'ai pas agi comme les autres militaires et cela l'a beaucoup surprise, puis impressionnée. Elle n'avait jamais imaginé qu'un militaire puisse ainsi lui faire la cour, pendant si longtemps.

Quant à moi, plus je la connaissais, plus je trouvais que c'était une fille sérieuse, une pure nomade qui n'avait justement pas été dépravée par le contact avec les militaires et j'ai fini par décider de la demander en mariage. Je m'entendais pourtant bien avec ma femme avec qui j'étais marié depuis vingt ans. J'avais même décidé de refuser la polygamie parce que j'en avais vécu, enfant, les conséquences et que je voulais éviter cela aux miens. Mais il ne faut jamais jurer de rien ! Quand j'ai vu cette femme, j'ai été conquis et quand je l'ai mieux connue, toutes mes réticences initiales ont été balayées... Évidemment, je savais que ce ne serait pas facile : pendant mon premier séjour dans la région, j'avais vu se constituer des familles mixtes lorsque mes camarades se mariaient avec des femmes touarègues. J'avais senti la grande différence culturelle qui existait et qui était difficile à assumer pour l'un comme pour l'autre des conjoints. Beaucoup de ces relations s'étaient soldées par des échecs.

La vie au Nord et au Sud n'est pas du tout semblable ! Chez les Touaregs nomades, la femme ne travaille pas. Elle monte la tente, s'occupe de ses enfants et tout le reste est fait par l'homme. C'est lui qui s'occupe des animaux, qui va tirer

de l'eau, qui fait la cuisine, qui lave le linge. Chez nous, les Bambaras, c'est tout le contraire ! La femme travaille beaucoup plus que l'homme, qui s'occupe de son champ de mil mais qui ne fait plus rien ensuite et attend d'être servi chez lui. Je le savais, et je savais aussi qu'il ne serait pas aisé à Mouma de changer à son âge. J'ai donc décidé de ne pas la brusquer, de lui faire comprendre doucement nos manières de vivre. Je savais aussi que ma première femme, au-delà de l'acceptation de mon second mariage, ne comprendrait pas que Mouma reste sans rien faire pendant qu'elle s'occuperait de la maison et de la cuisine. Sachant tout cela, je m'y suis préparé. Après le mariage religieux, j'ai laissé Mouma vivre en ville pendant que ma première femme résidait au camp. Je venais chaque jour lui rendre visite et je lui apprenais peu à peu ce qu'il fallait qu'elle sache. Je lui montrais comment cuisiner les plats du Sud, je lui faisais même goûter des aliments qu'elle ne connaissait pas. Elle n'avait, par exemple, jamais mangé de poulet et n'en voulait pas. Sans compter la répugnance habituelle des nomades pour le poisson...

Petit à petit, j'ai réussi à l'habituer à tout, patiemment. Quand Pauline me demandait si elle allait faire la cuisine, je lui disais qu'elle la ferait quand nous déciderions de vivre ensemble. Quand elle s'inquiétait de savoir si ce qu'elle ferait serait bon, je lui disais que, quoi qu'il en soit, pour ma part, je mangerais ses plats, mais qu'elle et les enfants ne seraient pas obligés de le faire. J'arrondissais les angles, doucement, d'un côté comme de l'autre et je savais que je pouvais compter sur Pauline qui était une femme intelligente et ouverte. Finalement, plus tard, quand nous avons commencé à vivre tous ensemble, il n'y a pas eu de mésentente entre nous. Mes enfants l'ont facilement adoptée, grâce à sa simplicité, sa gentillesse, et Pauline m'a facilité les choses en l'aidant de son côté. Mouma pleurait de temps en temps à cause de ce qu'elle ne comprenait pas, mais elle ne récriminait jamais. Puis, elle s'est habituée, elle a commencé à parler bambara, un peu de français, et finalement tout s'est bien passé. Vraiment, je ne regrette rien ! Nous nous entendons très bien, j'ai confiance en elle. Quand elle va rendre visite à sa famille, si elle annonce partir pour un mois, elle est de retour exactement au bout du délai promis. Alors que je connais des camarades qui ont vu leurs femmes touarègues partir visiter leur famille pour un mois, et qui sont restées deux ans, trois ans, et certaines ne sont même jamais revenues !

Nous avons donc réussi à nous entendre malgré la barrière des habitudes, des coutumes et de la langue. Notre exemple montrait bien qu'un Bambara et une Touarègue pouvaient se comprendre et s'accepter. Mais tout n'était pas aussi rose à cette époque dans l'Adagh et notre cas faisait parfois figure d'exception. Les souvenirs de la révolte et de la répression empoisonnaient en effet les relations entre les différents groupes de gens qui se côtoyaient. Le pays était entièrement sous l'administration de l'armée et les militaires avaient des comportements répréhensibles qu'ils n'auraient pas osés s'ils étaient restés au sud du Mali.

Les réquisitions de femmes, dont j'avais déjà vu des exemples en 1963-64,

étaient devenues systématiques. Chaque fois qu'une délégation de l'UDPM venait visiter la région, les organisations du parti préparaient des réceptions et des soirées où les femmes étaient obligées de venir danser avec les invités, et de se mettre ensuite au lit avec eux la plupart du temps. Elles n'osaient pas refuser parce que les militaires étaient tout puissants, et qu'elles ne savaient pas ce qui pouvait leur arriver si elles n'obtempéraient pas à leurs injonctions. Les militaires prenaient les femmes qu'ils voulaient, en dehors même des délégations, leurs faisaient des enfants et les abandonnaient ensuite. Avec un de mes amis, le capitaine Konipo, nous étions révoltés par cette conduite. À Tessalit, nous avons décidé de refuser cet état de fait. Lorsque les délégations venaient, on organisait effectivement des soirées comme dans les autres localités, mais chacun n'y venait que librement, et personne n'était obligé à quoi que ce soit. Si certains voulaient rentrer ensemble, c'était leur problème, mais quand à nous, nous avons interdit les réquisitions.

Évidemment, notre attitude ne plaisait pas et c'est à partir de ce moment-là que nous avons commencé à avoir des problèmes avec certains autres militaires. Comme j'étais marié avec une Touarègue, on a dit que je préférais les gens du Nord aux gens du Sud. Or, à l'époque, les Touaregs étaient globalement considérés comme des rebelles, on se méfiait d'eux, et mon attitude équivalait presque, aux yeux de mes collègues, à trahir le Mali ! Le sentiment général était que les Touaregs constituaient une population méprisable et qu'on ne pouvait pas la considérer comme celle du Sud. Ce type d'opinion n'allait pas sans obéir à l'influence collective. Il était difficile d'affirmer que vous pensiez autrement parce que vous étiez alors bien seul. Il y avait une certaine lâcheté chez beaucoup d'entre nous à ce sujet. En tous cas, interdire les réquisitions des femmes nous a vraiment fait mal voir, le capitaine Konipo et moi.

En fait, c'était toute la politique de l'État qu'il aurait fallu changer. L'Adagh était considéré comme une zone d'insécurité, et les voyageurs n'avaient le droit que de le traverser en passant par Tessalit et Aguelhok. Le reste de la région était interdit et Kidal, qui abritait le pénitencier où étaient détenus des prisonniers politiques, était une ville totalement fermée aux étrangers. On voyait d'un très mauvais œil que ces derniers stationnent dans l'Adagh ou causent avec les nomades car on pensait que des contacts allaient être pris pour de futures révoltes. Beaucoup de gens au pouvoir étaient en effet persuadés que les révoltés de 1963-64 avaient été aidés par les Français qui stationnaient encore en Algérie, notamment autour des bases d'In Ekker et de Reggane où se préparait à l'époque la bombe atomique française. Il est d'ailleurs indéniable qu'il y ait eu une sympathie, d'autant plus que le nouveau Mali socialiste n'était guère aimé par le pouvoir français.

Enfin, il y avait une psychose chez les Maliens, une manie du complot et une grande suspicion à l'égard des régions du Nord qui, mal connues, désertiques et peuplées de gens aux coutumes étrangères aux populations du Sud, étaient considérées comme des confins proches de l'enfer où il ne faisait pas bon résider. Le pou-

voir avait donc pris l'habitude d'y affecter les gens qu'il voulait punir. Cette politique n'était pas faite pour arranger les choses. Les cadres indésirables de l'armée et de l'administration s'y retrouvaient tôt ou tard. Dans ces conditions, la plupart des fonctionnaires nommés au Nord étaient soit des gens mal vus par le gouvernement, lesquels se sentaient punis, s'aigrissaient, prenaient en grippe les régions sahariennes et leurs habitants et se vengeaient sur eux, soit effectivement de mauvais cadres qui renforçaient la mauvaise image qu'avaient les nomades de l'administration malienne.

La plupart du temps, les fonctionnaires affectés au Nord n'étaient donc pas contents d'y séjourner malgré les minuscules avantages statutaires qu'ils pouvaient y trouver. Les militaires touchaient ainsi 2 500 Fcfa de prime (dite « de soleil »), ce qui était vraiment peu, et ne payaient pas d'impôt sur leur solde, ce qui était intéressant pour un célibataire, mais n'avait plus aucune importance dès que l'on était marié avec des enfants. Ces petits avantages ne compensaient donc pas l'impression d'exil intérieur que beaucoup ressentaient. Pour être juste, il faut dire que certains prenaient pourtant goût à ces régions, même s'ils n'avaient pas été heureux de leur affectation au début. Quelques-uns demandaient même de prolonger leur séjour. Évidemment, il n'y avait pas de cinéma, de salle de danse, ni l'animation des villes du Sud. Mais la vie y était plus simple et moins chère aussi. Si l'on s'habituaît à cette simplicité, on s'y trouvait bien. Certains étaient devenus de véritables spécialistes du Nord, étaient volontaires pour y séjourner et, bien entendu, ne se comportaient pas vis-à-vis des populations comme les autres fonctionnaires. Mais ils n'étaient pas majoritaires. Malgré ces quelques individus qui prenaient leur séjour du bon côté, l'impression qu'avaient les militaires était globalement mauvaise et du coup, par compensation, ils se comportaient comme de véritables occupants en pays conquis.

De leur côté, les gens du Nord avaient aussi des militaires et des fonctionnaires une image très négative. Elle était née, comme je l'ai déjà dit, de la répression très dure qui avait été menée lors de la révolte. Pour les Touaregs, chaque fonctionnaire, y compris le plus simple des soldats, représentait ce pouvoir malien qu'ils n'aimaient pas. Il est vrai que chacun se sentait supérieur aux populations de la région. Le soldat de base avait parfois un comportement meilleur que celui des officiers, mais beaucoup ont profité et abusé du petit pouvoir qu'ils pouvaient exercer dans l'Adagh et qu'ils n'auraient jamais eu au Sud. Théoriquement, ces abus étaient punis, mais les nomades n'en croyaient rien et ne venaient même pas se plaindre. Ils gardaient en eux une rancœur grandissante. Là-dessus, la sécheresse et la pauvreté sont venues s'installer. Le Mali n'a pas fait grand-chose pour aider les populations dans ces circonstances et on entendait même parler du gaspillage et du détournement de l'aide internationale.

On racontait que pendant la sécheresse, Kissima Dounkara, le ministre de la Défense, de l'Intérieur et de la Sécurité s'était fait construire une superbe et

immense villa, donnait des maisons à ses amis, au moment où les gens fuyaient la mort et s'entassaient dans les camps de réfugiés ! Tous les dons destinés aux victimes de la sécheresse étaient gérés par son ministère : peu sont arrivés au Nord, et il faisait construire des villas... Ce comportement n'était d'ailleurs pas plus apprécié au Sud qu'au Nord, parce que la sécheresse ne touchait pas que les nomades, et les gens du Sud évoquaient avec amertume les « villas de la sécheresse ». Les gens du Nord entendaient parler de ces abus, mais ils ne connaissaient pas la situation au Sud et pensaient que l'injustice pesait essentiellement sur eux. Il est vrai que leur situation était pire, parce qu'au Sud, malgré les abus et les exactions, il était toujours possible de se plaindre, ce qui était difficile au Nord.

J'ai connu des abus au Sud, commis par la gendarmerie, la douane ou les administrateurs. Un jour, mon propre cousin, N'Fassoun Sinayogo, qui habitait Keleya, un village bambara dans le cercle de Bougouni, avait été convoqué pour un problème administratif par le chef d'arrondissement et il s'était exécuté malgré sa main enflée par un abcès. Il attendait à la porte de l'édifice administratif lorsqu'un véhicule chargé de mil s'est garé à côté. Il fallait le décharger et, malgré les fonds réservés au paiement des manœuvres pour le faire, les gardes de l'arrondissement ont tout simplement réquisitionné ceux qui se trouvaient là. Mon cousin, avec sa main malade, a dit qu'il ne pouvait pas aider. Le garde s'est jeté sur lui, l'a cravaché et l'a jeté en prison ! Cela s'est passé en 1976. Je n'étais pas encore à Tessalit, et les gens du village de Keleya m'ont tout de suite dépêché quelqu'un à Kati pour me prévenir que mon cousin était en prison. J'ai pris une Jeep, parcouru les cent kilomètres qui séparaient Bamako de Keleya et je me suis présenté devant le chef d'arrondissement. J'ai fait un certain effet : les militaires étaient au pouvoir, alors un lieutenant qui débarque directement pour une affaire... Le chef d'arrondissement était dans ses petits souliers.

— Mon lieutenant, qu'y a-t-il pour votre service ? m'a-t-il dit, obséquieusement.

— Il paraît que mon cousin est en prison, répondis-je d'un ton sec, et j'ai donné son nom. L'air étonné, il a appelé un garde et lui a demandé si cette personne était bien incarcérée. Le garde a répondu :

— Oui, mon commandant, et c'est vous-même qui avez ordonné de l'enfermer.

Le chef d'arrondissement a alors commencé à crier sur le garde, lui ordonnant de libérer tout de suite mon cousin. J'ai repris la parole.

— Excusez-moi, mais je ne suis pas venu pour libérer mon cousin de cette façon. Avant toute chose, je suis venu pour savoir pourquoi il a été enfermé. S'il faut entreprendre des démarches pour le libérer, alors je les entreprendrai.

Le chef d'arrondissement ne savait plus où se mettre et n'avait aucune envie de voir l'affaire remonter plus haut. Il s'est confondu en excuses, a fait amener mon cousin et l'a libéré immédiatement, en m'assurant que c'était une erreur, qu'il n'y avait pas besoin d'entreprendre des démarches... Cela se passait au Sud !

Une autre fois, j'étais parti en week-end me reposer au village de Segala, non

loin de Bougouni. Des jeunes étaient sur la place, à discuter et à écouter de la musique, quand des gardes-frontière, les agents de base de la douane ont fait irruption. En criant, ils ont demandé à chacun les papiers de son poste radio ou de son magnétophone. Bien entendu, personne n'avait cela sur lui. Alors, ces fonctionnaires ont tout raflé en prétextant que ces appareils n'étaient pas dédouanés ! Personne n'a rien pu dire. Les douaniers coupaient aussi régulièrement les routes les jours de marché et taxaient au passage, aux femmes qui s'y rendaient, un poulet sur trois, un sac de grain... Oui, les exactions de l'administration étaient bien présentes au Sud du pays ! La différence avec le Nord était qu'on avait quand même souvent les moyens de se défendre. Il y avait toujours, dans ce royaume de l'arbitraire, un cousin ou un autre qui pouvait utiliser un arbitraire contraire pour vous aider. Il y avait aussi qu'au sud, c'était le Noir qui pillait le Noir ! On ne voyait pas la différence entre le pilleur et le pillé. Alors que les gens du Nord n'avaient personne dans l'administration, personne dans l'armée car ils n'y étaient pas recrutés. Ils n'avaient pas les moyens de se plaindre ou de se défendre et pour eux, c'était toujours le Noir qui pillait le Blanc... La différence était visible.

Les gens du Nord, ignorant que ces abus se passaient partout dans le pays, ont donc fini par penser qu'ils étaient les seuls à être confrontés à l'arbitraire et que c'était à cause de leur peau. Le comportement néfaste des représentants de l'État existait partout, mais on se permettait au Nord des choses qu'on ne pouvait pas faire au Sud. Dans le Sud aussi on brigandait, on volait, on obligeait à payer des amendes injustifiées mais, au moins, on n'y violait pas les filles, on n'y forçait pas les femmes. Si un militaire avait fait cela au Sud, cela aurait été grave. La famille, les autorités traditionnelles s'en serait mêlées, le scandale aurait été grand et à moins d'une réparation ou d'un arrangement, le violeur aurait été sûr de se retrouver en prison. Et si un enfant était né de l'affaire, il aurait été obligé de s'occuper de lui et de la mère sa vie durant ! Alors qu'au Nord, la femme violée, honteuse, se cachait sans se plaindre. Si elle tombait ensuite enceinte, elle mettait son enfant au monde sans rien dire à personne et s'en occupait sans rien déclarer, sans attaquer le père. Car non seulement on agissait ainsi dans sa société, mais elle savait aussi qu'il ne servirait à rien qu'elle porte plainte parce que ce comportement était généralisé. Aussi, tous ces abus restaient impunis et la différence de traitement apparaissait en pleine lumière.

Quand, en novembre 1979, j'ai quitté l'Adagh pour revenir à Kati, j'étais heureux d'avoir à mes côtés Mouma, ma femme touarègue. Mais les mauvaises impressions que j'avais gardées de mon premier séjour étaient encore assombries par ce que j'avais vu dans la région. Nous nous étions mal comportés en 1963-64, et nous continuions à mal nous comporter des années après. Cette culpabilité que j'avais gardée de l'époque de la révolte était toujours au fond de moi et était remontée à ce spectacle. Tout cela augurait mal de l'avenir, j'en étais persuadé...

VERS UNE NOUVELLE GUERRE... (1979-1985)

La période qui a suivi mon retour au sud du pays fut scandée par des stages de formation et s'est terminée, malheureusement, en 1985 par une deuxième guerre avec la Haute-Volta qui avait pris le nom de Burkina-Faso l'année précédente. Auparavant, à peine rentré de Tessalit, je partais en décembre 1979, après deux semaines de repos à Bamako, pour le séjour en URSS que j'ai déjà évoqué et d'où je rentrais en avril 1980. J'avais alors été affecté à Ségou comme commandant de batterie et, deux ans plus tard, en août 1982, j'étais désigné pour suivre une formation à l'École d'application d'artillerie à Draguignan, en France, qui devait durer une année complète. Je dois dire que lorsque j'ai reçu cette proposition, je n'étais guère enthousiaste ! Cette instruction est théoriquement destinée aux sous-lieutenants qui ont terminé leur formation générale et qui, une fois fait le choix de leur arme, reçoivent une formation spécialisée aux techniques spécifiques à celle-ci. C'est à l'issue de leur formation d'application qu'ils sont nommés lieutenants. Or, j'avais été nommé lieutenant depuis déjà plus de trois ans, j'avais suivi deux longues formations soviétiques qui m'avaient permis d'acquérir le niveau de commandant tactique d'un groupement d'artillerie, et je ne voyais pas très bien ce que mon passage par Draguignan pouvait m'apprendre de nouveau. J'avais même un sentiment de régression, de retour en arrière, et je m'apprêtais à refuser lorsqu'une de mes vieilles connaissances, le commandant Amala Keita, qui était à ce moment là affecté à l'état-major, m'a fait comprendre qu'après tout, je n'avais rien à perdre à passer un an dans cette école française. Suivant ses conseils, j'ai finalement accepté ce qu'on me proposait et je ne l'ai pas du tout regretté !

Pour commencer, j'ai découvert la France que je ne connaissais pas. La première journée passée y fut d'ailleurs un peu fatigante. J'étais parti avec deux valises, une petite pour le tout-venant et les papiers, et une très grosse que, sur le conseil de mes proches qui avaient insisté pour que je prenne ceci et puis aussi cela, j'avais fini par bourrer complètement d'affaires pour la plupart inutiles. Au début du voyage, pas de problème. J'avais été conduit en voiture à l'aéroport de Bamako, j'avais enregistré mes bagages et les mains dans les poches, j'étais monté dans l'avion. C'est après l'atterrissage que les ennuis ont commencé. L'armée française, considérant que j'étais officier et que je pouvais me débrouiller tout seul, n'avait pas chargé quelqu'un de venir me chercher à l'aéroport, mais m'avait envoyé au Mali un itinéraire très complet et très clair pour rejoindre l'école. Je devais débarquer à l'aéroport de Marseille, aller à la gare pour prendre un train qui s'arrêtait aux Arcs et rejoindre ensuite Draguignan en car ou en taxi. Tout le voyage était parfaitement expliqué dans la notice que j'avais reçue, mais enfin, c'était la première fois que j'arrivais en France et surtout, j'avais cette énorme valise !

Nous étions en août, il ne faisait pas froid dans le sud de la France et après avoir traîné ce boulet de valise, j'étais déjà en sueur lorsque je suis arrivé à la gare de Marseille. Dans cet énorme édifice, je me suis senti un peu perdu. J'avais mon papier à la main, mais il faut dire qu'en Afrique, la signalisation étant à peu près inexistante, nous sommes surtout habitués à demander aux autres notre chemin. J'ai donc commencé à demander à un passant qu'il m'explique comment me rendre à l'école. Le monsieur, très gentiment, a commencé à me donner des précisions, lorsqu'il a remarqué le papier que je tenais à la main. Il s'en est saisi, l'a parcouru et m'a alors regardé avec des yeux étonnés.

— Vous ne savez pas lire ?

— Si, si ! ai-je répondu.

— Mais alors, lisez, tout est écrit, et bien mieux expliqué que je ne pourrais le faire.

Et il est parti en me disant au revoir, me laissant un peu désemparé. C'était une bonne deuxième leçon, la première étant qu'il vaut mieux voyager léger ! En France, tout est écrit, mais effectivement il faut tout lire... Je me suis donc posté devant le panneau des départs, j'ai repéré mon train et le quai d'embarquement. J'ai commencé de nouveau à traîner ma valise-éléphant pour m'y rendre. Cette maudite valise était tellement lourde qu'elle m'occupait totalement l'esprit. Ce n'est que lorsque j'ai réussi à la monter dans le wagon et que je commençais à m'essuyer le front et à souffler, que je me suis rendu compte que j'avais complètement oublié mon autre petite valise, qui contenait pourtant tous mes papiers et mon argent ! Le train allait partir dans une minute et, hagard, mon regard errait d'un endroit à l'autre dans le compartiment, lorsqu'il est soudain tombé, à travers la fenêtre, sur ma valisette qui m'attendait sagement, posée sur le quai. J'ai bondi, l'ai récupérée au vol et ai juste eu le temps de sauter à nouveau dans le wagon avant que le train ne s'ébranle. Bon, cela avait été juste, mais j'étais maintenant dans le train avec tous mes bagages. Il me fallait désormais ne pas rater la gare des Arcs !

Anxieux, je suivais tous les arrêts, me penchant par la portière pour arriver à lire le nom des gares qui défilaient. Heureusement, il y avait une vieille dame dans le compartiment. Me disant qu'elle, au moins, aurait pitié d'un étranger, je lui ai demandé si la gare des Arcs était encore loin. Par chance, elle y débarquait aussi. Je n'ai donc plus eu qu'à la suivre lorsqu'elle est descendue, en la remerciant chaleureusement. Arrivé à ce stade, je n'avais plus le courage de prendre le car et j'ai opté pour le taxi, qui allait m'amener directement à l'école militaire de Draguignan. Cette ultime partie du voyage s'est déroulée sans difficulté et je suis enfin arrivé à destination. J'avais atterri à 6 heures du matin, il était 18 heures, et j'étais complètement exténué !

Je me suis cependant rapidement rasséréiné. On m'a fait très bon accueil ; j'ai été conduit, à travers une école très moderne, dans une belle chambre avec douche et toilettes et j'ai fini la journée en mangeant gratuitement un excellent repas dans

une superbe salle de mess. Gratuitement, parce que les ressortissants des pays africains francophones, pour l'hébergement et les repas, étaient complètement pris en charge par la coopération. Je n'avais donc plus à me soucier de rien, et j'ai pu commencer à me détendre.

À partir de là, j'ai passé en France une excellente année, à la fois sur le plan de la découverte et sur celui de l'apprentissage. L'école organisait régulièrement des sorties, je pouvais profiter des week-end pour voyager à travers le pays, d'autant que nous avions 75 % de réduction sur les chemins de fer, et j'ai utilisé cette possibilité pour explorer Marseille, Paris et un certain nombre de régions. Curieusement, je ne me sentais pas dépaysé et je trouvais la France semblable à ce que j'imaginai. J'avais été élevé dans l'environnement culturel français, j'avais vu beaucoup de films qui se passaient en France, j'avais beaucoup lu sur ce pays et j'avais côtoyé de nombreux Français. Je me suis donc senti tout de suite bien dans ce pays, surtout quand je comparais avec les sentiments que j'avais éprouvés en Union soviétique. Là-bas, la barrière de la langue était gênante mais surtout le comportement des gens n'était pas du tout le même. Il était facile de discuter avec les Français, nous parlions la même langue et ils étaient plus réservés, plus polis et moins agressifs que les Russes. Bien entendu, ils étaient aussi plus habitués que les Russes à rencontrer des Noirs et, en tous cas, je n'ai pas été agressé en France comme je l'ai été en URSS. Seuls certains jeunes camarades tenaient parfois des propos douteux, m'appelant « bamboula » ou faisant des plaisanteries de mauvais goût. Mais ils étaient jeunes, c'était rare et je n'ai jamais eu à me plaindre à l'extérieur de l'école du comportement des Français à mon égard. D'ailleurs, je n'ai pas eu non plus à me plaindre de l'école.

Au premier contact, la direction avait bien été un peu étonnée en voyant mon âge et mes états de service, et s'était d'abord demandé pourquoi on m'avait envoyé faire un stage d'application. Encore heureux que je n'aie pas mentionné les différents séjours que j'avais effectués en URSS, car elle n'aurait alors plus rien compris. Je n'en avais pas parlé, parce que je pensais que les Français n'auraient pas tellement apprécié quelqu'un qui était resté si longtemps avec les Russes, mais je me trompais peut-être. Quoi qu'il en soit, j'étais dans cette école avec des camarades qui avaient l'âge de mon premier fils ! C'était évidemment un peu curieux, mais finalement cela a été positif. J'étais le doyen, le sage, on savait que j'avais commencé dans l'armée française et cela m'a rendu sympathique à beaucoup. Le directeur de l'école n'avait que quatre ans de service de plus que moi et me considérait un peu comme son égal. Il m'a même demandé de l'aider à enseigner la technique des canons 105 HM2 que les troupes françaises partant au Tchad allaient devoir employer, du vieux matériel que plus personne ne connaissait à l'école mais que j'avais utilisé dans les dernières années de la colonisation.

Mes connaissances et mon expérience m'aidaient ainsi fréquemment. Sur la simple question du climat, j'en ai étonné plus d'un. Les Français s'imaginaient

qu'un Africain devait obligatoirement avoir plus froid qu'eux l'hiver. Mais ils ne savaient pas que j'avais fait des manœuvres en URSS par 40°C au-dessous de zéro et qu'il fallait creuser la neige pour établir nos observatoires ! Alors, en comparaison, l'hiver français m'apparaissait très supportable. Un jour que nous étions en exercice à la Condamine, il a fait moins 9°C, et tous les Français grelottaient. Quant à moi, je me promenais à l'aise et beaucoup de mes camarades m'ont demandé comment je faisais ou si j'avais pris un médicament particulier !

Sur le plan technique, je connaissais déjà beaucoup de choses. Un jour que nous étudions le théodolite simplifié que j'avais fréquemment utilisé, on nous avait demandé de faire un exercice topographique. Nous étions toujours en binôme avec un Français et lorsque j'ai voulu m'approcher de l'appareil pour travailler avec lui, il m'a dit assez nerveusement de ne pas le gêner, de ne toucher à rien et de le regarder faire. En fait, il n'avait aucune confiance en moi. Sans rien dire, je suis allé demander au capitaine Petiqueu, notre instructeur en topographie, un autre appareil pour faire moi-même l'exercice. Celui-ci terminé, nous avons rendu nos fiches de résultat qui ont été corrigées. Tout le monde avait en dessous de la moyenne, mais la mienne était bonne. À partir de cet épisode, mon binôme a changé d'opinion à mon égard ! Sans rancune, il m'a félicité et m'a demandé de nous entraîner dorénavant. J'avais donc un statut un peu à part, ce qui n'était pas désagréable, et j'ai été choyé pendant cette période. Les gens avaient beaucoup de respect pour moi, j'étais souvent assis, comme doyen, aux côtés du directeur dans les réceptions et ce fut une bonne année.

Quand les cours ont commencé, il faut avouer que j'étais quand même assez mal dans ma peau. Les premières leçons nous apprenaient à être servant de canon et, dans mon cas, c'était vraiment revenir des années en arrière. Mais j'ai compris assez vite que j'avais beaucoup de choses à apprendre dans cette école. Sur le simple plan de la terminologie technique, c'était très utile. Les Russes ne m'avaient pas beaucoup appris à ce sujet à cause de ma mauvaise connaissance de la langue et je savais que l'apprentissage de la terminologie française allait beaucoup me servir par la suite. Personnellement, j'ai surtout énormément profité des enseignements culturels. Ayant quitté assez jeune l'école et étant sorti du rang, j'avais des lacunes culturelles importantes et ce stage m'a largement aidé à les combler. On nous donnait des cours de culture générale, on assistait à des conférences d'hommes politiques qui donnaient leur appréciation sur la géopolitique mondiale ou la stratégie militaire, et on effectuait des visites pratiques très intéressantes. Par exemple, nous sommes restés deux jours dans une rédaction pour comprendre comment se fabriquait un journal, puis nous avons passé une journée entière dans un studio de cinéma pour assister au montage d'un film, et tout cela faisait partie d'une culture générale qui me manquait réellement.

Les enseignants nous mettaient aussi en situation de développer nos connaissances par nous-mêmes en nous apprenant à rédiger et à synthétiser. Un des exer-

cices classiques était la réalisation d'une conférence en temps limité avec les ouvrages d'une bibliothèque à notre disposition. J'ai eu à parler de l'enseignement au Mali et je ne me doutais pas en arrivant à l'école que j'aurais à traiter de ce type de sujet ! Nous avons aussi à réaliser à tour de rôle le journal d'information quotidien de la chaîne interne de télévision de l'école, et c'était encore une expérience très enrichissante. Par ailleurs, nous avions des leçons à préparer et à présenter devant nos camarades de promotion. On choisissait un sujet, par exemple « l'école des sergents », ou « l'officier de tir ». Nous pouvions choisir dans un stock de diapositives, éventuellement en réaliser nous-mêmes pour illustrer notre discours et il fallait ensuite faire le cours. Bref, si cette formation était techniquement de très bon niveau, elle m'a aussi permis de m'ouvrir à d'autres sujets que l'artillerie, d'acquérir cette culture qu'un officier se doit de posséder et qui me faisait défaut. C'était un avantage énorme sur les stages soviétiques qui ne s'intéressaient pas à ces domaines, si l'on excepte les cours politiques. J'ai donc acquis, grâce à cette formation complétant celles que j'avais reçues en Union soviétique, un niveau technique plus qu'honorable dans le domaine de l'artillerie. Heureusement, car il allait falloir bientôt que je fasse de nouveau la guerre...

Je suis rentré de France en juillet 1983 et en septembre, à Ségou, j'étais nommé capitaine, commandant le 23^e Groupement d'artillerie mixte (23^e GAM), basé dans cette ville. Des rumeurs de conflit couraient dans les casernes, mais je n'y croyais pas parce que des négociations avec le Burkina-Faso continuaient depuis la guerre de 1974. D'abord, le Mali et la Haute-Volta s'étaient engagés, en 1975 à Conakry, à ne plus utiliser la force pour résoudre le conflit. Thomas Sankara et Moussa Traoré s'étaient même rencontrés à Bamako et avaient signé le 16 septembre 1983 un compromis décidant de porter le différend devant la Cour internationale de justice de La Haye en acceptant ses décisions en matière de rectification de frontière. En même temps, des négociations entre nos deux pays étaient ouvertes avec la médiation de l'Algérie. Les garanties de paix étaient donc importantes. Pourtant, tout ce bel édifice qui tentait de remplacer la violence par la discussion ouverte s'est effondré en décembre 1985.

L'affaire a débuté avec la volonté du Burkina de recenser sa population. Tout a commencé par se passer correctement. Le gouvernement du Burkina a prévenu officiellement le Mali début décembre qu'il procéderait à un recensement général du 10 au 20 décembre 1985, et les autorités maliennes avaient accepté en prévenant même les populations frontalières. La seule chose qu'elles avaient demandée aux Burkinabés, c'était d'éviter d'opérer dans les villages contestés. Hélas, les agents recenseurs n'ont pas tenu compte de cette injonction et sont arrivés jusqu'aux villages de Dioulouna, de Selba, et même de Kounia, considérés comme faisant partie du Mali. Leur intrusion n'était pas innocente, et même provocatrice : ils étaient accompagnés par des membres armés des Comités de défense de la révolution (CDR) et il paraît qu'ils ont été jusqu'à hisser dans ces villages le drapeau du

Burkina Faso. Moussa Traoré et Thomas Sankara ne s'entendaient guère, le Mali était un peu effrayé par la « révolution » que prônait le Burkina, les esprits étaient échauffés et cette situation ne pouvait déboucher que sur la confrontation. Devant les protestations du Mali, les miliciens avaient néanmoins quitté les villages incriminés. Mais les choses avaient été trop loin, l'armée avait commencé à faire mouvement vers cette zone et nous sommes entrés en guerre...

La préparation de cette armée était toujours aussi mauvaise qu'en 1974. L'état des lieux n'avait pas beaucoup changé : nous disposions d'un bon matériel, mais mal entretenu, et les militaires étaient peu entraînés. C'était même pire qu'en 1974 car, en réalité, le pouvoir ne voulait pas du tout que nous nous entraînions. Il avait toujours peur d'un coup d'État et préférait des militaires incompetents mais peu dangereux à l'inverse ! Personnellement, je commandais les BM21, les lance-roquettes multiples de 40 tubes, les canons de 85 et les mortiers de 120 à Ségou, ainsi que les 120 de Sévaré. Je peux témoigner que mes unités n'étaient vraiment pas préparées parce qu'elles n'avaient pas tiré le moindre coup de canon depuis six ans !

Des artilleurs qui ne s'entraînent pas régulièrement à tirer ne sont pas des artilleurs ! On me prétextait n'importe quoi pour m'empêcher de le faire. On m'a d'abord dit qu'il n'existait pas de polygone de tir. Qu'à cela ne tienne, j'ai décidé d'effectuer une reconnaissance pour en trouver un. Je suis parti avec le lieutenant Lassana Koné, qui était alors mon adjoint, nous avons traversé le fleuve Niger, derrière Markala où les populations sont rares, nous avons arpenté le terrain et nous avons finalement trouvé une zone absolument vide, de 40 km de long sur 30 km de large, qui convenait parfaitement aux exercices d'artillerie et de blindés. La grandeur de cette zone aurait même permis de faire des manœuvres divisionnaires ! J'ai fait mon rapport et j'ai attendu : on ne m'a jamais autorisé à aller tirer là-bas... Ma modestie dût-elle en souffrir, je crois bien que j'étais le seul officier expérimenté à cette époque dans mon groupement d'artillerie. J'avais tiré dans l'armée française avec des 105 HM2 et des 75 de campagne, j'avais été formé par les Soviétiques sur les 85, les 57 et les BM13, puis lors de mon second stage sur les BM21, j'avais fait des tirs en France, bref, je savais ce qu'était le métier d'artilleur. Mais je me sentais bien seul, à cette époque !

Néanmoins, les ordres ont été donnés de préparer le départ et je m'y suis employé. J'avais trois batteries sous mes ordres, c'est-à-dire à peu près trois cents hommes. Chaque batterie avait au moins six pièces d'artillerie : BM21, mortiers de 120, canons de 85. C'était un gros travail à faire rapidement : il fallait vérifier les moyens logistiques des armes, des véhicules et des canons. Ce fut dans cette atmosphère enfiévrée que, dans la journée du 20 décembre 1985, l'émissaire de l'état-major est arrivé de Bamako. Il nous a donné l'ordre de bataille qui portait le nom de « Samba-Giron ». Notre groupement devait être nommé « Bakary-Dian ». Les ordres étaient de partir à 22 heures vers Douentza et d'aller constituer le premier front à Mondoro, sous les ordres du commandant Benogo Dissa. Il y avait dans le

groupement, outre mon artillerie (le 23^e GAM) de l'infanterie, le 21^e Bataillon d'infanterie motorisée (21^e BIM), composé de quatre compagnies et d'une section du génie montées sur des transports de troupe blindés appelés BTR, et des blindés qui constituaient le 22^e Groupement blindé mixte (22^e GBM). Ce groupement blindé était composé d'un escadron de chars et d'un escadron de reconnaissance utilisant des engins du type BRDM. Quant aux chars, c'étaient des chars légers de 76, d'origine chinoise. Chaque escadron disposait de neuf engins. Comme nous étions casernés à Ségou, plus près de la frontière, nous avons constitué les premières unités engagées sur ce front.

Je n'avais pas le moral très haut. Voici ce que je notais dans mon rapport (n°009/23^e GAM/SD) au départ de Ségou : « Les canons de 85 mm, malgré leurs équilibreurs défectueux sont également embarqués. Bien que ce défaut agisse sérieusement sur le maintien en équilibre du canon (fait qui influe considérablement sur la précision du tir), nous n'avons pas le choix ; il faut les amener. Notre grand problème reste celui des mortiers de 120 mm. Leurs cartouches de lancement sont avariées à plus de 80 % (1 cartouche sur 10 fonctionne). Les amener dans ces conditions serait une erreur, nous décidons donc de les laisser sur place. Ainsi nos BM21 et canons de 85 mm seraient les seuls à être engagés. Après cette passation en revue de nos armes lourdes, quelques préoccupations subsistent encore, à savoir :

- L'état de notre matériel roulant nous inquiète ; les engins sont restés longtemps sans bouger.
- L'incertitude quant à la qualité de nos servants car beaucoup d'entre eux n'ont jamais tiré (ils n'ont aucune expérience, seule leur connaissance livresque les aidera au cours de cette guerre car depuis la création du 23^e GAM en 1980, aucune des unités n'a effectué de tirs).
- Les moyens de communication nous font cruellement défaut. Nous ne pouvons établir de liaison radio à l'intérieur de la batterie, non plus avec l'équipe d'observation et encore moins avec les autres Armes déployées sur le terrain.
- Aucune des unités n'est dotée de cartes d'artillerie (1/25 000^e et 1/50 000^e). Les cartes obtenues ne sont pas appropriées. Il s'agit de cartes au 1/200 000^e où le seul bout du crayon fait 200 mètres sur le terrain. Par ailleurs, ces cartes ne sont pas actualisées. Mais le temps presse, c'est une course contre la montre.»

On ne pouvait être plus clair ! Je n'avais réellement confiance que dans nos BM21. Contre toute attente, et de façon incompréhensible, au moment de partir, on nous donna l'ordre de les laisser sur place ! Je rageais, j'insistais auprès de ma hiérarchie, mais rien n'y fit. Je partis donc de Ségou avec un matériel en mauvais état et les mortiers de 120 mm que j'avais bien été obligé d'emporter. Le mardi 24 décembre, nous étions à Sévaré. Toujours en rage, je me suis rendu au PC de l'état-major pour exposer mes inquiétudes concernant les mortiers et réclamer de nouveau l'utilisation des BM21 laissés à Ségou. Finalement, je dus être convaincant car

j'obtenais enfin l'autorisation. Que de temps perdu ! Nous ne pouvions plus rebrousser chemin et retourner à Ségou, d'autant que les événements se précipitaient. J'apprenais que le jour J de l'attaque était fixé au mercredi 25 décembre. Impérativement, il fallait d'ici là arriver sur Mondoro. Nous entrions pour de bon en campagne.

LA GUERRE DE NOËL (1985)

Nous avons quitté Sévaré le 24 décembre 1985 dans l'après-midi et nous sommes arrivés à Mondoro le lendemain au petit matin, juste une heure avant le déclenchement des combats qui avait été fixé à 6 h 40. Ce simple trajet avait pleinement justifié mes inquiétudes. Nous avons eu à réparer de multiples pannes, et un seul de nos véhicules possédait des freins dignes de ce nom. Nos tubes ne possédaient pas de couvre-organe et, la poussière des pistes maliennes étant infinie, il fallait les nettoyer après chaque déplacement. Nous avons mis une demi-journée et une nuit entière pour couvrir à peu près trois cents kilomètres, c'était vraiment beaucoup et nous étions exténués. Mais ce n'était pas le moment de nous reposer. Selon l'ordre de bataille, le 23^e GAM devait ouvrir le feu en même temps que l'aviation à l'heure H. Il nous restait à peine une heure pour placer nos batteries en position et choisir notre observatoire.

Comme nous n'avions aucun moyen de transmission, que notre infanterie devait se déployer devant nous sur le terrain et que nous ne pouvions pas disposer d'une équipe d'observation nous renseignant par radio sur l'efficacité de nos tirs ou la position de nos unités, il aurait été hasardeux et même très risqué d'utiliser l'artillerie qui aurait pu bombarder nos propres soldats. L'artillerie n'est donc pas intervenue dans cette première attaque. Il s'agissait de prendre Dioulouna et d'en repousser les Burkinabés. Seuls les blindés et l'infanterie sont donc partis au combat en ce matin du 25 décembre, ce matin de Noël où des millions de gens fêtent la naissance d'un Dieu de paix... Malgré le manque de coordination des unités, qui a occasionné pendant un moment un arrêt des combats parce que plus personne ne savait qui était à ses côtés, cet assaut a été couronné de succès et nous avons mis en déroute les unités du Burkina qui se trouvaient devant Dioulouna. Nous avons eu deux tués et onze blessés, mais après le combat, dans la soirée, nous avons trouvé sur le terrain trente-quatre cadavres ennemis et nous avons fait prisonniers douze soldats ennemis dont deux étaient blessés.

Cependant, Dioulouna n'était pas encore prise. Les positions étaient néanmoins connues et, vers 13 heures, j'ai pu engager les tirs de mes canons de 85 mm. Avec les cartes dont je disposais, je ne pouvais effectuer de tirs directs sur l'objectif qui était à neuf cents mètres de nous. La veille, pour ne pas faire de victimes civiles, nous avons envoyé clandestinement un paysan prévenir les villageois d'évacuer le village. Le mot avait couru dans les familles et, petit à petit, les villageois s'étaient débrouillés pour sortir à l'insu de la section burkinabé qui défendait le village. Tous étaient sortis sauf un, un vieux Dogon que nous avons ensuite trouvé. Je ne savais pas qu'il restait un civil et j'ai bombardé au jugé la position ennemie, malgré de nombreux ratés et un fonctionnement assez inégal de mes pièces. Après une demi-

heure de bombardement, j'ai arrêté mes tirs et l'infanterie et les blindés sont repartis vers Dioulouna. Les unités burkinabés avaient fui, et nous avons pu récupérer le village sans aucune autre perte humaine ou matérielle.

Quelle ne fut pas la surprise des soldats maliens, en arrivant dans le village désert, de trouver sur la place centrale, tranquillement installé sous un arbre, le vieux Dogon qui était le chef du village et ne l'avait pas quitté ! On avait bombardé le village avec des canons et des chars, on l'avait attaqué avec des fusils et des mitrailleuses, tous les soldats ennemis étaient partis, mais lui n'avait pas bougé. Quand on lui a demandé s'il s'était rendu compte qu'il avait frôlé la mort, il nous a répondu que s'il devait mourir, il allait mourir, mais qu'il ne quitterait jamais son village ! Il voulait être là si son village était détruit, alors il avait décidé de rester. Malgré les bombardements, la présence des unités burkinabés, les tirs des chars, ce chef de village est calmement resté sous son arbre, près de sa maison jusqu'à la fin des combats. Il n'a rien eu du tout, et les soldats maliens, étonnés, l'ont trouvé là, au milieu du village, comme un capitaine dans son bateau qui coule !

Pour être exact, nous avons trouvé dans Dioulouna un autre être humain, quand on a nettoyé le village. Les Burkinabés avaient fui, nous avons fait prisonniers ceux qui n'avaient pas été assez rapides, mais un de ces soldats était resté et avait réussi à nous échapper. Il était entré dans une maison, avait retiré sa tenue militaire qu'il avait enfouie dans un grenier, sous du mil, et l'avait remplacée par les habits d'un paysan qu'il avait trouvés. Il avait pris un bâton à la main et était sorti de la maison. C'est à cet instant que des soldats maliens l'ont vu et ont commencé à l'interroger. Comme il parlait la même langue que les gens du village, personne ne s'est méfié. Il a raconté qu'au moment de l'attaque il s'était caché dans sa maison, mais que maintenant que c'était fini, il devait aller en brousse chercher ses animaux. On allait le laisser partir, lorsqu'un soldat observateur a remarqué ses pieds et a fait part des ses réflexions à son officier.

— Mon capitaine, cet homme n'est pas paysan. Les villageois marchent pieds nus, leurs pieds sont crevassés et durs comme du bois, et voyez celui-là, comme sa peau est lisse ! C'est quelqu'un qui a l'habitude de marcher avec des chaussures fermées !

Effectivement, cet homme a alors avoué qu'il était un militaire burkinabé. C'est ainsi que nous avons fait notre dernier prisonnier lors de l'attaque de Dioulouna !

Il nous fallait maintenant nous porter en avant pour assurer la prise des villages de Kounia, Selba et Diguel. Les BM21, qu'un ordre absurde nous avait obligé à laisser sur place, nous étaient dans ce but plus que nécessaires. Nous avons donc envoyé une équipe de plusieurs hommes les chercher à Ségou et pendant les deux jours où nous les avons attendus, nous nous sommes réorganisés. Le 28 décembre en fin de journée, les BM étaient à pied d'œuvre et c'est ce même jour que nous avons fait notre jonction avec la colonne venue de Gao, dénommée « Babemba », et dont le corps d'artillerie était le 15^e GAM.

À ce jour, cinq colonnes avaient ouvert cinq fronts différents. Tout à fait au sud de la frontière, vers Sikasso, le groupement « Firhoun » avait attaqué et conquis le bourg de Koloko, le 26 décembre, au prix d'un soldat tué et de huit autres blessés. Le lendemain, il s'apprêtait à se lancer à l'assaut du village de Mahon. Un peu plus au nord, à la latitude de Koutiala, le groupement « Fakoli » avait pris pour objectif, ce même jour du 28 décembre, le bourg frontalier de Faramana où avait eu lieu des années auparavant une rencontre des chefs d'État malien et voltaïque et, sans aucune perte, l'avait conquis en prenant du matériel, en capturant quatre soldats burkinabés et en tuant une dizaine d'autres. Dans la région de San, c'était le groupement « Cheboun » qui avait attaqué et pris les villages de Madouba et de Touba, sans pertes de part et d'autre. Enfin, au nord, où nous étions placés, la deuxième colonne « Babemba » arrivait de Gao sous les ordres du commandant Kafougouna Koné et comprenait les mêmes effectifs en hommes et en matériel que notre colonne « Bakary-Dian » qui était passée par Gossi et devait rejoindre Douna. Le 25, elle était tombée dans une embuscade pendant laquelle un homme avait été tué et huit autres blessés, mais elle avait quand même réussi à prendre le lendemain la mare de Soum à l'ennemi.

Dans la soirée du 28, une fois la jonction effectuée, l'état-major, en la personne du colonel Kafougouna qui devait coordonner et commander les deux fronts, a réuni les chefs d'unité à Douna et nous a donné les ordres pour la poursuite des opérations. Notre mission était de faire mouvement pour dégager les villages considérés comme maliens puis, dans un deuxième temps, de lancer une offensive en profondeur sur le territoire du Burkina Faso pour prendre la ville de Djibo au sud. Dans un premier temps, nous devions nous établir à Diguel et à Selba. Pour ma part, je me suis retrouvé avec une double responsabilité. Le capitaine Momoutu Keita, qui commandait le 15^e GAM, l'artillerie du groupement « Babemba », était arrivé à Douna très malade et avait dû être évacué. Le colonel Kafougouna m'a donc donné le commandement des deux groupements d'artillerie dont je devais déterminer les missions. Le 15^e GAM, positionné en avant de Douna, devait effectuer des tirs de nuit sur Selba, de 23 heures jusqu'à 5 heures du matin, et mon 23^e GAM, que j'avais fait avancer sur Dioulouna, devait en faire de même sur Diguel. Une fois nos tirs terminés, l'infanterie et les blindés devaient occuper au matin ces deux villages.

Tout était très bien, mais un problème sérieux se posait. Comment effectuer un tir de précision sans équipe d'observation, sans carte, avec des servants inexpérimentés et de surcroît de nuit ? J'aurais dû pouvoir disposer d'appareils à infrarouge de visée nocturne, mais cela aurait été trop beau ! Il a donc fallu que je me débrouille et qu'à la seule lumière de mes lampes-torches, j'arrive à déterminer les éléments de tir sur la seule base analytique, ce qui était l'unique solution envisageable dans l'état matériel où je me trouvais. On arrive par cette méthode à des résultats qui peuvent être très précis quand on dispose d'une bonne carte et de données météorologiques telles que le sens du vent et sa force. Dans ma situation,

c'était plus aléatoire. Je ne pouvais pas effectuer de tirs de précision, donc de destruction, mais seulement de harcèlement. À la lueur des torches, j'ai commencé à me préparer sous le regard du capitaine Sabake Dembéle de la gendarmerie qui commandait la prévôté, et du capitaine-docteur Mamadou Coulibaly qui s'occupait du service de santé, venus regarder ce que je faisais et me soutenir, au moins moralement. Je fulminais intérieurement : je commandais à trois batteries, j'étais capitaine, mais à cause de l'inexpérience générale, j'étais obligé de faire dans de mauvaises conditions le travail d'un caporal-pointeur. Et tout cela à cause de la hantise du coup d'État qui obsédait le pouvoir et m'avait empêché d'entraîner mes artilleurs qui, du coup, n'avaient jamais tiré un coup de canon !

D'un autre côté, cela m'arrangeait. J'avais eu dans l'après-midi la visite inquiète du responsable de la jeunesse de l'UDPM de Mondoro. Il était très anxieux parce qu'il savait que nous allions attaquer Diguel et que sa fiancée était justement partie dans ce village visiter ses parents : il voulait savoir si nous allions le bombarder et le détruire. Je n'avais pu que confirmer les ordres donnant effectivement Diguel occupé par les Burkinabés comme objectif à l'artillerie. Il était reparti désespéré, se tordant les mains d'angoisse pour celle qu'il aimait. Cependant, les propos et les questions de ce secrétaire général de la jeunesse m'avaient fait réfléchir. Je touchais du doigt à quel point cette frontière pour laquelle on se battait était artificielle et combien les populations étaient les mêmes de part et d'autre. Cette ligne imaginaire séparait des familles, des couples, de vieux lignages, et ces gens étaient tout aussi proches de nous que les Maliens que nous étions censés défendre !

Je pensais à ce pauvre village de Diguel, construit de maisons en banco et de paillotes sur lequel je devais tirer mes obus. Diguel ne pouvait pas être un objectif pour mes BM21 ! Un seul de ces obus pouvait écraser le village. Et j'avais quarante tubes sur un seul véhicule, et six BM21 ! J'allais tout ratisser, raser le village ! Alors, j'ai décidé de ne pas tirer sur Diguel. C'était peut-être une faute militaire, mais je ne pouvais me résoudre à cette destruction. L'objectif était de reprendre le village, pas de le réduire à néant. Je pensais aux pauvres villageois que j'allais peut-être tuer, aux femmes et aux enfants innocents que les obus allaient pulvériser, aux récoltes et aux pauvres maisons des gens de Diguel qui n'étaient pour rien dans cette guerre. J'ai pris sur moi-même la responsabilité de seulement encadrer Diguel, c'est-à-dire de faire tomber mes obus de part et d'autre. J'ai également donné les mêmes ordres aux batteries qui allaient tirer sur Selba. Seulement, dans les conditions où j'étais, je n'étais pas assuré de réussir ! Anxieux toute la nuit, je suis passé d'une position à l'autre et j'ai tiré sur les périphéries de Diguel et de Selba de 23 heures à 5 heures du matin. Puis les blindés et l'infanterie sont partis à l'assaut et j'ai attendu en me rongant les sangs. Quand les premiers soldats sont revenus vers ma position, j'ai su que j'avais atteint mon but au-delà de toute espérance. Pas un des mes obus n'était tombé sur Diguel, ni sur le hameau voisin de Doumadougou, et Selba non plus n'avait été touchée ! J'avais réussi mon encadre-

ment et les impacts s'étaient produits entre les deux villages et devant Diguel. De plus, les Burkinabés avaient été tellement impressionnés par ces tirs de nuit pendant plusieurs heures, qu'ils avaient tout simplement abandonné leur position ! Ils avaient même laissé leurs armes et leur matériel sur place. Il faut dire que ces tirs multiples de BM21 sont vraiment très spectaculaires. Les Burkinabés, paraît-il, ont même pris ces roquettes, avec leurs ailettes et les sifflements aigus qui les accompagnent, pour des dizaines d'avions venus les bombarder ! L'armée malienne n'avait eu qu'à avancer et, sans coup férir, prendre Diguel et Selba comme des fruits mûrs.

Le plus cocasse, c'est que mes camarades, bien qu'heureux de leur victoire sans combat, se sont moqués de moi.

— Mon cher, tu as raté ton tir ! Tes obus n'ont atteint aucun village ! Il y a des obus avant, il y a des obus après, certains sont même partis plus loin, mais aucun dans Diguel !

J'étais vraiment satisfait. J'avais atteint l'objectif que je m'étais fixé, nous avions conquis Diguel, Kounia et Selba, j'avais rempli ma mission, mais sans rien détruire, ce qui était mieux et, même techniquement, j'étais très content ! Évidemment, je n'ai pas montré ma satisfaction ni expliqué quel avait été mon but. Ce n'était pas la peine, mon contentement personnel me suffisait et si je m'étais expliqué, on m'aurait répondu que c'était pour excuser mon erreur. Du coup, je n'ai pas été félicité officiellement et je suis resté capitaine. Je n'ai pas eu de galons, je n'ai pas été décoré pour ces tirs de nuit, mais qu'importe ! J'avais la conscience tranquille et c'était le plus important. D'ailleurs, tout le monde n'était pas dupe. Le matin, le commandant du groupement m'a envoyé un message pour me féliciter et quand, plus tard, le député de Mondoro est venu nous rendre visite, il m'a présenté d'une façon bien agréable.

— Voici l'artilleur qui a sauvé la situation !

Bien sûr, je n'ai pas eu d'avancement ni de médailles, mais j'avais eu quelques petites satisfactions d'amour-propre !

Le matin, nos unités ont occupé les villages considérés comme maliens, pendant que l'offensive se poursuivait sur le front sud. Le groupement « Firhoun », dans la zone de Sikasso, a lancé une attaque sur le village de Mahon à partir du bourg conquis de Koloko. Le résultat obtenu a été nettement moins bon que de notre côté. Les unités du Burkina se sont bien défendues en bloquant complètement nos soldats. Nous avons eu trois morts, dont un officier, et trente-deux blessés. Un de nos chars était tombé en panne et nous n'avions pas les moyens d'intervenir rapidement. Nous avons été obligés de l'abandonner et il est tombé aux mains de l'ennemi, avec l'officier qui le commandait. D'autres véhicules ont été touchés et détruits : nous avons perdu en tout cinq engins ! Ce n'était pas très brillant. Après tout, nous n'avions aucune revendication de ce côté de la frontière, et aucun besoin de nous enfoncer en territoire ennemi à cet endroit. La zone contestée était dans notre sec-

teur et, pour notre part, nous avions récupéré les villages maliens et nous étions victorieux sur toute la ligne. Pour assurer notre avantage, l'aviation, avec deux MIG 21, lançait un raid sur Djibo. C'était essentiellement une mission d'intimidation, parce qu'eux non plus n'ont pas fait tomber leurs bombes sur la ville même. Ils ont cependant fait des dégâts en touchant des installations techniques, château d'eau, pont, route d'accès à la ville. Il s'agissait surtout de faire pression sur le Burkina, de faire peur à son armée en lui montrant la force de la nôtre, mais les bombes étaient bien réelles et les destructions aussi. Nos avions sont partis et revenus sans aucun problème. Il n'y avait plus personne entre nous et Djibo et on pouvait foncer pour pénétrer profondément en territoire burkinabé. Nous nous préparions à le faire, quand un message nous a prévenu que le cessez-le-feu venait d'être signé et que nous devons rester sur nos positions.

Le Nigeria et la Libye avaient fait office de médiateurs, pendant que les pays qui faisaient partie de l'ANAD, l'Accord de non-agression et de défense, s'étaient démenés pour arriver au même résultat. Ce qui était curieux, c'était que le Mali et le Burkina, qui se faisaient la guerre, appartenaient eux aussi à l'ANAD ! Dans la nuit du 29 au 30 décembre, le général Moussa Traoré entérinait définitivement le cessez-le-feu par sa signature. À 6 heures du matin le 30 décembre 1985, la guerre était officiellement terminée : elle avait duré moins d'une semaine. Les deux pays, outre la cessation des hostilités, donnaient leur accord pour qu'une délégation d'observateurs soit envoyée sur le terrain contrôler l'arrêt des opérations militaires, pendant qu'une commission ministérielle devait préparer les modalités du retrait des troupes. La saisie de la Cour Internationale de justice de La Haye était aussi relancée pour donner un avis définitif sur l'appartenance des territoires contestés.

Les jours suivants, nous avons vu arriver sur nos positions des officiers ivoiriens, mauritaniens et des autres pays de l'ANAD, venus pour former des patrouilles avec des officiers maliens et burkinabés. Ces patrouilles devaient circuler en hélicoptère et veiller à ce que les deux parties respectent le cessez-le-feu pendant que les négociations continuaient. Nous sommes restés là jusqu'à la fin du mois de janvier 1986. Les prisonniers (deux Maliens, seize Burkinabés) ont été libérés des deux côtés le 8 janvier. Le 20 janvier, nous avons fêté sur nos positions la Fête de l'Armée, qui commémore le 20 janvier 1961, date à laquelle le dernier soldat français avait quitté le sol malien. Puis, nous avons commencé un retrait échelonné. Pour ma part, j'ai attendu le début du mois de février pour reprendre la route et rentrer à Ségou. Entre-temps, le 9 janvier, une chambre de la Cour internationale de Justice de La Haye avait tenu une audience publique sur le conflit, et avait rendu le lendemain une ordonnance, en attendant son arrêt définitif. Douna, Dioulouna, Kounia et Selba devaient rester pour le moment sous administration malienne. La décision définitive est tombée un an plus tard, le 22 décembre 1986. Le nord-est de la zone restait aux mains du Burkina-Faso, mais le millier de km² où se trouvaient les villages pour lesquels je m'étais battu revenait définitivement

au Mali. Finalement, les buts de cette guerre avaient été remplis et nous avions récupéré les espaces que nous considérons comme maliens. Sur le terrain, dès l'évacuation des armées, les populations ont recommencé à vivre comme avant la guerre, à se moquer complètement des frontières et à se marier entre elles. Il n'y a pas eu plus de barrière que par le passé entre tous ces gens qui, finalement, faisaient partie des mêmes familles de part et d'autre. Ils ont continué à posséder des cartes d'identité des deux pays, à prendre ce qu'il y avait de mieux de chaque côté. En fin de compte, c'était bien eux qui avaient raison !

Comme en 1974, pour notre part, nous avons fait notre devoir. Comme lors de cette première guerre aussi, nous avons encore dépensé beaucoup d'argent, nous, les militaires de deux pays parmi les plus pauvres de la planète ! Un seul des obus de BM21 tiré devait coûter dans les 60 000 Fcfa d'avant la dévaluation, c'est-à-dire 120 000 Fcfa d'aujourd'hui. J'en avais tiré des centaines ! Un seul véhicule BM21 coûtait quant à lui plus de 70 millions ! Le Mali et le Burkina avaient du mal à payer leurs fonctionnaires et ils dépensaient ces énormes sommes de cette façon ! Cela faisait quand même mal au cœur, même pour moi qui était un militaire. Je trouvais ces petites guerres ridicules. Je pensais aussi que ceux qui affirmaient nous aider auraient pu le faire différemment. Les pays, qui disaient nous soutenir pour que nous nous sortions de notre sous-développement, nous donnaient des armes pour nous entre-tuer ! Quand un pays est pauvre, ce n'est pas avec des armes qu'il faut l'aider.

À l'époque, l'Union soviétique, la France, de grands pays riches et internationalement influents étaient nos amis. S'ils l'avaient vraiment voulu, ils auraient pu calmer ce conflit avant qu'il ne dégénère. Ils ne l'ont pas fait, certainement parce qu'une des raisons était que nos opérations leur permettaient d'expérimenter le matériel qu'ils avaient placé entre nos mains. Nous possédions du matériel soviétique, le Burkina utilisait surtout du matériel français, et ce genre de guerre était manifestement bien utile aux constructeurs de ces armes pour observer comment elles se comportaient sur des terrains tropicaux et sahéliens. J'ai eu l'occasion de parler de tout cela avec un officier burkinabé qui avait été un de mes ennemis. Nous étions tout à fait d'accord. Ces conflits de pauvres étaient malheureux, et il ne fallait plus recommencer parce que nous avons autre chose à faire que nous taper dessus. Nous avons gaspillé de l'argent autour d'une mare, alors que les millions investis pour nous faire la guerre auraient permis de creuser dans les mêmes régions des dizaines de puits qui auraient été plus utiles aux populations !

L'ARMÉE ET LE POUVOIR

Cette guerre qui venait de se terminer avait éloigné un peu plus encore bon nombre de militaires du pouvoir. Bien sûr, nous avons réussi à repousser les tentatives burkinabés sur les franges du territoire malien et nous avons montré une réelle supériorité dans la plupart des affrontements. Nous étions les artisans de la fierté nationale, des poèmes dédiés à l'armée étaient publiés dans *l'Essor*, le quotidien national, et de fait, nous avons rempli la mission qui nous avait été assignée. Mais nous autres militaires, voyant comment les choses se passaient à l'intérieur de l'armée, nous avons bien des motifs d'insatisfaction. Nous avons du matériel, c'est vrai, et en quantité, mais la logistique suivait mal, nos véhicules tombaient en panne, les cartouches ne fonctionnaient pas et, surtout, nous n'étions pas entraînés. J'ai dit plus haut à quel point le pouvoir avait la hantise des coups d'État. Cela peut paraître curieux, vu de l'extérieur, mais il y avait en effet une très grande défiance de la part du gouvernement de Moussa Traoré vis-à-vis de l'armée, qui était pourtant apparemment le soutien du régime. Beaucoup de militaires en ont souffert, et j'ai été l'un d'eux.

Les relations entre l'armée et le pouvoir n'avaient jamais été très bonnes depuis l'indépendance. À l'époque de Modibo Keita le régime, bien qu'assez totalitaire, était d'origine civile. On se méfiait de l'armée, comme je l'ai déjà montré, et c'était la milice qui avait pris le dessus. Les militaires étaient négligés et le coup d'État de 1968 avait été accueilli dans la joie, tant chez les militaires que dans la population. Cette dernière en avait plus qu'assez des miliciens, des brigades de surveillance, des champs collectifs, de tout cet appareillage de lois socialisantes mal adaptées aux réalités du pays. Le régime de Modibo Keita voulait que tout le monde participe à la production. Chaque village avait son champ collectif où tous les habitants devaient venir contribuer en journées de travail, et l'armée participait aussi à cet effort. Chaque unité militaire avait son propre champ !

À ce moment-là, le champ de mon groupe était à Samanko, à vingt kilomètres de Bamako, sur la route qui conduit vers la Guinée. Les sections y passaient à tour de rôle, devaient y accomplir le travail agricole fait habituellement par les paysans et étaient notées suivant leur rendement. Même nos épouses devaient faire les mêmes travaux que les paysannes. Au moment de la récolte, du battage du mil, tous les militaires allaient travailler aux champs. Nous étions chargés de plus d'éteindre les feux de brousse et on finissait à l'époque par nous appeler en bambara *Mali tassouma fagalaou*, « les pompiers du Mali » ! Enfin, nous devions participer aux récoltes de riz de l'Office du Niger pendant lesquelles nous campions directement près des rizières pendant un ou deux mois. En fin de compte, nous passions plus de temps dans les travaux des champs et les occupations habituellement

civiles qu'à nous entraîner militairement. C'était un peu absurde, mais dans l'esprit du régime, au communisme mâtiné de maoïsme et de système coréen, les soldats devaient participer à la production. Cette façon de faire, la méconnaissance et même un certain mépris du régime à l'égard des militaires, expliquent que nous étions certainement encore plus heureux que la population lors de son renversement.

Avec Moussa Traoré et le CMLN, c'était l'armée qui prenait le pouvoir. Du coup, même le plus petit soldat s'était mis à penser qu'il allait avoir son mot à dire dans la direction du pays, qu'il allait posséder une part de pouvoir. Tous ces militaires ont assez vite déchanté. Évidemment, les officiers qui avaient pris part au coup d'État en ont largement profité. Et avec eux tous ceux qui leur ont fait ensuite la cour et ont eu de l'avancement hors critères, grâce au copinage. Mais les avantages ne sont guère allés au-delà. Je pense que le seul avantage économique réel que le CMLN ait donné aux militaires a été l'extension à tous de la pension de retraite. Pour tous ceux qui étaient restés longtemps dans l'armée française, c'était un progrès indéniable parce que le temps qu'ils avaient passé avec les Français ne leur était pas compté à l'époque de Modibo. Dans les années 60, j'avais vu des soldats qui avaient combattu avec moi lors de la rébellion touarègue et avaient rendu de grands services, être tout simplement libérés sans pension, parce qu'ils avaient trente-sept ans, âge réglementaire de la retraite, alors qu'ils avaient effectué une partie de leurs années de service dans l'armée française. Le Mali ne comptait pas ces années et considérait donc qu'ils n'avaient pas fait les quinze ans nécessaires à l'octroi de leur pension. Ils étaient à la limite d'âge, ils devaient partir, mais le Mali n'allait pas leur payer de retraite ! C'était une véritable injustice... Le régime de Moussa y a mis fin et ce fut un acquis important. Mais l'amélioration s'est arrêtée là. L'armée a été royalement équipée en matériel (on a vu avec quelles limites) mais les soldes n'ont pas du tout progressé.

L'écart s'est même gravement creusé avec les militaires des pays voisins qui ont tous eu peu à peu des conditions de vie nettement meilleures que nous, alors qu'ils partaient du même niveau. Le pays le plus proche de nos conditions initiales était la Haute-Volta. Quelques années après l'arrivée de Moussa au pouvoir, il suffisait de visiter les casernes voltaïques pour constater la différence : soldes plus élevées, mess qui n'étaient pas des taudis comme chez nous, etc. La condition militaire n'a donc pas été améliorée, ni les soldes, ni les pensions. Tout le monde a eu accès aux pensions, mais celles-ci n'ont pas été revalorisées ! Les militaires partis à la retraite sous le régime de Moussa Traoré touchent aujourd'hui une misère : je connais des sous-officiers qui n'ont qu'une pension de 30 000 Fcfa par trimestre ! Même pour un célibataire, c'est nettement insuffisant, alors avec de grandes familles... Petit à petit, les militaires en ont été découragés.

À cette morosité à l'égard du pouvoir est venue s'ajouter la hantise du régime à l'égard des coups d'État militaires dont les nombreuses tentatives se sont rapide-

ment succédées, les plus dangereuses ayant été celles de Diby Sillas Diarra en 1969, du capitaine Yoro Diakité en 1971 et de Kissima Douunkara et Tiecoro Bagayoko en 1978. La suspicion de Moussa Traoré envers l'armée a été de plus en plus forte et le fossé entre elle et le pouvoir s'est démesurément élargi. En réalité, le gouvernement ne voulait plus que ses unités militaires soient opérationnelles, les entraînements étaient suspects, les tirs d'exercice n'étaient pas permis, les cartouches étaient rationnées et cela nous a joué de mauvais tours lors des guerres avec le Burkina. Moussa ne pouvait pas réduire son armée parce qu'elle lui servait à faire peur aux civils mais il n'avait pas confiance en elle ! Il était complètement pris entre deux feux. Son entourage avait les mêmes sentiments et ne lui a pas facilité la tâche en lui cachant certaines réalités. Comme il ne se rendait quasiment jamais dans les camps militaires, visitait rarement les unités, il s'est peu à peu totalement coupé de l'armée.

Pour ma part, je n'ai jamais été proche de ce régime, et celui-ci s'est méfié de moi dès son origine. Il se trouve qu'au moment du coup d'État de 1968, j'étais en URSS. Je n'avais donc pas pris part à cette action. Un grand nombre de stagiaires et d'étudiants qui étaient en Union soviétique en même temps que moi avaient rédigé des messages de félicitations et des motions de soutien. Mais le petit groupe de militaires en formation à Odessa dont je faisais partie n'avait rien envoyé. Non pas que nous critiquions ce coup, car j'ai déjà expliqué que tout le monde en avait assez du régime de Modibo Keita, mais parce qu'on était malgré tout surpris, assez isolés et que nous avions peu de nouvelles. Nous n'avons pas pensé à le faire, tout simplement ! Cette absence de réaction a été prise pour un manque de soutien, on nous en a voulu et la confiance du nouveau pouvoir à notre égard a, dès cet instant, été très relative. Enfin, nous avons rencontré là-bas Cyr Mathieu Samaké, dont j'ai raconté l'action de soutien au régime de Modibo, sa volonté de fédérer les Maliens en URSS pour créer un front anti-Moussa, voire un maquis à l'intérieur du pays. Nous n'avons pas adhéré à ce front, mais tout le monde savait que nous avions rencontré Cyr Mathieu et que nous nous étions rendus à une réunion où il nous avait invités. Cela n'arrangeait pas notre image, évidemment.

Comme on l'a vu, ces éléments ont fait qu'à mon retour, en 1970, sans avoir rien fait ni rien dit, j'étais déjà suspect ! Lorsqu'il était rentré au Mali avant moi, une fois son diplôme d'ingénieur géologue en poche, Cyr Mathieu avait eu lui aussi de sérieux problèmes. Il avait été convoqué à la Sécurité d'État où on l'avait mis en garde à cause de ses activités. Son action en faveur d'un front n'avait pas abouti, il n'avait finalement rien entrepris de concret, alors on l'a fiché, on l'a surveillé, mais sans aller plus loin. Il était devenu ingénieur à la SONAREM, la Société nationale de recherches minières, et les cadres de cette société étaient logés dans des maisons à l'intérieur même du camp militaire.

Lorsque je suis rentré d'URSS et ai été affecté à Kati, nous nous sommes donc retrouvés voisins et naturellement, par sympathie réciproque, nous avons renoué

haut placés. Tiécoro Bagayoko, devenu sous Moussa Traoré directeur de la Sécurité d'État, était instructeur avec moi à l'école des enfants de troupe et nous étions à l'époque très liés. Un jour que nous nous étions rencontrés par hasard, il m'a posé la question.

— Pourquoi ne me fréquentes-tu pas ? Tous les camarades viennent me rendre visite, mais pas toi, pourquoi ?

— Je pourrais te retourner ta question ! Pour te voir, il me faut prendre le taxi deux fois. Toi, tu disposes de combien de véhicules ? Tu peux te déplacer comme tu veux. Mais tu n'es pas venu me rendre visite ! Tu es aujourd'hui capitaine, membre du Comité militaire, moi je ne suis que sergent-chef : tu as bien plus de moyens que moi ! C'est donc moi qui pourrais te demander pourquoi tu ne me fréquentes pas !

Encore une fois, je n'avais pas envie de choisir mes fréquentations en fonction des avantages qu'elles pouvaient m'apporter. Je ne voulais pas calculer mes amitiés, ni utiliser des stratégies dans mes rapports humains, et à l'inverse je ne voulais pas non plus limiter mes relations avec quelqu'un parce qu'il était mal vu ou considéré comme dangereux. Si j'avais de l'amitié pour quelqu'un, je ne tenais pas compte des risques et je ne me cachais pas lorsque je le voyais. Du coup, c'était moi qui était considéré comme dangereux ! Et dans l'affaire des tracts, j'avais bien failli y laisser ma liberté. Une des retombées de cette réputation fut que le même Tiécoro Bagayoko, lorsqu'il a commencé à préparer sa propre tentative de prise du pouvoir avec le ministre de la Défense Kissima Dounkara, sachant que je n'étais pas proche du pouvoir et me connaissant depuis longtemps, a cherché à m'avoir avec lui.

Cette autre affaire s'est passée trois ans après, en 1977. J'avais été nommé sous-lieutenant en février 1976 et j'avais noué des liens amicaux avec l'un de mes promotionnaires, le sous-lieutenant Lamine Keita. C'était un homme très serviable et chaque fois que je rencontrais des difficultés dans mon travail, en ce qui concernait le SMB, le Service des matériels et des bâtiments où il était affecté, c'est à lui que je m'adressais. Il n'hésitait jamais à se mettre en quatre pour m'aider et je lui en étais très reconnaissant. En revanche, j'ignorais qu'il était très lié à Kissima Dounkara et que le coup d'État dont ce dernier était l'organisateur était en préparation. J'ai seulement commencé à avoir des doutes lorsqu'un jour, Lamine Keita vint me voir.

— Dis donc, sais-tu que le ministre Kissima compte beaucoup sur toi et ton GAM, ton groupement d'artillerie mixte ?

— Pourquoi ?

— Non, pour rien, mais en tous cas tu es un officier sur lequel il compte beaucoup, je te le dis. Tu dois avoir cela à l'esprit.

Il m'a laissé là, songeur. Ne sachant que penser réellement de cette conversation, j'ai été en parler à mon commandant d'unité, le capitaine Tiécoura Dombia, avec qui je m'entendais très bien et en qui j'avais confiance.

— Là, vraiment, je crois qu'un coup est en préparation. Tu es un des meilleurs

officiers d'artillerie, tu es le plus au point techniquement. Ils ont besoin de toi. Il faut que tu fasses attention, sinon tu vas être compromis. Il faut qu'on t'envoie à Tessalit sans plus tarder, sinon ils vont t'entraîner dans des aventures risquées pour toi, a-t-il répondu.

Je pensais que c'était une bonne solution, et un peu de temps a passé. Avant que mon ordre d'affectation arrive, Lamine Keita qui avait appris que j'allais peut-être partir dans le Nord est revenu me voir.

— J'ai su que tu voulais partir à Tessalit, pourtant je t'ai dit que le ministre comptait beaucoup sur toi. Il ne faut pas que tu t'en ailles là-bas !

— Si, il faut que je parte. Je viens d'être nommé sous-lieutenant, mais ma famille est grande et je joins difficilement les deux bouts. À Tessalit, la vie est moins chère et je pourrais me stabiliser.

Il a eu l'air surpris.

— Si ce n'est que ça, ce n'est pas un problème ! Qu'à cela ne tienne, si tu as besoin d'argent, tu couches sur un papier tout ce qui te manque et le ministre règlera !

Je ne savais plus quoi dire et je sentais le piège se refermer sur moi.

— Cela revient au même ! Le ministre me donnera de l'argent, mais il faudra ensuite que je rembourse.

— Mais tu ne rembourseras rien du tout, je te le garantis ! Tu fais le papier, tu me l'amènes, on s'occupe de cela et on te met à l'abri du besoin, mais tu ne dois pas partir !

Nous nous sommes séparés sur ces mots. Mais Lamine avait de la suite dans les idées. Il est allé voir ma femme à la maison.

— Il faut penser à ton bonhomme ! Le ministre tient à lui, il est prêt à l'aider financièrement. Beaucoup d'officiers maliens aimeraient être dans sa situation, et lui, il veut partir à Tessalit ! Il faut que tu le raisonnes.

Quand je suis rentré à la maison, ma femme m'a prévenu de cette visite en demandant ce que j'en pensais. Cette obstination avait fini par me raidir dans ma décision et je lui ai répondu de ne pas se tracasser, que je savais très bien ce que j'allais faire. Je suis retourné voir Tiécoura Doumbia, je lui ai raconté le développement de la situation et en hochant la tête, il m'a dit :

— Bon ! Tu te prépares et tu prends le prochain avion pour Tessalit. Tu iras là-bas remplacer le sous-lieutenant Amadou Touré.

Je suis donc parti pour Tessalit le 12 juillet 1977, comme j'en ai déjà parlé plus haut. Avant que je prenne l'avion, j'ai reçu une note de Lamine Keita qui me disait, de façon assez menaçante, qu'il prenait acte de mon choix et que j'avais pris mes responsabilités. C'était un peu inquiétant parce que je savais que si ce coup d'État réussissait, j'étais bon pour avoir de nouveau des ennuis ! En février suivant, en 1978, le coup d'État de Kissima Dounkara et de Tiecoro Bagayoko a éclaté.

Arrivé à Tessalit, j'ai retrouvé emprisonné là-bas Seydou Thiéro, un des membres du groupe dont j'avais fait partie et qui avait été arrêté lors de l'affaire

LA DISGRÂCE (1986-1989)

Après le conflit avec le Burkina-Faso, j'étais rentré avec mon 23^e GAM à Ségou où je faisais office de chef de bataillon sans en avoir le grade. La guerre avait révélé un des nombreux défauts de notre armée, comme l'absence de cartes et dans le cas rare où on en disposait, l'absence de nomenclature commune à propos des signes conventionnels représentant les unités. Certains des officiers avaient été formés en Union soviétique, d'autres en France et personne n'utilisait les mêmes signes, ce qui renforçait la confusion. Pour tout harmoniser, l'état-major a donc formé une commission qui devait mettre au point la nomenclature topographique des signes conventionnels maliens qu'utiliseraient à l'avenir tous les officiers du Mali. La commission était composée d'officiers de différentes formations. Il y avait, sous les ordres du commandant Kafougouna Koné, de formation française, le commandant Mama Traoré et le lieutenant Ismaïl Wattara, de formation allemande, le capitaine Sdi Maïga, de formation soviétique et moi-même, à la double formation française et soviétique. Nous travaillions ensemble pour formaliser la façon de représenter sur une carte une unité, une section ou un canon. Les réunions de la commission se tenaient à Koulikouro et j'étais obligé de faire des allers et venues entre cette ville et ma garnison de Ségou car je restais dans le même temps à la tête de mon groupement.

Je devais gérer mes batteries, ce qui m'obligeait au minimum à revenir à Ségou à la fin de chaque mois pour arrêter avec mon comptable la comptabilité des unités. Je revenais éplucher les comptes, signer les bons et avaliser les données comptables, sans pour autant pouvoir surveiller en permanence ce qui se passait. Est-ce à cause de cela que je n'ai pas vu une erreur, ou mon absence a-t-elle permis à mes subordonnés de s'arranger avec les comptes ? Était-ce un coup monté de toutes pièces pour me salir ? Je n'en ai jamais rien su de précis, mais tous les problèmes me sont tombés dessus en même temps. Tiécoura Doumbia venait de se faire limoger sans que je le sache, et peu après l'ordre est arrivé de me rendre à Gao pour prendre le commandement du 15^e GAM, le 15^e Groupement d'artillerie mixte. Je ne comprenais pas bien pourquoi j'étais subitement nommé là-bas, mais j'ai obéi, apprenant plus tard que le pouvoir méfiant cherchait à m'éloigner de la capitale.

Avant de partir, il me fallait passer le commandement de mon unité et clore les comptes. Cela correspondait au contrôle annuel de la gestion des unités et j'ai laissé le capitaine Samba Traoré, de l'intendance, effectuer ce travail pendant que je me préparais à partir. Le contrôle et la clôture des comptes ont été faits et je devais passer les consignes au lieutenant Omar Mama Traoré, quand est tombé le résultat du travail comptable de l'intendance : « *Déficit de gestion de un million quatre cents mille Fcfa* » ! J'étais atterré ! En 1986, la somme était respectable. Comment

© Pierre Bollley

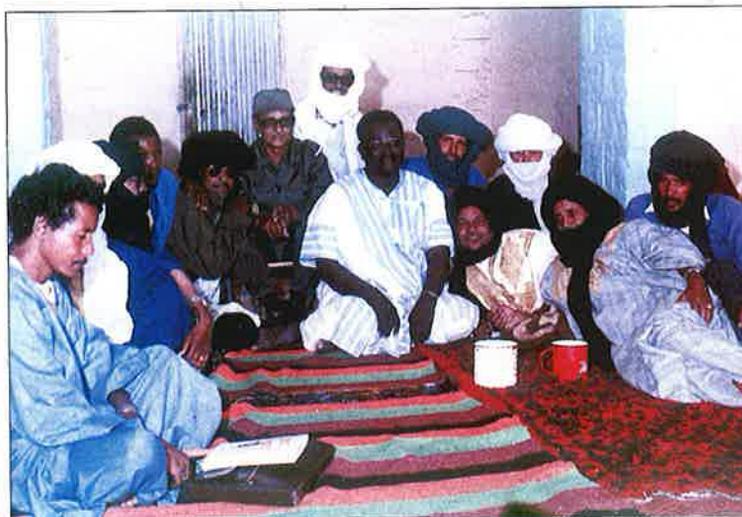


Kidal et son fort

© Droits réservés



1991, Kidal. Rencontre organisée par les épouses d'Amidou Mariko pour sensibiliser les femmes à la paix.



© Droits réservés

1991, à la résidence du commandant de cercle avec des représentants de la société civile des arrondissements du cercle.



© Pierre Boilley

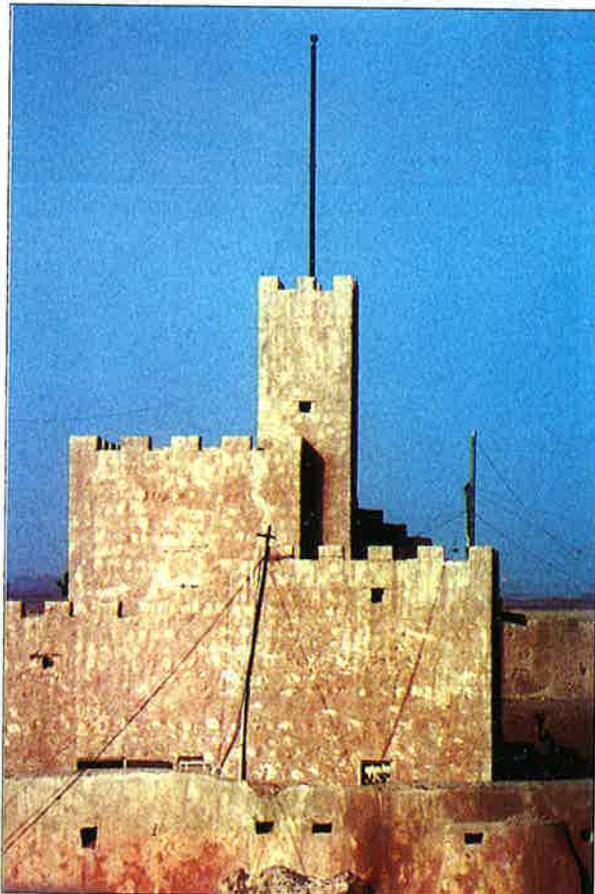
Région de Kidal, In Tedejni



© Droits réservés

Résidence de Kidal. Pauline, première épouse du commandant Mariko et ses amies en 1992.

Le fort de Kidal



© Pierre Bolly



1992, Kidal.
Nomination
exceptionnelle
au grade de chef
de bataillon
par le colonel
Amadou Toumani
Touré.

© Droits réservés



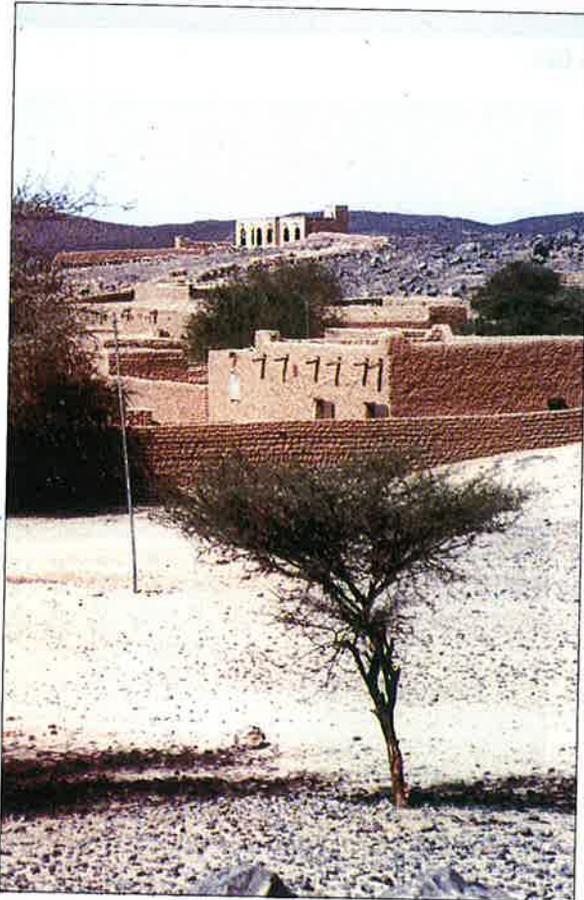
© Pierre Boitley

Région de Tessalit



© Droits réservés

Amidou Mariko dans son bureau de cercle à Kidal en 1992 avec quelques responsables du mouvement : Zahabi, Seidane et d'autres.



© Pierre Boilley

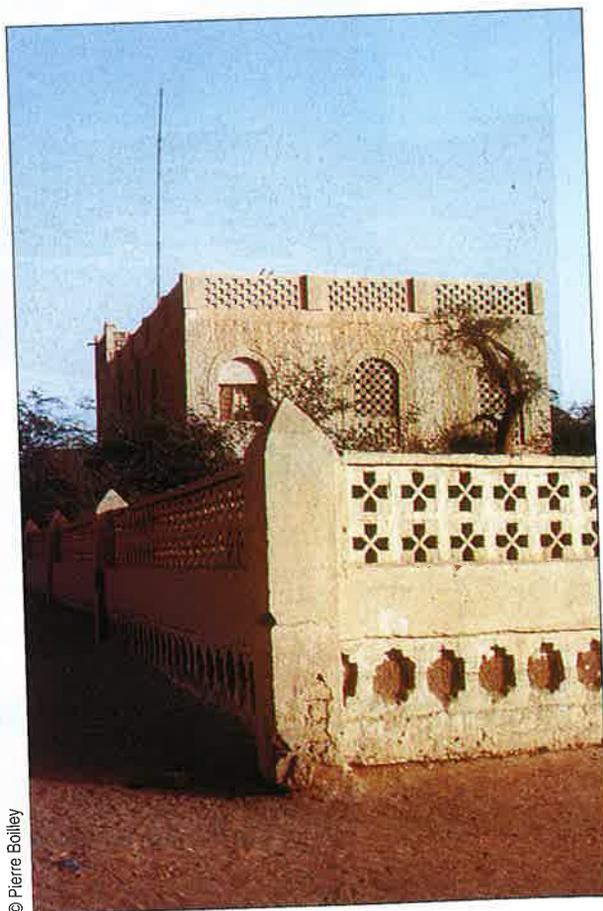
Tessalit



© Pierre Boilley

Le gouvernorat de Gao

Résidence du
commandant
de cercle de Kidal



© Pierre Boilley

© Droits réservés



1992, à Aguel-Hoc avec des membres de la société civile.

Région d'Aguel-Hok.

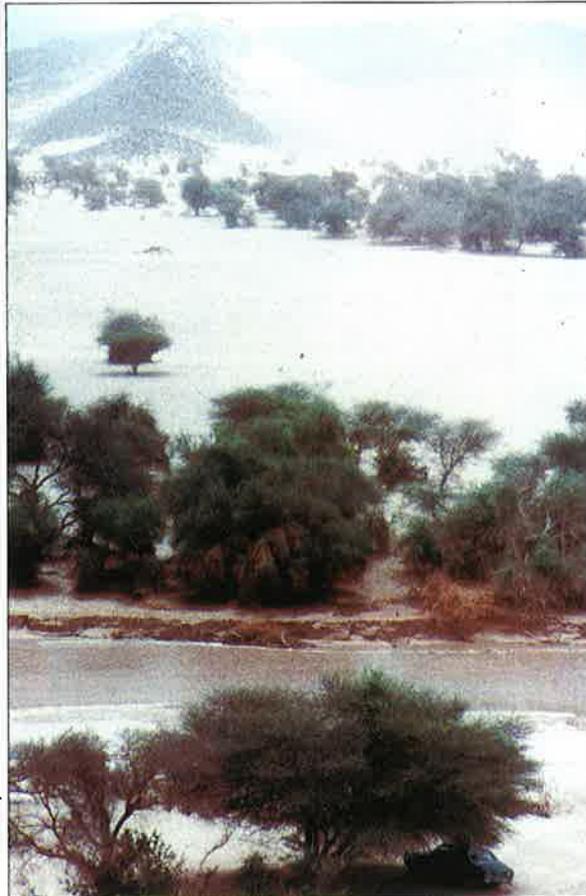


© Pierre Boilley



© Droits réservés

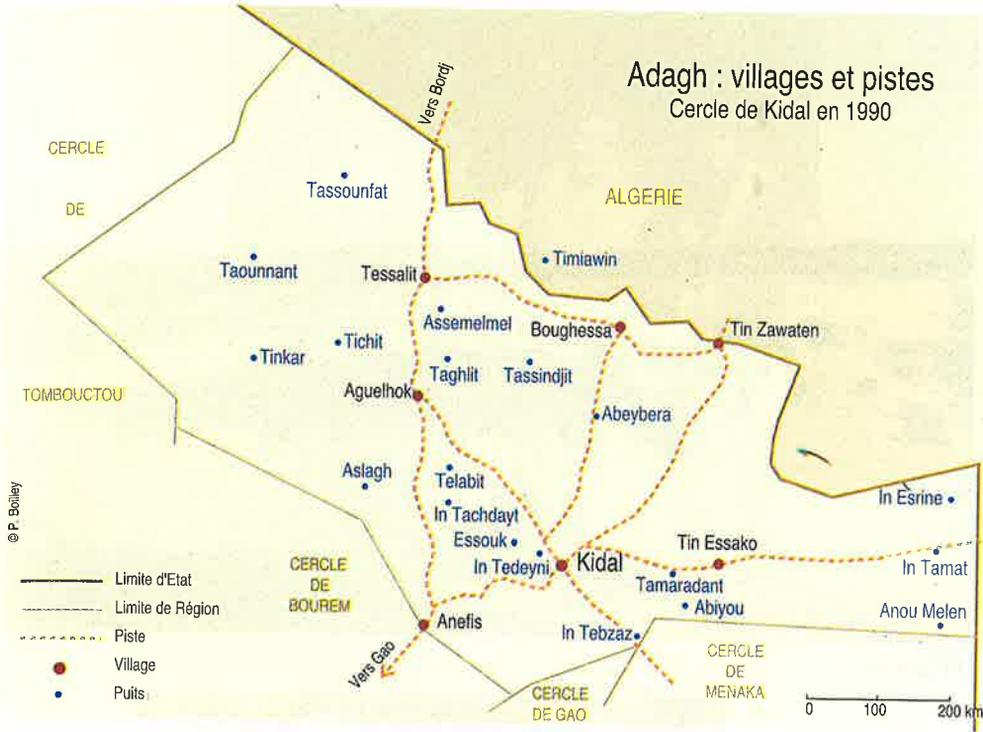
1992, Kidal. Réception des officiers de l'armée et des responsables des mouvements à la résidence du commandant de cercle.



Région de Tessalit

© Pierre Boilley

Adagh : villages et pistes Cercle de Kidal en 1990



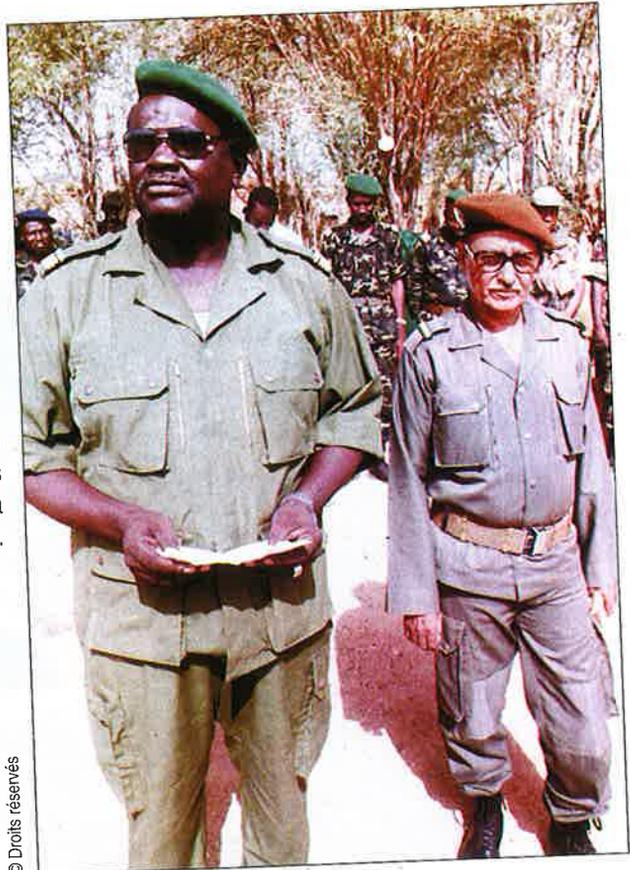
1992, Aguel-Hok, représentants de la société civile.





© Pierre Boitley

In Tedeyni



1993 à Kidal :
remise officielle
des grades aux intégrés
avec le lieutenant Ikana
ag Mohamad, interprète.

© Droits réservés

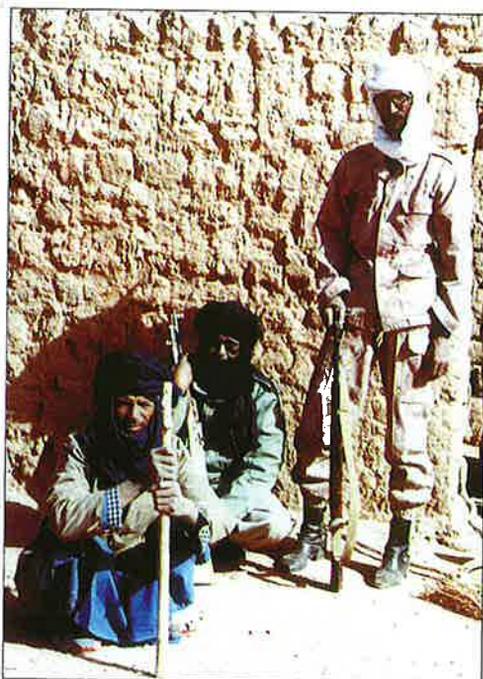
© Droits réservés



1994, Mohamed ag Intalla, Pierre Boilley et Lohiya à Kidal.

1994, Iknan ag Akhmed, Ghissa « Ouvrier » et un pasteur dans l'Adagh.

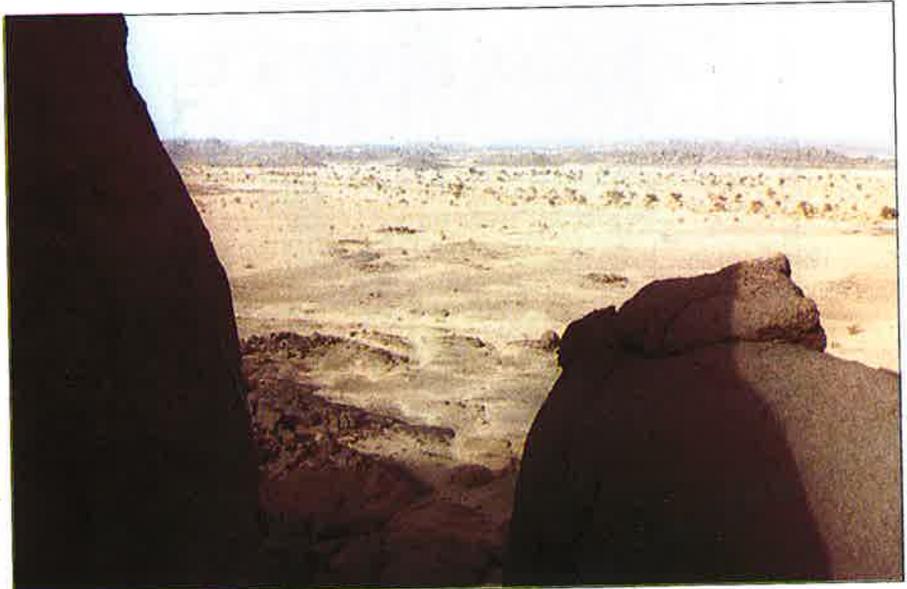
© Pierre Boilley





© Pierre Boilley

1994, Allaji ag Gamou,
Iknan ag Akhmed,
Kansaï,
Lohiya à Anefis (Adagh).



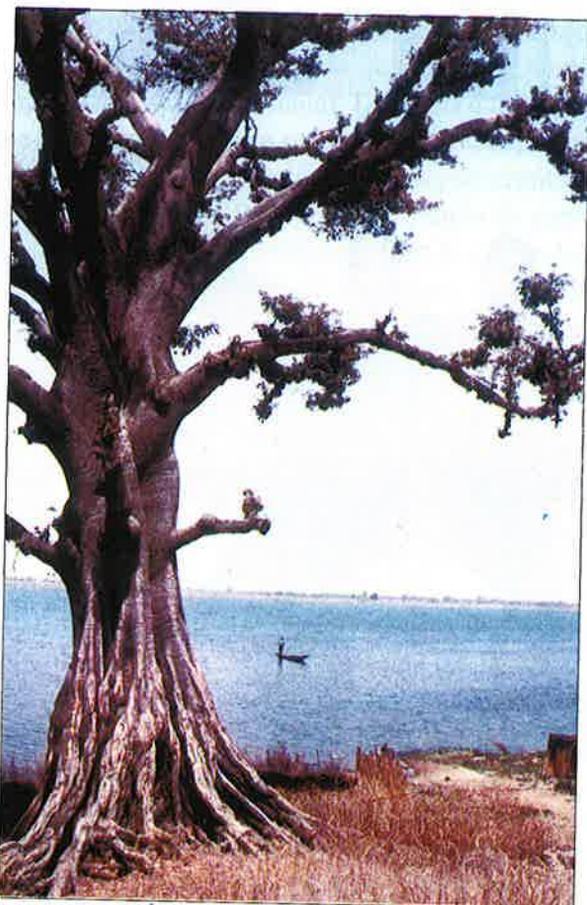
© Pierre Boilley

Région d'Aguel-Hok



© Pierre Bollley

1995, Amidou Mariko pendant les entretiens à Ségou.



© Droits réservés

Le Niger à Ségou

1994, Kidal.
Intalla ag Attaher,
amenokal
des Kel Adagh.

© Pierre Bolley



© Droits réservés

2000, Amidou Mariko, ses deux épouses et quelques-uns de leurs enfants. De gauche à droite en haut : Ramatoulaye N., Abdoulaziz, Fatimata S., Nanko Diakitè (nièce), Nakani, Amidou (ami). En bas : Pauline (épouse), Assa, Bakel, Yaya Clément, Mouma (épouse).

cela avait-il pu se passer ? Il y avait un dépassement de gestion dont j'étais évidemment coupable, étant responsable de la comptabilité de mon unité. Je n'avais pas souvent été présent, mais néanmoins, je ne pouvais prendre cela pour une excuse. Si l'on trouvait des erreurs dans la gestion, je devais en assumer la responsabilité et s'il y avait eu malversation, j'en étais coupable, en tant que chef d'unité, que ce soit moi qui l'ai commise ou non. Je n'ai pas cherché à rejeter cette responsabilité. J'ai tout pris sur mes épaules, sans comprendre comment cela avait pu se faire.

Je voyais déjà les accusations de détournement se profiler à l'horizon, alors que je n'avais pas profité du moindre franc ! Très inquiet, je signais les papiers, puis je me rendais à Bamako préparer ma famille avant de partir à Gao, ne faisant pas encore le lien entre cette affaire et mon éloignement. Je suis resté une semaine dans la capitale, ma famille est partie vers le nord et je suis repassé à Ségou prendre mes affaires. Lors de mon retour au camp, un planton vint m'apporter une convocation au bureau du commandant de zone où on m'apprit que le déficit réel de ma comptabilité n'était pas de un million quatre cents mille Fcfa, mais bien de quatre millions cinq cents mille Fcfa ! Cela devenait un peu gros...

Pour préciser leurs accusations, ces officiers me dirent qu'ils avaient retrouvé des bons de l'unité signés de ma main qui n'avaient pas été remboursés. Ces bons étaient alors nos moyens de paiement. Les chefs d'unité ne disposaient pas de liquidités pour gérer l'ordinaire et la nourriture des troupes, mais devaient utiliser des bons sur lesquels la somme engagée était inscrite avant de les donner à l'officier de détail. À la fin du mois, un jeu d'écriture comptable permettait de faire transiter dans le budget les sommes inscrites au crédit de l'intendance. Lorsqu'on arrêtait la comptabilité, je donnais au comptable la somme due à l'officier de détail qui devait nous remettre les bons engagés. J'aurais dû exiger du comptable qu'il me ramène les bons et les vérifier, mais j'avais confiance et je ne l'avais jamais fait. Puisque j'avais acquitté mes dettes, il ne devait pas y avoir à mon sens de problèmes particuliers. D'ailleurs, le contrôle du capitaine Semba avait fait état d'un déficit de gestion mais pas de bons impayés ! Je commençais à trouver que la comptabilité des officiers qui m'accusaient revenait à faire vivre des cadavres et je ne l'acceptais pas.

— Je ne comprends pas. L'officier d'intendance est venu vérifier et les bons dont vous me parlez n'étaient pas présents à ce moment-là.

— En tout cas, les bons sont bel et bien là ! dirent-ils.

— Quoi qu'il en soit, je ne reconnais pas ces bons comme impayés, et je m'en tiens au contrôle de l'intendance. Si j'ai fait une faute, je ne reconnais que le déficit trouvé par elle.

Sur ce, je suis parti à Gao prendre le contrôle du 15^e GAM, n'en menant pas large car si l'on me trouvait plusieurs millions de bons impayés dès que je tournais le dos, cette affaire pouvait prendre des proportions que j'imaginai mal !

Quelques temps après, je recevais un message me demandant de faire un rap-

port sur ma gestion comptable de Ségou. En réfléchissant, j'ai commencé à comprendre et à reconstituer l'affaire qui ne pouvait provenir que du caissier, peut-être avec la complicité de mon comptable. Les bons payés n'avaient pas été restitués lors du remboursement et étaient ensuite ressortis. Il ne pouvait y avoir malhonnêteté qu'à ce niveau. J'ai écrit ce rapport et je l'ai porté au chef de bataillon, Many Monékata, qui était mon commandant de zone. Il l'a lu soigneusement avant de l'envoyer.

— Ne vous en faites pas, Mariko, il n'y a rien dans votre dossier. Vous n'aurez pas de problèmes.

Je lui savais gré d'essayer de me rassurer et j'étais un peu rasséréiné. J'avais une responsabilité de négligence pour ce million quatre cents mille Fcfa, et j'acceptais d'être sanctionné pour cette raison, mais il me semblait que l'affaire des bons ne pouvait qu'être élucidée à mon avantage. Quant à la sanction pour déficit, la somme était importante pour un individu, mais c'était une erreur somme toute assez minime au niveau d'une unité militaire. Enfin, vu mes états de service, j'espérais bénéficier de circonstances atténuantes.

Or, un beau jour, un message est tombé à Gao, en clair, ce qui était contre toutes les règles : « *Quarante jours d'arrêt de rigueur au capitaine Mariko, pour détournement de fonds, à purger à Tombouctou* ». Mes accusations n'étaient pas prises en compte, on ne m'avait confronté ni au caissier ni au comptable et le chef d'état-major de l'armée de terre me donnait quarante jours pour détournement ! C'était incroyable, mais en bon militaire que je suis, j'ai respecté le règlement qui dit que « *la réclamation n'est permise au subordonné que lorsqu'il a obéi* ». J'ai ramassé mes bagages en vieux soldat. On m'a embarqué dans l'avion et je suis parti purger ma peine à Tombouctou. J'étais là-bas depuis une dizaine de jours lorsque le capitaine Amara Doumbia, qui était le commandant du bataillon, vint me trouver avec un message.

— Mariko, il faut que tu te prépares pour l'avion de demain, ce message du ministre de la Défense Sékou Ly dit que tu es condamné à soixante jours d'arrêt de forteresse à purger à Bamako.

Je n'en croyais pas mes oreilles ! Tout à coup, j'eus l'impression que je tombais dans une spirale sans fond et que j'étais perdu. Je n'avais même pas purgé ma peine qu'une seconde, plus grave encore, me tombait dessus. On voulait ma perte, et je ne voyais pas comment y échapper. J'ai embarqué le lendemain dans l'avion pour Bamako et j'ai atterri à Amdallaye, l'ancien aéroport où un officier m'attendait. Je compris que les règles continuaient d'être bafouées à mon encontre, car cet officier était un jeune capitaine, alors qu'il est dit dans le règlement qu'un officier ne peut être accompagné que par un officier de grade supérieur à lui ou d'ancienneté dans son grade au moins égal au sien. Mais je n'en étais plus à me soucier de ce genre de détail ! Bien entendu, c'était un peu humiliant d'être accompagné par quelqu'un que je connaissais très bien, puisque j'avais été son instructeur à l'EMIA,

mais après tout, lui ou un autre...

— Capitaine, j'ai l'ordre de vous amener directement aux arrêts de forteresse à Sénou. Vous ne devez prendre contact avec personne.

— Je suis à ta disposition ! ai-je répondu.

Il m'a embarqué dans une Jeep et emmené à Sénou, la prison militaire de Bamako où j'ai été enfermé. J'étais dans une cellule avec un lit, une table et une chaise, au secret, sans possibilité de recevoir de visite, et à ma charge, c'est-à-dire que je devais payer mes repas. C'est dans ces conditions que j'ai attendu la fin de ma réclusion et j'ai eu le temps de réfléchir ! J'ai ruminé cette histoire pendant des semaines, me rappelant que de jeunes officiers qui avaient été convaincus de détournement de plusieurs dizaines de millions n'avaient jamais été traités comme je l'étais. Des gens qui n'avaient ni mon ancienneté ni mes états de service et avaient détourné des sommes colossales n'avaient jamais été en forteresse, au secret ! Impuissant, j'attendais patiemment.

Un soir, peu avant la fin de mes soixante jours, le commandant Goïta, qui était le commandant de la base à l'intérieur de laquelle était située la prison, est venu me voir.

— On viendra te chercher demain matin, m'annonça-t-il.

— Pourquoi ?

— Je ne sais pas. On m'a juste téléphoné pour te prévenir.

J'ai passé une mauvaise nuit, me demandant ce qui pouvait encore me tomber dessus. Au matin, je me suis levé, je me suis préparé et j'ai attendu qu'on vienne. De nouveau, ce fut un jeune capitaine que je connaissais pour avoir été son formateur, le capitaine Yaya Kenta, qui est venu me chercher dans une 504 Peugeot blanche, dont j'ai su ensuite qu'elle appartenait au chef de bataillon Amadou Toumani Touré, le président de la commission de discipline. Dans l'argot militaire, les plus récents dans un grade appellent leurs aînés « affreux », et les plus anciens leur répondent « bazar ». C'est ainsi qu'il m'a abordé :

— Affreux, je suis venu vous chercher !

— Pourquoi ?

— Vous n'êtes pas au courant ? Vous passez ce matin devant le conseil de discipline !

— Ce n'est pas possible ! On ne m'a rien dit !

De nouveau, on se moquait complètement des règles de base ! Même pour un soldat qui doit passer devant le conseil de discipline, il y a une procédure à respecter ! On l'assiste dans la constitution de son dossier, on lui affecte quelqu'un qui l'aide à préparer sa défense et qu'il peut consulter, on lui laisse du temps, et on le prévient longtemps avant ! Pour moi qui était officier, qui avait quand même servi mon pays depuis de longues années, qui était cité et décoré, on ne me prévenait que le matin même de mon passage. Même si j'avais détourné des centaines de millions, on pouvait quand même respecter le règlement. J'étais bien tombé aux mains de

gens que l'arbitraire le plus total ne gênait pas.

Le capitaine Yaya Kenta m'a amené dans le camp de la compagnie para, à Djikoroni, où se trouvait la commission de discipline. Une fois arrivé, je fut conduit devant son président, le chef de bataillon Amadou Toumani Touré. Il était mon affreux, étant plus ancien dans son grade. Il m'a accueilli en ces termes : « *Alors, bazar, ça va ?* » Il m'a présenté les membres du conseil de discipline. Outre lui et le capitaine Yaya Kenta, il y avait là les commandants Karamoko Touré et Noeli Dakono. Ces quatre officiers devaient juger s'il y avait faute de ma part et dans l'affirmative, après délibération, proposer une sanction que l'autorité militaire ne devait pas ensuite dépasser. Amadou Toumani a alors pris la parole.

— Bien, Mariko, vous savez que vous passez ce matin en conseil de discipline.

— Non, mon commandant, il se trouve que non, je ne le savais pas jusqu'à ce matin quand le capitaine est venu me chercher. Je pense que c'est contre toutes les règles, ai-je répondu.

— Pour notre part, nous avons reçu l'ordre de vous faire passer ce matin, nous pensions donc que vous étiez au courant !

— Non, je n'ai pas été informé ! On m'a enfermé à Tombouctou et de là, on m'a emmené à Sénou au secret, comme si j'avais préparé un coup d'État !

Ce sont les mots que j'ai utilisés, je ne savais pas à quel point ils étaient réalistes !

— J'ai quasiment terminé ma peine de forteresse et je n'ai su que ce matin que je passais devant le conseil de discipline. Si vous consultez les règlements maliens, il est clair que même un soldat n'est pas traité comme cela. Je suis quand même capitaine et j'ai aussi beaucoup de choses derrière moi au service de ce Mali qui me malmène ainsi !

Sur ces mots, une boule m'est montée du fond de la poitrine, je me suis assis et n'en pouvant plus, je me suis mis à pleurer... J'ai pleuré parce que je sentais que tout ce que j'avais fait n'était rien, que ma carrière partait à l'eau et que je ne pouvais me défendre contre cette injustice. J'ai pleuré, devant tous ces officiers qui me regardaient, des larmes d'impuissance et d'incompréhension... Mes accusateurs étaient très gênés et ils ne savaient plus comment se comporter. Afin d'effacer le malaise, Amadou Toumani m'a tendu mon dossier pour que j'en prenne connaissance. Il était vraiment léger : il n'y avait à l'intérieur que deux rapports, celui de l'officier de détail et celui que j'avais envoyé de Gao pour me défendre ! Qu'ajouter dans ces conditions ?

— J'ai tout expliqué dans mon propre rapport, je n'ai rien à ajouter. Vous pouvez faire de moi ce que vous voulez.

Le commandant Touré m'a congédié, disant qu'ils allaient délibérer et que je devais retourner finir mes arrêts. J'ai donc fini ma peine, puis je suis retourné à Gao où en retrouvant le colonel Tiécoura Doumbia, j'ai vraiment compris pourquoi on avait monté ce coup contre moi. Tiécoura m'a mis au courant de tout ce qui lui

était arrivé en tant que directeur de la Sécurité d'État, ses problèmes avec le pouvoir, avec Moussa Traoré et Sékou Ly, le ministre de la Défense, et les soupçons de coup d'État dont il avait été l'objet, son limogeage, sa disgrâce. Il avait été muté disciplinairement à Gao et en était devenu le commandant de zone après avoir, lui aussi, effectué des jours d'arrêt. J'ai appris que l'on disait que j'étais l'homme de Tiécoura, qui était un artilleur comme moi, et que l'on me prêtait des propos claironnant que je n'avais rien à craindre puisque que j'avais le colonel Doumbia derrière moi. Tout cela était faux, mais dans l'ambiance de cette époque et, comme je n'étais déjà pas en odeur de sainteté, les accusations avaient pris du poids.

Il fallait m'éloigner de la capitale, mais il fallait auparavant me salir, moi et ma carrière, puisqu'on n'avait rien de précis contre moi. À Ségou, j'étais estimé des cadres et des officiers, j'avais participé à la formation de beaucoup d'entre eux, y compris à la police et à la gendarmerie. On avait alors utilisé cette négligence de gestion pour la grossir et m'accuser de détournement. Tout devenait clair, mais je n'avais pas l'intention de me laisser accuser pour rien. J'ai donc commencé à Gao à préparer ma défense, en expliquant tout ce qui m'était arrivé et en mettant l'accent sur tous les vices de forme dont mon traitement judiciaire avait été l'objet. J'étais en train d'écrire ce dossier quand est arrivé soudain à Gao la décision me concernant : « *Le capitaine Amidou Mariko est mis en non-activité pendant un an* » ! Cette nouvelle sanction signifiait que durant une année, je n'étais plus en fonction, je ne devais plus porter ni ma tenue ni mes insignes et que je ne devais toucher que les 2/5 de ma solde. Cette sanction tombait du ciel, comme ça, sans même que l'on m'ait communiqué les résultats du conseil de discipline, ce qui était encore contre toutes les règles !

À partir du moment où j'étais mis en non-activité, je n'avais plus accès à aucun dossier et je ne pouvais plus me faire réhabiliter dans l'immédiat. Il fallait que j'attende la fin de cette année en essayant de tenir financièrement, parce que cette sanction était tout autant psychologique et dégradante qu'économique. Heureusement, si je n'avais personnellement pas le droit d'avoir des activités commerciales, cette interdiction ne s'étendait pas à ma famille. J'ai donc rassemblé mes maigres économies et je les ai données à ma première femme qui a acheté de menus articles à Gao pour les revendre à Kidal. Cela nous a rapporté un peu d'argent. Elle s'est mise à faire des allers-retours entre Gao et Kidal pour ce petit commerce pendant que ma seconde épouse se chargeait du ménage. Ce n'était pas très lucratif, bien sûr, mais avec les 2/5 de ma solde qui me restaient, nous avons pu vivre modestement, sans que j'ai besoin de me déshonorer avec des activités illicites.

Je dois ajouter l'aide de ceux qui se sont révélés de véritables amis, des hommes de cœur que l'on reconnaît lorsque l'on a des ennuis parce qu'ils sont les seuls à ne pas se détourner de vous. D'abord, le capitaine Bina Coulibaly qui avait construit une maison à Gao. Bien sûr, je n'avais plus le droit d'habiter mon logement de fonction et le capitaine Coulibaly, avec naturel et modestie, est venu me voir le premier

pour m'offrir d'utiliser sa maison qu'il a mis gratuitement à ma disposition pendant un an, m'ôtant du pied la sérieuse épine des dépenses de logement. J'étais très ému de sa proposition. Des services pareils ne s'oublient jamais ! D'autant plus qu'il a continué pendant tout ce temps à me fréquenter comme si de rien n'était. Il a été un soutien moral très important, continuant à sortir en ville avec moi pendant que les autres officiers m'avaient mis en quarantaine. Il était dangereux pour lui de s'afficher avec moi, et même de m'emmener dans son bureau comme il le faisait, mais il avait décidé de ne pas renier l'estime qu'il avait pour moi depuis que j'avais été son instructeur au Peloton Spécial de l'Ecole militaire inter-armes (EMIA). Je lui dois vraiment beaucoup.

Il n'était pas le seul sur lequel j'ai pu compter. Le colonel Tiécoura Doumbia, comme moi en disgrâce à Gao, n'a jamais cessé ses visites régulières, lui non plus. Il a été pour moi un autre réel soutien moral. Il y a eu aussi le colonel Tall, gouverneur de Gao, qui n'a pas hésité à me fréquenter, malgré sa position importante. Dès qu'il a su que j'étais sanctionné, il est venu me voir.

— Mariko, nous avons été sous-officiers ensemble dans l'armée française et nous sommes ici ceux qui sont les plus proches l'un de l'autre. Je vais aller voir au camp militaire ce que je peux faire pour toi.

Il est parti organiser une réunion des officiers pour parler de mon cas. Sa démarche n'a pas abouti, mais il l'avait tentée et je lui en sais gré. Il cherchait même à m'aider financièrement par des voies détournées. Un jour qu'il était venu me rendre visite, il a donné 20 000 Fcfa à ma vieille mère qui était toujours avec moi et 15 000 Fcfa le lendemain. Je l'ai pris à part.

— Colonel, je ne peux pas accepter votre argent.

— Ce n'est pas à toi que je donne l'argent mais à ta mère, ce qui se fait régulièrement dans notre société, me répondit-il.

— C'est gentil de votre part, mais que je ne suis pas dupe. Vous n'avez jamais donné d'argent à ma mère quand je n'avais pas de problèmes. Je ne veux pas de cadeaux parce que cela me gêne. Si vous voulez m'aider, vous pouvez me prêter un peu d'argent, à titre remboursable, pour renforcer le commerce de ma femme.

Il a compris et acquiescé. Même si je ne pouvais accepter ces gestes, ils me faisaient chaud au cœur. Le colonel Souleymane Dafé, qui a ensuite remplacé Tall comme gouverneur, a eu pour moi les mêmes attentions. Nous nous connaissions depuis l'armée française où il était caporal pendant que j'étais sergent. Il était devenu officier avant moi mais n'en avait pour autant jamais cessé de me voir et nous nous estimions beaucoup. Lui aussi n'a pas hésité à me fréquenter assidûment, moi le paria et lui le gouverneur de Gao. Un jour qu'il était venu chez moi, il vit ma 504 devant la maison, manifestement immobilisée depuis longtemps.

— Quel est le problème avec votre voiture ?

— La batterie est morte, répondis-je.

Il n'a rien dit, a fini sa visite et est reparti. Deux heures plus tard, j'ai reçu chez

moi une batterie neuve, avec une note me disant que j'étais prié de l'accepter sans arrière-pensée. J'en aurais pleuré sur place, tant ce comportement était humain et élégant. Sincèrement, je remercie aujourd'hui du fond du cœur ces camarades qui n'ont pas eu peur d'être vus avec moi et ont représenté un soutien capital dans ces heures difficiles !

Je devais recevoir un avis de mutation un mois avant la fin de l'année, je l'attendais avec impatience, mais rien n'est venu. À peu près à cette époque, ma femme est partie faire un voyage à Bamako. Le sachant, le chef d'état-major, Ousmane Coulibaly, l'avait contactée là-bas pour lui demander si je voulais aller travailler à l'état-major. À son retour, elle me raconta cette entrevue qui me déplut fortement car je trouvais que ce n'était pas une façon de faire. Aussi, le dernier mois écoulé et aucune mutation ne m'étant arrivée, j'ai remis ma tenue, puisque j'avais de nouveau le droit de la porter, et je suis allé voir le colonel Tiécoura Doumbia. De nouveau, il m'a parlé d'une éventuelle affectation à l'état-major, et je lui ai dit ce que j'en pensais.

— Toutes les affectations que j'ai eues dans l'armée du Mali, je ne les ai jamais demandées et on ne m'a jamais demandé mon avis. On me met en non-activité, on me sanctionne et à la fin on m'envoie ma femme pour me proposer de travailler à l'état-major ? Est-ce pour me donner le coup de grâce ?

Il m'a calmé, a contacté l'état-major qui lui envoyé une note en retour disant de me prendre comme officier d'état-major à Gao. Voilà comment j'ai eu une nouvelle affectation, sans que les règles soient toujours respectées. Mais enfin, j'étais de retour, et étant de nouveau en activité, j'ai recommencé à préparer mon dossier de réhabilitation, puisque j'en avais maintenant la possibilité. J'ai demandé audience au ministère de la Défense. Le ministre avait changé, ce n'était plus Sékou Ly, mais le général Abdoulaye Ouologuem et comme par hasard, tout est devenu beaucoup plus facile ! J'ai obtenu l'audience. J'ai pris mon dossier sous le bras et je me suis rendu à Bamako pour le rencontrer. Une fois dans son bureau, j'ai essayé de lui démontrer combien j'avais été puni arbitrairement et pièces à l'appui, même s'il s'avérait que j'avais commis des erreurs de gestion, à quel point les règles n'avaient pas été respectées lors de ma condamnation. Le ministre Ouologuem m'a écouté jusqu'au bout, il a demandé à sa secrétaire les règlements que j'invoquais.

— Mariko, je vous félicite, vous m'avez convaincu, et je vous donne raison.

— Dois-je faire un rapport écrit ? ai-je demandé. Une onde de bonheur m'a parcouru lorsque j'entendis sa réponse.

— Non, ce n'est pas la peine, je suis convaincu. Vous pouvez partir, capitaine, je vous donne pleinement raison et vous serez réhabilité entièrement !

C'était le ministre lui-même qui me disait cela ! J'étais sur un nuage, je me suis mis au garde-à-vous et, rempli de satisfaction, je suis parti en le remerciant chaudement. Enfin lavé de toute cette boue, je pouvais marcher la tête haute ! Seuls ceux qui ont été piétinés avant d'être relevés peuvent connaître ce que ce sentiment pro-

cure, moralement et même physiquement ! Je suis rentré à Gao annoncer la bonne nouvelle à tout le monde. Le soleil brillait plus fort que d'habitude ce jour-là !

C'est dans cet état d'esprit que j'ai reçu peu après la visite du commandant Bakel Bathily. Il venait d'être affecté comme chef de bataillon de Kidal et commandant de cercle et partait vers le nord. C'était un jeune officier que je connaissais très bien depuis qu'il était élève car j'avais été avec son oncle, Semba Bathily, instructeur à l'école d'enfants de troupes de Kati. Il est venu dans mon bureau de l'état-major de Gao.

— Capitaine Mariko, voulez-vous accepter d'être mon adjoint à Kidal ? Je suis un peu gêné de vous le demander parce que vous faites fonction de chef de bataillon depuis déjà longtemps. Je ne veux pas que vous vous sentiez diminué. Si je vous le demande, c'est parce que je sais que vous connaissez bien la zone, et que vous pouvez m'aider beaucoup là-bas.

— Je vais réfléchir mais, de toute façon, ce n'est pas à moi de décider de mon affectation.

Je suis quand même rentré à la maison demander à mes femmes ce qu'elles en pensaient. Ma première femme, que j'appelle « caporal » parce que je me suis marié avec elle quand j'avais ce grade en 1957, répondit :

— Quoi que tu décides, je te suivrai et tu as tout mon soutien.

Ma deuxième femme, originaire de la région, était évidemment heureuse d'y retourner et répondit la même chose. De mon côté, je pensais qu'en tant qu'officier d'état-major, j'avais peu de choses à faire et n'étais guère utile. À Kidal, même si je partais comme adjoint, je pouvais peut-être avoir quelque utilité. Je suis retourné voir le commandant Bakel pour lui donner le résultat de mes réflexions. Tout heureux, il m'a dit qu'il en avait déjà parlé à l'état-major et que, si j'étais d'accord, il n'y avait pas de problèmes. Le lendemain, un message tombait pour m'affecter à partir du 15 octobre 1989 comme adjoint au chef de bataillon de Kidal.

C'est ainsi que je suis parti pour la troisième fois dans le nord du pays. En chemin, je me disais que le hasard faisait bien les choses. Des rumeurs insistantes évoquaient une possible nouvelle rébellion nomade. Évidemment, de telles rumeurs s'étaient déjà répandues, année après année, depuis la fin de la révolte de 1963-64. Mais on ne savait jamais. Songeur, je roulais sur la piste vers Kidal en pensant que c'était peut-être enfin pour moi l'occasion d'agir dans le bon sens et de racheter les erreurs qui avaient été commises alors, ainsi que les exactions auxquelles j'avais assisté lors de mon premier séjour dans la région. Le soleil se levait derrière les montagnes de l'Adagh, et je partais vers ma destinée.

TROISIÈME PARTIE

LE RACHAT

CHAPITRE 18

DANS L'ADAGH REBELLE (1989-1990)

Les premiers temps passés dans l'Adagh se sont déroulés tranquillement. Bakel Bathily s'occupait de l'administration civile du cercle de Kidal. Il m'avait laissé tout ce qui concernait les affaires militaires. Cette marque de confiance me faisait du bien et j'ai repris avec plaisir mes occupations de commandement, dans cette région que j'aimais bien et où je comptais de nombreuses connaissances. Cependant, le commandant Bakel tombait souvent malade et pendant ses absences, j'assurais l'intérim. Début juin, son état s'est aggravé et il a dû être évacué sanitaire sur Bamako. Comme il devait être absent pour une longue durée, j'ai finalement été nommé le 7 juillet commandant de cercle de Kidal à sa place. Je me retrouvais responsable administratif du cercle de Kidal et comme chef de bataillon, j'étais responsable des troupes qui s'y trouvaient. Mon autorité ne dépassait pas le cercle de Kidal mais j'avais sous mes ordres les chefs de tous les arrondissements du cercle. L'arrondissement central de Kidal était sous ma responsabilité directe, l'arrondissement de Tessalit était commandé par le capitaine Mantala Kamara, celui d'Aguelhok par le capitaine Oumar Chido qui a ensuite été remplacé par les capitaines Sitapha Traoré puis Beguélé Diallo. L'arrondissement d'Abeybera était dirigé par l'adjudant Bagayoko, celui de Tin Zawaten par un sous-officier, celui de Boughessa par le lieutenant Gollé Diawara, et enfin celui d'In Esrin par le lieutenant Yacouba Diawara qui a pris ensuite la direction de l'arrondissement de Tin Essako, en remplacement du sergent qui s'y trouvait.

L'ensemble de l'Adagh était ainsi sous administration militaire et rien n'avait bougé à ce niveau depuis la révolte de 1963-64. À mon arrivée en octobre 1989, tout était apparemment calme, mais il y avait déjà ces rumeurs de rébellion et on avait enregistré quelques vols à main armée. La gendarmerie avait même arrêté en avril 90, avant ma nomination comme commandant de cercle, six jeunes qui se trouvaient dans une maison abandonnée, dont Mohamed ag Sidi qui faisait déjà l'objet d'un avis de recherche. L'amenokal Intalla était intervenu en se portant garant des jeunes arrêtés et tous avaient été libérés, sauf Mohamed ag Sidi. Ces arrestations avaient un peu échauffé les esprits dans la région et en tant qu'adjoint, j'avais fait un rapport le 19 avril 1990 pour demander aux autorités de ne pas aller trop loin en disant : *« Les intéressés sont tous de jeunes Ifoghas désœuvrés et il semblerait qu'ils soient la source des exactions dans le secteur. Faudra-t-il prendre ces actes de*

banditisme comme un prélude à une révolte ou une rébellion ? Tout en redoublant de vigilance, en ne négligeant aucune information, nous devons éviter des actions pouvant provoquer une atmosphère de tension. [...] Les informations sans les minimiser sont à prendre avec réserve. Les accusations ne sont pas toutes désintéressées. L'accusateur est souvent animé d'un esprit de vengeance ». Il s'agissait pour moi d'éviter que soient décidées des actions qui puissent mécontenter la population et engendrer une tension. Je me souvenais des leçons de 1963 et je voulais tout de suite les mettre en pratique.

Cependant, il y avait anguille sous roche. Mohamed ag Sidi n'avait pas été reconnu tout de suite, d'autant qu'il avait d'abord affirmé qu'il était mauritanien. La gendarmerie disposait d'une liste des gens fichés comme appartenant aux organisations touarègues installées en Libye. Ces fiches donnaient les fonctions des rebelles maliens potentiels dans les mouvements libyens et étaient complétées d'une photo. Voilà comment il a été reconnu et obligé de donner sa véritable identité. C'était un Ifoghas de Tin Essako, de la tribu Irriyaken et il s'avéra qu'il était commandant, chargé de la sécurité dans le mouvement touareg. Dès qu'on l'a su, la gendarmerie l'a embarqué pour l'interroger. Connaissant les méthodes de la gendarmerie, j'ai commencé à me faire du souci à son sujet. Une semaine après, j'ai appris où il était. La gendarmerie l'avait attaché sans lui donner à manger pendant tout ce temps et l'avait passé à tabac, mais il n'avait rien dit de plus que ce qu'on savait déjà. J'ai demandé qu'on m'en confie la responsabilité.

Je n'aimais pas ces méthodes brutales, alors j'ai complètement changé d'attitude. Je lui ai fait apporter à manger, je lui ai fait faire du thé et je venais chaque jour discuter tranquillement avec lui. Nous parlions des raisons de son engagement, des motifs de la préparation d'une éventuelle révolte. Je lui montrais quelle était la position du Mali et au bout d'une semaine, il avait compris combien son mouvement était dangereux pour tout le monde.

— Si le gouvernement veut envoyer une délégation rencontrer mes camarades et discuter de leurs revendications, beaucoup de problèmes pourront être évités dans l'avenir.

Il m'a expliqué quelle était leur organisation clandestine et ses buts. J'ai envoyé un message à mon état-major, demandant l'autorisation de conduire une délégation et des moyens adéquats puisque je ne disposais que d'une Jeep pour mes déplacements. Le message retour était très décevant : on me demandait de rester tranquille et on m'informait qu'on ne pouvait de toute façon me donner de moyens matériels supplémentaires. L'imminence d'une rébellion ne semblait pas beaucoup inquiéter mes supérieurs !

Peu de temps après, la tension s'est accrue. Il y avait eu des fuites chez les Touaregs et en mai, la Sécurité a organisé un vaste coup de filet à Gao. Des jeunes ont été arrêtés et on a trouvé chez eux des armes, des pistolets-mitrailleurs, des fusils et beaucoup de munitions. C'est sans doute ce qui a précipité ensuite les évé-

nements. Des noms de militants du mouvement touareg présents un peu partout dans la région avaient été donnés, mais quand on a voulu les arrêter, la très grande majorité, prévenue, avait fui. Néanmoins, c'était une réussite du renseignement et le gouverneur de Gao, Souleymane Dafé, a fait des conférences un peu partout pour avertir la population du danger d'un tel mouvement. À Kidal, il a exposé les armes-récupérées puis a fait un discours avec Intalla à ses côtés, expliquant que les jeunes arrêtés étaient des bandits qui voulaient déstabiliser le pays. Il mettait en garde ceux qui voudraient les soutenir. À ce moment-là, nous étions encore dans l'expectative : était-ce une rébellion qui se préparait, ou avait-on simplement surpris des bandes organisées de jeunes bandits ? La question ne s'est plus posée en juin, lorsque les événements se sont accélérés.

Fin mai, le service des douanes avait organisé une mission, constituée de deux équipes, qui devait effectuer une tournée « d'investigation et de répression de la fraude ». Cette mission s'est déplacée sans succès pendant tout le mois, jusqu'à ce qu'elle trouve à Tin Zawaten, à côté de la frontière algérienne, des magasins de stockage clandestins de marchandises algériennes qui venaient, selon les témoignages obtenus, d'être vidés et emportés dans des camions. L'équipe qui comprenait Souleymane Guindo et Iknan ag Atikbal, sous les ordres de Koro Doumbia, fut alors chargée de surveiller l'axe routier Tin Zawaten-Kidal.

Dans la nuit du 27 au 28 juin 1990, les agents de cette équipe virent arriver sur eux les phares d'un véhicule qu'ils arrêterent. Ils firent descendre le chauffeur, mais au moment où ils se rendaient compte que tous les occupants du véhicule étaient habillés en tenue militaire, ceux-ci démarrèrent en trombe, laissant leur chauffeur sur place. Immédiatement, Iknan se lança à leur poursuite dans une Toyota. Pendant qu'il les pourchassait en vain, Souleymane Guindo ramenait le chauffeur à Kidal. Cet agent n'avait rien compris à ce qui s'était passé. Une fois arrivé, croyant que ce chauffeur n'était qu'un passager du véhicule intercepté, il le laissa partir dormir en ville où bien entendu il s'évapora. Vers une heure du matin, Iknan rentrait bredouille et apprenait que même le chauffeur était parti ! Il ne se découragea pas. L'équipe prit un peu de repos et, le jour levé, elle partit suivre les traces du véhicule mystérieux. Ils le retrouvèrent à trente-cinq kilomètres de Kidal, avec ses occupants en train de prendre tranquillement du thé et de réparer leurs pneus.

À partir de cet instant, la situation s'est mise à chauffer. Dès qu'ils ont vu les douaniers, les occupants du véhicule Cruiser ont couru vers leurs armes, ont mis en batterie deux fusils-mitrailleurs et ont commencé à tirer. Les douaniers ont garé leur véhicule à l'abri des balles et, sautant à terre, se sont mis à riposter. Le combat a duré un moment, puis les poursuivis se sont repliés en tirillant et en laissant sur place leur véhicule inutilisable, touché par les tirs. Les douaniers, par précaution, ont laissé passer quelques minutes, puis sont allés inspecter le véhicule des fugitifs. Ils y ont trouvé un butin incroyable ! Un fusil-mitrailleur et quatre pis-

tolets-mitrailleurs russes, des dizaines de grenades, des milliers de cartouches, des tenues camouflées, des couteaux de combat, des vivres, des cartes d'identité et, surtout, deux cartes de la région sur lesquelles étaient indiqués les objectifs militaires et la liste des Touaregs qui devaient les attaquer, avec leur armement ! C'était une prise inespérée ! Les douaniers lancèrent alors sur leur radio un message qui m'est parvenu le 28 juin à 9 heures. Il fallait tout ramener à Kidal pour exploiter ces renseignements. Mais les choses ont traîné.

Toute l'après-midi, j'ai fait l'aller-retour entre mon bureau du cercle et la sortie de la ville, pour surveiller l'arrivée du véhicule capturé. Rien ne se passait ! J'ai attendu jusque très tard dans la nuit, en vain. Ce n'est que le matin du 29 juin, à 8 heures, que les convoyeurs finirent par arriver à Kidal. Au vu de la liste trouvée, je lançai immédiatement mes ordres d'arrestation, mais évidemment, le délai était déjà trop long, toutes les personnes incriminées avaient été prévenues et s'étaient envolées... La gendarmerie ne réussit à intercepter que quatre personnes.

Le même jour, ce 29, je reçus peu après dans la matinée un message m'indiquant que Menaka avait été attaquée dans la nuit par un commando touareg ! Il y avait eu dix morts, dont quatre gardes, un agent de santé et un chauffeur, quatre personnes avaient été emmenées par les attaquants qui avaient aussi embarqué un armement conséquent et six véhicules de l'ONG *Vision mondiale* avant de se replier en direction de Tidarmen. Le chef de ce qu'il fallait bien appeler maintenant une rébellion armée et qui s'avéra être Iyad ag Ghali, voyant tous ses plans tombés aux mains de l'armée et de la gendarmerie, avait décidé de précipiter les événements. Je le compris après avoir interrogé les suspects arrêtés. En effet, ils nous ont appris, sans difficulté puisque leurs plans avaient déjà été éventés, que le projet était d'attaquer simultanément, le 4 juillet à 4 heures dans la nuit, les postes d'Abeybera, Tessalit, Tin Essako et Tin Zawaten, de prendre véhicules et armes qui s'y trouvaient et de donner l'assaut la même nuit sur le camp militaire de Kidal. Leur stratégie était parfaitement au point. Ils avaient préparé les emplacements des fusils-mitrailleurs qui devaient battre la place d'arme afin d'éliminer toute résistance. Ils avaient planifié de pénétrer dans la poudrière de Kidal pour emporter toutes les armes et les munitions, ce qui leur aurait permis d'armer des centaines d'hommes. Cela n'avait pas pu se faire, mais en attendant, une nouvelle révolte touarègue venait bel et bien d'éclater et j'étais aux premières loges !

Je me suis mis à réfléchir à la situation et avec l'expérience de la première rébellion, j'ai pensé qu'il fallait prendre les devants. Dans un premier temps, il ne servait à rien de courir dans tous les sens pour chercher des rebelles insaisissables. Le plus important était de rassurer la population qui gardait de mauvais souvenirs de la première révolte et de lui faire comprendre que l'armée n'était pas là pour s'attaquer à elle, mais aux rebelles. J'ai donc pris sur moi, sans autorisation, d'organiser dès les jours suivants une patrouille à chameau composée de personnes originaires de la région. J'ai réuni la population, les chefs de fraction et les cadres

touaregs et je leur ai exposé mon projet. J'ai annoncé que je cherchais des volontaires pour former une patrouille qui devait tourner autour de Kidal afin, tout d'abord, de prendre contact avec les campements pour les rassurer. Il me semblait que si la population voyait des chefs de fraction et des jeunes, envoyés directement par moi, venir lui dire de ne pas craindre l'armée, cela tranquilliserait tout le monde. Cette patrouille pouvait aussi nous informer de la présence des rebelles et si elle les localisait, elle avait pour mission d'essayer de prendre contact avec eux pour tenter de renouer le dialogue.

Tout de suite, de nombreux volontaires se sont présentés pour en faire partie, notamment parmi les chefs de fraction. J'ai formé la patrouille en donnant rendez-vous plus tard à ceux qui devaient la composer pour leur octroyer quelques moyens. Je n'avais pas grand-chose à donner, mais j'avais décidé de les doter d'un peu de thé et de sucre, tandis que les fractions nomades devaient fournir les chameaux. Le matin du rendez-vous, les personnes composant la patrouille devaient entrer à Kidal par le quartier Intallabougou, et j'avais informé la troupe de leur arrivée. Mais les chefs de fraction, sur leurs chameaux et armés de leurs fusils de chasse, se sont trompés et sont arrivés par le quartier où se trouve le camp militaire. N'ayant pas reçu d'ordre, effrayés par cette troupe nomade armée qui arrivait vers eux, les factionnaires postés à cet endroit leur sont tombés dessus et, comme ils n'opposaient évidemment pas de résistance, ils les ont attachés solidement et s'approprièrent à les exécuter ! Heureusement qu'ils n'ont pas été très rapides. J'étais sur la piste d'atterrissage pour accueillir l'avion qui devait arriver ce matin-là, quand j'ai vu ma femme Pauline arriver en courant toute essoufflée et criant.

— Viens vite, des soldats vont tuer des gens !

J'ai couru ! De toutes mes forces, j'ai couru jusqu'aux bureaux du cercle, et j'ai trouvé là, par terre, attachés et ensanglantés, tous mes chefs de fraction tremblant devant un caporal qui gesticulait devant eux avec une arme.

— Caporal, qu'est-ce qui se passe ici ?

— Mon capitaine, on va tuer ces rebelles !

— Pourquoi ?

— Ils voulaient nous attaquer, ils sont rentrés dans le camp en armes !

Très calmement, je lui ai ordonné de les détacher immédiatement, mais il n'avait pas l'air de vouloir s'exécuter. Alors là, je me suis mis en colère : je l'ai fusillé du regard et, d'un ton glacial, je lui ai intimé l'ordre de détacher ces gens, ce qu'il a fini par faire. Ensuite, je lui ai demandé d'aller m'attendre devant mon bureau. J'ai appelé l'infirmier, on a soigné les chefs mal en point dont certains ne pouvaient même plus marcher et qu'il a fallu transporter en véhicule. Une fois tout le monde rasséréiné, ces gens qui avaient frôlé la mort et s'étaient fait passer à tabac sont revenus vers moi et m'ont assuré qu'ils étaient quand même prêts à continuer la patrouille à chameau. Leur courage et leur volonté de dialogue étaient extraordinaires et j'en avais les larmes aux yeux. Je les ai remerciés chaleureusement, leur

ai donné ce que je leur destinais et ils sont partis. De mon côté, la partie n'était pas terminée et l'affaire de mon caporal n'allait pas se passer comme cela ! Je suis retourné dans mon bureau où le caporal attendait toujours.

— Maintenant, tu vas me dire ce qui t'es passé par la tête et pourquoi tu as fait ça ! Tu es caporal, il y a toute une hiérarchie au-dessus de toi avec moi au sommet. Et sans ordres, tu t'apprêtais à tuer des gens ?

Maussade, il m'a répondu :

— Nous, on commence à en avoir marre : la rébellion a éclaté et vous, vous protégez les rebelles ! Un jour, ils vont venir tout faire sauter ici et vous ne direz rien ! On n'admet pas ça. Ce qu'il nous faudrait, c'est un nouveau capitaine Diby, qui aurait la poigne de tuer les gens, comme pendant la première rébellion !

Quand il a dit cela, lui qui n'avait rien vu de ce qui s'était passé à cette époque-là et combien nos actions avaient monté les gens contre nous, je l'ai regardé bien en face.

— Très bien ! Tu es là, en face de moi, avec ton pistolet-mitrailleur et ses trente-deux cartouches engagées : tire sur moi puisque c'est comme ça, et tue-moi ! Si tu ne me tues pas, tu es un bâtard, tu n'es vraiment pas le fils de ton père. Maintenant, tu dois me tuer, parce que si tu ne le fais pas, tu ne pourras pas tuer les gens et tu ne toucheras pas à la population ! Moi vivant, tu ne tueras pas les gens !

Il a bredouillé, les yeux au sol, ne sachant que faire. J'ai repris.

— Ou bien, si tu es d'accord, on va prendre tout de suite un véhicule et on va partir dans la montagne, là où se trouvent les rebelles. Nous savons très bien, toi et moi, que ce n'est pas ici, à Kidal, qu'ils se trouvent. On va partir tous les deux et les attaquer. Si tu n'as pas confiance en moi, je te donne tous les moyens, à toi et à tes camarades volontaires, pour partir les attaquer dans la montagne. Je te donne ces deux alternatives : tu me tues ou tu prends le risque de te battre avec les rebelles là où ils se trouvent, et pas autour des puits où il n'y a qu'une population innocente. Les rebelles, c'est dans la montagne ! Mais je te promets que tant que tu ne me tueras pas, tu ne toucheras pas à la population d'ici !

Il a commencé à avoir peur ! Penaud, il m'a présenté ses excuses et je l'ai libéré. Avec des gens comme lui, qui étaient hélas en grand nombre, je sentais que ce ne serait pas facile ! Ces gens étaient butés et considéraient que toutes les personnes d'origine nomade étaient des rebelles. À leur décharge, il faut dire que l'Etat lui-même le pensait depuis de longues années ! En attendant, ma patrouille était partie et je comptais beaucoup dessus. Elle devait me faire un compte-rendu de ses activités tous les deux jours, en m'envoyant un chamelier chargé de me donner sa position précise. À l'issue de cette journée, j'ai réuni mes officiers pour leur dire ce que je pensais de notre action.

— Nous sommes là pour protéger la population tandis que les rebelles cherchent à la gagner. Si vous vous moquez des principes moraux, cherchez au moins à

être efficaces. J'interdis qu'on s'attaque à la population, parce que si vous le faites, elle sera gagnée aux rebelles. Et si elle est gagnée aux rebelles, nous perdons tout, la guerre et même notre sécurité, car on ne pourra plus marcher tranquillement nulle part. Attaquez les rebelles, battez-vous avec eux, mais laissez tranquilles les gens innocents. Battons-nous avec ceux qui sont armés, mais quand aux autres, on n'y touche pas !

En même temps que je parlais, je me sentais bien seul...

AFFRONTEMENTS ET RÉPRESSION (1990)

Pour le moment, je devais agir militairement. Immédiatement, j'ai décidé d'aller renforcer le poste le plus faible, Tin Essako. J'ai envoyé là-bas deux BRDM2 et des véhicules de transport blindés du type BTR avec le lieutenant Moussa Coulibaly. Bien m'en a pris, car ils sont arrivés la veille même du jour où ce petit poste a été attaqué, le 2 juillet 1990. Ce fut la première attaque de poste militaire dans l'Adagh proprement dit. Les rebelles ne pouvaient pas savoir que cette base venait d'être renforcée et ils ont été repoussés. Personne n'a été touché de notre côté, mais ils ont laissé un mort sur le terrain, puis se sont repliés avec cinq Toyotas qu'ils avaient cachées derrière une colline. Ils ont échoué, mais j'ai pris à cette occasion la mesure du manque d'initiative des militaires que j'avais sous mes ordres. Bien que disposant de véhicules avec lesquels ils auraient pu leur couper la retraite, mes hommes se sont contentés de défendre le village, trop heureux déjà de s'en tirer à si bon compte ! Ce genre d'état d'esprit nous a souvent coûté cher, on s'en rendra compte par la suite.

Les forces dont je disposais n'étaient guère suffisantes. À Kidal, je pouvais compter sur trois véhicules BM21, les fameuses « orgues de Staline », servis par quatre-vingt-dix hommes, et un escadron de BRDM2, c'est-à-dire des véhicules blindés avec cinquante hommes. Un escadron compte normalement dix BRDM2, mais la moitié seulement était en état de marche. De plus, ces véhicules consomment beaucoup d'essence, et mon stock de carburant était très réduit. J'ai eu tous les ennuis possibles avec ces engins. Quand j'ai réclamé du carburant pour eux, l'état-major m'a dit qu'il ne pouvait pas m'en envoyer et qu'il fallait que j'en cherche sur le terrain. Si j'en trouvais, je devais l'acheter et on me rembourserait plus tard. Comme l'essence arrivait d'Algérie, j'avais posté un officier auprès de la douane, pour qu'il achète le carburant qui arrivait. En fin de compte, on m'a accusé de faire du trafic et j'ai eu de nouveau la Sécurité d'État sur le dos pendant un moment !

En dehors des blindés et de l'artillerie, je commandais à deux unités d'infanterie, c'est-à-dire deux cents hommes, dont les effectifs étaient répartis entre Kidal, Abeybera, Anefis, Tin Essako, tous les petits postes qui parsemaient la région. Il fallait ajouter une compagnie d'infanterie, une batterie à Tessalit et une autre compagnie d'infanterie à Aguelhok. C'était peu pour défendre une région qui faisait la moitié du territoire du Mali, attaquée par des rebelles très mobiles, pouvant surgir où ils voulaient et qui connaissaient le pays bien mieux que nous. Pendant le mois de juillet, on s'en est bien rendu compte. Ma région est restée assez calme, mais le poste de Tarkint, au sud d'Anefis, a été attaqué et dans le cercle de Menaka, l'armée a cherché à prendre une base de rebelles située dans les montagnes de Tedjerert. On imaginait cette base comme un camp militaire ! En réalité, c'était une

zone montagneuse où campaient un peu partout des rebelles qui avaient organisé la défense autour de points d'appui très mobiles.

Quand l'armée bombardait la « base » avec des BRDM2 et des BM21, les rebelles se postèrent un peu plus loin et regardèrent tranquillement ce feu d'artifice. Par contre, quand les unités avançaient, ils se mettaient à tirer et il fallait se replier. Lorsqu'on arrivait quand même près d'un point d'appui, les rebelles abandonnaient le terrain, se cachaient, puis se remettaient à tirer d'un peu plus loin. Ils emportaient leurs morts et leurs blessés. On trouvait sur les portions de terrain qu'ils avaient occupées des traces de sang, mais très rarement des victimes de nos tirs. Je n'étais pas dans cette attaque, mais je sais que ce genre d'expérience a démoralisé rapidement les soldats. Une légende s'est même répandue, disant que les combattants touaregs étaient invulnérables, que les balles ricochaient sur eux, et que les gris-gris qu'ils portaient les protégeaient des blessures occasionnées par le métal. On avait pourtant déjà récupéré quelques cadavres de rebelles, mais c'était insuffisant et cette croyance avait la vie dure. Il a même fallu que j'envoie le 11 août, devant les proportions que prenait cette rumeur, un message aux chefs de toutes les unités qui disait : « *Sensibiliser vos hommes contre rumeurs invulnérabilité rebelles. Pour preuve, plusieurs ont été tués au cours attaques par balle. Intoxication en question peut démoraliser nos hommes.* » Il fallait ajouter qu'en cas d'attaque, nos hommes et beaucoup de nos officiers, peu entraînés, effrayés par l'image qu'ils avaient des rebelles, se débandaient, se tiraient parfois les uns sur les autres, et voyaient toujours plus d'adversaires qu'il n'y en avait en réalité.

Les messages que je recevais étaient souvent incroyables. Une petite embuscade devenait un combat furieux avec en face des mortiers et des mitrailleuses lourdes, dix rebelles devenaient quarante combattants féroces. Ceux qui n'avaient pas participé à l'affaire et qui entendaient ces messages ou qui écoutaient les récits des rescapés redoutaient à l'avance de rencontrer des rebelles sur le terrain. Ils partaient en patrouille battus d'avance et, quand une attaque se déclenchait, ils cédaient rapidement à la panique. Il est vrai qu'en face, les rebelles étaient aguerris. Ils avaient acquis un peu partout dans les guerres libyennes, au Tchad, au Liban, une expérience réelle des combats qui étaient autrement plus rudes que ceux avec le Burkina-Faso ! Ils connaissaient très bien le terrain, ils se savaient chez eux et se battaient pour leur région, alors que nos hommes se sentaient à l'étranger et ne voyaient souvent pas pourquoi il fallait mourir pour ce désert.

Cette très grande différence de motivation engendrait un autre type de comportement. Les rebelles étaient durs à la peine et se contentaient de peu. S'ils n'avaient qu'une vieille Toyota sans démarreur, ce n'était pas un problème ! Lorsqu'il fallait attaquer, ils s'entassaient avec enthousiasme à vingt dessus, ils poussaient et partaient au combat. Tandis que de notre côté, c'était prudence et exigence matérielle. Il nous fallait le BRDM, il nous fallait le mortier, il nous fallait le canon, il nous fallait toujours ceci ou cela pour pouvoir partir. Si une panne surve-

nait, tout le monde était immobilisé ! Je me souviens qu'en 1963-64, nous n'étions pas aussi fragiles. Nous avons crapahuté dans les montagnes, on ratissait le terrain de 7 heures du matin au coucher du soleil, et à pied ! Mais dans cette seconde rébellion, s'il n'y avait pas un transport de troupe soutenu par un blindé, personne ne bougeait. Avec une telle mentalité et cette impréparation, les ordres étaient souvent mal exécutés.

En réalité, avec un bon suivi des ordres et un peu de courage, les rebelles n'auraient jamais pu avoir le dessus nulle part. Ils étaient peu nombreux, très mal armés. Mais à chaque victoire, ils emportaient des dizaines d'armes et leur prestige grandissait, leur attirant de nouvelles recrues dans la jeunesse. C'est sur notre dos qu'ils se sont armés et c'est à cause de nous que leur effectif a augmenté, grâce à des opérations réussies comme à Abeybera ou Boughessa, par exemple. À Abeybera, le poste a été attaqué à 5 heures du matin, le 28 juillet 1990. La petite garnison a été complètement surprise parce que les sentinelles n'étaient pas à leur poste ou dormaient, notamment dans le mirador qui surplombait le camp ! Les rebelles ont attaqué en nombre sensiblement égal aux militaires du poste, mais dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner du résultat. Non seulement ils ont tué onze de nos hommes et en ont blessé quatre autres mais, en plus, ils ont eu le temps de ramasser leurs morts et leurs blessés parce que tous les survivants de l'attaque se sont enfuis et n'ont été récupérés que plus tard. On a même cru un temps que le poste était carrément occupé par les rebelles. Le schéma a été le même lors de l'attaque de Boughessa, le 9 et 10 août 1990.

À cette date, mon autorité avait été diminuée parce que l'état-major avait créé des secteurs opérationnels. Il avait divisé la zone des combats en trois secteurs. Le commandant Kona Koné avait été nommé chef du secteur opérationnel de Tin Essako, à l'est, le commandant Abderhamane Traoré était chef de secteur à Tessalit, au nord-ouest, et je m'occupais du secteur opérationnel de Kidal, la région centrale. Ma responsabilité s'étendait dans cette zone jusqu'à la frontière algérienne et je couvrais donc Boughessa, Abeybera et Tin Zawaten, mais je n'avais plus aucune autorité sur les troupes des autres secteurs.

Au-dessus des chefs de secteur, il y avait un commandant opérationnel qui avait d'abord été le chef d'état-major lui-même, puis le lieutenant-colonel Mady Monekata, basé à Gao et ensuite à Kidal.

Il y avait dans cette décision un souci d'efficacité technique d'une part mais aussi une volonté de réduire mes attributions. En effet, je continuais à ne pas être très aimé à cause de mon souci de protéger la population. Ma philosophie restait la même : combattre les rebelles, oui, mais respecter la population civile. J'avais envoyé régulièrement des messages en ce sens à mes unités. Ainsi, celui du 7 juillet, qui était très clair : « *Interdiction absolue tirer sur population innocente. Éviter brutaliser dans l'énerverment* ». Mais c'était insuffisant. Mes soldats s'en prenaient même aux Touaregs qui étaient dans nos rangs et combattaient à nos côtés.

Le 3 août, j'avais reçu un message alarmant qui illustrait bien cette situation : *« Deux soldats disparus du poste Telabit ont été retrouvés le 1^{er} et 2/8/90 avec armes et munitions. Éléments utilisés pour gardiennage chameaux au pâturage avaient été envoyés en renforcement à Aguelhok après événement Abeybera. Ont entendu dire par camarades militaires sédentaires que tous nomades seront tués, militaires comme civils. Ayant pris peur, ont quitté poste vers 13 h et 13 h 30 pour rejoindre PC 113^e CN. Le premier est arrivé le 1/8/90 à 15 heures. Le second, tombé malade entre Telabit et Carré pâturage a été retrouvé par patrouille à 20 km. Mis en confiance et ayant vu famille saine et sauve, ont repris le service. »* Cela m'avait complètement accablé.

Personne ne comprenait ce que je voulais dire. Je ne parlais pourtant plus morale, mais efficacité ! Si on commençait à s'aliéner nos propres soldats à cause de cette haine aveugle du nomade et si on les obligeait ainsi à quasi désertier, cela voulait dire que nous nous retrouvions vraiment seuls, sans guides possibles, et que les rebelles se renforçaient avec nos propres hommes armés par nous ! Cela devenait vraiment aberrant. J'envoyais dès réception un message retour : *« Il m'a été donné de constater avec regret comportement indigne de la part de certains soldats et gradés à l'endroit soldats tamachek. Je mets cet acte inqualifiable au compte insuffisance commandement. En conséquence vous demande prendre toutes les dispositions pour flétrir de tels comportements qui seront à l'avenir réprimés avec la dernière rigueur. Vous rappelle encore une fois que notre action est dirigée contre bandits et complices et non contre population tamachek »*. Je m'adressais aussi à mes officiers.

— Lorsque vous partez en mission et que vous m'envoyez un message disant que vous avez tué des rebelles, vous devez en rentrant me montrer les armes que vous leur avez pris à cette occasion. Si vous ne m'apportez pas d'armes, c'est que vous avez tué des innocents !

Évidemment, la réduction de mes responsabilités opérationnelles au secteur de Kidal ne me permettait plus de mener cette politique que dans cette seule zone et je vis rapidement que les actions menées ailleurs dérapaient sérieusement. Dans les autres secteurs, il est indéniable que des massacres de populations ont été perpétrés et plusieurs dizaines de personnes ont été tuées. Pourtant, lorsque la région avait été divisée en trois parties, j'avais réuni les chefs de secteur pour leur passer les consignes et je les avais mis en garde contre les actions violentes dirigées contre la population. Mais il était difficile de me faire comprendre, car les autres chefs n'étaient pas à l'aise en milieu nomade et se méfiaient en permanence, comme le commandant à qui le secteur de Tin Essako avait été attribué en premier lieu. Lorsqu'il est arrivé dans sa zone, il était si affolé par ce qu'il pensait être le danger potentiel qu'il a interdit à la population d'établir ses campements à moins de dix kilomètres de son camp. Ses messages étaient alarmants, demandant à chaque fois l'intervention d'hélicoptères, d'avions de chasse, de moyens disproportionnés !

Comme son comportement était quand même inquiétant, il a été très vite remplacé par le commandant Kona Koné, avec qui j'ai discuté avant qu'il ne prenne son poste pour l'informer de l'attitude de son prédécesseur.

Je lui ai parlé avec franchise, lui exposant sans détour mon point de vue, lui faisant valoir qu'il avait déjà été chef de poste dans la région, qu'il connaissait donc cette zone, et je lui ai demandé de ne pas agir de la même façon. Il était apparemment d'accord mais, une fois à la tête de son secteur, il a subi l'influence de ses hommes et de ses officiers et n'a rien changé. Quel a été le résultat de cette politique alarmiste ? Il n'a plus réussi à s'approvisionner en viande ! La population était renvoyée au loin, cette même population qu'il était censé protéger mais qu'il considérait comme rebelle et, par conséquent, personne ne lui vendait plus d'animaux. Il a alors commencé à m'assommer avec des messages me demandant de lui envoyer du ravitaillement. J'en ai eu très vite assez et je lui ai envoyé en retour un message disant : « *Ici, à Kidal, je trouve la viande auprès des nomades en achetant des chèvres. Tu n'as qu'à faire la même chose. Laisse la population s'approcher de ton camp et tu auras à manger !* » Malgré ce conseil, il n'a pas bougé, et la situation ne s'est débloquée que plus tard, lorsque je suis venu avec une mission de sensibilisation. Le capitaine Konipo m'accompagnait, ainsi qu'une délégation de chefs de fraction touaregs. Nous étions escortés par une unité censée nous protéger des rebelles. Le problème était que les soldats, voyant que notre mission comportait des Touaregs, se méfiaient plus de nous tous, qu'ils considéraient comme des rebelles, que de l'extérieur !

Lorsque nous sommes arrivés à Tin Essako où nous devons coucher, le chef de notre escorte, au lieu de prendre des dispositions pour assurer notre sécurité, nous a annoncé qu'il avait décidé avec ses hommes de coucher à l'intérieur du camp militaire. Le capitaine Konipo a répondu que c'était hors de question car, venus pour nous protéger, ils devaient coucher au même endroit que nous. Le sous-officier s'est obstiné.

— Nous ne coucherons pas ici, c'est dangereux, et vous allez nous vendre aux rebelles !

Le capitaine Konipo s'est énervé, et voyant que la discussion s'envenimait, je suis intervenu.

— Mon capitaine, laissez-les partir au camp et couchons-nous ici. Si les rebelles doivent venir nous tuer, qu'ils le fassent !

Nous les avons donc laissé se coucher au camp, alors que nous, qui étions sous leur protection, dormions dans le village. C'était vraiment absurde ! Le matin, après une nuit parfaitement tranquille, nous avons réuni la population pour échanger sur les difficultés du moment et j'en ai profité pour demander aux gens de bien vouloir venir vendre leurs animaux à Tin Essako. À partir de ce jour, une certaine confiance a été restaurée. Les nomades venaient vendre de la viande et les militaires avaient moins peur d'eux parce qu'ils commençaient à les connaître. C'est la

méconnaissance entre les gens qui engendre la méfiance et la haine, et un de mes buts était de faire comprendre à chacun qui était celui qu'il avait en face.

J'ai eu ainsi l'occasion d'agir dans ce sens lors de l'attaque de Boughessa. Le matin du 9 août, à l'aube, au moment où la tension se relâche toujours, les soldats de Boughessa étaient partis un peu partout, les uns cherchant du café, les autres s'étant mis à prier. Ils savaient pourtant que les rebelles profitaient toujours de ce moment pour attaquer ! Mais ils n'avaient rien vu venir de la nuit, et il n'y avait plus qu'un petit nombre de guetteurs en train de surveiller quand l'attaque s'est déclenchée. Ceux qui étaient en poste, peu nombreux, ont commencé à tirer sur les assaillants. En nombre insuffisant, ils ont été vite débordés, certains n'ayant même pas de munitions parce que leur servant était parti avec les bandes de cartouches de réserve autour du cou. Ils ont tous été abattus sur place, pendant que les militaires qui étaient dans le camp se débandaient, abandonnant sur place armes, munitions et même chaussures ! Seul le lieutenant criait dans la débâcle de ne pas fuir, de riposter, mais il s'est agité en vain. Les rebelles ont envahi le poste pendant que tous ses défenseurs étaient réfugiés dans l'oued voisin et ils ont commencé à en fouiller les pièces, récupérant tout ce qu'ils pouvaient.

Curieusement, mû par un pressentiment bizarre, comme pour l'attaque de Tin Essako, j'avais envoyé la veille deux BRDM blindés avec le lieutenant Bherthé pour renforcer Boughessa. Je lui avais ordonné de faire tout ce qu'il pouvait pour arriver au poste avant la nuit. Évidemment, il ne m'avait pas obéi et s'était arrêté avant le village. Il était quand même suffisamment près pour entendre au matin les bruits du combat. Il a alors foncé sur Boughessa et il est arrivé sur place vers 11 heures, au moment où les rebelles étaient en train de piller le poste. En tirant de toutes ses armes, il a même réussi à entrer dans le poste avec un des BRDM et à déstabiliser les rebelles. Hélas, encore une fois, l'incompétence a joué. Au combat, il faut bien entendu fermer les volets de protection des BRDM, ce qui n'avait pas été fait. Se ressaisissant, les rebelles ont réussi à tirer à l'intérieur même du blindé, qui a pris feu avec deux de ses occupants en créant une nouvelle débandade. Voilà comment les rebelles ont réussi à occuper le poste jusqu'à 16 heures, ont vidé le magasin d'armement et ont tranquillement fait trois voyages pour transporter leur butin dans leurs Toyota... Ils se sont ensuite repliés sans être inquiétés.

Ce n'est qu'après leur départ que le poste a pu être réoccupé et que j'ai été prévenu de ce qui se passait. J'ai alors envoyé un message à Berthé lui demandant, puisqu'il avait de nouveau la situation en main, de tenir coûte que coûte jusqu'à l'arrivée des renforts. N'ayant plus assez de troupes dans mon secteur, j'ai demandé un soutien en hommes à l'état-major qui m'a annoncé l'arrivée de la compagnie para, sous les ordres du capitaine C. K., qui ne devait rejoindre Kidal que le lendemain, le 10 août. Ce matin du 10 août, les rebelles ont réattaqué le poste, pendant que l'attention s'était de nouveau relâchée, certains enterrant les morts, d'autres étant partis chercher de l'eau... Au moment de l'attaque, il n'y avait plus

que quatre hommes en arme ! Encore une fois, la surprise a créé un désordre total, et tout le monde s'est enfui en brousse.

Au même moment, je tenais une réunion avec mes officiers quand le capitaine C. K. s'est présenté. Je lui ai demandé immédiatement de préparer sa compagnie pour que nous partions ensemble le plus tôt possible dans l'après-midi vers Boughessa, pensant que le poste était tenu, alors que mes unités avaient décroché. Devant tout le monde, il m'a répondu :

— Je vous accompagne, mais nous devons nous dire la vérité. J'ai une mission, qui est de régler ce problème de rébellion, je suis venu pour cela. Je ne suis pas venu pour défendre les postes, mais pour tuer ces nomades rebelles.

Il m'a montré le message de l'état-major qu'il portait sur lui : « *Protection populations civiles innocentes ne veut pas dire admettre leur complicité. Par conséquent vous ordonne abattre sans pitié tout élément soupçonné de complicité et qui se refuse à donner des informations* ». Évidemment, avec de tels ordres qui étaient complètement opposés à ce que je préconisais, c'était la porte ouverte à tous les abus. Il n'y avait pas expressément dans ce message l'ordre de tuer des civils, mais chacun pouvait interpréter ces mots à sa manière ! Le capitaine K. ne semblait vouloir en retenir que le sens allant vers la répression la plus dure. Plus tard, j'ai appris qu'il venait de massacrer un campement à vingt-cinq kilomètres de Kidal, à Alkit.

— Bon, très bien, vous avez votre message, mais ici, c'est moi qui suis le chef. Nous avons le même grade, je ne peux vous empêcher de faire ce que vous voulez. Ici, j'ai une responsabilité et vous ne pouvez vous non plus m'empêcher de faire ce que je veux. Je ne vous empêcherai pas de tuer qui vous voulez, mais je vous suivrai partout et je serai témoin de ce que vous allez faire sur le terrain. Rappelez-vous que j'ai interdit à tout homme de troupe et à tout officier de toucher à la population civile. Ça, ce sont mes ordres. Maintenant, je suis prêt à vous accompagner n'importe où pour combattre les rebelles, mais je le maintiens, pas la population !

Nous avons terminé la réunion et il est parti donner ses ordres à sa compagnie pour préparer le départ. Après, je l'ai appelé dans mon bureau où nous étions seuls et je lui ai parlé à nouveau.

— Vous savez, j'ai certainement plus d'années de service que vous n'êtes âgé, et j'ai donc beaucoup plus d'expérience que vous. J'ai rencontré des gens qui ont commis des exactions en Algérie et j'ai vu comment ils ont terminé. J'ai fait la première rébellion ici au Mali, j'ai aussi vu des gens commettre des exactions sur la population et comment ils ont fini leur existence. J'ai fait les deux guerres du Burkina, et tous ceux qui ont eu un mauvais comportement auprès des populations, j'ai vu aussi comment ils ont fini. Où sont morts ceux qui ont fait des exactions sur la population au cours de la première rébellion ? À Taoudenni, en souffrant pendant des années... Si nous sommes des officiers assermentés, c'est pour protéger les lois de notre pays, sa population et ses biens et nous ne devons pas agir contre ces principes. Nous avons pour mission de combattre les rebelles qui sont venus attaquer

l'État, ça c'est sûr, mais nous n'avons pas pour mission de tuer la population. Enfin, faites attention, vous êtes jeune, vous venez de fonder une famille et vous en avez la responsabilité. Lorsque vous voyez une femme ici, voyez en cette femme votre propre épouse et lorsque vous voyez un enfant, voyez-y votre propre enfant. Cela ne vous empêchera pas d'accomplir votre mission, qui est de protéger et de défendre votre pays !

Il m'a écouté et je crois qu'il était déjà un peu ébranlé dans ses certitudes. Puis nous avons quitté Kidal vers 17 heures en direction de Boughessa. Nous avons couché non loin et le lendemain matin, nous sommes arrivés dans l'oued Ouzzeyn où se trouvaient beaucoup de campements qui étaient venus se réfugier dans le secteur de Kidal, parce que les gens savaient qu'il y étaient protégés, contrairement aux autres secteurs. Cet afflux de population me causait d'ailleurs des inquiétudes, parce que malgré les ordres que j'avais donnés, je savais que je ne pouvais maîtriser toutes les actions de mes hommes et je craignais toujours les dérapages. Nous sommes arrivés dans l'oued où l'on pouvait voir des campements à perte de vue. J'ai fait arrêter le convoi et je me suis adressé au capitaine K.

— Allez-y, mon capitaine, toute cette population est à votre disposition !

— Non, non, grand-père, continuons.

— Stoppons et allons casser la croûte !

On s'est installé pour manger un morceau et les nomades sont venus vers nous, qui avec du lait, qui avec une chèvre qu'il avait abattue. Le capitaine K. n'en revenait pas, mais je ne disais rien. Après notre repas, nous sommes repartis et avons roulé en silence. La nuit est tombée, nous étions à côté d'Abeybera et j'ai décidé de nous arrêter dans l'oued proche où je savais qu'il y avait là aussi beaucoup de tentes. J'ai dit au capitaine qu'on n'atteindrait pas le poste ce soir-là et j'ai fait dresser le bivouac, au milieu des campements que je savais être là mais qu'on ne voyait pas. Nous avons passé une nuit tranquille et au matin, quand nous nous sommes réveillés, les paras ont vu que nous avions dormi au milieu des tentes touarègues. Le capitaine, ébahi, me dit alors :

— Mais nous sommes au milieu des campements !

— Eh oui ! ai-je répondu.

— Mais vous le saviez ?

— Bien sûr !

— Mais c'est très dangereux !

— Eh ! Que vous est-il arrivé ? Êtes-vous mort ou blessé ?

Au moment où je parlais, nous avons vu arriver des nomades qui, une fois de plus, nous apportait du lait et une chèvre égorgée. Là, j'ai vu que le capitaine K. était vraiment troublé. Je ne sais pas s'il a commis des massacres par la suite, mais au moins je suis sûr qu'il l'aura fait avec mauvaise conscience ! Pour le moment, nous devons aller à Boughessa. Il nous restait encore un peu plus d'une centaine de kilomètres. Nous sommes repartis et un peu plus tard, nous avons rencontré les

premiers militaires, dépenaillés, qui fuyaient à pied depuis Boughessa ! Nous les avons recueillis, affolés, me disant de ne pas partir là-bas, que le poste était occupé par les rebelles, qu'il n'y avait plus que des morts. Nous les avons calmés et j'ai dit au capitaine K. : « *On fonce !* » On a foncé et on est arrivé vers 14 heures, ce dimanche 12 août, en vue du poste. J'ai alors dit au capitaine :

— Vous êtes la compagnie de renfort et c'est vous qui commandez cette unité. Je vous accompagne, mais c'est vous qui avez le commandement.

Subitement, il n'était plus aussi sûr de lui ! Il a commencé à tourner, à réfléchir, mais il n'arrivait pas à se décider. Il a tellement tergiversé qu'un des hommes de la patrouille mixte de Kidal, Assori, est venu me demander ce qu'on faisait là et si on y allait ou non ! J'ai alors décidé de reprendre les choses en main en ordonnant au capitaine de me suivre. J'ai pris la direction des opérations, plaçant les mortiers, donnant aux hommes l'ordre de marche, et on est rentré dans Boughessa. Des tirs ont commencé à nous chercher depuis les collines avoisinantes, mais ils étaient imprécis et nous avons pu pénétrer dans le poste sans difficultés. Il n'y avait plus de rebelles à l'intérieur et les tirs ont peu à peu cessé à l'extérieur. Les derniers éléments rebelles avaient déjà dû se replier. Nous avons fouillé le poste qui était dans un état catastrophique, avec les cadavres de soldat, les affaires éparpillées, la carcasse du BRDM brûlé.

Nous avons enterré les morts, puis j'ai organisé des patrouilles pour aller fouiller les environs à la recherche d'éventuels rebelles et des rescapés. On a récupéré six de ces derniers, encore vivants, qui erraient dans la brousse, à bout de forces et assoiffés, mais nous avons aussi trouvé des cadavres desséchés de fuyards morts de soif. On a appris plus tard que certains' étaient partis tellement loin qu'ils avaient été retrouvés par des patrouilles d'autres postes, notamment celui de Tessalit qui a récupéré le responsable de Boughessa épuisé avec quelques soldats. C'était une belle défaite, alors que si les soldats avaient vraiment veillé, étaient restés organisés et n'avaient pas cédé à la panique, le poste de Boughessa n'aurait jamais du être pris ! Le bilan était lourd : dix-sept morts, entre ceux qui avaient tenu et avaient été tués sur place et ceux qui étaient morts de soif en brousse, le poste entièrement dépouillé de son matériel, y compris la serviette du lieutenant Gollé Diawara qui contenait tous les messages radio de l'armée en clair, avec les ordres de répression de l'état-major, qui ont servi à la rébellion pour montrer à l'extérieur du pays les tueries qui se passaient chez nous !

Pendant que nous étions à Boughessa et avions décidé de rester un peu pour finir de ratisser le terrain, le chef d'état-major, le colonel Ousmane Coulibaly, est arrivé à Kidal. Il y a entendu les plaintes à mon égard des unités sous mes ordres.

— On ne veut plus de Mariko, il est avec les rebelles, d'ailleurs sa femme est touarègue et il protège les nomades ; ce chef de secteur opérationnel nous empêche de faire notre travail, au contraire de ce qui se passe dans les autres secteurs.

À Boughessa, je n'étais au courant de rien, jusqu'à l'arrivée d'un officier venu

en renfort, le lieutenant Bekaye Thiéro, qui m'a prévenu :

— Grand-père, je crois qu'il faut que vous retourniez à Kidal parce que là-bas, on est en train de très mal parler de vous. Les soldats et les officiers se plaignent de votre politique et ils demandent votre relèvement. Il faut revenir à Kidal !

Je suis immédiatement rentré et j'ai effectivement trouvé à Kidal la situation telle qu'il l'avait décrite et le malaise perceptible qui y régnait. J'ai recommencé à expliquer aux officiers et aux soldats ce que je pensais, mais c'était trop tard. Deux jours après mon retour, un message est tombé, qui me relevait de mon commandement de la zone opérationnelle de Kidal et me mettait à la disposition du PC du commandant opérationnel de l'ensemble de la zone ! Le prétexte invoqué était qu'en tant que capitaine, je n'étais pas officier supérieur. Le commandant Semba Sow était nommé à ma place comme chef du secteur de Kidal. Je restais encore commandant de cercle, mais je n'avais alors plus aucune autorité sur les troupes de la région.

EN QUARANTAINE (1991)

Je n'avais plus aucune responsabilité de secteur, mais j'avais encore la responsabilité administrative du cercle de Kidal, et c'était encore trop pour certains. Tant que j'étais dans l'Adagh, je restais un gêneur. Il fallait donc me faire partir de Kidal. Quelques jours plus tard, j'étais en train de travailler dans mon bureau du cercle lorsqu'on m'a apporté un message qui disait qu'étant mis à la disposition du commandant opérationnel, je devais rejoindre son PC à Gao. Cela m'a d'abord fait rire parce que le commandant en question, pour être plus près des opérations, avait justement détaché la plus grosse partie de son PC à Kidal où, d'ailleurs, il se trouvait. Malgré tout, il fallait que je sois personnellement à Gao ! Le coup était un peu gros et je n'étais pas disposé à me faire ainsi rouler dans la farine ! Je suis donc parti retrouver le colonel commandant les opérations dans son PC de Kidal et lui ai montré le message que je venais de recevoir.

— Bien, tu te prépares et demain, je mets la Land Rover à ta disposition pour rejoindre Gao.

Je l'ai regardé bien en face et lui ai rétorqué :

— Mais, mon colonel, je ne pars pas à Gao.

— Et pourquoi ?

— Je ne pars pas à Gao parce que je ne suis pas sous vos ordres. Comme militaire, vous êtes mon chef, mais il se trouve que j'ai été nommé commandant de cercle par arrêté ministériel. Vous pouvez me relever de mes responsabilités militaires, mais vous ne pouvez pas me relever de mes fonctions de commandant de cercle. Tant que je ne reçois pas une décision qui met fin à ces fonctions, je ne quitte pas Kidal.

Il a hoché la tête pensivement.

— Puisque c'est ta position, je vais envoyer un message demandant de statuer sur ton cas.

Je suis retourné à pied à mon bureau, comme j'étais venu, puisqu'on refusait même de me donner du carburant pour me déplacer dans ma Land Rover de fonction ! Deux jours après, un message est tombé disant : « *Le commandant Mariko reste commandant de cercle de Kidal jusqu'à nouvel ordre* ». Maintenant, je savais sur quoi m'appuyer. Mais le colonel commandant les opérations était manifestement mauvais perdant ! Il ne m'a pas appelé pour me l'apprendre, sans savoir que j'en avais déjà eu connaissance. J'ai attendu deux jours qu'il me convoque, mais je n'ai reçu aucun appel de sa part. Alors, j'ai eu envie de faire un peu d'ironie. Je suis parti le trouver.

— Mon colonel, je ne sais toujours pas ce que je dois faire...

— Mariko, restez à Kidal ! a-t-il répondu d'un ton rogue.

— Mon colonel, je suis bien ennuyé. Un message m'a demandé de partir à Gao. Pour rester, il me faut un nouveau message !

— Je vous dis de rester, c'est tout !

Je l'ai regardé ironiquement et j'ai tourné les talons.

— Mon colonel, le message, je l'ai reçu aussi !

Ce commandant de la zone opérationnelle, le colonel M. M., avait pratiquement commencé sa carrière d'officier dans l'Adagh. Il connaissait bien la zone et la population et s'entendait très bien avec les jeunes dont il avait aidé quelques-uns en les soutenant à l'école. Beaucoup d'intellectuels de la région lui doivent leur réussite. Il faut reconnaître qu'il a aussi contribué à empêché certaines exactions. Contrairement aux autres chefs militaires, il était toujours lui-même sur le terrain à Taykaren, et ensuite à Kidal. Lui aussi est tombé en disgrâce après les événements, paraît-il à cause des récompenses injustement attribuées aux non-méritants, ce qui aurait été fait en son absence. En tous cas, les hommes ne lui ont pas pardonné. Seul Dieu et les autorités savent si sa responsabilité était engagée, ou s'il a été victime d'une intrigue pour le désavouer auprès des militaires.

Quoi qu'il en soit, j'étais pour ma part éliminé des prises de décisions de l'armée. Les militaires se sont frottés les mains pensant qu'ils allaient pouvoir monter sans frein de grosses opérations de ratissage et taper fort. C'est dans cet état d'esprit qu'a été mise en place l'affaire de Toksimen qui consistait à déloger les rebelles des montagnes entourant Boughessa. Hélas, la réussite ne fut pas au rendez-vous : Toksimen fut une véritable catastrophe militaire. Étant considéré comme un élément dont il fallait se méfier, je n'étais pas dans le secret des préparatifs de cette opération. Je n'en ai su que ce que les sous-officiers et les hommes de troupe qui me faisaient confiance ont bien voulu me dire. C'était suffisant pour parfaitement comprendre ce qui s'était passé, car les mêmes erreurs qu'ailleurs ont été commises.

L'armée s'est postée à Toksimen avec plus de quatre cents hommes appuyés par un formidable matériel d'artillerie, de blindés, de mortiers. Elle préparait son ratissage lorsque le 4 septembre 1990, elle s'est faite surprendre par une attaque impromptue des rebelles. Le même scénario de cauchemar qui s'était déroulé à Abeybera ou à Boughessa s'est renouvelé, mais dans des proportions beaucoup plus importantes. La première erreur est venue de la disposition des troupes. Celles-ci étaient positionnées de telle manière que, dans la panique, elles se sont largement tiré les unes sur les autres. Un obus de 82 est tombé sur un BRDM qui a explosé sur le coup, or les rebelles ne disposaient pas de ce type de mortier... Quant aux balles de nos soldats, elles ont tué plus d'un militaire ! Nous avons eu à déplorer plus d'une quarantaine de morts à Toksimen. Comme dans les débandades précédentes, beaucoup d'hommes se sont enfuis n'importe où, en proie à la panique, se sont dispersés partout en brousse, se sont perdus et sont morts ensuite sous le soleil de plomb, de soif ou d'épuisement. On a mis une semaine avant de retrouver les derniers rescapés et plus encore à relever les cadavres éparpillés...

Dans cette affaire, le haut commandement lui-même n'a pas été à la hauteur. Le jour de l'accrochage de Toksimen, j'étais venu au PC pour des affaires de service. Je suis arrivé dans un PC en pleine pagaille, en plein branle-bas de combat. Les messages tombaient les uns après les autres : « *Accrochage, 20 morts* », « *Accrochage, 30 morts* », « *Accrochage, 35 morts* » ! Le bilan n'arrêtait pas de monter. Le colonel-commandant de zone opérationnelle, me voyant, m'a apostrophé, le visage livide.

— Mariko, ça ne va pas !

— Qu'est-ce qui ne va pas ? Que se passe-t-il ?

— À Toksimen, nos troupes sont accrochées, il y a beaucoup de morts et le bonhomme là-bas ne me donne pas une situation claire !

Le bonhomme en question, c'était le capitaine G. P., un jeune officier qui était apparemment totalement débordé.

— Il n'arrive pas à me donner de précisions ! a-t-il dit d'un air las.

— Mais mon colonel, il faut que vous partiez immédiatement sur le terrain ! Vous devez vous rendre là-bas !

Cependant, le colonel ne se décidait pas à partir. Finalement, après beaucoup de tergiversations, il a obligé le commandant, mon remplaçant, à partir vers Toksimen. Quand celui-ci est arrivé à proximité du lieu du combat, il a donné à ses hommes l'ordre de s'arrêter et ne voulait plus avancer. Le caporal-chef goumier Ayad ag Iknan, devant cet arrêt inopiné, lui proposa :

— Mon commandant, donnez-moi un véhicule, moi, je pars là-bas.

On a mis à sa disposition un véhicule dont le chauffeur était volontaire pour partir aussi. Enfin, un autre goumier, Anossi ag Alhamdou, a sauté dans la voiture en criant qu'il les accompagnait. Ces trois hommes seuls sont entrés à Toksimen, et deux d'entre eux étaient des Touaregs ! Ils ont retrouvé le capitaine G. P. assis, complètement abattu, regardant tous ces morts qui jonchaient le sol un peu partout, qui leur a dit avec un air hébété que le combat était terminé. Le caporal-chef Ayad est alors retourné voir le commandant pour l'informer qu'on ne tirait plus là-bas. C'est seulement à ce moment-là que la troupe est entrée à Toksimen, quand l'accrochage était terminé, alors qu'elle était venue en renfort !

Après ce désastre, la troupe grondait contre ses supérieurs, les traitant d'incapables, de bons à rien, et les rendant responsables de la mort de leurs camarades. Quand le colonel O. C., chef d'état-major général, accompagné de son staff, a débarqué à Kidal où il venait se rendre compte lui-même des dégâts, il s'est fait copieusement insulter par les soldats. Il était même un peu effrayé car les hommes, au bord de la mutinerie, criaient contre lui en lui montrant le poing et il a dû se retirer pour les calmer. Je me rappelais la conversation que j'avais eue avec le colonel Koné lorsqu'il m'avait relevé. Je lui avais demandé ce qu'il me reprochait et il m'avait répondu qu'on ne me reprochait rien sur le plan du commandement. En revanche, ils avaient compris que mon attitude par rapport à la population noma-

de déplaisait aux soldats et qu'ils devaient donc me relever pour ma propre sécurité. Je m'étais permis de lui répondre.

— Mon colonel, je me moque de ma sécurité et je suis dans l'armée pour prendre des risques. Si ma mort doit servir à quelque chose, laissez les hommes me tuer. Mais si vous me relevez simplement parce que les soldats le demandent, cela va se retourner contre vous. Vous ne pouvez pas donner aux hommes l'habitude de décider eux-mêmes qui doit les commander !

Il n'avait rien ajouté et je me demandais, en le voyant se faire insulter ainsi par de simples soldats, s'il se rappelait notre conversation de l'époque. Comprendait-il que cette façon de penser minait la discipline indispensable ? En tout cas, cette manifestation rageuse et spontanée de la troupe avait fait réfléchir le colonel O. C. sur mon cas. Une fois rentré au poste et avant de retourner à Bamako, il m'a fait appeler.

— Mariko, je compte sur vous !

— Mais, mon colonel, vous comptez sur moi dans quel but ? Je ne suis plus chef de secteur opérationnel. Je n'ai plus aucune autorité officielle sur la troupe !

— C'est vrai, mais je pense que vous pouvez reprendre votre commandement.

— Non, ce n'est pas possible, mon colonel. Personnellement, je suis encore capitaine, je ne suis pas officier supérieur, et votre note dit bien que les secteurs ne peuvent être commandés par des officiers subalternes. Ceci dit, même si j'étais nommé commandant, je ne prendrais plus la responsabilité d'un secteur qui en est arrivé à une telle situation !

Il n'a rien dit mais, en montant dans l'avion qui le ramenait vers la capitale, il s'est encore tourné vers moi et m'a demandé si j'étais bien sûr de ma décision. Devant ma réponse affirmative, il m'a alors demandé qui il pourrait placer comme chef de secteur en remplacement de l'ancien et je lui ai proposé le commandant S. M. Une fois arrivé à Bamako, il a rédigé une note qui destituait le commandant et le remplaçait par le commandant S. M. Je n'avais pas accepté d'être de nouveau chef de secteur, mais j'avais bien senti que mes thèses prenaient du poids à l'état-major et que la confiance en moi revenait peu à peu. Ce n'était cependant pas encore suffisant pour que l'armée change radicalement d'attitude. Quoi qu'il en soit, j'ai continué à agir dans le sens qui me paraissait le meilleur. Après tout, je ne menais pas cette action pour mes supérieurs, je ne la menais pas non plus pour le président de la République, mais pour le Mali et pour les populations. Il n'y avait donc aucune raison que je m'arrête, et ma position de commandant de cercle me permettait quand même de prendre des initiatives pour tranquilliser les gens et tenter d'améliorer la situation. Mon expérience me criait que la discussion était préférable à la brutalité et j'étais décidé à mettre ce principe en pratique.

C'est ainsi que j'ai organisé avec le commandant Konipo la mission de sensibilisation dont j'ai parlé plus haut, composée de militaires et de notables touaregs, qui devait tourner dans la région et faire en sorte que les gens s'expriment et soient

rassurés. Le 2 octobre, cette mission est partie de Kidal et nous avons parcouru les arrondissements de Tin Essako, d'Aguelhok, de Tessalit, ainsi que l'arrondissement central. À chaque étape, nous réunissions la population et les chefs de fraction, nous exposions la situation, expliquant les objectifs de l'armée, recueillant les revendications nomades à son intention et à celle de l'État, dans le but de dissiper la méfiance afin que les gens recommencent à se parler entre eux. J'expliquais pourquoi nous avions décrété l'interdiction de certaines zones, et j'écoutais les propositions des éleveurs pour la modifier. Ces zones étaient destinées à couper les rebelles de la population, mais aussi à séparer les populations civiles des combattants afin d'éviter les confusions et les erreurs. Cette tactique avait déjà été utilisée en 1963-64, mais à tort et à travers, sans tenir compte des parcours de la nomadisation. Comme des pâturages importants étaient alors inclus dans ces zones interdites, les animaux s'y rendaient, les éleveurs les suivaient ou venaient les récupérer, ce qui avait été la source de nombreux massacres d'animaux ainsi que de la mort de dizaines de personnes.

Je voulais à tout prix éviter de rééditer cette erreur et c'est pour cette raison que je demandais l'avis des populations sur les limites à établir. Grâce à cette approche, seules les zones de montagnes ont été interdites. J'expliquais aux gens pourquoi il ne fallait pas s'y rendre, et je les prévenais d'éviter les axes routiers où des accrochages étaient toujours possibles. Je demandais aussi à chaque assemblée d'excuser les erreurs de l'armée, parce qu'elles n'étaient pas le fait de l'ensemble des militaires. J'exposais que nous ne pouvions avancer sans une meilleure connaissance réciproque entre le Nord et le Sud et que, malgré nos cultures différentes, nous appartenions au même pays. Je prenais des exemples simples pour montrer à quel point les ressentiments pouvaient facilement s'exacerber. Je montrais la différence des coutumes, je parlais de la politesse touarègue et de la politesse bambara qui n'avaient pas les mêmes façons d'honorer les anciens. Bref, j'essayais de faire œuvre pédagogique pour rapprocher les gens entre eux, et ces discours s'adressaient aussi bien aux populations nomades qu'aux soldats et aux officiers. De place en place, nous attirions une assistance de plus en plus nombreuse, et on voyait bien que le changement de ton de l'administration donnait un espoir nouveau. J'ai la faiblesse de penser que ce type de mission était beaucoup plus bénéfique que de grandes opérations militaires, surtout quand ces dernières se soldaient par des désastres !...

Pourtant, les accrochages et les embuscades continuaient pendant cette période, mais tout le monde en avait assez. Le pouvoir, parce qu'il voyait bien qu'il n'arrivait pas à reprendre la situation en main militairement, et qu'il commençait à s'inquiéter de la contestation démocratique qui montait au Sud. L'armée, parce que cette série de désastres faisait monter dans la troupe un violent mécontentement, régulièrement exprimé ouvertement par les soldats qui exigeaient de rentrer chez eux. Quant aux rebelles, je l'ai su plus tard, eux-mêmes commençaient à s'essouff-

fler. C'est dans ce contexte que les premières négociations se sont tenues à Tamanrasset entre les représentants du mouvement rebelle, MPA (Mouvement populaire de l'Azawad), de l'État et des chefs traditionnels de l'Adagh. Elles ne furent pas faciles et, à cette occasion, on vit bien la distance qui existait entre les jeunes combattants rebelles et les chefs de fraction. Elles aboutirent pourtant assez vite, parce que Moussa Traoré était pressé de se libérer des problèmes du Nord pour se tourner vers ceux qui se profilaient au Sud.

Le 6 janvier 1991, les accords de cessation des hostilités, dits « de Tamanrasset » instaurant le cessez-le feu, étaient signés. Ces accords mettaient en place de très importantes décisions : cantonnement des rebelles dans des bases fixes et intégration future de ceux qui le voudraient dans l'armée, allègement substantiel du dispositif militaire, démilitarisation de l'administration, statut particulier des régions du Nord leur donnant le droit de s'administrer de façon autonome. Toutes ces décisions auguraient apparemment bien de l'avenir, mais il était aussi facile de constater que, s'il y avait là des offres généreuses, rien n'était prévu pour les préciser ou les appliquer... Quoi qu'il en soit, l'armée a commencé, à partir de ces accords, à se désengager des régions nomades. Des postes ont été abandonnés et les combats, pour un temps, ont pris fin. Seuls les postes de Kidal, d'Aguelhok, d'Anefis et de Tessalit furent encore occupés par des militaires, et toutes les unités de renfort sont rentrées dans leurs casernes.

Quant à moi, je suis resté commandant de cercle et j'ai repris la tête de mon bataillon de Kidal, le 11^e Bataillon d'infanterie mixte (11^e BIM). Les accords avaient beau être signés, la situation restait tendue. Les militaires qui restaient sur place et les rebelles cantonnés se regardaient en chiens de faïence. J'avais très peur des bavures toujours possibles, encore plus désastreuses maintenant que la paix semblait commencer à se réinstaller. Comme auparavant, j'ai continué à sillonner la région, sensibilisant les populations et les soldats à la paix, visitant tour à tour les postes militaires qui subsistaient. Certains militaires avaient commencé à comprendre ce que j'avais toujours dit et s'étaient mis à penser comme moi, mais beaucoup d'autres continuaient à me considérer comme un traître et un ami des rebelles. Je me faisais parfois manquer de respect et même insulter par des soldats, mais je n'en avais cure. Je ne m'énervais pas et je passais tout mon temps, calmement, à expliquer la situation aux officiers et aux hommes de troupe, tout en veillant attentivement à la discipline pour éviter tout dérapage.

Cependant, les événements se précipitaient au Sud. Des manifestations populaires se succédaient, les étudiants et les élèves se mettaient en grève et, du 22 au 25 mars 1991, des émeutes éclataient à Bamako. On faisait tirer sur la foule, occasionnant plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés. Personne ne savait qui en avait donné l'ordre le premier, mais la responsabilité de Moussa Traoré était engagée. L'armée malienne prit alors le pouvoir, sous la conduite d'Amadou Toumani Touré et constitua le 31 mars 1991 le CTSP (Comité transitoire de salut

public). Encore une fois, je n'étais pas présent lors du renversement du régime ! Ce coup d'État était pourtant justifié. Si les conjurés n'avaient pas pris le pouvoir aussi vite, il y aurait certainement eu un bain de sang à Bamako, si l'on en juge par ce qui avait commencé à se faire, et la façon dont les émeutes avaient été réprimées. L'armée, qui n'était déjà pas au plus haut dans le cœur des gens, parce qu'ils la considéraient comme le soutien du régime de Moussa Traoré, aurait définitivement perdu son âme.

Ce coup d'État a vraiment sauvé l'honneur de l'armée, et j'aurais facilement pu en être. Mais la petite équipe autour d'Amadou Toumani Touré avait bien analysé la situation, et n'a pas pris le risque de mettre de nombreuses personnes dans le secret. La majorité des militaires, il est vrai, en avaient soupé de ce régime qui, comme je l'ai déjà dit, avait favorisé certains hauts gradés, mais n'avait pas amélioré la situation de la masse. Des soldats étaient morts pendant la rébellion pour 15 000 Fcfa de solde par mois, et ceux qui étaient appelés au début de leur engagement, c'est-à-dire les hommes dits « PDL » (Pendant la durée légale), ne touchaient que 2 000 ou 3 000 Fcfa par mois ! Le mécontentement était réel, et beaucoup de militaires étaient prêts à se soulever, mais si les conjurés avaient mis beaucoup de monde dans le coup, le risque était qu'une fois de plus, l'armée garde le pouvoir pour elle. On entendait bien les militaires réclamer une épuration de l'armée de tous ces officiers corrompus, mais de là à redonner le pouvoir aux civils... Les souvenirs de l'époque de Modibo Keita n'étaient pas oubliés et, de toute façon, il y avait une telle méfiance entre les militaires et les civils ! En ce sens, l'équipe d'Amadou Toumani Touré a joué finement en lançant un coup d'État militaire avec juste une poignée de militaires ! Elle a beaucoup mérité de la nation en réussissant à instaurer une véritable démocratie seulement un an après le renversement du pouvoir à Moussa Traoré.

En attendant l'établissement de la démocratie, qui devait être concrétisé par des élections, les changements se faisaient rapidement sentir : le multipartisme était autorisé et de nombreux partis voyaient le jour, pendant qu'on préparait la tenue d'une Conférence nationale qui devait faire le bilan des années passées sous le régime de Moussa et jeter les bases de la future constitution nationale. Dans l'Adagh, nous suivions ces évolutions de loin et nous avions déjà fort à faire pour gérer une situation qui n'était pas simple. Les accords de Tamanrasset prévoyaient que les combattants rebelles seraient cantonnés dans leurs bases, mais encore fallait-il les ravitailler. Tous ces jeunes armés devaient être assistés, en dépit de quoi ils représenteraient un danger potentiel important. J'ai donc commencé à les rencontrer, à entendre leurs revendications que je répercutai vers le sommet pour faire avancer les choses plus rapidement. Mais le mécontentement a vite grandi, parce que les vivres n'arrivaient pas et que la situation semblait bloquée. Sur ce, le Mouvement populaire de l'Azawad, qui était jusqu'aux accords de Tamanrasset le seul mouvement touareg rebelle, a commencé à éclater. Son chef, Iyad ag Ghali, a

été contesté par une partie des combattants conduits par Ghissa ag Mohammed, et une scission s'est opérée entre ce MPA initial et un nouveau mouvement, le FPLA, le Front populaire de libération de l'Azawad, qui décidait de ne plus reconnaître les accords. Les attaques reprurent donc, mais elles avaient changé de zone. L'Adagh était à peu près épargné, même si l'insécurité y était grande, et les affrontements se situaient surtout plus au sud, le long du fleuve Niger. Ces événements étaient en train de se dérouler, lorsqu'en août 1991, un message radiodiffusé est tombé, me mettant à la retraite !

Nous étions soixante et un officiers à être atteints par la limite d'âge et mis à la retraite. Le message ne me laissait que trois jours pour transmettre les consignes, avant de tout abandonner et de partir. La décision était vraiment rapide et il n'y avait pas de temps à perdre ! Je me suis vite organisé, j'ai passé les consignes du cercle et du bataillon à l'officier qui allait servir d'intérimaire, j'ai préparé ma famille à partir et nous avons foncé sur Gao. Nous avons roulé sur la piste, croisant avec un peu de nostalgie les villages où j'avais vécu tant de choses depuis tant d'années. Enfin, nous sommes arrivés à Bourem, non loin de Gao, où nous avons rencontré par hasard une délégation de cadres touaregs de l'Adagh qui revenait de Bamako. Il y avait là de vieilles connaissances, Intalla, l'amenokal des Kel Adagh, Wadossen, Amzatta et d'autres. Nous nous sommes arrêtés pour échanger nos nouvelles, et ils m'ont demandé ce que je faisais là avec toute ma famille. Je leur expliquai ma nouvelle situation de retraité : ils en furent très surpris. En effet, ils avaient rencontré à Bamako le président du Comité transitoire de Salut public, Amadou Toumani Touré, qui leur avait appris qu'il avait donné des ordres pour que je sois maintenu à Kidal, comme chef de bataillon et commandant de cercle. J'étais un peu étonné par leurs dires, car je n'avais reçu aucun message mentionnant cette décision, et les ordres actuels étaient de me rendre à Gao. Nous nous sommes séparés sur cette incertitude et j'ai continué avec ma famille sur Gao où nous devons prendre l'avion militaire pour Bamako.

À Gao, je me suis présenté au commandant de zone. Lui aussi avait rencontré la délégation touarègue qui lui avait parlé de mon maintien dans l'Adagh, mais il n'avait pas reçu non plus de confirmation. Je lui dit que j'allais par conséquent poursuivre sur Bamako, et il m'a prêté une maison pour passer la nuit avec ma famille. Le lendemain, après quelques emplettes au marché, nous nous préparions à partir quand un message du chef d'état-major est arrivé : « *Retour du capitaine Mariko sur Kidal. Instructions suivront* ». Je commençais un peu à m'agacer de tous ces contrordres, et retournai voir le commandant de zone pour obtenir quelques explications. Comme il n'en avait aucune, j'étais assez mécontent.

— Moi, je continue sur Bamako. On ne peut pas me faire déplacer toute ma famille à Bamako et me faire revenir sans explications. Je ne suis plus un gosse qu'on promène à sa guise !

Le commandant de zone était le lieutenant-colonel Amara Doumbia, qui est

comme un petit frère pour moi.

— Grand frère, d'habitude, c'est le plus vieux qui conseille le plus jeune sur ce qu'il doit faire. Mais aujourd'hui, c'est moi, le petit frère, qui dois donner des conseils au grand frère ! Et moi, je vous conseille de revenir à Kidal. D'abord, ceux-là même qui vous ont mis à la retraite vous demandent de revenir. Ensuite, je viens de discuter avec la délégation des cadres touaregs qui vous réclame. Si vous ne le faites pas pour vos supérieurs, faites-le pour la population. Elle a besoin de vous.

Je fus très ému par ce discours, car j'entendais cette fois clairement que les gens de Kidal avaient confiance en moi, un militaire, que mes supérieurs le comprenaient, et que je n'avais donc pas complètement perdu mon temps ni prêché en vain !

— Mon colonel Doumbia, tu m'as convaincu et je vais retourner à Kidal. Mais par prudence, je laisse ma famille sous ta garde à Gao. En cas de nouveau contrordre, au moins n'y aura-t-il qu'une personne à déplacer.

Je retournai donc à Kidal où je reçus peu après un message confirmant bien le prolongement de ma situation de commandant de cercle et de chef de bataillon. Cette première retraite avait duré seulement une journée ! Je n'avais vraiment pas eu le temps de me reposer, et il me fallait maintenant contribuer à enraciner la paix au Nord.

ENRACINER LA PAIX (1991-1992)

De retour à Kidal, je me suis jeté à corps perdu dans les actions qui me paraissaient nécessaires au maintien de la paix précaire qui avait commencé à s'installer et qui, comme d'habitude, nécessitait d'abord de ramener les plus intransigeants à de plus justes sentiments, et ensuite de dissiper les méfiances réciproques. Ce n'était pas impossible, mais il était évident qu'il faudrait du temps, et qu'on ne pouvait avancer que pas à pas. Comme j'avais deux casquettes, étant responsable civil et militaire, et parce que je commençais à bénéficier de la confiance des mouvements, je multipliais les réunions qui mêlaient cadres touaregs, rebelles et officiers. Ces rencontres étaient un bon moyen de prendre la température de toutes les composantes et d'observer ceux qui, dans chaque groupe, étaient les partisans de la paix ou de la guerre, les modérés et les extrémistes. Lors de ces réunions de sensibilisation auprès de la population, de l'administration ou de l'armée, je comprenais qui était récalcitrant au dialogue, qui pensait qu'il fallait utiliser la manière forte avec les rebelles, qui n'avait aucune confiance en l'armée... Ces échanges me permettaient ensuite de placer les gens dans des situations qui pouvaient les faire réfléchir. Par exemple, en envoyant des missions auprès des bases rebelles... On ne se battait plus, mais les combattants touaregs n'étaient alors pas encore intégrés dans les corps en uniforme, et ils restaient cantonnés dans leurs propres camps dans les montagnes, armés, attendant l'évolution de la situation.

Un jour, j'ai formé une délégation pour aller les rencontrer, tout en leur apportant un peu de vivres. J'ai mis dans cette délégation des cadres songhays qui s'étaient opposés à la rébellion. Il y avait entre autres Daouda Touré, et Cissé qui était alors chargé du service social. Je leur ai adjoint des cadres touaregs, l'ensemble devant être escorté par des membres des mouvements rebelles. Quand les cadres songhays ont compris ce que je préparais, ils sont venus me voir, alarmés, en me reprochant de vouloir les envoyer à la mort. Ce que je leur ai répondu ne les a pas rassurés.

— Si vous voulez que les choses avancent, il faut faire cette mission. Si on ne vous tue pas, vous aurez le temps d'observer ce qui se passe dans les bases et de me rendre compte du climat qui y règne. Si l'on vous tue, ce sera dans le cadre d'une mission pour la paix et, d'une façon ou d'une autre, cela servira le pays.

Il faut leur rendre cette justice que, malgré leur frayeur, ils ont eu quand même le courage de partir... Ils devaient se rendre à Abeybera, Boughessa, Tin Zawaten, et revenir ensuite à Kidal. Mais, alors qu'ils étaient entre Boughessa et Tin Zawaten, des émeutes ont éclaté à Gao dans la population songhay qui s'en est pris aux Touaregs et Maures de la ville, et des massacres ont été commis. La nouvelle s'est rapidement répandue dans tout l'Adagh et eux, Songhays au milieu des

Touaregs rebelles, se sont dit : « Avec ces événements et dans notre situation, c'est fini, nous sommes morts ! ». Daouda m'a raconté ensuite qu'en entendant ces nouvelles, il s'était mis à pleurer à chaudes larmes... Mais en le voyant dans cet état, les Touaregs rebelles eux-mêmes sont venus lui parler.

— N'ayez pas peur, on ne vous touchera pas ici. Si quelqu'un s'attaque à vous, il faudra qu'il nous vous tue d'abord. Personne ne vous fera de mal. Ce qui s'est passé à Gao, vous n'en êtes pas responsables.

Lorsque la mission est finalement rentrée à Kidal, j'ai organisé une réunion élargie aux cadres touaregs pour qu'elle fasse son compte-rendu. C'est Daouda lui-même, au milieu de l'assemblée, pleurant encore d'émotion à ce souvenir, qui s'est levé pour demander à tous de changer de mentalité et de travailler pour la paix... Chez les militaires aussi, je voyais des soldats ou des gradés, après ce genre d'épreuve, modifier leur opinion sur les populations du Nord. Je me souviens d'un caporal, que les Touaregs appelaient « technisi », le hérisson en tamashaq, qui ne manquait pas une occasion pour galvaniser ses camarades contre les rebelles.

— Ces gens là, disait-il, nous n'avons rien à voir avec eux ! Il faut les mater !

Un jour, je l'ai pris à part, et j'ai commencé à faire mine de rentrer dans son jeu.

— Tu es un homme, tu es un Bambara, n'est-ce pas ? En principe, un vrai Bambara n'a peur de rien ?

Il m'a répondu que c'était vrai : il n'avait jamais peur.

— Bon, aujourd'hui donc, je t'envoie en mission avec les rebelles !

Il s'est un peu troublé, mais il ne pouvait pas reculer et a répondu, d'un air bravache, qu'il était d'accord. Je savais bien qu'il était assez effrayé de se retrouver tout seul au milieu des combattants touaregs... Il est pourtant parti durant trois jours avec les rebelles. À son retour, en réunion avec les soldats du camp, il s'est levé et a déclaré :

— Moi, à partir de maintenant, je préfère partir en mission avec les rebelles qu'avec mes propres camarades !

Il avait compris, pendant sa mission, que ceux qu'il pensait être des ennemis étaient, eux aussi, de braves gens. Ainsi, petit à petit, j'arrivais à faire avancer les choses, à faire comprendre la réalité à certains. Dans chaque groupe, je cherchais à toucher les individus les plus braqués et les plus influents, et à les amener à ouvrir les yeux, car je savais que c'étaient eux qui, ensuite, pourraient le mieux convaincre les autres. C'est ce stratagème que j'ai utilisé, au sein de l'armée autant qu'auprès des cadres, et il s'est avéré très utile...

Je ne pouvais de la sorte changer rapidement les mentalités de tout le monde, et le plus urgent était qu'enfin les promesses faites soient tenues. C'est par là que je devais commencer, parce que ce point de départ conditionnait tout le reste. C'était un travail difficile, toujours en raison des méfiances et des extrémismes. En réalité, tout se tenait mais il fallait bien prendre l'écheveau par un bout. Il fallait commencer par ravitailler les bases où les combattants rebelles étaient cantonnés,

parce qu'il était clair que si on le faisait pas, la colère allait monter de nouveau. J'ai donc rapidement formé une délégation et, une fois l'autorisation accordée, nous sommes partis ensemble vers Bamako pour informer les autorités des actions à mener de toute urgence. Notre délégation comptait cinq personnes, représentants du mouvement rebelle comme Aboubakrim, ou des notables de la région tel que Wadossen.

À Bamako, nous avons été reçus par le président du CTSP lui-même, Amadou Toumani Touré. Il nous a très bien accueillis et nous a écoutés attentivement. Nous lui avons décrit la situation, l'exigence de mener sur le terrain une sensibilisation à outrance, afin que tout le monde comprenne l'importance des accords et ne cherche pas à les remettre en question. Nous avons également souligné à quel point il était utile de ravitailler les bases pour calmer les jeunes démunis qui s'y trouvaient, en leur prouvant que le pouvoir tenait ses promesses. Enfin, nous lui avons demandé de mettre à notre disposition les moyens indispensables, d'ailleurs très modestes, pour toutes ces actions. Nous avons besoin d'un véhicule léger pour sillonner rapidement la région, de deux gros véhicules de transport et des vivres nécessaires pour ravitailler les bases. Le président Touré nous a rassurés, disant qu'il comprenait parfaitement nos propos, et nous a enjoint de coucher sur papier nos demandes qui allaient être prises en considération.

Nous sommes sortis de cet entretien très optimistes. Mais Amadou Toumani Touré n'était pas seul en cause ! Au-delà de sa personne, il fallait faire bouger le reste de l'administration, où tout le monde ne comprenait pas aussi bien l'urgence des problèmes. Tout d'abord, seul le véhicule léger demandé a été fourni. Les véhicules de transport étaient trop difficiles à obtenir... Les vivres réclamés semblaient quant à eux plus accessibles. On nous a mis en contact avec l'intendant général, pour déterminer les quantités nécessaires ; on a défini avec lui les besoins et finalement noté par écrit ce qui devait être envoyé aux bases. L'intendant nous a assuré qu'il préparait l'ensemble de cette liste et que nous n'avions qu'à rentrer en attendant qu'il nous livre la commande souhaitée. Après tout, cela ne s'était pas si mal passé ! Nous sommes rentrés dans l'Adagh raisonnablement satisfaits de la réussite de notre démarche, même si nous n'avions pas obtenu tout ce que nous demandions.

J'ai attendu la livraison promise. Les jours ont passé, puis les semaines, puis les mois ! J'envoyais message sur message pour réclamer les vivres promis, en vain... Au bout de deux mois, n'y tenant plus, je suis retourné à Bamako. Ma crédibilité personnelle était en jeu ! En effet, les éléments des mouvements rebelles, ne voyant rien venir, commençaient à s'énerver, à douter de moi, et je les comprenais très bien. À Bamako, je suis revenu voir l'intendant pour obtenir des explications.

— Vous savez, Mariko, ce n'est pas simple ! Si on commence à soutenir les bases rebelles et à les nourrir, il va y avoir des récriminations dans l'armée. Et si les

rebelles commencent à attaquer les camps militaires, les hommes vont dire qu'on a nourri les rebelles pour leur permettre de nouvelles agressions.

J'étais vraiment ébahi.

— Mais si vous ne nourrissez pas les bases, c'est maintenant qu'ils vont attaquer, parce qu'ils seront en colère à cause des promesses non tenues ! Et puis, si nous ne vouliez rien faire, malgré les accords signés, il fallait me le dire quand je suis venu avec cette délégation du Nord ! Tout le monde était alors d'accord pour soutenir les bases. Et dès que nous avons tourné le dos, vous avez abandonné vos bonnes dispositions ! Ce n'est pas possible, il fallait au moins nous dire tout de suite que ce n'était pas le moment de le faire !

J'étais furieux et, le plantant là, je suis allé voir le nouveau ministre de la Défense qui était une vieille connaissance, Kafougouna Koné. Je me suis expliqué franchement, montrant mon indignation, et il a quand même ordonné de débloquer la première tranche des fonds promis, c'est-à-dire 300 000 Fcfa. Mais je n'ai plus rien obtenu de plus par la suite... Il me fallait nourrir toutes les bases où étaient cantonnés les jeunes combattants avec cette somme largement insuffisante !

Cependant, malgré cela, il m'apparaissait très clairement que les autorités de la transition, Amadou Toumani Touré en tête, désiraient réellement régler le problème du Nord. Les déclarations et les discours d'ATT ont certainement contribué à détendre ce climat difficile. Son gouvernement a pris les moyens, devant la recrudescence des attaques et la renaissance de l'opposition des mouvements rebelles, de reprendre les négociations et de demander la médiation de deux experts indépendants, le Français Edgar Pisani et le Mauritanien Ahmed Baba Miské. Après la remise de leur pré-rapport en septembre 1991, la première conférence qui devait mettre en place les aspects techniques d'un nouvel accord, et qui s'est tenue à Ségou du 25 au 27 novembre 1991, a vu l'engagement formel du CTSP dans la création des conditions du retour au calme et la reprise des négociations. La difficulté provenait surtout de ce qu'il n'avait pas que ce problème à prendre en compte, et qu'ensuite, il devait avancer avec précaution.

Amadou Toumani Touré n'était pas suivi par tout le monde dans cette gestion de la paix, et beaucoup de bonnes décisions qu'il a prises n'ont pas été exécutées. Le pouvoir politique était sous pression. Après le 26 mars et la chute de Moussa Traoré, il n'y avait plus d'autorité d'État au Mali. Tous ceux qui représentaient localement l'État étaient contestés.

Le cas du juge de Kidal reflétait bien le sentiment général. Un jour, je reçus une note de service de sa main intimant au régisseur de la prison de Kidal de ne plus obéir qu'à lui seul pour tout ce qui concernait les prisonniers, au mépris de mon autorité. Mon adjoint était scandalisé et voulait se précipiter chez le juge pour lui demander des explications. Pour le calmer, je lui ai dit qu'il ne fallait pas agir dans la précipitation quand on commande. Dans les situations que nous connaissions à ce moment-là, il était encore plus indispensable de se donner le temps de la

réflexion ! Finalement, j'ai réussi à faire comprendre au juge que nous n'étions pas à Bamako, mais à Kidal. Bien que la prison soit ravitaillée par la capitale, la corvée de bois nécessaire à la cuisine ne pouvait se faire qu'avec les moyens militaires locaux dont je disposais. Nous étions donc condamnés à collaborer ! Devant l'évidence, le jeune juge fougueux est devenu raisonnable, et nous avons par la suite très bien travaillé ensemble...

Toutes ces masses qui avaient agi pour la révolution, les organisations politiques, la société civile, les étudiants, n'étaient pas faciles à mener. En premier lieu, ATT devait stabiliser le retour à la démocratie, et il avait fort à faire, alors que son pouvoir était faible. Les autorités du CTSP avaient à leur tour la hantise du coup d'État, pas tant par frayeur pour leur sort personnel que pour la remise en question du processus de démocratisation engagé.

L'armée elle-même était très difficile à gérer et elle représentait une source considérable de dangers potentiels. Il y avait les officiers qui n'étaient pas contents de n'avoir pas été informés du coup en préparation et de ne pas être au pouvoir, ceux qui étaient jaloux des postes des autres, et ceux qui n'aimaient pas Amadou Toumani Touré. Il y avait aussi le malaise général des militaires, sans oublier l'humiliation ressentie par beaucoup d'entre eux. L'armée avait renversé Moussa Traoré, certes, mais auparavant, elle avait aussi tiré sur la foule, et la population ne lui pardonnait pas. Dans la répression des émeutes populaires de mars 1990, la conduite de l'armée ne passait pas et les gens parlaient très mal des militaires. Pourtant, dans leur très grande majorité, ces derniers n'avaient pas profité du régime de Moussa Traoré. Ils ont été par contre investis de ce qu'on lui reprochait et ont joué le rôle de boucs-émissaires. Les militaires n'étaient plus aimés, et la vue d'un uniforme dans la rue excitait la haine des passants. Étant à Kidal dans ces moments-là, je n'avais pas ce problème, mais beaucoup de mes camarades qui étaient à Bamako m'ont raconté qu'ils devaient se rendre à leur travail en tenue civile avec leur uniforme dans un sac, car ils avaient peur de se faire lyncher sur le trajet... La conférence nationale tenue en août 1991 a amélioré la situation, parce que dans ce grand déballage général, l'armée a reconnu ses fautes et a présenté publiquement ses excuses au pays. En revanche, elle en a conçu un sentiment de culpabilité qui a en partie effacé les bénéfices de l'action d'Amadou Toumani Touré. Non, ce n'était vraiment pas une situation facile à gérer !

Bien entendu, dans ce contexte, certains ont contribué à attiser les problèmes. Car en dehors des difficultés psychologiques, il y avait dans l'armée les véritables difficultés matérielles déjà évoquées. Les militaires mécontents de leur situation ont bien normalement voulu eux aussi profiter du changement et ont commencé à réclamer leurs droits. Le mouvement est particulièrement parti de la base, où des hommes de troupe ont créé une coordination de soldats. Les soldats n'avaient encore jamais tant revendiqué au Mali, et c'était un souci de plus pour le pouvoir.

Puis, il y eut le problème Diabira. Le commandant Lamine Diabira, qui était

ministre de l'Administration territoriale, avait voulu préparer un coup d'État, qui a heureusement été déjoué à temps, et il a été arrêté sur ordre d'Amadou Toumani Touré. Il portait l'espoir des hommes de troupe et la coordination, sous la direction du sergent-chef Lamine Traoré, a commencé à marcher contre l'État, arrêtant des officiers et des chefs militaires, leur arrachant leurs galons, les enfermant dans des coffres de voiture pour les emprisonner. L'affaire a été chaude ! Par chance, le soulèvement a été limité à Kati, et l'ensemble de l'armée, se désolidarisant de cette action, n'a pas suivi. Mais que se serait-il passé si cette histoire avait été mieux préparée par ceux qui voulaient rendre tout le pouvoir à l'armée ? L'ensemble de ces éléments inclinait les autorités à craindre les réactions de l'armée, jusqu'à et y compris sa base.

Certaines décisions politiques pouvaient remettre en question le fragile équilibre existant et engendrer des réactions imprévisibles ou, au contraire, trop prévisibles des militaires. Parmi ces décisions, tout ce qui touchait au problème du Nord était sensible, parce que dans cette histoire aussi les militaires se sentaient humiliés. Ils n'avaient pas réussi à reprendre le contrôle des événements, ils s'étaient fait battre à de nombreuses reprises, et ils voyaient bien que la nouvelle situation des accords au Nord entérinait leur défaite. Ils avaient du mal à le supporter, d'autant plus qu'on leur demandait de prendre contact avec les rebelles et de les aider, alors qu'ils étaient leurs anciens ennemis. Tout ceci permet de mieux comprendre les attermoissements du pouvoir et son attentisme, même si cela ne l'excuse pas. Avec un peu plus de courage, l'amélioration aurait certainement été plus rapide. Mais les autorités ne voulaient pas prendre de risques inconsidérés : elles avaient trop peur de l'inconnu.

La résolution du problème du Nord a donc pâti de toutes ces difficultés et de ces retards. À cause de cela, ainsi que des problèmes internes à la société touarègue, la situation s'est largement compliquée après les accords de Tamanrasset et la chute de Moussa Traoré, notamment parce que le mouvement initial, le Mouvement populaire de l'Azawad (MPA), qui était déjà flanqué à Tamanrasset du mouvement des Maures et des Arabes, le Front islamique et arabe de l'Azawad (FIAA), a peu à peu éclaté en plusieurs morceaux. La première division, déjà évoquée, a été la dissidence du FPPLA, le Front populaire de libération de l'Azawad. Même si elle était déjà latente, cette scission a été déclenchée par l'erreur commise en commun par le pouvoir et le chef du MPA, Iyad ag Ghali, qui manquait certainement d'expérience politique, malgré sa grande valeur militaire.

Quoi qu'il en soit, dès la signature des accords de Tamanrasset, l'État, encore représenté par Moussa Traoré, a invité Iyad à se rendre à Bamako, et il a eu le tort d'accepter. C'était une erreur, parce qu'avant cela, Iyad aurait dû faire le tour de toutes les bases rebelles pour expliquer les accords de Tamanrasset et démontrer les grandes avancées obtenues. Il aurait dû rencontrer les combattants sur le terrain, dans les bases d'In Taykaren, de Tigharghar ou de Boughessa, leur exposer la

situation, et obtenir leur consensus avant d'accepter l'invitation de se rendre à Bamako. Mais Iyad a commis l'erreur de partir tout de suite, sans un minimum de pédagogie. Il faut toujours prendre le temps d'expliquer les choses !

L'État aussi a été responsable de cette erreur. Il ne devait pas inviter Iyad si vite. Au contraire, il fallait lui laisser le temps de l'explication, du compte-rendu, et même le soutenir dans cette démarche par une mission nationale de cadres et de militaires qui l'aurait accompagné, pour bien faire comprendre qu'il y avait eu un accord. Au lieu de cela, Iyad a complètement négligé les rebelles des bases, et sa visite à Bamako a été médiatisée à l'extrême. Lui-même est très modeste et simple, mais quand les gens ont vu l'État le recevoir en grande pompe, lui donner des véhicules alors qu'eux étaient affamés dans la brousse, la jalousie s'est déclarée. Aussi, quand Iyad est enfin venu voir les bases et a commencé par Taykaren, Ghissa ag Mohammed, le futur chef du FPLA, n'a pas voulu le recevoir et les jeunes combattants ont tiré sur son véhicule. Ils ont pensé qu'Iyad avait tourné sa veste en faveur du pouvoir. Comme la méfiance n'avait pas été apaisée par l'explication des accords, beaucoup ont pensé que c'était de la poudre aux yeux pour que les armes se taisent et, avec Ghissa, ils ont voulu continuer le combat. Ils se sont désolidarisés de la signature des accords et quelques jours plus tard, ils sont revenus à la lutte armée ! Ils étaient confortés dans leur sentiment par une deuxième erreur des gens au pouvoir qui avaient certainement cru bien agir, en logeant les délégués rebelles dans des palaces, en les emmenant voir des réalisations grandioses, le barrage de Manantali, le barrage de Sélingué, et en les invitant dans de luxueuses salles de réception.

Or, les rebelles s'étaient révoltés à cause de la pauvreté du Nord et de sa marginalisation par rapport au Sud, et du développement du Sud au détriment du Nord. En constatant le faste de la visite que l'information avait largement diffusée, les jeunes sur le terrain ont été confortés dans le sentiment d'injustice qu'ils portaient déjà en eux. Il aurait fallu faire visiter des hameaux de culture, montrer comment vivaient les paysans du Sud et leurs difficultés. Le meilleur développement du Sud par rapport au Nord était une réalité, mais il fallait montrer que les gens du Sud ne vivaient pas non plus dans le luxe ! Il fallait faire comprendre aux rebelles qu'eux aussi souffraient, même si ce n'était pas de la même manière. Montrer à ces éléments du mouvement rebelle ce Sud paysan, éleveur et pêcheur, les aurait fait réfléchir et aurait relativisé leur mauvaise condition. Mais on a commis l'erreur de faire tout le contraire, et les plus révoltés ont durci leurs positions.

Le FPLA s'est donc séparé du MPA et, malgré le retour d'Iyad sur place et ses efforts pour éviter la scission, a recommencé ses actions de guerre. Pendant ce temps, les éléments du MPA, qui étaient tout autant des Ifoghas (considérés comme des nobles), que des Imghad (perçus comme dominés), avaient commencé à circuler librement dans l'Adagh. Ils sont entrés dans les villages, à Kidal, Aguelhok, Tessalit, ont recommencé à visiter les campements en brousse. Le premier effet de

cette liberté fut qu'ils ont rapidement été rattrapés par les réalités de leur société et par la hiérarchisation des classes sociales. La famille dirigeante des Ifoghas, celle de l'amenokal Intalla, qui avait agi contre la rébellion pendant les combats, s'est intéressée à ce mouvement rebelle dirigé par un membre de leur tribu, Iyad ag Ghali, qui appartenait lui aussi aux familles Ifoghas. Pendant la clandestinité, lorsqu'ils étaient en Libye, tous ces jeunes avaient rejeté la séparation des Touaregs en tribus, et la domination des nobles sur les autres. Iyad lui-même, j'en ai été témoin, ne désirait pas non plus affirmer la domination de la famille et des tribus des nobles Ifoghas sur les tributaires. Mais la pesanteur des habitudes sociales a été la plus forte. Les jeunes combattants Ifoghas ont été de nouveau influencés par leurs parents, tandis que du côté Imghad, on se raidissait dans la volonté de ne plus être dominé par les nobles. Il y a eu des provocations de part et d'autres, des discussions houleuses, et les Imghad ont commencé à penser que le mouvement rebelle était en train d'être récupéré par les nobles, ce qu'ils ne pouvaient pas accepter.

Une autre scission est née et, en novembre 1991, un nouveau mouvement a vu le jour sous le nom d'Armée révolutionnaire de libération de l'Azawad (ARLA). En plus des objectifs d'origine, ce mouvement voulait accomplir la révolution sociale à l'intérieur même de la société touarègue, et mettre fin à la domination des nobles. Tous ceux qui n'étaient pas Ifoghas sont alors sortis du MPA pour rejoindre l'ARLA, qui s'était donné pour chef Abderahman Galla.

Toutes ces séparations m'attristaient profondément. J'avais fréquenté cette région depuis l'indépendance, j'en connaissais les problèmes, j'en aimais les gens. J'avais été témoin de beaucoup d'injustices, de beaucoup d'exactions et je ne pouvais qu'admettre la légitimité de leur action. Je les avais combattus, parce que c'était ma mission de ne pas laisser le pays éclater, mais je les comprenais bien. Or, lorsque l'État et la population du Mali commençaient eux aussi à comprendre et acceptaient petit à petit de réparer les erreurs passées, lorsqu'ils pouvaient compter sur le soutien de l'opinion internationale, lorsqu'il fallait sur ces nouvelles bases construire et faire progresser la paix et ses avantages, voilà qu'ils commençaient à se déchirer entre eux. C'était le moment ou jamais de rester unis, c'était même leur devoir ! En restant soudés, ils pouvaient faire considérablement bouger les choses, mais voilà qu'ils étaient rattrapés par les problèmes de tribalisme et les divisions sociales. S'ils avaient réussi à faire taire leurs divisions, à éviter les mesquineries et les dissensions internes, beaucoup de difficultés auraient été évitées par la suite, et on aurait fait l'économie de beaucoup de morts et de détresses. Mais c'était ainsi, ces problèmes humains existaient et il était inévitable qu'ils s'expriment. Cela ne m'a pas facilité la tâche, parce qu'à partir de là, j'ai du aussi gérer les affrontements entre rebelles !

En premier lieu, il fallait que les gens comprennent que je n'étais pas partisan d'un mouvement ou d'un autre. Cependant, j'avais pris l'habitude avant l'éclate-

ment de travailler avec les chefs du MPA qui était à ce moment-là le seul mouvement représentatif. Or, ces chefs étaient majoritairement issus de la noblesse Ifoghas. C'étaient eux que je connaissais, alors que j'avais peu rencontré ceux qui sont partis dans le FPLA ou l'ARLA. Par conséquent, à cause de mes contacts avec les dirigeants du MPA, on m'a accusé de prendre fait et cause pour ce mouvement ! On m'a même reproché de lui avoir donné des armes, ce qui était faux, même s'il existait un fond de vérité qui pouvait prêter à confusion. En effet, en échange des services rendus pendant la rébellion, le ministre de la Défense avait décidé d'accéder à la requête de l'amenokal Intalla qui désirait posséder une arme pour sa propre autodéfense. Il avait donc envoyé un message en ce sens à Kidal. Cela se passait pendant ma si brève retraite en août 1991. Je n'étais donc pas sur place quand le message est arrivé, et le capitaine qui m'avait succédé en intérim avait peu l'expérience du commandement. En recevant cette autorisation du ministre de la Défense, il a fait venir Intalla, lui a présenté les armes qu'il possédait et lui a demandé de choisir celles qu'il désirait. Évidemment, Intalla ne s'est pas fait prier et il a embarqué deux mitrailleuses, deux lance-roquettes antichar, une dizaine de carabines et une dizaine de pistolets-mitrailleurs, avec des munitions et des grenades ! C'était bien sûr gigantesque et exagéré pour l'autodéfense d'un seul individu : il y avait là de quoi armer toute une section renforcée ! Peu après, je revenais à Kidal et j'apprenais cette affaire. Je convoquai le capitaine en question.

— Mon bonhomme, tu t'es laissé piéger ! Il fallait demander confirmation de son message au ministère de la Défense. Et même après confirmation, on t'avait dit d'armer Intalla pour son autodéfense ! On assure son autodéfense avec un pistolet automatique, pas avec cet arsenal d'armes lourdes !

Bien entendu, Intalla avait distribué ces armes autour de lui, à tous ceux qui pouvaient le protéger, c'est-à-dire à ses enfants, ses neveux, ses connaissances. Ils étaient tous nobles, donc tous du MPA. J'avais donc armé le MPA, indirectement, même si ce n'était pas moi qui avais commis l'erreur. Il me fallait récupérer ces armes. Mais si vous donnez une arme à un nomade, allez essayer de lui reprendre ! J'ai convoqué Intalla et lui ai demandé de rendre tout ce matériel, mais même lui ne pouvait plus les récupérer ! J'ai alors utilisé un stratagème, qui m'a au moins permis de reprendre les deux mitrailleuses. Lorsqu'elles se sont enrayées, on est venu me demander des pièces pour les réparer. J'ai demandé de les apporter pour que nous fassions nous-mêmes les réparations. Bien entendu, je ne les ai pas rendues. Cette astuce a marché pour les premières armes, ensuite, ce fut plus difficile !

J'étais donc accusé par l'ARLA d'avoir armé le MPA, alors que je n'y étais pour rien, le responsable était le ministre de la Défense et, de plus, les armes avaient été données à Intalla, pas à Iyad ni à son mouvement. Il était indéniable qu'il y avait une collusion entre le MPA et la chefferie traditionnelle qui avait pourtant largement combattu contre Iyad, en 1990 ! Au tout début des attaques, Intalla était venu

me voir afin de former une patrouille mixte composée de chefs de fraction et de militaires, dont le but avoué était de rencontrer les rebelles pour connaître leurs revendications. Je ne pouvais lui donner moi-même cette autorisation, mais j'avais fait part de cette demande à l'état-major qui m'avait donné le feu vert. Une fois autorisé à monter sa patrouille, Intalla était revenu me voir pour me demander des armes. Je ne pouvais prendre sur moi de lui en donner et, après échange de messages, le commandement m'avait de nouveau enjoint de lui accorder tout ce qu'il voulait. J'avais obtempéré et la patrouille était partie dans les montagnes. En réalité, elle n'avait pris contact avec les rebelles qu'en cas d'accrochage et c'était elle qui avait découvert les caches rebelles de vivres et de carburant. À l'origine, le vieux Intalla était contre la rébellion parce que, depuis la colonisation et ensuite après l'indépendance, sa famille avait dirigé l'Adagh avec l'appui des autorités et de l'administration qui était sa force. Plus la société touarègue évoluait, plus le prestige de la famille dirigeante diminuait, plus il avait besoin de l'administration pour maintenir son pouvoir. Il y a longtemps, la parole de l'amenokal était vraiment prestigieuse et on ne l'écoutait qu'en baissant la tête ! Mais les jeunes n'étaient plus impressionnés par les chefs traditionnels qui avaient bien compris qu'il y avait dans cette rébellion les racines d'une remise en cause de leur pouvoir. Comme ils tiraient de plus en plus leur force de l'État, ils se sont placés à ses côtés.

Cependant, malgré ces remous de fond qui tendaient à les éloigner les uns des autres, les mouvements rebelles continuaient à analyser la situation. Il leur paraissait de plus en plus évident qu'ils n'arriveraient à rien s'ils ne présentaient pas un front uni dans les négociations avec le pouvoir. Cela devenait urgent, parce que les accords de Tamanrasset, signés par Moussa Traoré, insuffisamment précis et complètement remis en question par la reprise des hostilités, n'avaient plus aucun sens. Finalement, début décembre 1991, les représentants des différents mouvements se rencontraient en Algérie, à El Goléa, et réussissaient à surmonter leurs divergences pour créer une structure commune chapeautant les différentes organisations, nommée MFUA, (Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad). J'en étais content pour eux, parce que cela débloquent l'essentiel. De fait, les rencontres entre les MFUA et le gouvernement de transition se sont multipliées rapidement à partir de là. Ce même mois de décembre, du 29 au 30, des discussions à Alger débroussaient la reprise des négociations qui devaient conduire à la signature d'un nouveau traité et prévoyaient le programme des rencontres à venir. En même temps, le Mali avançait rapidement sur la voie de la démocratie.

Le 12 janvier 1992, un référendum permettait de doter le pays d'une nouvelle constitution qui ouvrait la possibilité d'une série d'élections destinées à reconstituer les autorités représentatives. Municipales, législatives et présidentielles devaient se succéder tout au long de l'année, et les nombreux partis nés avec l'instauration du multipartisme se lancèrent dans la campagne électorale. Les deux partis les plus importants, et concurrents, étaient alors l'ADEMA et le CNID.

L'ADEMA, ou Alliance pour la Démocratie au Mali, était issue de l'association créée par Alpha Oumar Konaré au temps même du parti unique UDPM, qui avait milité, dans une semi-clandestinité, pour le retour de la démocratie. Le CNID (Comité national d'Initiative démocratique) avait été fondé lui aussi dans le même esprit pendant la dictature. Après la chute de Moussa Traoré, ils s'étaient constitués en partis politiques et rassemblaient le plus de monde. L'ADEMA avait cependant l'avantage, car il était conduit par Konaré qui était le favori pour les futures présidentielles. Dans l'Adagh, ces deux partis se sont installés progressivement vers la fin de l'année 1991, avant que ne débutent les consultations électorales.

Dans la région de Kidal, la mise en place de ces partis s'est faite essentiellement avec des cadres touaregs qui en étaient originaires, mais qui résidaient à Bamako depuis longtemps, et avaient ainsi pu participer à la vie politique du Sud. Il y avait entre autres le docteur Akory, un Touareg venu de la capitale pour cette raison, Attaher ag Iknan, et la femme touarègue du colonel Angoïba. Quelques Bambaras seulement les ont rejoints par la suite pour les épauler, tel Mamadou Ba, de l'ADEMA, qui a organisé un certain nombre de réunions politiques à Kidal et à Aguelhok. Quand j'ai vu arriver ces partis rivaux, connaissant la mentalité de la population de l'Adagh et les dissensions exprimées dans les fractures entre les mouvements rebelles, j'ai tout de suite commencé à craindre que les divisions ne se renforcent.

À Kidal, la volonté de lutte contre les nobles Ifoghas était patente, et j'ai pensé que si l'amenokal Intalla choisissait un parti, tous ses opposants, sans même en lire le programme, allaient se ruer vers le parti adverse. L'Adagh avait besoin d'unité, et il me semblait désastreux que les rivalités de type ethnique s'expriment ainsi à travers les organisations politiques. Alors, un jour qu'Intalla était venu dans mon bureau, je me permis de lui donner mon avis.

— Amghar (*Vieux*, un terme de respect), vous êtes plus âgé que moi, mais permettez-moi quand même de vous donner un conseil. Maintenant, les partis politiques sont présents à Kidal. Je vous demande de ne pas en choisir un pour y entrer vous-même. Si vous adhérez à un parti, la paix va en souffrir, et vous aussi, ainsi que votre prestige. Restez en dehors, restez au-dessus de la mêlée. Vous avez fait votre temps, vos fils sont jeunes, laissez-les lutter politiquement avec les jeunes. Vous, placez-vous au-dessus de tout, comme une autorité morale, alors tous les partis de Kidal auront besoin de vous !

Il est resté silencieux un moment, puis m'a finalement répondu :

— Oui, Mariko, vraiment vous avez raison. Vous m'avez donné un bon conseil.

Mais quelques temps après, il est parti à travers le Mali faire une tournée. Quand il est rentré à Kidal, il est revenu me voir.

— Mariko, vous m'avez donné un conseil et je pensais le suivre. Mais j'ai quand même décidé de choisir un parti...

— Mais pourquoi donc ?

— Pendant mon voyage, je suis passé à Menaka, et j'ai rencontré l'amenokal Bajan des Iwlemmedan, et puis aussi le chef Nok. On s'est réunis, on a discuté, et selon leurs avis j'ai été obligé de choisir l'ADEMA...

À cette époque, ce parti n'était pas encore au pouvoir, puisque les élections ne s'étaient pas encore tenues, mais on sentait bien qu'il était mieux placé que les autres et qu'il aurait certainement la majorité. Comme les chefferies désiraient manifestement rester du côté du pouvoir, ainsi qu'elles l'avaient fait depuis si longtemps, elles avaient décidé de suivre le parti qui serait vraisemblablement majoritaire dans le futur. Cela m'attristait.

— Amghar, vous avez mal fait ! Je ne dis pas que l'ADEMA n'est pas un bon parti, je ne dis pas non plus cela du CNID. Ce n'est pas le parti que vous avez choisi que je juge, mais le fait d'en avoir choisi un. Il ne fallait pas le faire en ce moment ! Le seul parti que nous devons suivre actuellement, vous et moi, c'est celui de la paix. Et le parti qui va bientôt arriver au pouvoir, quel qu'il soit, vous ne pourrez vraiment l'aider qu'en restant neutre !

J'essayais malgré tout de sauver ce qui pouvait l'être.

— En tout cas, même si vous avez choisi votre parti, ne vous présentez pas à la députation. Si vous le faites, ici à Kidal, vous allez être battu. Et vous allez perdre beaucoup de votre prestige. Et on a encore besoin de ce prestige pour aider à enraciner la paix.

Il est parti sans répondre, me laissant dans l'expectative. Mais en fin de compte, il ne m'a pas écouté... Il s'est présenté à Kidal, contre le candidat du CNID, Wadossen... Comme je l'avais prévu, dès que l'on a su que le vieil Intalla était entré dans l'ADEMA, tous les Ifoghas ont rejoint ce parti à sa suite, avec les Kel Essouk et certains bellahs. Tous les autres, avec la plupart des imghad, ont choisi le CNID par simple opposition à la chefferie. Comme les Ifoghas n'étaient pas en majorité, il a perdu... Cette défaite a créé un grand malaise qui a contribué à accentuer les tensions et les divisions entre les gens...

Mais nous n'en étions pas encore là, et je devais organiser ces élections. Il fallait d'abord initier les agents qui devaient s'en occuper, avec des formateurs venus spécialement pour cela à Kidal. Mon plus gros problème, dans la mesure où les gens n'avaient connu que le régime de parti unique, du parti-Etat, était d'assurer la neutralité de l'administration. Le Mali avait réussi à instaurer le multipartisme, il ne fallait pas que les agents de l'État prennent officiellement une position de nature à influencer les électeurs. C'était mon opinion et elle était d'ailleurs confortée par les instructions que nous avions reçues. Ce qui me facilitait la tâche, c'était que tous les chefs d'arrondissement étaient des militaires, et qu'ils étaient donc sous mes ordres. En ce sens, la discipline m'a bien aidé et je pense honnêtement que nous sommes restés neutres. On a beaucoup dit que l'administration de Kidal était gagnée à la cause de l'ADEMA, mais même si cela avait été vrai, cela n'a pas empêché le député élu d'être CNID !

Nous avons d'abord dû mener une campagne d'inscription sur les listes électorales, ce qui n'était pas simple dans cette région nomade. Les gens étaient censés pouvoir se présenter chacun avec une carte d'électeur en bonne et due forme pour pouvoir voter. Mais certains se s'étaient pas inscrits, ou n'avaient pas eu leur carte, ou sont arrivés le jour du vote avec des papiers qui ne ressemblaient guère à des cartes officielles. Malgré tout, on a autorisé quelques-uns d'entre eux à voter, parce que ces papiers portaient les cachets et signatures d'un chef de régiment ou d'un commandant de cercle qui attestait qu'il y avait bien eu inscription sur les listes, mais on a quand même rejeté beaucoup de gens incapables de prouver qu'ils étaient en règle !

Par ailleurs, quantité de nomades n'avaient pas de carte d'identité, mais dans l'Adagh presque tout le monde se connaît. Il y avait dans chaque bureau un représentant de chacun des partis, ainsi que des chefs de fraction. Comme un recensement avait été fait, on savait où chacun se situait administrativement et les chefs pouvaient dire si celui-ci ou celui-là était de son groupe ou non. Je ne peux pas affirmer à 100 % qu'il n'y a pas eu de fraude, mais elle a été extrêmement limitée. Même ceux qui ne savaient pas lire (ils étaient nombreux) pouvaient voter, parce que chaque parti avait un signe personnel, comme l'abeille pour l'ADEMA, par exemple. Les partis mettaient toujours en avant leur symbole, les gens le reconnaissaient sur le bulletin et votaient de cette manière...

Nous avons mis en place des bureaux électoraux fixes, dans les villages, et des bureaux mobiles pour joindre les campements en brousse. Toucher le plus possible de gens n'était pas très aisé... Il faut reconnaître que nous avons été aidés par les partis eux-mêmes, dont c'était d'ailleurs l'intérêt. L'ADEMA et le CNID ont loué des véhicules de transport pour emmener les nomades aux bureaux de vote, et ont organisé des tournées en brousse pour aller chercher les gens. Chacun y mettait du sien. L'État avait engagé l'armée et l'administration, avait fourni les bureaux, les urnes qui étaient montées de Gao, avait dressé les listes électorales, les cartes d'électeurs, avait imprimé les bulletins qu'il a fallu aller déposer partout dans la région. Les partis s'étaient chargés avec nous de la pédagogie, et seuls de faire venir voter les gens. L'ambiance était extraordinaire. Pour ma part, j'avais déjà organisé des élections à Ségou, au temps de Moussa Traoré, lorsque j'avais été désigné officier politique (ce qui était une corvée dont on ne tirait que des difficultés). Mais à ce moment-là, les gens venaient voter parce qu'ils avaient peur du commandant de cercle et parce que le capitaine ou l'officier qui dirigeait le bureau se donnait beaucoup de peine pour faire voter les gens. De toute façon, le parti étant unique, ils n'avaient pas le choix ! Ce n'était plus du tout pareil désormais, et c'était formidable ! Chacun sentait qu'un vent nouveau soufflait, et que ces élections représentaient de nouveau enjeux. Cet apprentissage de la démocratie était une grande découverte pour tout le monde !

Ensuite, il a fallu dépouiller les bulletins. Finalement, dans l'Adagh, sur les

quatre députés élus, il y eut trois représentants de l'ADEMA et un seul du CNID. À Tin Essako fut élu Mohammed ag Intalla, le fils de l'amenokal, à Abeybera ce fut Ibrahim Dagar, et à Tessalit, Hamzatta. Le seul député élu avec l'étiquette CNID fut Wadossen, contre l'amenokal Intalla lui-même qui avait eu bien tort de ne pas m'écouter... Malgré tout, ces élections s'étaient bien déroulées, et j'en étais assez fier. Il n'y eut aucune contestation. Évidemment, l'élection d'Ibrahim Dagar, à Abeybera, a bien un peu fait rire tout le monde. Il y avait en effet si peu de gens dans son arrondissement que ce député a été élu avec quatre voix ! Non pas quatre voix de plus, mais quatre voix en tout, les quatre électeurs de l'arrondissement ayant tous été d'accord sur son nom...

Pendant ce temps, les négociations entre l'État et les rebelles se poursuivaient à Alger, en trois sessions, Alger I en janvier, Alger II en février, et Alger III en mars, juste après le second tour des élections législatives. Et le 11 avril 1992, un « Pacte National consacrant le statut particulier du Nord du Mali » était officiellement signé, à Bamako, la veille même du premier tour des élections présidentielles, entre l'État malien représenté par le président du CTSP, Amadou Toumani Touré, le Premier ministre, Soumana Sacko, et les représentants des MFUA. Le Mali s'engageait à intégrer dans l'armée ou les corps en uniforme de l'État la plupart des combattants rebelles, et octroyait un statut particulier aux régions du Nord. Le Pacte, contrairement aux accords de Tamanrasset, était un long document technique très précis, dont les rédacteurs avaient cherché à prévoir le plus de situations possibles. Il était peut-être même trop précis, comme j'allais m'en rendre compte par la suite. Mais enfin, la paix était maintenant signée. Elle restait néanmoins fragile et j'étais plus que jamais décidé à la renforcer !

GÉRER LE PACTE NATIONAL (1992-1996)

Le Pacte national était signé, mais les problèmes n'étaient pas réglés pour autant dans le Nord. Les combattants rebelles attendaient l'arme au pied dans leurs bases que les engagements pris soient tenus ; l'insécurité restait forte. Il fallait que les autorités de notre nouvelle république finissent de s'installer. Toujours commandant de cercle de Kidal, je fus définitivement nommé chef de bataillon le 1^{er} juin 1992, quelques jours avant que soit officiellement intronisé, le 8 juin, notre nouveau président élu Alpha Oumar Konaré. Le même mois, ce dernier décidait de consacrer une de ses premières tournées dans le pays à l'Adagh, montrant ainsi toute l'importance que représentait le règlement de ce problème pour notre jeune démocratie. Lorsque je reçus l'avis de cette visite, avec le programme décidé, je ressentis à la fois du contentement et de l'inquiétude. Alpha Oumar désirait se rendre dans chacun des arrondissements : c'était une bonne chose, mais je devais être garant de sa sécurité pendant son voyage dans la région et, dans ces circonstances particulières, ce n'était pas une mince responsabilité... J'ai réuni mes officiers.

— Nous allons recevoir bientôt le président. Il veut visiter tous les arrondissements, et même se rendre dans les endroits que l'armée ne contrôle pas. Le meilleur moyen d'éviter tout problème est d'organiser sa sécurité avec des éléments des mouvements rebelles.

Mon discours fut salué par une volée de récriminations ! La confiance n'était toujours pas revenue et beaucoup de ces officiers étaient vraiment réticents à se fier à ces jeunes Touaregs contre lesquels, il n'y avait pas si longtemps, ils se battaient encore. Pourtant, j'insistais.

— Je comprends votre hésitation, mais nous devons prendre ce risque. Sur les itinéraires indiqués de la visite du président, nous ne pouvons pas assurer avec nos seules forces une garantie complète de sa sécurité. Si nous tenons les mouvements en dehors de l'affaire, rien n'empêchera des têtes brûlées d'organiser des embuscades ou des coups de main sur le convoi et nous en serons responsables. Mais en les prenant avec nous, en les intégrant dans le système de sécurité, nous les responsabiliserons et nous aurons plus de chances que tout se passe bien.

Finalement, j'ai réussi à convaincre mes officiers, et j'ai formé une commission de sécurité, coiffée par le capitaine Issa Niaré, avec le commandant de brigade de la gendarmerie et six éléments des mouvements rebelles. Je leur ai demandé de me proposer les systèmes de sécurité qu'ils considéraient les meilleurs et, en fin de compte, tous sont tombés d'accord pour placer le long des itinéraires des postes de garde qui mélangeraient soldats de l'armée malienne et combattants des mouvements. Voilà comment nous avons reçu le président, qui a visité Anefis, Kidal, Boughessa, Abeybera, Tin Essako, Aguelhok et Tessalit, c'est-à-dire vraiment l'en-

semble de l'Adagh, y compris les zones les moins contrôlées par l'armée ! C'était quand même un itinéraire dangereux, mais tout s'est très bien passé, y compris la soirée organisée à Kidal où j'avais là aussi convié des éléments des bases rebelles.

Le jour du départ du président, qui devait prendre l'avion pour regagner Bamako, un des officiers supérieurs de son état-major, le lieutenant-colonel Bakari Coulibaly, dit Bob, qui l'accompagnait, m'a appelé.

— Mariko, c'est bien et on te félicite ! Mais je voulais te dire qu'il y a quelque chose quand même qui n'est pas bon. Les combattants rebelles sont partout, ils sont armés et, vraiment, on a l'impression qu'ils dominent dans cette région... Il faut absolument trouver une solution à cette situation !

J'étais certainement un peu fatigué par la préparation de la tournée et par toute cette tension due à l'organisation de la protection présidentielle, laquelle n'était pas du tout gagnée d'avance, aussi cette remarque m'a-t-elle touché au vif. Je pensais quand même avoir bien travaillé et on me faisait encore des reproches ! J'ai vivement répliqué.

— Très bien, parfait ! Je vais tout de suite aller voir le président pour lui demander de me relever de Kidal. Il n'a qu'à envoyer un autre officier capable de régler ce problème, parce que moi, maintenant, je suis fatigué... Je pense avoir fait mon devoir en assurant la sécurité du président sur tous les itinéraires. Maintenant que c'est terminé je crois que, même si je n'ai pas droit à des félicitations, il n'y a aucune raison de me blâmer ! Si je n'avais disposé que des troupes maliennes, je n'aurais pas eu les moyens suffisants pour assurer partout la sécurité. Alors, qu'on ne m'engueule pas sur cette initiative ! Je vais donc voir tout de suite le président pour qu'il me relève, parce que moi, j'en ai assez...

Et laissant le lieutenant-colonel stupéfait, je suis parti d'un pas décidé vers le président qui était assis à l'ombre sous un arbre. Le temps que j'arrive, il m'avait entendu jurer comme seul un militaire sait le faire... Quand je fus devant lui, il m'a tout de suite demandé ce qui se passait. Après mes explications, il m'a rapidement calmé avec une réponse très encourageante.

— Mariko, ne vous en faites pas. Moi, je vous demande de rester, et je vous dit que vous avez mon soutien pour ce que vous faites ici. Je suis d'accord avec vous. Et si vous avez des problèmes, contactez-moi directement.

Évidemment, quand votre propre chef d'État vous tient ce langage, on ne peut pas dire plus ! Il a même répété :

— Même si les problèmes qui vous gênent aujourd'hui sont personnels, sachez que je peux toujours vous aider. Je vous demande de me toucher quand vous voulez : contactez-moi directement par mon aide de camp.

C'était vraiment un appui sérieux ! Très ému, ma colère est tombée d'un coup.

— Monsieur le Président, il n'y a pas de problème, je reste...

Au moment de prendre l'avion, il m'a de nouveau assuré de son appui : cela qui m'a beaucoup encouragé à continuer à travailler. Au moins, quelqu'un comprenait

mon action et, qui plus est, c'était le chef de l'État lui-même ! Par la suite, j'ai bien compris que ce n'était pas là des paroles en l'air. Alpha Oumar Konaré m'a toujours aidé dans mon travail à Kidal et il m'a souvent reçu dans son bureau à Bamako pour discuter en tête-à-tête. À chaque fois, ce fut non seulement un honneur pour moi, mais aussi un véritable soutien.

J'en avais besoin, de ce soutien ! Je devais me battre simultanément sur plusieurs fronts : contre l'insécurité, contre les méfiances à mon égard, contre les divisions... et contre les impatiences engendrées par les lenteurs de l'application du Pacte national, qui renforçaient le tout ! Le Pacte était un bon texte, mais qui ne tenait pas compte des possibilités de l'État malien. On a signé cet accord en comptant essentiellement sur l'aide extérieure, les bailleurs de fonds, pour en garantir l'application. Mais l'aide internationale était lente à se mettre en place, et n'a évidemment pas suivi tout de suite. Le calendrier prévu pour l'exécution des différentes mesures était par ailleurs vraiment trop serré. Par exemple, le Pacte prévoyait qu'il serait « *procédé à l'intégration totale, sur une base individuelle et volontaire et selon les critères de compétence, des combattants des Mouvements et Fronts Unifiés de l'Azawad (MFUA) dans les différents corps en uniformes de l'État* » (Titre II, art. 7), mais aussi que « *l'intégration ad-hoc de cadres des Mouvements et des populations du nord du Mali dans les instances centrales de la Défense Nationale et de l'administration publique et para-publique sera parachevée deux mois après la signature du Pacte* » (Titre VI, art. 71). C'était complètement irréaliste !

Pour intégrer tous les combattants rebelles, nous devions d'abord les joindre, et ils étaient dispersés dans des bases lointaines et dans les montagnes : pour simplement les rencontrer, il fallait des heures de piste... Les échéances étaient vraiment trop courtes et tout était prévu au jour près : quinze jours pour mettre en place la commission d'enquête, soixante jours pour installer un Commissariat au Nord, trente jours pour créer et approvisionner un Fonds de réinsertion des personnes déplacés, etc. C'était généreux, mais cela ne tenait pas compte des réalités humaines et matérielles. Quand on s'engage à respecter des délais, il faut être sûr d'en avoir les moyens ! Comme on dit en milieu bambara, lorsqu'un mariage est décidé entre les familles, rien n'est fait tant qu'on n'a pas l'argent pour le célébrer ! Le problème était que les mouvements rebelles ne pouvaient pas réellement savoir que l'État n'avait pas les moyens de tenir ses engagements. On leur avait mis devant les yeux un programme précis, et pour eux, évidemment le calendrier devait être respecté. Comme l'État a obligatoirement pris du retard, les ex-rebelles ont pensé qu'il y avait mauvaise foi de sa part... Ce fut l'une des raisons du découragement dans les mouvements touaregs et maures, et des déchirements qui ont suivi. La méfiance est revenue, et certains des combattants ont repris les embuscades et les attaques grâce aux armes qu'ils avaient toujours avec eux, dans des opérations qui tenaient autant du politique que du banditisme...

L'exemple de l'attaque de la liaison-solde, le 25 décembre 1992, ne l'a que trop

bien montré. Les liaisons-solde sont des unités désignées pour acheminer les sommes destinées à payer les soldes des militaires. Dans l'Adagh, l'avion militaire apportait dans ses soutes la solde du bataillon et la déposait à Kidal. Des liaisons-solde venaient alors chercher la part des militaires de Tessalit, d'Aguelhok ou d'ailleurs. L'officier de détail faisait les comptes, arrêtaît les situations comptables, payait à chacun ce qu'il devait, et les liaisons revenaient avec la solde de leur groupe. Ce mois de décembre, j'avais envoyé des messages pour demander aux liaisons de venir à Kidal prendre la solde, en précisant que désormais, elles devaient être toutes conduites par un officier, par mesure de sécurité. C'est ainsi que la liaison de Tessalit est partie sous les ordres du sous-lieutenant Karim Doumbia qui venait d'y être affecté à sa sortie de l'école des officiers. Les hommes ont pris la piste vers le sud, vers Kidal. Arrivés à Aguelhok, qui est sur le chemin, ils allaient continuer quand le capitaine Oumar Shidou, devant l'inexpérience du jeune officier et l'insécurité qui régnait dans la région, a voulu lui donner un conseil de prudence.

— Jeune, ne va pas par la route normale, la grande piste qui passe par Oukenek. Il ne faut pas passer par là, parce que les embuscades y sont faciles, on ne sait jamais. Il y a une piste moins connue qui passe par Telabit, emprunte cette route !

Et le sous-lieutenant a pris la direction de Telabit... Par manque de chance, Abderahman Galla du mouvement ARLA, en compagnie d'une importante équipe de combattants dans six véhicules, revenait juste de Tombouctou par ce chemin. Ils venaient d'attaquer cette ville, comme je l'ai appris après toute cette affaire, et ramenaient des blessés avec eux. Ils étaient arrêtés près d'un tombeau de marabout quand l'unité du sous-lieutenant avec deux Lands-mitrailleuses et un autre véhicule sont arrivés par là. Cette route n'étant jamais utilisée par l'armée, les rebelles ont pensé que cette petite troupe avait été envoyée contre eux et se sont mis à tirer. Le sous-lieutenant a immédiatement donné l'ordre de faire demi-tour parce qu'ils n'étaient pas assez nombreux pour faire face, et tout aurait pu se terminer là si les autres ne les avaient pourchassés. Quand il a vu les rebelles à ses trousses, le jeune officier fougueux, au lieu de fuir encore plus vite, a donné l'ordre à ses soldats de s'arrêter et de prendre position. Cela aurait pu marcher, parce que la section disposait de lance-roquettes qui, bien utilisés, auraient pu détruire les véhicules rebelles avant qu'ils ne s'approchent. Mais les soldats qui entouraient le sous-lieutenant n'avaient pas le même courage que lui. Quand ils ont vu les rebelles se précipiter sur eux, la débâdada a commencé ! Seul le sous-lieutenant et six de ses hommes ont tenu, pendant que les autres s'enfuyaient avec les véhicules dont beaucoup avaient pourtant les pneus éclatés... Ils ont été tués, tous les sept ! Quant aux autres, ils avaient tellement peur de se faire repérer avec leurs véhicules trop lents qui roulaient sur les jantes, qu'ils ont fini par les abandonner et ont continué à pied. C'était complètement inconscient, dans le désert, mais ils sont heureusement tombés sur des nomades qui les ont abreuvés, nourris et même

cachés dans leurs tentes. C'est grâce à eux s'ils sont encore vivants aujourd'hui...

Quand un nomade est venu avertir le camp d'Aguelhok de cette attaque, les militaires m'ont envoyé un message et j'ai immédiatement dépêché des renforts sur place. Mais la chance n'était décidément pas avec nous ce jour-là. Les rebelles avaient déjà atteint les véhicules de la liaison abandonnés et étaient en train de les réparer pour repartir avec. Ils se doutaient bien par ailleurs que des renforts allaient arriver et ils avaient pris leurs précautions en préparant à tout hasard une embuscade dans laquelle mes renforts sont tombés, du côté d'Oukenek. Ils n'ont réussi qu'avec beaucoup de peine et de chance à se dégager, mais cinq hommes ont encore été tués à cet endroit. Après leur retour, à la nuit, ils m'ont rendu compte des deux combats, en précisant qu'ils avaient reconnu en face d'eux des membres de l'ARLA. Je n'y comprenais rien, ignorant encore qu'il y avait eu juste avant une attaque sur Tombouctou, et j'ai tout de suite envoyé une délégation avec un message de ma part pour Abderahmane Galla dans la base qu'il occupait à Tigharghar. Je lui disais que je ne comprenais pas son geste, après la signature du Pacte, après le cessez-le feu qui en avait découlé, et avec les liens que nous avions commencé à tisser pour travailler ensemble. Galla s'est bien gardé de me parler de l'attaque de Tombouctou, et m'a répondu en expliquant qu'ils avaient cru être attaqués par les gens de la liaison, et qu'il y avait eu une erreur. En signe de bonne foi, il a remis à ma délégation un de nos soldats blessés qu'ils avaient fait prisonnier...

Pour le moment, l'affaire s'arrêtait là, mais ses retombées mirent bien en évidence que les méfiances à mon égard persistaient dans l'armée. Lorsque le bruit a couru que la liaison-solde avait été attaquée, les gens ont cru que les rebelles étaient partis avec l'argent, ce qui était impossible car elle n'avait pas encore atteint Kidal où elle devait venir le chercher. Mais les rumeurs ont la vie dure ! La nouvelle s'est répandue ensuite que j'avais moi-même prévenu les rebelles pour les aider à prendre cet argent... Certains ont même dit que c'était moi qui avait monté le coup de bout en bout ! Quand un officier de Gao me l'a répété, j'ai répondu que j'étais vraiment idiot d'avoir monté ce coup avant que la liaison n'ait récupéré la solde ! Je me moquais de lui, mais ces accusations me faisaient vraiment mal... Les gens m'en voulaient donc toujours parce que j'essayais d'être juste ! Cela me touchait beaucoup, mais je ne voulais pas m'arrêter d'agir à cause de ces rumeurs. J'avais de toute façon une autre préoccupation : l'intégration urgente des rebelles dans l'armée. J'en ai reçu l'ordre peu après et j'ai aussitôt contacté les responsables des deux mouvements qui se trouvaient dans la zone sous ma responsabilité, Iyad ag Ghali du MPA et Abderahmane Galla de l'ARLA. Je leur demandai de venir avec leurs hommes dans un camp préparé à cet effet à Kidal, à une date précise.

Le jour dit, ces ex-rebelles sont arrivés, avec leurs armes. Après les avoir mis en rang, je les ai dirigés vers un endroit où j'avais placé une grande caisse destinée à entreposer l'armement que je devais récupérer auprès d'eux et j'ai donné l'ordre

de les faire passer devant. Quand les premiers ont compris qu'on leur demandait de rendre leur arme, ils ont tout de suite exprimé des réticences en disant qu'ils ne pouvaient pas accepter cela ! J'ai donc arrêté le processus et fait venir les responsables des mouvements pour leur demander une explication. Véhéments, ils m'ont répondu :

— Les combattants ne veulent pas être désarmés, parce qu'ils pensent qu'ils vont courir des risques... D'une part ils n'ont pas confiance dans l'armée, d'autre part il y a des combattants ici qui ne sont pas de leur mouvement ou qui font du banditisme en brousse et eux, ils resteront armés... Cela fait beaucoup de dangers possibles, et ils veulent pouvoir continuer à se défendre...

— Très bien ! Moi, ce que je veux, c'est que l'intégration se fasse, parce que c'est un engagement de l'État. Je prends donc cette décision sur moi : je vais vous laisser vos armes, mais chacun viendra se présenter devant moi avec et on va relever vos noms, le type et le numéro de chaque arme. À partir de ce moment, l'arme appartiendra à l'État, mais elle sera placée sous la responsabilité du combattant, comme dans l'armée. Sachez toutefois que si vous aviez accepté de rendre vos armes aujourd'hui, l'armée vous en aurait fourni d'autres lors de votre intégration. Gardez les vôtres si vous le souhaitez, mais cela risque de se retourner contre vous. Parce que vous avez des armes dont les munitions n'existent pas dans l'armée du Mali : le jour où vous n'aurez plus de cartouches, où allez-vous vous adresser pour en obtenir d'autres quand vous partirez en mission ? Si vous gardez vos armes, on ne vous en donnera pas d'autres, retenez bien cela !

Bon, ils m'ont écouté, ont répondu qu'ils étaient d'accord pour cette solution et qu'ils se débrouilleraient le moment venu. Tout cela n'était guère réglementaire, mais c'est sur cette base que j'ai commencé à intégrer les ex-rebelles, parce que si je m'étais obstiné, l'intégration aurait échoué à Kidal et cet échec aurait eu des répercussions incalculables. En tout cas, j'avais l'impression d'avoir pris une bonne décision, et j'en ai rendu compte à mes supérieurs. Mais bien sûr, comme d'ailleurs je m'en doutais, mon rapport a fait beaucoup de bruit à Bamako ! On m'a accusé de tout, encore une fois de collusion avec les rebelles, on a dit que je ne voulais pas les désarmer... Tant pis ! Moi, j'avais, et c'était le plus important.

Dès cette affaire réglée, je n'ai pas perdu de temps. J'avais fait monter des tentes pour ces nouveaux intégrés que j'ai répartis en section. Rapidement, j'ai entrepris leur instruction, sans même en avoir encore reçu l'ordre de Bamako. Je pensais qu'il ne fallait surtout pas les laisser dans l'inaction, alors je leur ai appris à marcher au pas, ce qu'on appelle « l'ordre serré », à se mettre au garde-à-vous, à saluer. J'ai nommé le capitaine Issa Niaré comme directeur de l'instruction en lui donnant le programme à suivre. Le soir, on apprenait le règlement de l'armée à ceux qui avaient été nommés officiers et sous-officiers, ainsi qu'aux soldats tous les deux jours, tout en les initiant à l'exercice. J'ai passé un mois à leur imposer ce régime pour les dégrossir. Une fois que tout a été bien assimilé, j'ai pris une autre déci-

sion. L'objectif était de transformer ces ex-combattants rebelles en bons militaires. Les entraîner était une chose, mais si on ne les mettait pas en contact avec les autres militaires venus du Sud, c'était insuffisant. Alors, j'ai réuni mes officiers.

— Maintenant que l'instruction a débuté et que les premières bases sont apprises, nous allons affecter chacun des éléments intégrés dans nos unités, et on va les installer avec nos hommes au camp militaire.

J'ai senti que les réticences étaient fortes...

— Qu'est-ce que vous craignez ?

— Eh bien, mon commandant, si les intégrés vivent au camp où il y a le magasin d'armes, c'est dangereux, ils peuvent nous trahir...

— Très bien, ai-je répondu. Maintenant, donnez-moi une seule bonne raison juridique pour qu'ils ne soient pas installés dans le camp, à partir du moment où ils sont intégrés militairement dans l'armée malienne ! Vous serez plus en insécurité en les marginalisant ! Prenons le risque de les installer avec nous, parce qu'il faut montrer que nous leur faisons confiance. Sinon, cela ne servira à rien, et on n'arrivera pas à combler le fossé qui existe entre nous et eux.

Finalement, avec beaucoup de difficultés, j'ai quand même réussi à convaincre mes officiers et mes soldats. J'ai partagé les nouveaux intégrés entre toutes les unités, y compris dans les blindés et l'artillerie où je les ai affectés avec mes hommes. Ils se sont retrouvés à dormir dans les mêmes chambres, à manger dans les mêmes endroits, à monter la garde ensemble. Je les envoyais faire des missions ensemble, je les instruisais ensemble. Peu à peu, ils sont devenus des camarades, et même des amis. Ces ex-rebelles et ces soldats commençaient à se connaître, ils en sont même arrivés à se confier les uns les autres de l'argent ou de l'armement. Des Maliens du Sud ont commencé à s'intéresser à la langue touarègue, la tamashaq, et les intégrés ont bientôt parlé quelques mots de bambara... Cela me remplissait de contentement et prouvait que j'avais eu raison !

D'autres problèmes ont pourtant commencé à surgir. Beaucoup des ex-rebelles étaient déjà intégrés, cela se passait de mieux en mieux, mais l'administration est lente et les soldes ne suivaient pas. Mes nouveaux intégrés avaient beau avoir retrouvé une certaine confiance en l'armée, leurs droits n'étaient pas respectés. De plus, l'intégration ne se passait pas aussi bien à Gao et à Tombouctou, parce que les officiers là-bas n'avaient pas eu confiance et n'utilisaient pas leurs nouveaux intégrés, les laissant dans l'inaction. Hélas, avec ces retards de solde, avec cette marginalisation des intégrés, la méfiance est revenue. Ceux qui étaient restés dans les bases en attente d'intégration ne recevaient rien non plus de l'État. Ils n'étaient pas entretenus, avaient tout simplement faim et l'impression d'être oubliés. Alors, comme ils avaient des armes, les actes de banditisme ont repris.

Décidément, malgré le Pacte, les esprits n'étaient pas calmés et les positions restaient bien tranchées. Les engagements qui tardaient à être tenus relançaient les rebelles sur les voies de la guerre, l'État était accusé de mensonge, les cheffe-

ries qui avaient pris son parti étaient de plus en plus accusées, et le mouvement MPA qui en était proche était mis dans le même sac, ce qui renforçait les luttes entre mouvements, et donc l'insécurité générale. C'était un cercle vicieux et je passais mon temps à me ronger les sangs en attendant le prochain conflit à résoudre... J'étais dans une position désagréable, entre deux feux, voire même plusieurs feux ! Certains dans l'armée disaient toujours que j'étais du côté des rebelles, avec ma femme touarègue ; les gens de l'ARLA, qui s'opposaient à la chefferie et donc au MPA, disaient que j'avais partie liée avec ces derniers, en tant que représentant de l'État. Comme je voulais justement être équitable et que je continuais à fréquenter l'ARLA, je subissais aussi les reproches du MPA qui m'accusait de rendre des services à ce mouvement ! Au milieu de tout cela, il fallait que je me débrouille pour faire avancer les choses, tout en maintenant suffisamment de légalité. C'est difficile quand tout le monde est armé... Ainsi, par exemple, en 1993, quand un commerçant arabe a été tué à Kidal. Une nuit, des éléments du MPA, simplement pour voler de l'argent, ont braqué la boutique de cet homme. Il s'est défendu et, dans la bagarre, a été tué. J'étais en train de dormir dans ma résidence de Kidal quand on est venu me réveiller, vers cinq heures du matin.

— Mon commandant, levez-vous, il y a quelque chose qui ne va pas ! Il y a quelqu'un au fond de votre puits, on vient de le trouver !

Très étonné, je me dépêche de m'habiller et me précipite lorsqu'en sortant, je me cogne à un autre messager qui me lance :

— Mon commandant, un commerçant arabe a été tué, sa boutique a été cassée ! On vient de le trouver mort là-bas !

La journée commençait bien, et je ne savais plus où donner de la tête ! J'ai jugé que cette dernière affaire était la plus urgente et, en demandant à un gommier d'aller garder le puits où se trouvait le bonhomme, j'ai couru vers la boutique où avait eu lieu le meurtre. Là, j'ai pu observer que le commerçant arabe avait été étranglé, et qu'il y avait des traces de lutte. J'ai fait venir le commandant de brigade de la gendarmerie et le médecin-chef pour dresser le constat et faire le nécessaire. Un fois tout réglé, je me suis souvenu du gars dans le puits du jardin de l'administration et j'y suis parti rapidement. J'ai bien fait d'aller vite, parce qu'il y avait déjà des gens autour du puits qui parlaient d'envoyer une pierre sur la tête de l'homme qui était au fond de ce trou très profond. J'ai commencé à crier.

— Non, vous n'envoyez rien du tout ! Racontez-moi plutôt ce qui s'est passé !

Le matin, quelqu'un avait entendu appeler du fond du puits et avait trouvé cet homme qui ne pouvait plus remonter. Je ne comprenais pas très bien ce qui avait pu se passer, mais j'ai fait descendre une corde pour le sortir de là. Finalement, après quelques efforts, est apparu un jeune, en slip, que j'ai reconnu comme un combattant du MPA. Après lui avoir laissé reprendre ses esprits, je lui ai demandé :

— Mais qu'est-ce que tu fais dans ce puits ?

Il raconta que des gens étaient venus chez lui pour prendre ses armes qu'il

avait cachées. Comme il ne voulait pas révéler où elles étaient, ses agresseurs l'avaient déshabillé et l'avaient menacé de le jeter au fond du puits s'il ne parlait pas. Comme il avait persisté à ne rien dire, ils avaient mis leur menace à exécution. Ils l'avaient poussé et il était tombé au fond du trou. Son histoire m'apparaissait hautement improbable, et j'ai commencé à relier cette affaire avec le meurtre de l'arabe. Aux alentours de la boutique, il y avait les traces de quatre agresseurs. Elles contournaient ma résidence, sauf une qui semblait se diriger vers le puits. J'étais donc quasi-certain de tenir là un des meurtriers. Tout en laissant l'homme sous surveillance, j'ai fait descendre quelqu'un au fond du puits, car je supposais qu'on allait y trouver des habits et peut-être une arme... C'est bien ce qui s'est passé ! Toute l'histoire de mon suspect s'écroulait mais il continuait farouchement à s'en tenir à sa version et niait toute participation à l'assassinat du commerçant ! On l'a serré de questions sans se lasser et, à la fin, il a craqué, a avoué avoir participé à l'affaire, mais n'a dénoncé qu'un seul des autres agresseurs.

Cette histoire s'est vite ébruitée dans Kidal et le MPA s'est senti mis en cause, parce que les meurtriers étaient des siens. Il y avait même parmi eux quatre un nouvel intégré dans l'armée. Le MPA s'est donc vu obligé d'agir. Un Touareg de ce mouvement, le capitaine Ba Moussa, s'est rendu auprès du prisonnier qu'on avait sorti du puits et a commencé à l'interroger. Se sentant en confiance, il a tout avoué et révélé à son chef les noms des autres participants de l'affaire. Immédiatement, Ba Moussa est parti les arrêter et me les a amenés.

— Voilà les autres complices. Ils sont à la disposition de l'autorité, faites-en ce que vous voulez.

Ils étaient tous les quatre Ifoghas et membres du MPA. Je les ai dirigés vers la gendarmerie qui a entamé l'enquête préliminaire, puis je les ai déférés à la prison de Kidal. C'est à partir de là que les problèmes ont vraiment commencé... Peu après, j'ai vu arriver dans mon bureau une délégation du MPA.

— Mon commandant, nous avons une requête. Vous avez les meurtriers, et vous avez vu que nous avons nous-mêmes contribué à les faire arrêter. Mais maintenant, on vous demande qu'ils ne soient pas transférés ailleurs et qu'ils restent ici.

— Pourquoi ?

— Parce que ce sont des gens d'ici et que de notre côté, on va essayer d'arranger les choses avec le FIAA. Celui qui a été tué est un Arabe, les gens du FIAA sont des Arabes et ne vont pas être contents, mais on va essayer de trouver une solution et vous pourrez relâcher les nôtres...

Autrement dit, pour eux, tout se résumait à des discussions entre groupes ethniques. Mais moi, je devais faire respecter la loi !

— Écoutez ! Je représente ici l'autorité. Lorsque vous avez donné les meurtriers, vous les avez donnés à l'autorité, pas au commandant Mariko ! Vous les avez donnés à l'autorité malienne, ils ont tué quelqu'un, c'est à la justice malienne de se prononcer. Maintenant, si vous vous entretenez avec les Arabes ou les parents du

tué et qu'ils retirent leur plainte, c'est une autre affaire. Mais en attendant, si je dois les transférer ailleurs, je le ferai !

J'avais à peine terminé cet entretien qu'on m'annonça l'arrivée d'un détachement du FIAA avec deux véhicules remplis d'hommes, harnachés et armés, conduits par le capitaine Sid Amar, qui était pourtant lui aussi un intégré. Ils étaient entrés dans Kidal en force et avaient fait grande impression. Je les ai eux aussi reçus et me suis adressé à leur capitaine.

— Pour commencer, Sid Amar, ce que vous venez de faire n'est pas bon. Vous êtes capitaine de l'armée malienne et, même si un Arabe a été tué, ce n'est pas à vous de vous en occuper ou de vouloir le venger. Vous n'avez donc pas à entrer ainsi dans la ville en force et armés !

Il m'a alors montré un ordre de mission, signé d'un commandant du FIAA. Je lui ai dit que ce papier ne changeait rien à mon commentaire ! Quand il a vu les dispositions que j'avais prises, il a reconnu que le FIAA n'avait plus rien à voir dans cette affaire et que tout dépendait désormais de l'autorité malienne. Suffisamment satisfaits, ils sont repartis. Cependant, je pensais bien que l'affaire n'était pas terminée, et que si je ne réagissais pas assez vite, il me fallait redouter une attaque de la prison par des têtes brûlées du MPA pour faire évader les leurs. Je n'en voulais pour rien au monde parce que, non seulement cela allait bafouer l'autorité, mais également parce que les autres prisonniers de droit commun allaient eux aussi s'évader par la même occasion et qu'ils allaient mettre une belle pagaille ! Je me suis alors hâté de demander au juge de préparer tous les papiers nécessaires pour que je puisse transférer les prisonniers par le prochain avion de liaison annoncé. Le juge a fait les papiers et, dès que l'avion s'est posé, j'ai embarqué les quatre meurtriers dans l'ambulance de la prison pour les emmener vers l'avion. Mais au moment où ils allaient partir, deux gradés intégrés du MPA sont arrivés, le lieutenant Malik Wanesnet et l'adjudant Daoud.

— Mon commandant, on ne comprend pas ! Nous arrêtons nos propres gens, nous vous les donnons et, vous, vous voulez les envoyer à Bamako ! Nous ne sommes pas d'accord car nous pensons avoir fait tout ce que nous pouvons, et nous n'apprécions pas d'être traités ensuite de cette façon !

J'ai rétorqué vivement.

— Arrêtez, Malik ! Vous êtes lieutenant de l'armée malienne et vous parlez à un commandant. Je suis votre supérieur et vous n'avez pas à vous adresser à moi de cette manière. Si vous me parlez ainsi parce que vous êtes du MPA, si vous ne voulez donc pas réellement de la justice et de la paix, allez-y ! Mettez le feu à Kidal si vous voulez, mais je vous assure que ces quatre hommes vont partir ! Quant à vous, foutez le camp de ma résidence !

J'appréciais beaucoup ce Malik mais, ce jour-là, je l'ai copieusement insulté ! Finalement, j'ai réussi à faire partir les prisonniers dans l'avion et ils ont été internés dans la prison centrale de Bamako. L'alerte avait été chaude et montrait com-

bien les mouvements étaient divisés. Mais moi, je ne travaillais ni pour le MPA, ni pour l'ARLA, ni pour le FIAA, ni pour aucun autre mouvement ! Je travaillais pour le Mali, et surtout pour la paix...

Les divisions existaient et elles étaient visibles, même parmi les ex-rebelles intégrés dans l'armée. Assez vite, je me suis rendu compte que lorsque je désignais un officier ARLA pour une mission, il ne prenait que des intégrés ARLA pour le suivre, un officier MPA choisissait quant à lui des éléments MPA, et ainsi de suite. Je devais mettre un terme à cette façon de faire. J'ai réuni tous mes officiers intégrés.

— À partir de maintenant, il n'y a plus d'intégrés MPA ou d'intégrés ARLA. Il n'y a plus que des hommes de l'armée malienne. Quand je donnerai l'ordre d'effectuer une mission, ce sera l'adjudant de compagnie qui désignera les hommes qui en feront partie. Désormais, vous n'aurez plus le choix de vos hommes !

Avec cette décision, j'ai pu un peu atténuer cet état de chose, en tout cas rendre les divisions moins voyantes... Mais elles étaient là, toujours latentes. Puis, un jour de septembre 1993, j'ai reçu un message qui contenait la liste de ceux qui devaient être mis à la retraite, et j'en faisais partie... Je devais cesser mes activités en décembre 1993. Alors, je me suis préparé, j'ai passé les consignes du cercle à mon adjoint, Oumar Dagnogo, ainsi qu'au chef de bataillon nouvellement nommé qui devait me remplacer, le commandant Konaré. Et j'ai quitté Kidal le 20 décembre 1993. Définitivement.

Définitivement... En tout cas, je le croyais, mais il n'était pas dit que mes débuts de retraité seraient aussi tranquilles que je le pensais ! Quelques mois plus tard, au début de mars 1994, j'étais paisiblement chez moi à Ségou, au milieu de mes enfants. Le soir tombait, tout était calme et je savourais ce repos, quand quelqu'un est arrivé en courant pour me dire de me rendre d'urgence au camp militaire, car on avait téléphoné et je devais rappeler de façon urgente. Je suis parti au camp, j'ai composé le numéro qui m'avait été laissé et je me suis trouvé en communication avec le ministre de l'Administration territoriale, le lieutenant-colonel Sada Samaké...

— Mariko, il faut que vous soyez à Bamako demain à 7 heures 30 dans mon bureau, et je vous expliquerai la situation. Prenez les moyens qu'il vous faut auprès du commandant de zone.

Ma belle sérénité s'envolait ! On a fait le plein de ma voiture, et j'ai quitté Ségou à 4 heures du matin. J'ai été bloqué quelques temps par les embouteillages habituels du pont de Bamako, et je suis arrivé avec un peu de retard chez le ministre qui m'a reçu immédiatement.

— Mariko, ça ne va pas à Kidal ! Le MPA et l'ARLA se sont rentrés dedans, le vieux Intalla a été enlevé par l'ARLA. Il faut que vous formiez une délégation et que vous montiez là-haut pour régler les problèmes. Le président Konaré va vous recevoir.

J'ai assuré ce dernier que j'étais prêt à partir, et il m'a adressé au Premier ministre pour préparer cette mission qu'il me demandait de diriger. Je suis donc parti de Bamako avec Aroudeini ag Amatou, Moufta ag Airi, Alkater, Nok ag Attia, Azaz ag Loudagag et Mohamed ag Boya. On devait embarquer à Gao Ambeyri ag Rhissa et retrouver à Kidal Toua ag Adas.

Dans l'avion militaire qui nous conduisait vers le Nord, je songeais à cette situation. Pendant les quelques semaines de retraite à Ségou, je n'avais bien sûr pas cessé de m'intéresser à ce qui se passait dans la région de Kidal et de nombreuses personnes venaient me voir chez moi pour m'apporter les nouvelles. C'était ainsi que j'avais appris l'assassinat de Bilal Saloum, un haut gradé du MPA, le 25 février 1994, dans la région d'In Ekker. La responsabilité en incombait à des membres de l'ARLA qui étaient tombés par hasard sur son véhicule et avaient tiré lorsque Bilal n'avait pas obéi à leur ordre de stopper. L'affaire aurait pu être réglée entre les mouvements, mais elle s'était envenimée, avait empoisonné les relations, et le climat s'était rapidement tendu.

Quelques jours après, les combattants en armes du MPA et de l'ARLA s'affrontaient directement et violemment à Kidal. Il y eut des morts et des blessés. Le 6 mars, un officier ARLA, Alhagi, enlevait l'amenokal Intalla et devant cet acte incroyable, le MPA avait fait prisonniers dans un coup de main une soixantaine de membres de l'ARLA, dont leur chef Abderahman Galla. Entre ces mouvements, une vraie guerre s'était déclenchée !

Arrivés à Kidal, nous apprenions cependant que Galla avait été libéré pour servir d'intermédiaire et que finalement Intalla avait été lui aussi libéré. Nous apprenions également que le gouverneur de la région, Eghless ag Foni, n'était pas resté inactif et avait formé une commission de sages pour tenter de ramener à la raison les jeunes des mouvements. Nous avons immédiatement intégré cette commission dans notre délégation nationale et avons commencé notre travail d'apaisement et de réconciliation. Tout d'abord, nous nous sommes attelés au problème représenté par Alhagi, le ravisseur de l'amenokal. La population Ifoghas le considérait comme l'ennemi public numéro un et il fallait faire baisser cette tension. Nous avons discuté avec Intalla qui a bien compris qu'il devait tenter quelque chose pour améliorer la situation. Alors, il est venu publiquement, dans une grande réunion organisée pour la population de Kidal, dire qu'il pardonnait à Alhagi en montrant une lettre qui certifiait ce pardon. Puis, il a demandé aux gens de Kidal de le laisser tranquille, et de ne pas lui faire le moindre mal à l'avenir. Pour nous, c'était déjà une grande réussite !

La mission a ensuite décidé de s'adresser à Iyad, le chef du MPA, pour lui demander de mettre fin à la brutalité que certains de ses éléments exerçaient dans la ville et sur les civils. Le 9 mars 1994, la délégation a donc rencontré Iyad qui a expliqué ce qui s'était passé en trois points : l'assassinat de Bilal Saloum, du MPA, par des éléments ARLA ; le refus de livrer son corps et ses accessoires sous prétext-

te que les chefs étaient absents ; la longue tergiversation et le malaise qui s'en était suivi. Nous avons enregistré et tout semblait bien avancer quand, le lendemain matin, une marche organisée par le parti ADEMA qui, rappelons-le, était à Kidal identifié comme MPA, s'est rendue à la Commission. Celui qui en était le porte-parole s'est adressé à nous sur un ton péremptoire.

— Nous ne voulons dialoguer qu'avec le seul commandant Mariko. Le reste de la délégation et la coordination des mouvements n'a aucun rôle à jouer dans ce problème. Nous exigeons la livraison et l'exécution d'Alhagi, ravisseur d'Intalla, la livraison de la dépouille mortelle de Bilal, la livraison et l'exécution de ses assassins, la livraison de leurs complices à la justice. Nous exigeons aussi l'évacuation du territoire de la 8^e région par l'ARLA, la fermeture du bureau CNID à Kidal, et la prise en charge de la famille de Bilal par ses assassins jusqu'à la majorité de ses enfants.

En tant que chef de mission, j'ai pris la parole.

— Notre mission n'a aucune coloration politique, elle est venue pour aider Kidal à trouver une solution au douloureux problème vécu par la population. Bilal et Intalla ont toujours œuvré pour la paix. Par conséquent, il serait fâcheux que le préjudice subi serve à déclencher une guerre.

Il semblait que nous revenions en arrière, d'autant que le reste de la délégation commençait à se sentir vexé que les gens ne veuillent s'adresser qu'à moi... Ses membres parlaient déjà de rentrer, décrétant d'un ton ironique que, visiblement, on n'avait pas besoin d'eux. Que de susceptibilités ! J'ai eu beaucoup de peine à éviter qu'ils partent, en argumentant qu'on était tous venus pour accomplir ensemble une mission, que nous savions bien dès le départ qu'elle ne serait pas simple, et qu'ils ne devaient pas se désolidariser de moi au moindre problème. Finalement, j'ai réussi à les convaincre, et nous avons décidé ensemble de porter nos efforts sur le MPA et son chef Iyad ag Ghali.

Il fallait le persuader d'accepter que la situation soit réglée avec la coordination des Mouvements et Fronts unifiés de l'Azawad (MFUA), pour que tout le monde participe et s'engage unanimement à faire baisser la tension. Après une longue discussion, il a fini par donner son accord. Maintenant, il fallait donc faire venir les autres mouvements à Kidal, et pour cela les rassurer en assurant leur sécurité. À cette fin, j'ai proposé que l'on s'appuie à la fois sur l'armée et sur les éléments de la coordination, pour que tous se sentent responsables de la sûreté des entretiens. Tout le monde a accepté. Un cordon de sécurité composé de soldats et d'éléments intégrés du MPA, de l'ARLA, du FIAA et du FPLA a été constitué et s'est posté autour de la maison où devait se dérouler la rencontre des délégations.

Ces préparatifs accomplis, nous avons rendu visite aux blessés qui avaient été touchés pendant les affrontements. Certains étaient dans un état inquiétant et, en accord avec le médecin-chef, nous avons décidé de les faire évacuer par l'avion militaire qui devait bientôt arriver. Le 11 mars, l'avion s'est posé sur le terrain de Kidal

et nous y avons porté les blessés qui ont pu ainsi partir sauf, hélas, l'un d'entre eux qui avait reçu plusieurs balles dans le ventre et qui est mort pendant le transfert. Le même jour, en fin d'après-midi, Abderahmane Galla, le chef de l'ARLA, est arrivé à Kidal avec deux de ses collaborateurs, escorté par les gens de la coordination. Sans attendre, nous avons aussitôt engagé les pourparlers. Nous avons continué à discuter tard dans la nuit et avons repris le lendemain, après quelques courtes heures de sommeil. Enfin, nous sommes parvenus à un protocole d'accord. Nous avons obtenu que tous les prisonniers de l'ARLA, une soixantaine de gens détenus par le MPA, soient libérés, ce qui a été fait l'après-midi du même jour. La situation commençait à s'éclaircir...

Cependant, le 13 mars, en ce début de nuit qui correspondait à la fin du Ramadan, alors que la commission de médiation attendait les chefs des deux mouvements concernés par les négociations pour préparer le meeting de clôture, quelqu'un vint me trouver, très alarmé.

— Mon commandant, ça ne va pas, tout ce que nous avons entrepris tombe à l'eau !

— Mais qu'est-ce qu'il y a encore ?

— L'ARLA et le MPA vont s'affronter dans la ville !

— Ce n'est pas possible, on vient de signer les accords !

— Mon commandant, je reviens de chez le gouverneur, et je vous assure que j'ai vu d'un côté de la ville des éléments du MPA qui se retranchent, et de l'autre côté ceux de l'ARLA qui font la même chose. Ils ont partagé la ville en deux !

Il fallait agir vite. Sautant dans ma voiture, j'ai foncé chez le gouverneur où j'ai trouvé Abderahmane Galla : je lui ai demandé ce qui se passait.

— Je ne sais pas pourquoi exactement il y a ce remue-ménage, il faut demander aux gens du MPA... De toute façon, on ne veut pas se faire surprendre en cas d'attaque et nous préférons prendre nos dispositions...

Sur les chapeaux de roues, je suis parti au terrain d'aviation où je pensais trouver Iyad ag Ghali. Il était effectivement là, avec Ahmed ag Bibi, en train de se préparer eux aussi à l'affrontement. Je me suis précipité vers Iyad.

— Que se passe-t-il ?

— Les gens de l'ARLA on enlevé trois de nos hommes ! S'ils ne les rendent pas, on va leur rentrer dedans...

— Qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

— Oui, l'ARLA a enlevé Malik, Wanesnet, et Toua ag Adas. Ils les ont emmenés, et nous, on veut les récupérer !

— Mais pourquoi les ont-ils enlevés ?

Je ne comprenais vraiment plus rien... Iyad m'a répondu :

— On ne sait pas ! On a seulement vu deux de leurs hommes armés entrer dans la ville et on les a interceptés. Mais quand on a compris que c'était des gens de l'ARLA, nous, on les a relâchés !

Soupçonnant une incompréhension absurde entre les mouvements, je me suis empressé d'aller trouver de nouveau les gens de l'ARLA pour savoir pourquoi ils avaient arrêté Toua et les autres.

— Malgré la signature des accords, le MPA a arrêté deux des nôtres ! Alors nous, on enlevé ces trois-là du MPA...

— Mais est-ce que vous avez vérifié que vos deux bonhommes sont toujours prisonniers ? m'écriais-je, commençant à m'énerver.

— Non...

— Mais vos hommes sont libérés depuis longtemps ! C'est vrai que les gens du MPA les ont pris mais, dès qu'ils ont vu qu'ils étaient de l'ARLA, ils les ont laissés partir. Ils sont au camp militaire, vous pouvez aller vérifier ! Alors maintenant, moi je vous demande de vous dépêcher de m'amener Toua, Malik et Wanesnet ! Amenez-les tous les trois, et tout de suite !

Pendant ce temps, Iyad et les intégrés du MPA avaient commencé à faire mouvement. Me précipitant vers le terrain d'aviation, je les ai interceptés juste au moment où ils entraient dans la ville. Heureusement, j'ai pu les convaincre de revenir au terrain et de se calmer, en leur assurant que j'allais leur ramener moi-même leurs hommes... Cela a pris un peu de temps, parce que l'ARLA avait déjà emmené ses prisonniers à l'extérieur de Kidal, vers In Tedeyni. Mais le convoi a été rattrapé, j'ai récupéré Toua, Malik et Wanesnet et j'ai pu les rendre à Iyad. Ce n'est qu'à ce moment-là que la situation s'est clarifiée et que les choses sont rentrées dans l'ordre. On avait frôlé la catastrophe sur un simple malentendu...

J'étais un peu accablé mais, curieusement, toute cette histoire ne me décourageait pas. Je travaillais dans le sens de la paix depuis des années et je ne voulais pas que tout ce travail échoue. Et puis, j'avais la confiance du président et du Premier ministre qui m'avaient chargé de cette mission de médiation, ce qui me donnait une énergie terrible ! Finalement, le calme est complètement revenu et la commission a pu repartir.

Mais le Mali n'était pas au bout de ses peines. Le mois suivant, en avril 1994, ce furent les Songhays qui s'agitèrent, avec la publication du manifeste du Mouvement populaire Ganda Koy (MPGK), à Gao. Ce mouvement, fondé par le capitaine Abdoulaye Maïga, en rupture avec l'armée malienne, était issu de la lassitude des sédentaires devant la persistance de l'insécurité, et se donnait pour but de s'opposer aux attaques des rebelles. Les risques de guerre civile commençaient sérieusement à s'accroître, et on déplorait des affrontements entre communautés. Je suivais tout cela avec appréhension, depuis Ségou où j'étais revenu continuer ma retraite... J'étais inquiet et redoutais que cette situation malsaine ne dégénère. Il y avait des lueurs d'espoirs, cependant. En janvier 1995, à Bourem, le MPGK et le FPLA se décidaient à signer ensemble des accords inter-communautaires, et c'était un pas de plus dans la bonne direction. Mais toute cette année 1995 fut bien triste et agitée. Pourtant, le calme revint peu à peu. La situation restait fragile mais

néanmoins, le 27 mars 1996, le Mali pouvait organiser à Tombouctou une grande cérémonie de réconciliation, avec tous les protagonistes des affrontements. Cette « Flamme de la Paix », où ont été brûlées en un immense brasier des milliers d'armes de guerre, a été pour moi, pour nous tous Maliens, et certainement même en dehors du pays, un magnifique symbole. J'espère que cette flamme continuera d'éclairer l'avenir, pour dissiper les ténèbres de l'incompréhension entre les gens, et empêcher que reviennent les jours de désespoir.

ÉPILOGUE

Ce récit s'achève, mais l'histoire du Mali se poursuit, et ma vie aussi, tant que Dieu le voudra ! Je suis maintenant retraité pour de bon et d'autres, plus jeunes, devront prendre le relais... Cependant, j'ai encore des forces. Je suis toujours disponible pour servir le Mali et c'est dans cet esprit que je voulais faire ce livre, pour transmettre à ceux qui arrivent un aperçu de ce qu'ont vécu leurs aînés dans ce siècle mouvementé. J'espère qu'il aura quelque utilité, même si je sais bien que l'expérience se partage difficilement, et qu'on ne comprend le fond des choses que peu à peu, en faisant soi-même des erreurs.

Ces quelques pages sont destinées à montrer comment un jeune Soudanais a pu percevoir la fin de la colonisation, et comment le sentiment progressif de l'injustice a pu le mener vers des idées indépendantistes. Elles permettront aussi, je le souhaite, de comprendre ce qu'a été la vie d'un soldat dans le Mali indépendant, et ce que fut l'ambiance dans l'armée depuis la décolonisation. Elles donneront enfin, de l'intérieur, la vision d'un acteur des guerres avec la Haute-Volta ou le Burkina-Faso, et des affrontements lors des révoltes du Nord. Bien sûr, on ne trouvera pas ici le récit complet des événements. Mais peut-être en comprendra-t-on mieux les réalités du terrain. Cet ouvrage pourra sans doute être utile aux Maliens pour mieux connaître leur passé et aux historiens qui se pencheront sur l'histoire de notre pays.

Ceci ne serait cependant guère suffisant si l'on en restait là. J'espère aussi avoir montré que la paix et la justice sont les valeurs les plus importantes, et que ceux qui agissent, hommes politiques, militaires ou autres, doivent toujours être imprégnés de ces idées. La brutalité, la force ou la contrainte peuvent peut-être parfois être utiles à court terme. Mais je suis sûr qu'elles sont inefficaces à long terme, et que ceux qui les utilisent en conçoivent ensuite toujours des remords. Les principes d'humanité, de dialogue, la recherche de l'apaisement des conflits comme méthode pour résoudre les incompréhensions humaines sont bien plus payants !

Lorsque j'étais en charge de l'autorité, j'ai toujours refusé d'utiliser les mauvais traitements pour obtenir des renseignements, j'ai toujours refusé les tueries comme moyen militaire. Je suis issu d'une très grande famille, et j'en ai moi-même fondé une importante, puisque j'ai dix-sept enfants. Quand je vois une vieille personne, je vois ma mère, quand je vois un homme ou un enfant, ce sont mes propres enfants que je vois, et quand je vois une femme, c'est ma femme que je vois. Alors, je ne peux accepter de les voir souffrir, ou de les savoir dans le malheur, et encore moins d'en être responsable. Cela ne sert à rien de rendre les gens malheureux ! Cela ne sert à rien, qu'à exacerber les rancœurs, à vous faire détester, à renforcer les divisions. Ce n'est pas cela qu'on nous demande ! J'ai beaucoup de respect pour la tenue

militaire, à laquelle j'ai donné toute ma jeunesse, toute ma vie même. Pour moi, un militaire doit être un homme propre, dans le sens où il doit agir dans le respect de l'homme. C'est déjà bien assez de disposer de la force... Un proverbe bambara dit : « *Tue un homme, mais ne l'humilie pas !* ». On peut se battre contre l'ennemi, c'est notre rôle, mais il ne faut pas l'humilier. Surtout, il est terriblement inefficace de s'attaquer aux innocents ou à ceux qui ne peuvent se défendre. En le faisant, on travaille contre son propre camp, contre son propre pays, et on multiplie le nombre de ses ennemis !

N'oublions pas ces principes, car nous avons encore beaucoup de travail devant nous, et encore beaucoup d'incompréhensions à éliminer, entre nous Maliens, et entre nous tous, Africains. Le Mali est composé de nombreuses minorités, de cultures très différentes les unes des autres, et qui parfois sont tentées de s'exclure mutuellement. Mais cette diversité est notre richesse, si nous réussissons à vivre ensemble. Je ne voudrais pas que la culture bambara disparaisse, parce qu'elle enrichit les autres Maliens, comme je ne voudrais pas que la culture touarègue disparaisse, ni la culture bobo, ni aucune de ces cultures qui forment, réunies, le Mali et l'Afrique. Nous pouvons vivre ensemble, faire chacun des concessions et nous entendre. Gérer chacun nos problèmes, mais réussir à nous connaître et avoir des actions communes dans l'intérêt général. Cela ne nuira en rien à la souveraineté de l'État... Cet État national, il faut continuer à le construire, mais il faudra aussi le dépasser. Les premiers responsables africains, à l'indépendance, ont souhaité l'unité africaine. Tout le monde en parlait, mais personne n'a voulu le faire tout de suite, peut-être parce que personne ne voulait perdre de son nouveau pouvoir, ou parce que c'était trop tôt. Mais cette intégration africaine, elle est obligatoire... Cela prendra du temps. Nous ne sommes même pas encore vraiment parvenus à faire l'unité à l'intérieur de nos États respectifs, alors, au-delà... Pourtant, cette unité serait notre force ! En tout cas, notre division est notre faiblesse. J'ai fait la guerre contre le Burkina, et j'ai vu moi-même comment ce conflit a contribué à nous appauvrir. Maliens et Burkinabé ont les mêmes coutumes, les mêmes comportements. Nous devons être citoyens, pas nationalistes ! Nous unir, avec la Côte d'Ivoire, la Guinée, toute l'Afrique de l'Ouest, ferait de nous une réelle force économique et internationale...

Je suis bambara, je suis malien, mais personnellement, je me sens surtout africain. Je ne serais pas opposé à ce que le Mali disparaisse, à condition que ce soit dans un ensemble viable et juste. Viable, pour que la grande majorité puisse enfin avoir les moyens de vivre décemment. Juste, c'est-à-dire où les droits de l'homme soient respectés, où chacun puisse être égal devant la loi. Où les gens soient libres de parler, de s'exprimer, de circuler et de vivre comme ils l'entendent sans gêner les autres... Ce n'est pas une utopie, et je suis même optimiste ! La démocratie progresse en Afrique, et ces dernières années ont montré des signes de progrès indéniables. Continuons à avancer ainsi, la paix en tête...

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Nous avons pensé utile de décrire au lecteur la méthode utilisée pour réaliser ce récit de vie. Le genre est ancien (1). Cependant, l'expérience prouve qu'il s'agit toujours d'une aventure particulière et originale. Les pratiques divergent, ont suscité de nombreux débats. Des choix ont été faits ici, et il est important d'en rendre compte. Amidou Mariko n'a pas écrit ses mémoires, je n'ai pas réalisé sa biographie, nous avons fait ensemble le récit de sa vie.

Rédiger ses mémoires est un travail d'écriture long et solitaire. Le mémorialiste se met en scène, dans le silence de son bureau, sans autre interlocuteur que son futur lecteur. C'est un genre éminemment subjectif qui nécessite par ailleurs le goût d'écrire. Or, Amidou Mariko est un conteur avant tout, un formidable conteur. Un conteur a besoin d'un public, et n'a guère l'envie de se raconter à lui-même ce qu'il prend inversement plaisir à dire à autrui. En ce sens, l'interlocuteur, par son écoute, par sa simple présence, est un catalyseur, un accoucheur du souvenir. Il doit se garder d'intervenir à tout propos mais ses questions, lorsqu'il saisit mal le propos ou qu'il désire des approfondissements, obligent le conteur à fouiller dans sa mémoire, à expliquer ce qui lui paraîtrait autrement des évidences. Des épisodes enfouis remontent à la surface, qui resteraient latents s'il était seul, face à lui-même ou à une feuille de papier.

Écrire la biographie d'une personne consiste à reconstituer le fil d'une vie et ses implications, en se fondant sur une documentation soumise à la critique historique, et la recherche d'une énonciation distancée. C'est un travail d'historien, qui gagne certainement en objectivité ce qu'il perd en matière vivante, en authenticité de la subjectivité même d'un acteur confronté à des situations particulières. Ce n'était pas notre but. Nous voulions que cet ouvrage transmette un vécu, avec ses sentiments, ses interrogations, ses doutes et sa perception individuelle de l'histoire en train de se faire. Nous n'avons cependant pas manqué de confronter le témoignage brut aux sources extérieures, archivistiques ou orales. Si nous avons ainsi cherché rigoureusement la véracité des épisodes, nous avons gardé le caractère vivant d'un récit à la première personne, celui d'un témoin privilégié.

(1) Depuis les années 20, avec William I. Thomas et l'École de Chicago, de nombreux récits de ce type ont été publiés. Pour d'autres considérations méthodologiques sur ce type de travaux, voir entre autres :

Bertaux Daniel, *Les récits de vie*, Paris, Nathan, 1997, 128 p.

Peneff Jean, *La méthode biographique*, Paris, Colin, 1990, 144 p.

Poirier J., Clapier-Valladon S., Raybaut P., *Les récits de vie, théorie et pratique*, Paris, PUF, 1993 (3^e éd.), 240 p.

ENTRETIENS

Un tel travail commun, de longue haleine, exige familiarité et confiance entre le conteur et l'interlocuteur, et nécessite de nombreuses rencontres étalées dans le temps. Nos entretiens, enregistrés sur cassettes, se sont déroulés sur quatre ans. Nous nous sommes retrouvés à Ségou et Bamako en 1995, 1997, 1998 et 2000. Nous avons effectué ensemble en 1997 un voyage sur les lieux d'exercice d'Amidou qui nous a mené à Gao et Kidal. Nous avons enfin complété nos séances par deux séjours à Paris, en février 1996 et en janvier 2000.

Lors de ces séances, le ton fut celui de la conversation libre, un souvenir en entraînant un autre, sans fil conducteur précis, et sans questionnaire contraignant. L'espacement de nos rencontres a permis que mure le témoignage, et que les récits soient traités au fur et à mesure. Ainsi, les séances étaient-elles entrecoupées de classement et de transcription dactylographiée des bandes magnétiques. Celle-ci a été réalisée intégralement, c'est-à-dire en notant les silences, les hésitations, les questions posées, et dans la syntaxe et le vocabulaire utilisés lors de l'entretien, afin que dans un premier temps soit restituée au plus proche l'expression orale. Évidemment, le texte ainsi produit ne donne qu'une faible idée de l'environnement gestuel, des intonations utilisées, des attitudes et des postures prises par le conteur et qui comptent tellement dans la réception du message, ni de l'état des réactions de l'interlocuteur, qui interagissent aussi sur le discours. Nous en sommes conscients, mais c'eût été trop difficile techniquement, et nous n'avions pas envie de nous barder de capteurs ! Tel qu'il est, cet oral retranscrit est cependant suffisant pour que l'auditeur que j'ai été retrouve sans trop de difficultés, lors de la rédaction finale, l'ambiance même de l'entretien.

Un début d'analyse de ce matériau brut permettait, avant de nous retrouver pour de nouveaux enregistrements, de préciser les lacunes du récit, les points d'ombre, les questions qui devaient être posées ultérieurement, ou être répétées. La répétition des mêmes questions, et donc la relation des mêmes récits a permis en effet que soient donnés plusieurs éclairages des mêmes faits et des mêmes anecdotes, amenant par recoupement à compléter le témoignage ou à en tester la validité. En dehors de nos rencontres, nous restions en contact téléphonique, afin de préciser certains points de détail, l'orthographe de certains noms, la datation plus précise de certains événements. Nous avons enfin instauré une navette entre Paris et Ségou pour qu'Amidou Mariko corrige au fur et à mesure la transcription des enregistrements et le texte en train de se construire.

Le matériau brut, après élimination des passages techniquement inaudibles, s'est ainsi élevé à presque trente heures d'enregistrement. Les cassettes répertoriées (numéro, date, lieu, circonstances de l'entretien), une fois transcrites et dactylographiées, ont engendré un document écrit de presque un million de caractères, soit, suivant la présentation adoptée, entre quatre cents et six cents pages de texte brut.

LE TRAITEMENT DU TÉMOIGNAGE

Évidemment, si ce texte était fidèle aux conditions des entretiens, il était illisible tel quel. Un tel témoignage brut est utile pour l'élaboration de la publication ou des recherches complémentaires, mais ne peut être proposé dans cet état au lecteur. Une réécriture était indispensable, mais posait la question de la transposition inévitable du récit initial. Cependant, les scrupules inhérents à cette modification de l'oral ne peuvent subsister bien longtemps. La simple transcription à l'écrit oblige à ponctuer, par exemple, ce qui est déjà une altération... La mise en forme du texte est nécessaire, et sa réélaboration.

Après un premier travail de nettoyage (suppression des mots inutiles, des redites, etc.), le texte a été découpé en petites séquences n'abordant qu'un seul sujet ou qu'une anecdote. Chacune de ces séquences, tout en conservant le répertoire initial de la cassette audio qui la contient, a ensuite été datée et a reçu un titre thématique.

L'ensemble a ensuite été classé, grâce au très utile « mode plan » du traitement de texte, selon les deux clés de tri chronologique et thématique. C'est à ce stade que sont apparues les répétitions et qu'il a été possible de rapprocher les différentes narrations d'un même fait ou d'une même perception.

Isoler les titres a permis ensuite de créer un premier canevas du récit à venir. Celui-ci a conduit à l'ébauche d'un plan. La problématisation générale de la vie d'Amidou Mariko, déjà sensible pendant nos entretiens, est apparue clairement à ce stade.

La perception du fait par le conteur est une réalité en soi, ainsi que son interprétation. Nous n'avons évidemment pas voulu intervenir sur ce plan. En revanche, le contenu même du fait, sa datation, l'enchaînement des événements, peuvent être plus ou moins bien restitués par la mémoire. Nous avons désiré vérifier par recoupement la trame du récit, afin d'assurer une meilleure fiabilité au témoignage produit.

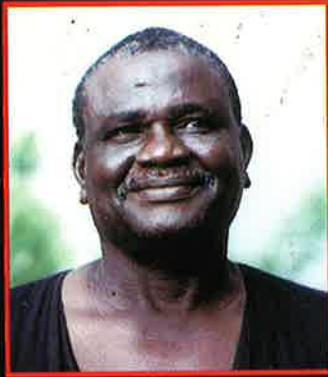
Nous avons utilisé pour cela les méthodes classiques de l'historien. Les archives recueillies à Bamako et Kidal, les témoignages enregistrés des événements vécus pas d'autres témoins ont permis cette confrontation. Les archives privées d'Amidou Mariko, rapports militaires, papiers, télégrammes d'intervention, etc., ont aussi été utilisées. Une chronologie critique a été constituée. Nous la versons en annexe.

LA PRÉSENTATION FINALE

Il a fallu enfin passer du récit classé, complété et vérifié à la rédaction finale. La question s'est posée de la présentation définitive. Ne réalisant pas une biographie, nous avons éliminé d'office le récit à la troisième personne. Nous avons donc le choix entre le dialogue, qui respectait apparemment mieux les conditions de l'entretien, ou le récit à la première personne.

C'est finalement cette dernière option que nous avons choisie. Elle respecte mieux une certaine subjectivité du récit, tout en ayant l'avantage de le rendre plus vivant. Le rédacteur, écrivant donc « je » à la place d'un autre, est évidemment confronté à certaines difficultés d'identification, et doit prendre garde à ne pas laisser son imagination interpréter les faits à sa façon. Nous pensons avoir évité cela en respectant au plus près le récit oral initial, et en travaillant ensemble de façon étroite. Amidou Mariko a lu et corrigé la rédaction à chacun de ses stades, et celle-ci n'a été finalement validée qu'après son aval.

Il aurait été possible de faire de nombreux renvois aux documents d'archives utilisés pour vérifier le témoignage, afin de constituer en note un appareil critique infra-paginal. Après réflexion, nous avons renoncé, afin de ne pas alourdir la présentation et la lecture. Que le lecteur sache cependant que les quelques documents cités dans le corps du texte sont issus des archives personnelles d'Amidou Mariko.



*« C'est cette destinée
de serviteur de l'État
et du peuple malien
dans son ensemble
que je voudrais conter ici,
en espérant seulement
que cela puisse être utile. »*

Amidou Mariko

J'ai passé avec Amidou de longues journées à évoquer les épisodes de sa vie bien remplie, au milieu de sa famille à Ségou, ainsi qu'à Paris ou encore à Bamako. Nous avons voyagé ensemble, nous avons partagé nos repas, et une véritable amitié est née, pleine d'une estime que je crois réciproque, renforcée par l'opinion que nous avons en commun sur l'essentiel. Cependant, l'historien que je suis, s'il ne peut faire l'économie de l'empathie nécessaire avec le sujet d'étude ou les témoins qu'il rencontre, ne doit pas s'aveugler en proportion... Il me fallait vérifier, recouper les faits, m'assurer que l'histoire n'était pas trop belle. Je n'ai pas été déçu. Les archives personnelles qu'Amidou possédait et qu'il a mis totalement à ma disposition, et plus encore les archives du cercle ou de l'armée entreposées à Kidal ou Gao et ouvertes largement, ainsi que les témoignages recueillis d'autres acteurs, au Sud ou au Nord du Mali, m'ont rassuré en ce qu'ils ont corroboré les dires du commandant Mariko. Certains épisodes m'ont également fait toucher du doigt combien son action, tranquillement et sans grandes phrases, pouvait être orientée vers la paix.

Pierre Boilley


EDITIONS DONNIYA

Prix Mali : 5 000 Fcfa
Hors Mali : 120 FF

